QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - Nº 12621 - 4.50 F

A en juger par les réactions de la presse, le rapport Tricot

n'a pas davantage convaincu hors des frontières que dans

l'Hexagone. Partout ou presque dans le monde, les comments

teurs suppléent le silence gêné des gouvernants et des chancel-

leries, contraints au devoir de

qu'on ne s'y trompe pas : les cri-

tiques et le scepticisme qui mar-

quent la plupart des réactions de

la presse étrangère sont ample-

ment partagés par les gouverne-

ments en attendant le supplé-

C'est à Wellington, tout

d'abord, qu'on attend des expli-

cations en forme d'excuses. Car,

même s'il innocente ministres et

lampistes dans l'affaire du

«Rainbow-Wartior», le rap-

port Tricot reconnaît que

M. Charles Hernu, le ministre

de la défense, a ordonné et

« couvert » des opérations

d'espionnage sur le sol néo-

zélandais. Des regrets - ils sont

dus puisque nos agents ont eu la maladresse de se faire prendre la main dans le sac — limiteraient

puelque peu les dégâts infligés à

la présence déjà difficile de la

France dans le Pacifique, Mais

on ne doit déjà plus se faire

< popularité » dans la région, et

ancun cadean n'est à attendre en

ce qui concerne aussi bien notre

pulitique à l'égard de la

Nuuvelle-Calédonie que nos

essais nacléaires. Les yeux sont

braqués sur la politique fran-

caise et ne sont pas près - la prochaine campagne de Green-

peace aidant - de se détourner,

mēme si jusqu'à présent l'Aus-

tralie fait prenve de modération

et évite de trop se solidariser avec la Nouvelle-Zélande.

On savait qu'à plus on moins

long terme les essais nucléaires

de Mururoa étaient condamnés. L'affaire du « Rainbuw-

Warrior » ne peut que hâter ce moment. Surtout si elle est Fondateur : Hubert Beuve-Mery

Directeur : André Fontaine

- MERCREDI 28 AOUT 1985

Le premier ministre néo-zélandais qualifie Coup d'Etat d'«incroyable» le rapport Tricot au Nigeria Dégâts

- De la mission Bonlieu à la disparition de l' « Ouvéa » (page 6)
- Parapluie juridique (page 9)
- Remue-ménage chez les agents secrets (page 10)
- Comment maquiller une opération (page 10)

réserve et aux bous usages. Mais M. Laurent Fabius devait s'exprimer, ce mardi 27 août, à la suite de la publication, lundi, du rapport de M. Bernard Tricot sur l'attentat contre Greenpeace. Pour sa part, le premier ministre néo-zélandais, M. Lange, a qualifia d' « incroyable » ce rapport. meut d'explication que dolt fuuruir ce mardi 27 août

Dans son texte, M. Tricot conclusit à la «certitude» de l'absence de «responsabilité officielle française» et à sa «conviction» de l'innocence des agents secrets français présents à l'époque en Nouvelle-Zélande. Assurant au contraire que « le gouvernement français est bien sûr impliqué» dans le sabotage du «Rainbow-Warrior», M. David Lange demande des «excuses immédiates et officielles » à la France.

l'opposition, à l'exception des communistes et de quelques giscardiens, attendaient l'intervention de M. Fabius pour prendre position. En conclusion de son enquête, qu'il estimait «difficilement conclusive», M. Tricot avait recommandé que son rapport «soit suivi en France d'un examen plus

Faux-semblants

Sébastien de la raison d'Etat, un grand commis se sacrifiant pour l'honneur de la France et de ses armées en épousant, jusque dans ses fioritures et ses extravagances, le plaidoyer de la DGSE ? Ou un John Le Carré qui s'ignore, un caustique conseiller d'Etat prolongeant un roman d'espionnage à rebondissements par un rapport tron beau pour être cru, souvent contradictoire dans le ton et la forme, égarant le lecteur dans un savant dédale d'affirma-

La question n'est pas théorique. M. Tricot, avec lequel nous nous sommes entretenus lundi soir. lonne, en effet, l'impression d'être l'auteur de deux rapports : l'un écrit, l'autre oral.

Dans le premier, il ne se contente pas de certifier, citations de documents à l'appui, qu'aucun ordre gou-vernemental n'a été donné visant à l'attentat contre Greenpeace. Il va au-delà et affirme sa conviction que les agents français présents en Nouvelle-Zélande sont innocents. Un raisnnnement en forme de construction intellectuelle, bien loin

Qui est M. Tricot? Un saint des faits établis par les enquêtes journalistiques ou policières.

> Dans le « second rapport » distillé au Monde aussi bien qu'à Europe 1 et Antenne 2, lundi, M. Tricot dissocie beaucoup plus rigoureusement ses certitudes et ses convictions, ce dont il est certain et ce qu'il croit, les preuves et l'intime conviction en somme. Il se fait l'avocat du diable - un conflit de devoir - des chefs de ésé berné »), et se refuse à désigner à la vindicte, des « lampistes », des boucs émissaires commodes à ceux qui, an sommet, lui ont tods assure n'avoir jamais donné d'ordre « illégi-

Il y a ainsi deux tons, deux lectures, comme si l'apparente candeur du rapport écrit cachait une possible bombe à retardement dont les enquêteurs néo-zélandais détiendraient la clef.

> BERTRAND LE GENDRE ot EDWY PLENEL

(Lire la suite page 5.)

En France, la plupart des dirigeants de

Doutes

Par DANIEL VERNET

Après avoir côtové le roman policier, l'affaire du Rambow-Warrior a rejoint le rayon de la Bibliothèque rose. Prise au pied de la lettre du rapport Tricot, l'équipée de nos agents secrets se résume à une piartie de plaisance où de jeunes sportifs, avides de connaître les joies de la per, amateurs de plongée et sou-cieux de nouer - en tout blen tout honneur - des liens avec les populations locales, firent admirer aux autochtones leur maîtrise de la navigation à voile et, joignant l'utile à l'agrésible, recueillirent quelques informations pour leurs services d'origine, avant de outter le Pacifique par des voies mystérieuses et d'abandonner leur bateau à un sort

M. Tricot e n'imagine pas » que ces hommes, e plus intimidés qu'inquiets > quand ils sont en présence d'un conseiller d'Etat, aient pu couler le bateau de Greenpeace et provoquer ainsi la mort d'un photographe d'origine portugaise.

(Lire la suite page 6.)

Un coup d'Etat militaire a en lieu dans la muit du lundi 26 su mardi 27 août au Nigeria. Un officier, le général de brigade Joshua. Dogonyaro, a fait sur les ondes de radio Lagos, captée à Abidjan, une déclaration dans laquelle il a amoncé la formation d'un «comité militaire suprême». Il a justifié la nouvelle intervention de l'armée par la lenteur des réformes attendues du président Buhari, lui-même porté au pouvoir par l'armée le 31 décembre 1983. Le couvre-feu est instauré la auit à Lagos et dans les grandes villes. Les ports et les aéroports sont fermés, et les linisons téléphoniques avec l'étranger

Les événements de mardi rappellest événements de marti rappel-lent fort ceux du 31 décembre 1983, jour où l'armée renversa l'ancien président Shagari. Lors de ce putsch aussi, la radio de Lagos diffusa d'abord le message d'un officier inconnu qui s'adressait au pays au nom de l'armée et dénonçait l'état - déplorable » de la situation écono-mique. Elle annonçait la formation mique. Elle annonçait la formation d'un « gouvernement militaire fédé-

Les difficultés financières avaient en raison du régime instauré quatre ans auparavant, en 1979, l'armée, maîtresse da pays pendant treize ans, avait décidé de remettre le pouans, avant decide de remettre le pon-voir aux civils, geste qui avait forte-ment contribué à rehausser le pres-tige du Nigéria, présenté conime « la plus grande démocratie afri-caine ». Le président Shagari était d'abord parvenu à mainteau la paix civile et à créer les bases d'un régime parlementaire, même si la régularité de certaine scrutius était contestée. Sa réélection en août 1983 avait donné lieu à de sanglants

C'est contre un régime affaible que complotèrent alors le général Buliari et ses amis. Cetui qui dirigea le conscil suprême militaire était un officier d'une quarantaine d'années, formé en Grande-Bretagne. En 1976, et 1977, alors lieutemant colonel, ni fit partie, du conseil militaire uni renversa le général Gowon. Il fut probablement choisi par ses pairs lors du putsch de 1983 en raison de son massé de ministre du nétrole son passé de ministre du pétrole, puis de président de la Société nationale des hydrocarbures. Il fallait un hnome expérimenté et les puts-chistes appartenaient à l'establish-

ment soucieux de rassurer les milieux financiers internationaux. Dans une armée toujours divisée maigré ses appels au maintien de l'unité nationale au sein d'une République fédérale où les untagoni

breux, les sujets de critique ne man-quaient pas à la faction rivale de celle du général Buhari. Le Nigéria s'était pratiquement mis au ban de l'OPEP par ses entorses à la disci-pline des prix. Son image en Grande-Bretagne, ancienne puis-sance tutélaire, s'était fortement détériorée après une rocambolesque tentative d'enlèvement à Londres de M. Umaru Dikko, un ancien ministre passé à l'opposition.

En Afrique, l'expulsion brutale de plusieurs centaines de milliers de travailleurs immigrés avait été cruellement ressentie. Puissance régionale, le Nigéria était critiqué par ses voisins et partenaires com-merciaux paturels, tel le Ghana.

An printemps, de sanglants affrontements entre la police et une secte religieuse interdite, des musulmans intégristes, avaient rappelé la fragilité d'un pays qui vécut, dans la province da Biafra, la plus cruelle guerre civile du continent.

Malgré l'apparente occidentalisa-tion du pays, liée à la présence de nombreuses sociétés étrangères atti-rées par la prospérité pétrolière, le tribalisme resta primer de l'alliques La hiérarchie musulmane joue un rôle prépondérant et entretient avec le pouvoir des relations complexes. Il-sernit étomant que la nouvelle jeute s'affranchisse de ce sabril rap-port de forces. Pays aux structures sociales traditionnelles, le Nigéria est entré, plus fortement et plus vite que d'autres, dans la modernité, en raison de son pétrole. L'argent, la corruption, y jouant un grand rôle. C'est ee qui explique que ee « géant » africain soit aussi une des nations les plus instables du conti-

(Lire nos autres informations

Le Brésil au bord du chaos financier

aggravée par les pires aspects d'un « gaultisme de pacotille » que se plaisent déjà à relever bien des commentateurs étran-M. Gilson Funaro, qui était jusqu'à maintenant président de la banque nationale de développement gers : arrogance, fausse supério-rité napoléonienne, grandeur en forme d'isolement, raison d'Etat en forme de feuille de vigne... Le plus paradoxal, en cette affaire, c'est que l'offensive indi-recte à laquelle va être soumise notre force de dissuasion intervient sons un gouvernement de gauche et provient de ces partis milieux financiers internationaux auprès desquels l'ancien ministre frères avec lesquels M. Jospin se des linances passait pour un partisan de la politique d'austérité pronée par concerte régulièrement au sein de l'Internationale socialiste. Le SPD ouest-allemand, qui a le Fonds monétaire. M. Dornel qui était le neveu de Tancredo Neves, mort le 21 avril demier, quelques jours après avoir été étu président de la République, s'était entreteur la semaine demière en pourtant pris position en faveur d'une plus grande coopération militaire avec la France, vient ainsi de demander l'arrêt des essais nucléaires français dans le Pacifique sud, et d'autres formations vout sans doute suivre le C'est pendant son absence qu'il

Même s'il est encore difficile de mesurer exactement les dégâts faits à notre diplomatie, il est sûr que l'infinence de la France va pâtir des derniers événements. Le ridicule est une lourde faute en politique étrangère, et nous en payerons le prix aussi bien en Europe - encore que, grâce aux agents doubles, triples et autres taupes ouestallemands, nous ne soyons pas en situation de monopole en ce domaine sur le Vieux Continent - que dans nos relations avec les Etats-Unis et avec le monde de l'Est. Il n'est pas jusqu'en Afrique où la perte de crédibilité de nos services secrets ne se fera pas sentir. Il est décidément urgent de se pas alourdir encore ce médiocre bilan.

(BNDES) a été choisi par le présideut de la République du Brésil, M. José Sarney, pour succéder à M. Francisco Dornelles au poste de ministre des finances. La démission. lundi, de M. Dornelles, ainsi que celle du gouverneur de la Banque centrale, M. Antonio Carlos Lemgruber - dont on ne sait pas encore si M. Sarney l'n acceptée – ont fait sensation tant nu Brésil que dans les France nvec le directeur général du FMI, M. Jacques de la Rosière. avait appris le renvoi par le président Sarney d'un de ses principaux collaborateurs, M. Sebastiao Vital.

Ce coup de théâtre survenu à Brasilia est généralement interprété, notamment par la presse étrangère. comme une victoire des partisans d'une diminution beaucoup plus graduelle des dépenses publiques dans l'espoir de maintenir une croissance de l'ordre de 5%. Cependant, le nonveau ministre des finances, M. Funaro, homme d'affaires de fabrique de jouets), et qui avait occupé des fonctions officielles dans l'Etat de Sac-Paulo de 1967 à 1971. avait sévèrement critiqué pendant les aunées 70 la politique dite du « miraela économique » conduite par l'ancien ministre du Plan, M. Delfin Netto.

Le plus triste, dans ce nouvel imbroglio brésilien, est que sans doute, tant l'ancien ministre des finances, qui vient de résigner ses

fonctions, M. Francisco Dornelles, partisan de la politique d'austérité préconisée par le Fonds monétaire, que ses contradicteurs ont tort. Renvoyer ainsi dos à dos le neveu de Tancredo Neves et ses adversaires, parmi lesquels on comptait le conseiller économique apparemment très écouté du président José Sar-ney, M. Luis Paulo Rosenberg et le ministre du Plan, M. Joao Sayad, n'est pas une façon de se laver les mains du drame économique, financier et social dans lequel risque de s'enfoncer le Brésil, menacé de «chaos» comme l'a dit la semaine dernière le collaborateur renvoyé de M. Dornelles, M. Sebastiao Vital. C'est tirer su mois provisoirement les conclusions d'une situation qui, en dépit des apparences et de quel-ques résultats spectaculaires, n'a cessé de se dégrader.

L'apparence, c'est le léger ralen-

ent de l'inflation qui, selon les statistiques officielles, serait, an cours des derniers douze mois connus (mai 1984 à mai 1985), revenue à 225,43 %, enntre 228,88 % an cours des douze mois précédents. La précision de ces chif-fres est à elle seule... un indice de leur caractère fallacieux. Ce n'est pas vrai qu'on puisse à la décimale près, calculer un man de hausse du niveau général des prix de cette ampleur. Ce qu'il faut savoir, c'est la périlleuse accliération des forces qui alimentent l'inflation et dont la virulence n'est contenue que par l'artifice du maintien à un niveau artificiellement bas des prix facturés par les nombreuses entreprises du sectour public. La vérité est que l'augmentation des dépenses publiques, et notamment des dépenses salariales à la charge de l'Etat,

Par PAUL FABRA cessus qui rappelle, par maints côtés, celui qui s'était développé au début des années 20 dans la République de Weimar, et beaucoup phis récemment, dans l'Argentine d'nvant la réforme radicale du prési-dent Alfonsin du 26 juin dernier réforme aux résultats encore incer-

> Pour financer le déficit croissant des finances publiques, le Trésor émet une quantité non-moins croissante de bons dont la plus grande partie est purement et simplement achetée par l'institut d'émission, la Banque centrale du Brésil, et par le Banco do Brasil, autre institution entièrement entre les mains de l'autorité publique. Tant et si bien que la dette intérieure – financée en grande partie par la création moné-taire, - est en train de rejoindre le montant considérable de l'endettement extérieur, égal, comme on le sait, à quelque 103 milliards de dollars. Depuis l'institution du pouvoir civil, en mars dernier, la dette publique aurait augmenté au rythme mensuel de plus de 17 %. En douze mois, elle s'est accrue de plus de 54à %, ce qui, compte tenu de l'inflation, correspondrait à une augmentation en volume d'envirnn

Quant au «succès» enregistré depuis novembre 1983 - date du premier accord conclu nvec le FMI
— il concerne la balance commerciale avec l'étranger. Celle-ci s'ess redressée d'une façon qui a surpris - à tort - les experts. De négative, en 1982, elle est devenue positive. An cours des douze derniers mois elle a encore enregistré un excédent de 12,7 milliards de dollars, de quoi payer en totalité, ou peu s'en faut, l'énorme charge d'intérêt annuel due échappe pratiquement à tout aux eréanciers extérienrs. La contrôle. Cela s'explique facilement deuxième erreur des experts, et notamment de cenx du FMI, est

d'nvoir vu dans ce redressement une preuve de « succès », même si par ailleurs, le Fonds monétaire n'a cessé d'exprimer son mécontente ment sur tel ou tel aspect de la politique intérieure du Brésil. Cependant les critiques dn FMI sont inopérantes dans la mesure où les remèdes proposés et notamment le freinage de l'augmentation de la nasse monétaire, sont inapplicables (le Monde du 8 août), parce qu'on ne limite pas le débit d'une fuite d'esn si on n'est pes en mesure d'en

(Lire la suite page 21.)

Le Monde

MÉDECINE

 L'expertise psychiatrique sar la sellette

- L'autopsie de la médecine légaic

Pages 11 et 12

LIRE

4. RFA-RDA

L'espionnage en famille.

114. DIGRESSIONS

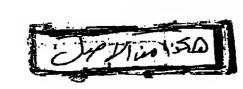
« Méthode sûre mais lente pour devenir académicien » par Bernard Frank.

22. AFFAIRES

« Moralisation » de la Bourse de commerce.

24. SPORT AUTOMOBILE

Renault abandonne la formule 1.



Pį

gr

pc

Menacé d'expulsion, M. Abou Zyad quittera volontairement la Cisjordanie à la suite d'un compromis

De notre correspondant

romis, il o été libéré et u été uuto-

risé à passer quarante-huit heures avec sa famille. Mercredi 28 août, il

franchira les ponts du Jourdain pour

gagner Amman, d'où il se rendra proboblement en Borope :

. Sattends la fin de cet exil comm

on attend lo date de lo sortie de pri-son, nous a-t-il dit, dans sa maison d'Azarich, car c'est ici que je veux

Pour sa part, le gouvernement

israélien a sauvé son prestige avec ce compromis. La Haote Cour de jus-

tice risquait d'autant plus de ne pas valider l'ordre d'expulsion qu'une commission militaire consultative

avait auparavant recommandé de

reconsidérer cette mesure en raison de l'ubsence de pièces dans le dos-

de M. Abon Zyad à des activités ter-

Reste que toute cette affaire a

démontré une fois de plus que les

expulsions d'habitants de Cisjorda-

nie demeuraient entre les mains du

gouvernement une mesure extrême-ment aléstoire et difficile à appli-

tats contre des civils israéliens.

samedi à Tulkarem et à Jenine

(le Monde du 27 août), plusieurs ministres ont d'ailleurs, à nouveau.

réclamé un dureissement des

mesures antiterroristes. Le vice-

premier ministre, M. David Levy a

remis sur lo tapis la question des

amendements qui permettraient de

(Intérim.)

faciliter les expulsions.

quer. Après les deux derniers at

roristes.

vivre, j'aime mon pays. »

Jérusalem. - Semi-soccès ou semi-échec pour le gouvernement? M. Khalil Abou Zyad ne sera finalement pas expulsé, mais il quittera la Cisjordanie do son propre gré. Ce compromis est intervenu entre son avocat et les forces de sécurité. C'est le 8 août que M. Abou Zyad avait été urrêté et que la procédure d'expulsion contre lui avait été enga-gée (le Monde du 9 zoût).

L'avocat de M. Abou Zyad avait introduit un appel devant la Haute Cour de jostico et c'est cette semaine que les juges devaient vali-der ou invalider l'ordre d'expulsion. Cependant, des négociations secrètes se déroulaient parallèlement, qui ont abouti au compromis signé dimonehe 25 août par M. Abou Zyad et rendu public lundi 26 août. Il s'agit, en fait, d'un double document. Dans le premier texte, M. Abou Zyad accepte de quitter les territoires occupés de Cisjordanie pour one période maximale de trois ans, et s'engage à ne prendre part pendant cette période à ancune activité anti-israélienne; dans le second document, le gouvernement isractien annule l'ordre d'expulsion et s'engage à ne pas s'opposer au retour dans trois ans de M. Abou Zyad si ce dernier respecte les clauses du contrat.

Chaque partie trouve son avan-tage dans ce compromis. Celui de M. Abou Zyad est essentiellement « personnel ». Il retrouvera la liberté de mouvements après plus de trois ans de régime de résidence surveillée. Après avoir accepté ce com**AMÉRIQUES**

Çhili L'opposition, communistes exceptés, s'unit contre le général Pinochet

Samiago. – Le défi le plus sévère ao régime du général Pinochet de-puis douze ans a été lancé, lundi De notre envoyé spécial sacrifices, économie mixte, respect roude » de l'Eglise, bien que les

26 août, à Santiago par les représen-tants des courants politiques allant de la droite conservatrice à lo gaude la propriété privée. Aucune date o'est fixée dans ce texte pondéré. Mais il réclame, à che chrétienne, en passant par les court terme, la fin de tous les états démocrates-chrétiens et les sociad'exceptioo, la restauration de listes. Ils ont opprouvé un document qui préconise la restauration des litoutes les libertés et de l'actonomie universitaire, le non-recours à l'artibertés et de la démocratie an Chili. cle 24 qui permet les mêmes actions arbitraires que l'état de siège, la fin Qualifié d' - accord national pour de l'exil pour les personnalités qui veulent rentrer au Chili, et le rétala transition vers une démocratie totale », ce texte recommande l'élechlissement dans la nationalité tion ao suffrage noiversel et direct chilienne de tous ceux qui en ont été d'un président de la République et privés par le régime (par exemple la d'une Assemblée nationale ayant famille de l'ancient président Al-lende). Le document demande, égacompétence pour réformer la

Le document définit également les grandes lignes d'une politique économique et sociale ; relance dynamique du développement, me-

Haïti

LE «JEAN-CLAUDISME»

ÉRIGÉ EN DOCTRINE

Cent-dix-huit personnalités

haitiennes liées au président Jean-Claude Duvalier ont officiel-

lement créé, vendredi 23 août, à

Port-au-Prince, le premier parti politique légal, conformément aux amendements constitution-

nels ratifiés par un référendum

très controversé - 99.9 % des

votants s'étaient prononcés pour

le « oui » — en juillet dernier. Dans une lettre publiée dans le

journal pro-gouvernemental,

le Nouveau Monde, les membres

fondateurs indiquent que cette

formation politique, qui portera le

nom de Parti national progres-siste (PNP), aura pour base doc-

Banque mondiale. Une bonne

partie de la population est sous-

alimentés, ne consommant que

les trois quarts de calories et les

deux tiers des protéines quoti-diennes nécessaires, selon l'Or-

ganisation mondiale de la santé.

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687F 1337F 1952F 2530F

ETRANGER (per messageries)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

399 F 762 F 1089 F 1380 F

IL - SUISSE, TUNESIE 504 F 972 F 1 404 F 1 806 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou rovisoires (deux semaines ou plus) ; 208 bonsés sont invités à formuler leur

sbonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à

Veuillez avoir l'obligeauce d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Constitution. Celle qi a été adoptée.

en 1980 prévoit que le général Pino-

chet restera au pouvoir jusqo'en

1989 et qu'il a la possibilité de se re-

présenter pour un autre mandat de

sures en faveur des plus pauvres, création d'emplois, répartition des

ment à court terme, la liberté pour

les partis politiques et un plébiscite

populaire sur toutes les dispositions de l'accord.

Le rôle de l'Eglise...

C'est l'Eglise catholique qui a pris l'initiative d'une • table ronde » en vue d'une réconciliation nationale et de pourpariers sérieux entre des formations qui peuvent prétendre re-présenter de très larges secteurs de la société chilienne (le Monde du 24 août). Trois conscillers du cardinal-primat Fresno, archevêque de Santiago, dont deux anciens mi-nistres do Pinochet (passés depuis à l'opposition), ont rencontré à plusieurs reprises, à huis elos, les représentants qualifiés d'une bonne dizaine de courants politiques. Les vingt et un participants ont signé le document final, sauf les représentants de trois « formations » : les socialistes des courants Briones et Mandujano, ainsi que la gauche chrétienne. Ces derniers souhaitent anparavant interroger leur base. Il est possible toutefois que la gauche chrétienne ue signe pas, momentanément, en espérant rallier les communistes, pour le moment en marge de cette tentative de réconciliation.

communistes, semble-t-il, aient formellement demandé à Mgr Fresno d'être représentés. Les discussions ont largement porté sur la place qui pourrait leur revenir dans une démocratie restaurée. Il est difficile, eo effet, d'ignorer le rôle et l'importance du PC chilien, dont l'appareil elandestin est solide et efficace. Il obtiendrait, de l'avis général, environ 15 % des voix en cas d'élections es. Parmi ses militants, on trouve quelques-nos dos intellectuels chiliens les plus brillants. Mais, depuis trois ans, il ne condamne pas la violence armée des groupes du Front patriotique Maouel Rodriguez, responsables d'attentats et de sabotages. Sans appeler lni-même à la lotte armée, le PC se déclare solidaire du Front patriotique. Pour le gouvernement, le Front est simplement le bras armé du PC. Les choses sont certainement plus subtiles. Mais cette position du PC lui vant d'être rejeté par des secteurs de

... et l'attitude du PC

L'accord national du 26 août est assez vague pour ne pas fermer com-plètement la porte à une éventuelle adhésion indirecte des communistes à la plate-forme de transition démocratique. Sans mentionner le PC, le document se borne à indiquer que les partis ou les mouvements qui ne rejettent pas la violence seront déclarés inconstitutionnels par un tribunal ad hoc.

Si le Parti communiste approuvait, même se manière indirecte, l'accord qui vient d'être conelu, ce scrait un virage capital de nature à bouleverser l'évolution d'une situa-tion tenduo et indécise. La première réaction des dirigeants clandestins du PC est mitigée. Ils ne nient pas l'importance du document, mais re-Le PC ainsi que ses alliés grettent qu'il soit « limitotif », qu'il n'avaient pas été invités à la « table les exclue d'un éventuel dialogue.

disent-ils. C'est le régime qui pratique une violence insensée depuis dauze ans, et le peuple a le droit à l'autodéfense. La droite, qui vient tout juste de se rallier à l'opposition, est mal placée pour donner des leçons de morale et condamner la violence populaire. « Ils affirment qu'ils vont étudier « très sérieusement - le document et q'ils se prononceront ensuite. En revanche, les démocrates-

C'est le peuple qui doit décider.

chrétiens exultent. Ils apparaissent comme les principaux béoéficiaires de l'initiative de Mgr Fresno, qui lundi, a « remercié Dieu et les citayens responsables qui ont approuvé le document ». Finalement, le cardinal-primat n'a pas remis copie dn texte au général Pinochet. comme il était envisagé. Une humiliation de plus pour no régime qui connaît la plus grave crise interne depuis 1973 et qui s'apprête à faire face à une relance de la contestation populaire et publique. L'Eglise chilienne apparaît main-

tenant, eo taut qu'institution. comme totalement passée dans le camp des adversaires de la dictature. C'est une étape importante. Cette attitude ne peut manquer d'aggraver les tensions internes du régime. Le désaccord règne au sein même du gouvernement sur la meil-leure manière d'appréhender one situation complètement nouvelle. Certains ministres, en particulier ceux de l'intérieur et des affaires étrangères, ne considéreraient pas comme totalement - negative - l'initiative du cardinal-primat. D'antres, eo re-vanche, déplorent l'engagement de l'Eglise - dans lo politique - et redoutent à court terme les -effets déstabilisateurs - du document du 26 août. Les forces armées ne peuvent non plus manquer de s'interroger sur l'évolution du régime. Il reste que le dernier mot appartient, et appartiendra jusqu'à prenve du contraire, au général Pinochet dont rico n'indique qu'il soit effleuré par

MARCEL NIEDERGANG.

Liban

Aucun accord n'a pu se dégager sur le déploiement des observateurs syriens

Des obus sont venus rompre, lundi 26 août, le fragile cessez-le-feu en vigueur depuis quatre jours à Beyrouth, où une bombe a été retrouvée dimanche soir dans une mosquée où devait prêcher le chef spirituel de le communauté sunnite, le cheikh Has-

Dans son preche de lundi matin, à l'occasion de la fête du Sacrifice, le mufti a appelé la communauté chrétienne à accepter une réforme des institutions et accuse la classe politique de vouloir démembrer le Liban. La paix ne pourra être rétablie sans la participation de la Syrie, a-t-il ajouté. Malgré trois réunions, la commission de sécurité, où sont représentées les principales milices et l'armée libanaise, n'a toujours pas pu dresser une carte du déploiement des observateurs militaires syriens. Les chrétiens refusent toujours qu'ils soient installés profondément à l'intérieur du territoire. Tout le monde s'attend done à une nouvelle flambée de violences après la fio des fêtes, qui dorent trois jours.

> Une déclaration de M. Raymond Eddé

A la suite des bombardements de la semaine dernière, M. Raymond Edde, député, ancien ministre, nous a fair parvenir la déclaration sui-

 Une fois de plus, la Syrie assa-diste n'a pas hésité à provoquer le massacre de civils des deux camps, chrétiens et musulmans, pour amexer plus facilement un Liban devenu impuissant et consentant. Après treize jours de combats (...) le gouvernement libanais, formé par Damas, ne peut s'opposer à la volonté du président Hafez El-Assad, qui, inlassablement depuis quinze ans, poursuit la réalisation d'un vieux rève : la grande Syrie.

Faut-il rappeler à ce propos cette déclaration faite le 7 janvier 1976 par le ministre syrien des affaires étrangeres, Abdel Khalim Khad-dam: - En cas de partition [do

iran

· Mort du chef du renseignement des Gardiens de la révolution. - Deux mille personnes ont assisté. lundi 26 août, anx obsèques de Kazem Kazemi, chef des services de renseignement des Gardiens de la révolution, tué samedi 24 août par l'explosion d'uoe bombe sur le front du Golfe. Kazem Kazemi, qui était âgé de treote ans, se trouvait sur le front pour y rencontrer des auxiliaires irakiens combattant avec les forces iraniennes, out indiqué les Gardiens de la révolution. - (Reu-

an sous l'empire romain et sous Bretagne, la Prusse, l'Autriche, la Russie et, plus tard, l'Italie.

. Liban], la Syrie annexeralt sans » hésiter le Liban, qui n'est qu'une » partie d'elle-même. »

la dynastie des Omenyades, cette dernière n'ayant régné sur Damas que quatre-vingt-neuf ans. Mais sous l'empire ottoman, qui dura plus de quatre siècles (1516-1918), la Syrie o'était qu'une simple province tur-que, alors que le Liban, à la suite affrontements sanglants entre Druzes et Maronites, bénéficiait, dès 1861, grâce à l'intervention militatre et diplomatique de Napo-léon III, d'une autonomie garantie par les cinq grandes puissances de l'époque: la France, la Grande-

trinale le « jean-claudisme ». Telle était certes la situation du Les cent dix-huit premiers e tout en continuent à préconi-ser, comme le duvaliérisme, le

plus grand bien pour le plus grand nombre et à œuvrer pour la promotion des populations haltiennes, le « jean-claudisme » à élargi l'appel au consensus national pour le triomphe de la révolution économique, l'accélération de la démocratisation et l'ouverture sur le monde exté-Peuplé de quelque six millions d'habitants, Haïti se situe en-dessous du niveau de la pauvreté absolue, selon les critères de la

La Syrie n'est devenue un Etat indépeodant – non souverain – qu'en 1920 sous le mandat français. Îl en a été de même pour le Liban. La Syrie o'a donc aucun droit historique sur le Liban. Elle ne peut le revendiquer. Encore moins

ASIE

Le ministre vietnamien des affaires étrangères n'exclut pas le maintien de conseillers militaires au Cambodge après 1990

Arrivé lundi 26 août à Bangkok pour une brève visite, le prince Siha-nouk, président de la résistance tripartite regroupée au sein du Gouver-nement de coalition du Kampuchés démocratique, rencontrera ses partenaires an sein de la résistance et aura une session de travail avec M. Son Sann au cours de son séjour. Cette visite du prince Sihanouk, la seconde cette année, qui durera en principe une semaine, survient alors que la résistance s'efforce de surmouter ses difficultés et de resserrer les rangs. En effet, les quelque cin-quante mille maquisards de la résis-tance cambodgienne s'opposent à un corps expéditionnaire vietnamien an Cambodge estimé do cent cinquante mille à cent soixante-dix mille

hommes. Ces derniers ont réussi à prendre le contrôle au cours de la saison sèche, de novembre à mars, de toutes les bases des maquis khmères en bordure de la Thallande.

La visite de l'ancien monarque survient en outre après un séjour du ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, on Indonésie, dans le cadre des efforts des voisin non communistes de l'Indochine, en vue d'un règlement de la crise cambodgienne. Au cours d'une conférence de presse lundi à Djakarta, le ministre victnamico des affaires étrangères a déclaré que le maintien de conseillers militaires oo Cambodge n'était - pas hors de question - après 1990, date à laquelle les Vietnamiens se sont engagés à retirer leurs troupes (le Monde daté 18-19 août), et il n'a pas exclu qu'il puisse y avoir encore à ce moment-làdes « poches de résistance ». Il a néanmoins estimé que cela n'affecterait pas les plans de retrait.

En outre, trois députés français, En outre, trois députés français, animateurs de l'association Cambodge libre, MM. Georges Mesmin (UDF, Paris), Clande-Gérard Marcus (RPR, Paris) et Jacques Baumel (RPR, Haots-de-Seine), out rapporté que M. Son Sann, président du Front national de libération de seure le la conference de libération de seure le la conference de libération de seure le la conference de la conference tion dn peuple khmer (FNLPK), a pris l'eogogement solennel de remettre de l'ordre et de la discipline - dans son moovement, en porticulier dans [ses] forces armées - et que, à défaut de résultats tangibles dans la guérilla nationaliste, il quitterait ses fooctions. Les parlementaires français ont préconisé on soutieo accru de la France à la résistance non communiste khmère et ils regrettent que « le gouvernement socialiste « entretieme des relations trop étroites - à leur avis - avec le Vietnam pro-soviétique et - pas assez avec ceux qui veulent que le Cambodge rede-vienne libre =.

Enfin, un échange de prisonniers entre la Chine et le Vietnam a eu lieu le lundi 26 août, à la « Porte d'amitié », dernier point de la fron-tière encore ouvert. Dix-ocuf - agents chinois infiltrés - au Vici-nam selon Hanoï, - « paysans enlevés pur les forces vietno-miennes «, selon Pékin, - ont été échangés cootre quinze - espions et saboteurs vietnamiens - capturés en Chine, selon Pékin - paysans enlevés de force par les forces chinoises - sclon Hanoi. La cérémonie d'échange s'est déroulée dans une otmosphère plus détendue que les fois précédentes, rapportent les

Le département d'Etat américain. déclaré lundi que la délégation qui devait se rendre cette semaine au Vietnam pour discuter du sort de près de deux mille cinq cents américains disparus pendant la guerre du Vietnam a reporté son voyage, car le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, ne se trouvera pas à Hanoï à la date prévue pour la visitn de la délégation. Le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a ajouté qu'une nouvelle date o'a pas encore été choisie. - (AFP.)

SOUS L'ÉGIDE DE L'ONU

Les négociations « indirectes » sur l'Afghanistan reprennent à Genève sources proches de la résistance, de violents affrontements ont notam-ment lieu dans la région de Khost,

Les négociations indirectes entre l'Afghaoistuo et le Pokistun, conduites par le sous-secrétaire général de l'ONU aux affaires politiques spéciales, M. Diego Cordovez (Equateur), reprennent, ce mardi 27 août, un Palais des nations à Genère Cette neuralle série d'attende nève. Cette nouvelle série d'entre-tiens avait été décidée d'un commun accord an mois de juin dernier après l'ajournement de la quatrième ses-sion de négociations.

Comme d'habitude, les deux ministres des affaires étraogères, MM. Mohammad Dost pour l'Af-ghanistan et Shahabzada Yaqub-Khan pour le Pakistan, ne se rencon-treroot pus directement. M. Cordovez fera la navente entre les deux interlocuteurs qui sont ins-tallés chacun dans une salle du Pa-lais des nations. Une délégation du convernement iranien sera mise au courant de la teneur des entretiens.

Les négociations engagées en 1982 visent à obtenir le retrait des quelque cem quinze mille soldats so-viétiques stationnés en Afghanistan, le rapatriement d'environ quatre millions cinq cent mille Afghans ré-fugiés au Pakistan et en Iran, ainsi que des garanties internationales de non-ingérence en Afghanistan.

L'approche de ces pourpariers, dont on attend pen de résultats concrets, n'a nullement entraîné, an contraire, un ralentissement des combats en Afghanistan. Scion des

non loin de la frontière pakistanaise, où les troupes soviétiques, ovec chars et bélicoptères, s'efforcent de dégager la garnison assiégée depuis près d'un an par les moudjahidins.

Conscription renforcée en URSS

A Moscou, de nouvelles mesures ont été prises récemment pour ren-forcer le contrôle de la conscription afin d'éviter que des jeunes gens ne tentent d'échapper au service militaire et au risque d'être envoyés en Afghanistan. Des dècrets prévoient des amendes pour les responsables qui ne signalernient pas à temps ou pas da tout - aux autorités militaires les jeunes hommes placés sous leur responsabilité. Sont notamment visés les directeurs d'usines d'établissement scolaire, ou les administrateurs du logement, qui ont le devoir de fournir aux commissariats militaires locaux la liste des jeunes gens en âge de servir.

Quant aux jounes eux-mêmes, ils commettent désormais un délit passible de sanctions s'ils mettent trop longtemps à signalor un changement (Reuter, AFP, AP.)

minglighten notemment ceux des pelles compagnies, dont le volume

Mahmoud Could Deb. jusqu'alors quite le sonies. state le gouvernement alors que le beujent de olenel Moulave Ould Bouten de olenel Moulave Ould Bout de précèdemment chef della major adjoint, est nommé miattal major adjoint, est nomme midante de la justice et de l'orientation loud pour emplace M. Mahamata de l'industrie et des mines, med, justice annéest secrétaire personnéest product a présent secrétaire personnéest production de l'industrie et des mines. med jude a présent secrétaire per-dament du comité militaire de reresement national (organe mecani de pays), est nommé chef dela major adjoint de l'armée na-

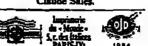
Le Monde **ABONNEMENTS**

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 THEX MONDPAR 650572 F Tél: 246-72-23 Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant :

André Fontaine, cteur de la publicat Anciens directeurs : Habert Beave-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985) Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F Principaux amociés de la société
Société civile
Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hobert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur: Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet Corédocteur en chef : Claude Sales.

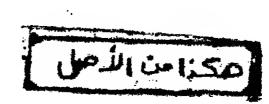


Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration Commission paritains des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Imprimerie de • Monde • S. c. des Étalices PARIS-DO 1984

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie. 3 DA: Maroc. 4,20 dir.; Tunisie, 400 st.; Alternagne, 1,30 DBi: Autricine. 17 set.; Baigique, 30 fr.; Garada, 1,20 S: Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Dentemeric, 7,50 kr.; Espagne, 120 pse.; E-U., 1 S; G.-B., 55 p.; Grèce, 80 dr.; France, 85 p.; tatte, 1 700 L.; Libye, 0,350 DL; Laxenbourg, 30 L.; Harvige, 200 kr.; Psys-Bas, 2 ft.; Fortugal, 100 sec.; Sinigal, 335 F CFA; Suède, 9 kr.; Suèces, 1,60 ft.; Yongoclavie, 110 nd.



ta view press. sur lequel escott. The parties of the p george of Notice at the Salar

Una des principales The second second

1 1 UE 20 En depit de - The sect of a di ciaire. Buhari and the restite Le 375605 in des - hé depuis

 $\sigma(2|e|)$

.

. - ja;da de doi-- ___de ∵ette **dett**e 14. dr. en 1985 . : mars teentre drug ans), absor-- 👵 de 🗚 😯 de ses ciies-ci pro . . . de arminuer. De d. _~ environ ca permalieres soni · - - de li mil-· come année. La

BERÈS UNE SÉR Mesures de séc aux fro

And - FP . - Les mesures : de renforcées tant à Carlotte. qu'aux frontières vuite de trois séries ant eu lien ces der . dans la capitale tonationes ne sont pas (14.1) arte. ... es controles des voya-

is s'étaient produits met: evant la visite du du 8 au 10 août derm: :. ::ns la nuit du ventra. ... medi 17 août. Les dermm :: ... ont eu lieu le 24 août :

M. Reagan resto

Paus une ioterview rendue publi Maou, le président Rengan a estimé de du Sud avait « éliminé » la ségri dat têle qu'elle se manifestait enou la bôteis, les restaurants, les centre Washington - Les remarques du

and confirmer qu'il mair d'oposer son veto à un me du C. gres, tout en annongant qu'il appliquera par de der nances certaines des scures :--- mmandées dans le proy Peasir Fourrait empêcher les tantale des deux tiers reese pour les un veto présidentiel En attendant, le département fusions and the departement fusions as point une campagne interpret a politiques pour explique de luscrer la politique d' « en lus conquetes » « estructif » de plus en lus conquetes mais à laquelle le juvernement ne voit ras de soluenement ne voit pas de solu-

om alterno ... e. D'autre per.. les compagnies amé-neunes orgrens en République sudducine dimerrogent sur leurs acti-nis fatures Certaines procedent sime à une révision de leurs pro-parmes, il décision d'arrêter leurs obtation. parmes. L'écision d'arrêter leurs obtations dans de pays prise par la fanque d'in estissemeots Phibro-salmon d'in estissemeots Phibro-salmon la société de publicité supagaire d'informatique Apple Computers, plasi de plusieurs ban-pes pèse en réfer dons les délibérsles pèse en l'iet dans les délibéra tions des actives compagnies. Plus secre petiteire la décision du gou-fement du New-Jersey de signer du lieu lieu de the legislation qui supprimerait milliard, de dollars d'investisse neglis en fonds d'Etat aux compames commercent avec l'Afrique du Sud fair réfréchir les conseils d'ad-

Mauritanie

8 Representent ministériel res-



ntre le général Pino

3. TO 11 $\{\sigma_i^{(i)},\sigma_i\}_{i=1}^{n-1}$ $s_{i}(M_{2})_{i=2\pi i}$ ATTITIE the state of the s itigur: Section 1.

- - 579/1086 24.76 dens at the same 5 M. . Sale Charles C-273/15 6: 10 0200 B Omme. E = 20 7th 2

E ST 75 1 - 4 - 4 17 4 6.0 v.2 *-NARCE CO · ·

res étrangères n'exchip es au Cambodge anà l

granded the second of the second

Mark the second second

يتوفيه والمراجع

- . . . V az-

. The word N

1, 170002

- -

1.2372.

100

200 Sept. 10 Sept. 10

1913 1913 1914 1914

10 100 4

anistan

(4.50 At \$ 1.50)

المحاد فالمهاجان

10.00

.

.

ا بالم

MOVES. 5

art for the second

 $a_i x_i \cap f \in (\underline{\mathbb{C}})^{n-1-1}$

; =----

ercon the

* (*) * (*)

ş -- - - - - - - - - - -

AFRIQUE

Le coup d'Etat au Nigeria

Un coup d'Etat, sur lequel on ne possédait entire de l'entire de l

Une des principales victimes du retournement du marché pétrolier

du Nigéria. Et nous n'avons pas de pacemaker . déclarait il y a un au M. Tam David West, le ministre nigérian do pétrole. En dépit de nombreux efforts pour imposer oo pays une cure d'austérité salutaire, le gouvernement du général Buhari o'a pu contourner cette réalité. Le Nigeria, après quelques années d'euphorie pétrolière à la fin des années 70, est la principale victime do retournement da marché depuis

Ayant accumulé une dette extérieure d'environ 20 milliards de dollars, il a vu le service de cette dette gonfler au point d'atteindre en 1985 4,5 milliards de dollars (contre 1.8 milliard il y a deux ans), absor-bant désormais plus de 40 % de ses recettes en devises, or celles-ci provienneot à 56 % des exportations de 25 milliards de dollars environ en 1980, les recettes pétrolières sont tombées aux environs de 11 milliards de dollars cette année. La

Abidjan (AFP). - Les mesures

de sécurité ont été renforcées tant à

l'aéroport de Lomé qu'aux frontières

do Togo, à la suite de trois séries

d'attentats qui ont eu lien ces der-nières semaines dans la capitale to-

golaise. Les frontières ne sont pas

fermées, mais les contrôles des voya-

Les attentats s'étaient produits quelques jours avant la visite du pape au Togo, du 8 au 10 août der-

nier, puis dans la muit du ven-dredi 16 au samedi 17 août. Les der-

Washington. — Les remarques du président semblent confirmer qu'il envisage d'opposer son veto à un vote du Congrès, tout en annonçant

simultanément qu'il appliquera par voie d'ordonnances certaines des mesures recommandées dans le pro-

jet de loi. Ainsi, l'initiative de M. Reagan pourrait empêcher les partisans d'une telle législation de

réunir la majorité des deux tiers requise pour lever un veto présidentiel.

d'Etat met au point une campagne

de relations publiques pour expliquer et justifer la politique d'« engagement constructif» de plus en plus critiquée, mais à laquelle le gouvernement ne voit pas de solu-

D'antre part, les compagnies amé-ricaines opérant en République sud-

africaine s'interrogent sur leurs acti-

vités futures. Certaines procèdent même à une révision de leurs pro-

grammes. La décision d'arrêter leurs.

opérations dans ce pays prise par la Banque d'investissements Phibro-Salmon Inc, société de publicité BBDO International Inc, la grande

compagnie d'informatique Apple Computers, ainsi de plusieurs ban-ques pèse en effet dans les délibéra-tions des autres compagnies. Plus encore peut-être la décision du gou-

verneur du New-Jersey de signer

une législation qui supprimerait 2 milliards de dollars d'investisse-

ments en fonds d'Etat aux compa-gnies commerçant avec l'Afrique du Sud fait réfléchir les conscils d'ad-

ministration, notamment ceux des

petites compagnies, dont le volume

Mauritanie

tion alternative.

Eo attendant, le département

geurs sont renforcés.

la discipline interne de l'OPEP n'ent donc cessé dopuis le début de 1983 de réduire sa marge de manœuvre.

An début de l'année, le Nigéria avait cru trouver une parade en négociant svec plusieurs pays, (Bré-sil, France, Italie, Autriche), d'importants contrats de compens tion, petrole contre diverses fourniinres - représentant plus de 2 milliards de dollars. Ces contrats étaient la seule façon, pour le Nigéria, de maintenir le niveau des importations indispensables pour faire face à ses besoins alimentaires et faire tourner son industrie, sans pour autant accroître sa dette extéricare, ni passer sous les Fourches

Mais l'évolution do marché pétrolier n'a pas permis à ces transactions de se maintenir. La baisse des cours depuis le printemps, alors que Lagos, conformement aux règles de l'OPEP, maintenait un prix officiel

qu'elle n'explose à l'aéroport de

Lomé, tandis qu'une autre explosait

au siège de la Caisse nationale de sé-

curité sociale. L'aoteur de ce der-

nier attentat a été arrêté par la po-

lice. Ces trois séries d'explosions

n'ont fait que des dégâts matériels.

Mais c'est la première fois que de

tels attentats se produisent dans en

pays qui bénéficie d'une grande sta-bilité depuis la prise de pouvoir par

le général Eyadema, il y a dix-hmit

Togo

APRÈS UNE SÉRIE D'ATTENTATS

Mesures de sécurité renforcées

aux frontières

- Le pétrole est l'artère coronaire baisse des prix du pétrole et les élevé, a conduit les compagnies u Nigéria. Et nous n'avons pas de limites imposées à la production par étrangères à inferrompre leurs enlèvements de brut. Ainsi la production du Nigéria est-ello tombée de 1,6 million de barils/jour au premier rimestre, à 1,4 million ao se à 1.1 million de barils/jour en juillet. D'où une chute dramatique des

Les importations, limitées autori-airement à 4 milliards de dollars en 1985, soit un tiers de leur niveau de



l'an passó (12,3 milliards de dollars) et à moins du quart du niveau atteint en 1983, afin de ne pas alourdir encore la dette extérieure, ne permetient plus à l'économie de tourner . Le manque de pièces conduit de nombreuses entreprises à arrêter leur activité, aggravant le

nombre des chômeurs. La pénurie de biens de pramière nécessité comme les médicaments, les aliments, les semences, etc., devenait de plus en plus insupportable. L'absence quasi totale de croisrance économique n'a pas empêché

l'inflation d'attendre le rythme d'environ 30 % l'an: La nouvelle expulsion de travailleurs immigrés, annoncée en mai 1985, montrait que le gouvernement du général Buhari, comme ses prédécesseurs, n'arrivait plus à maîtriser la dégradation de la situation interne.

Algérie

Jeux dangereux

Ce qu'il faut bien appeier la campagne antifrançaise se pour-suit à Aiger. L'hébdomadaire du parti unique reproche à l'ambassadeur de France de n'avoir nas respecté son « obligation de serve > perce que, s'sore: à ses competriotes - essentiellement pour les inviter à garder laur sang- fraid - dana i enceinte de l'ambassade, à l'occasion de la fête du 14billet, il avait montré quelque irritation devant les «lecons» qu'on voulait administrer à Paris. Dans le même hebdomedaire, un e dossier » évoque e les Dacheu. par centaines en Algérie ». Le dimanche 25 sout, le quotidien El Moudiahid s annuncé « la découverte d'un nouveau cher-

Depuis plusieurs mois, une macabre comptabilité portant sur les crimes commis per la France pendant le guerre d'Algérie fait les titres de la presse. Avec cas affaires de chamiers, l'Algérie a sens doute l'impression de Jouer sur du velours ; elle sait que la France n'a pas la conscience assez tranquille pour être tentée de a inscrire en faux, même si certains estiment que « trop c'est trop », mais elle ne peut ignorer non plus qua ces rappels du passe, de plus en plus insistants. sonnent étrangement après la visite à Paris d'un président algérien qui dissit considérer, à propos de la guerre, que « la page [étuit] tournée ».

Quand, su printamos, la télévision algérianna accusa la France d'avoir expérimenté sa première bombe atomique sur des cobayes algériens, Paris pouvait espérar qu'il s'agissait d'une affaire intérieure montée par un cian homãe à la politique de rapprochement du président Chadli. Aujourd'hui, la répétition de ces attaques dans une presse éma-

nant directement du parti ou étroitement contrôlés par les sutorités ne laisse guère de doutes sur l'assentiment, pour le moins, des plus hautes aphères du pouvoir.

Une des explications à écarter : cette campagne est popu-laire et permet de faire diversion, alors que s'aggravent les difficultés économiques. L'Algérien n'a pas oublié la période coloniale ni les crimes pour le « maintien de l'ordre », mais catta mémoire n'est pas incompatible avec le sentiment que se vie de tous les jours dépend encore de l'état des relations avec la

Le chaud et le froid

Quelles que soient les péripéties, une classe de privilégiés, proche de la « nomenclatura », pourra toujours effectuer de frucse faire soigner ou envoyer ses enfants suivre des études outre-Méditerranée. L'Algérien moyen, celui qui « fait son marché », quand it rend visite à un parent ou à ami immicré, vit dans la crainte d'une crise qui conduirait la France à se refermer davantaga. L'accuail enthnusieate réservé à M. Mitterrand, lors de sa visite à Alger, l'optimisme général perceptible au moment da la visite en retour de M. Chedli n'ont pas d'autre raison que cette aspiration à la circulation sans entraves des personnes et des biens. Dans un pays où, en prisence d'un hôte français, on parte pudiquement « des événements » pour évoquer la quarre, les édituriaux du Moudjahid suscitent plutôt l'inquietude que l'esprit de revan-

Il est probable qu'Alger a une fois de plus recours à la Estrate-

gie de la tension », qui lui è souvent réussi. Elle consiste à créer artificiellement une crise, à affoler la partie française pour obtenir de celle-ci, lors d'une éphémère réconciliation: des concessions qu'elle n'aût paa serein. Par exemple, actuellement, la France est « ounie » de ne pas choisir l'Algérie contre le Maroc dans le conflit du Sahera occidental, de « marchander » ses achats d'hydrocarbures en « profitant > d'un contexta muins favorabla que naquere au vendeur, d'abriter des Algériens qui informent sa presse sur les violations des droits de l'homme dans leur pays.

Instruit sur l'expérience, Paris flegme les «coups de gueule» algériens. Le risque est qu'à le longue cette campagna morde sur cette partie de la population qui n'est pas en mesure de « faire la part des choses». Déjà des enfants d'expatriés français sont l'objet de manifestations d'hostilité de la part de jeunes Algériens au lendemain de certaines émissinns de télévision virulants contre la France. On s'étonne presque que, parmi les adultes, il n'y eit pas plus d'esprits faibles ou exaltés pour s'ériger en justi-

Sauf quelques douleureuses affaires, dont la demière est l'attaque de deux religieux évoquée le 31 juillet par le pape, la colonie française en Algérie ne peut qua rendre hommege à l'hospitalità de la population. Jusqu'à quand ? A bien des égards, la campagne en cours est aussi irresponsable que les propos racistes tenus parfois en France contre l'ensemble des

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

niers en date ont en lieu le 24 août ; LA TENSION EN AFRIQUE DU SUD

M. Reagan reste très réservé à l'égard de sanctions économiques

Dans une interview remine publique haudi 26 août, le président Rengan a estimé que l'Afri-que du Sud avait « éliminé » la ségrégation ra-ciale telle qu'elle se manifestait encore — dans les hôtels, les restaurants, les centres de loisies

Unia. Il a, d'autre part, accusé l'Union soviéti-que d' « aggraver les choses » dans l'intention de tirer profit de la situation sud-africaire. M. Reagan s'est, enfin, montré très sceptique

sur les effets qu'auraient pur Pretoria des sanoson ses exten un marment pur revents au sanc-tions économiques. Il est toutefois resté évasif aux l'attitude qu'il adopterait dans le cas où le Congrès voterait, en septembre, de telles sanc-tions.

Correspondance

Une stratégie prudente

A s'en tenir à divers sondages, les plus grandes sociétés américaines n'envisagent pas toutefois de réduire leurs activités. Elles se considèrent comme une . force de changement . et rappellent qu'elles ont souscrit, pour nombre d'entre elles, sa code Sullivan, qui leur prescrit de respec-ter l'égalité des salaires entre Blancs et Noirs et de bannir toute forme de ségrégation. Dans l'ensemble cependant, l'insécurité croissante, les pers-pectives de troubles sociaux pro-longés, incitent les compagnies à faire preuve de prudence et à ajour-ner leurs programmes d'expansion. Dans la perspective du débat au Congrès, le ministère du commerce Congrès, le ministère du commerce vient de publier un rapport soulignant notamment la « dépendance » des Etats-Unis en « métaux stratégiques » nécessaires à de nombrenses industries, dont la sidérargie et la construction aéronsintique. De 1980 à 1983, la République sud-africaine a fourni sux États-Unis 61 % de son cobalt 55 % du chorme 49 % du cobalt, 55 % du chrome, 49 % du platine, 44 % du vanadium, 39 % du manganèse. «Une interruption de ces livraisons créerait des pro-bièmes pour la plupart des indus-tries américaines», a dit M. Robert Wilson, directeur des ressources stratégiques an ministère da com-merce, en ajoutant que les emplois de plus de trois millions d'Américains travaillant dans les industries utilisant ces métaux sersiont me-

· Remaniement ministèriel res-En ce qui concerne la vente des En ce qui concerne la vente des ordinateurs et de l'équipement technologique de transmission, le président Reagan a, en juin, rétabli l'interdictinn décidée par le gouvernement Carter en 1978 de livrer cette catégorie de matériel aux organismes du gouvernement sud africain « administrant » l'aparthèid, c'est-à-dire la police et l'armée.

Mais les groupes américains qui militent contre l'apartheid, tout en admettant que la décision représente

d'affaires n'est pas suffisant pour compenser leurs peries sur les mar-chés des capitaux.

chés des capitaux.

condition qu'il n'apporte par une contribution significative aux acti-vités militaires et policières ». — es-timent que ces règles sont impré-

ciscs, souvent non appliquées, et qu'elles permettent justement à la police et à l'armée d'utiliser ce matériel, qui se leur est pes destiné.

Tourefois, les constructeurs amé-ricains d'ordinateurs craignent que la simple menace de sanctions ne pousse leurs clients sud-africains à s'adresser à leurs concurrents, no-tamment aux Japonais, réduisant en-core sur le marché sud-africain la part des Etats-Unis, qui, en quatre ans, est tombée de 70 à 48 %. HENRI PIERRE.

Pretoria attend des « clarifications » sur la mission des trois ministres de la CEE

L'Afrique du Sud s demandé, lundi 26 août, des - clurifications urgentes - sur le but de la visite que trois ministres de la Communanté écocomique européenne duivent faire cette semaine et annoucé qu'ils ne seraiont pas sotorisés à rendre visite au leader emprisonné de l'ANC, M. Nelson Mandela.

Dans un communiqué, le ministre des affaires étrangères, M. «Pik» Botha, a remis en question la visite, prévue du 29 août au 1° septembre, si son but est de dicter des for-mules étrangères aux complexes problèmes de l'Afrique du Sud et de fixer un calendrier à la mise en place de telles formules. La CEE avait annoncé, samedi,

que les trois ministres des affaires étrangères d'Italie, des Pays-Bas et du Luxembourg demanderaient à rencontrer M. Nelson Mandela. Le communiqué de la CEE ajoutait que l'Afrique du Sud devait sans délai prendre des mesures concrètes pour résoudre la crise actoelle. On a appris mardi à Johannesburg que la visite des trois ministres, attendes jeudi, était reportée à vendredi."

Le fils de Mgr Tutu arrêté

D'autre part, le fils du prix Nobel de la paix sud-africain, Mgr. Desmond Tutu, a été arrêté, lundi, après aveir manifesté son indignation devant la comparution fece à un tribunal de Soweto de dizaines de jeunes Noirs arrêtés puis relâchés la semaine dernière pour «vagabon-

dage ».

M. Trevor Tatu, vingt-neuf ans, s'est exclame à l'adresse d'un juge :

C'est de la plaisanterie, vous ètes

libéré. Mais à la suite d'un échange de mots avec un autre policier, il o .

été de nouveau arrêté, puis placé en détention pour quinze jours en applicatino des règlements sur l'état d'urgence imposé à Soveto. Il a été transféré à la prison Diepkion de Soveto, la cité noire de 1,5 million habitants aux portes de Johannes-

Sur les trois cent cinquante sept jeunes appelés à comparaître lundi, sculement quatre-vingt-seize étaient venus. Un avocat a expliqué que, en fait, la plus grande confusion avait déjà régné lors de leur arrestation, pais de leur libération vendredi, et que les ordres aux parents d'amener leurs enfants devant le pribunal cette semaine n'avaient pas été formulés dans les règles. L'affaire a finalement été repoussée de six semaines, la temps que l'avocat général décide s'il convient ou non de continuer les poursuites.

Enfin, environ mille huit cents mineurs noirs d'une mine de char-bon à Vrybeid (nord de la province du Natal) ont commence, lundi, une da Natal) ont commence, lundi, une grève sauvage, tandis que le Syndi-cat national des mineurs (NUM) réitérait sa menace de paralyser un tiers des mines d'or et de charbon d'Afrique du Sud à partir du 1 sep-tembre pour appuyer ses revendications salarrales.

La grève de lundi touche la mine Historia sportenant so groupe iscor. Selon un porte-parole du groupe, elle fait suite à la décision de la direction de ne pas accorder d'augmentations supplémentaires de salaires réclamées par le syndicat « en raison de la situation économi-

Iscor ne reconnaît pas le NUM et un progrès par rapport à 1982 – le gouvernement avait alors décidé de permettre la vente de ce matériel « à hendé par un policier en civil, puis à cinq autres compagnies minières.

CELIBATAIRES voici des rencontres qui vous enthousiasmeront!



La Presse vous dit pourquol:

"... Ion International, équipé de graphologues et de psychologues... établit pour chaque candidat son profit psychologique...".

... On cherche à ce que le coup de foudre se produise sur des beses sérieuses". LE FIGARO

"... Multiplier les possibilités de choix, infines dans la vie courante". . .Claude Berthod . "... Donner plus de chances aux générations futures en les

reurs...". Voltà pourquoi vous allez faire, vous

sidant à réduire par des moyens scientifiques les risques d'er-

aussi, LA rencontre de votre vie.

• Ion International

lesting de Psychologie fondé en 1950 - PARIS - BRUXELLES - GENÈVE BON GRATUIT ======== Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pil neutre et cacheté, le livret

	en couleurs Pou	
I, lime Mile.		
1000		••••••

IN TON FRANCE MI 10], 94, nor Saint-Laters, 7500B PARIS- 176, E28-70-68-7
IN MICH-ACCITAME (MM 70), 16, non Nurgesour-on-Col., 31300 TOULOUSE—Till, E8-49-86
IN TON BELLEGUE NRS 10], nor ch Marché-sup-Harber 105, IP 21, 1000 BRUXELLES—Till, E81-74-30

100 SUBSEE (MS 10), 70, no Postor, CP 283, 1211 GENEVE 11 - Tél. (022) 21-76-01 **--------**

treinz. - Le commandant Mahamed Mahmoud Ould Deh, jusqo'alors ministre de l'industric et des mines, quitte le gouvernement alors que le licotenant-colonel Mnulaye Ould Boukhreiss, précédemment chef d'état-major adjoint, est nommé mi-nistre de le justice et de l'orientation islamique. Il remplace M. Mah-foudh Ould Lemrabott, qui devient ministre de l'industric et des mines. Le lieutenant-colonel Diallo Mohamed, jusqu'à présent secrétaire per-mament du comité militaire de redressament natinnal (organe dirigeant du pays), est nommé chef d'état-major adjoint da l'armée na-tionale. — (AFP.)

Le porte-perole du gouvernement fédéral a annoncé lundi 26 août que le chancelier Kohl pourrait ordonner des limogeeges cette semaine, après avoir reçu un rapport détaillé sur les affaires d'espionnage qui ont éclaté en RFA ces derniers jours. On e appris d'autra part du ministère de l'intérieur qu'une enquête de contrôle avait été demandée concarnant Hans-Joachim Tiedge, l'un des resnonsables du contre-espionnage, trois jours avant qu'il ne passe à l'Est.

M. Erich Mielke, le ministre est-aliemand, responsable de la sécurité d'Etat (la très impopulaire « Stasi »], n'a décidément pas volé la médaille de l'ordre de Karl-Marx, très haute distinction de la République que M. Honecker lui avait remise il y a quelques mois pour l'encourager à poursuivre « son combat sans merci contre les ennemis de la paix, du isme et de l'humanité ». M. Markus Wolf Idit Mischks, car il avoit fait ses classes en Union quel n'a pas voié, lui, sa réputation ni le poste qu'il occupe denuis plus de trente ans maintenant à la tête des services de renrnands. Le légandaira Miachka, forta personnalité, qui - dit-on - se permet parfois des libertés avec les reideurs du parti, vient, avec l'affaire Tiedge, d'ajouter un coup de maître à la liste déjà longue de ses exploits. Il a, il est vrai, les moyens de l'efficacité : une organisation militarisée employant 1 500 officiers et sous-officiers, ainsi que 1 600 civils travaillent directement sous ses ordres et des dizaines de milliers d'informeteurs (100 000 affirment les Oc-

La RDA, qui n'a qu'assez rarement l'occasion de se faire plaisir dans ses rapports avec Bonn, est visiblement à la fête. Elle s'est offart la june d'apponcer elle-même. vendredi, par une dépêche de l'agence ADN, arrogante dans sa sobriété, la trista évidence devant laquella les dingeents de Bonn cherchaient encore à se voiler la face: Hans Joschim Tiedge, la

Washington (AP, Reuter). -

Une équipe de quatre spécialistes

américains se rend, ee mardi

27 août, à Moscou, a annoucé lundi

on porte-parole du département d'Etat. Cette décision a été prise à la

suite des accusations lancées la se-

maine dernière par Washington

contre l'utilisation par les Soviéti-ques d'une poudre chimique desti-

née à « marquer » les diplomates

américains en poste à Moscou. Les

quatre experts délégués par les

États-Unis dans la capitale soviéti-

que appartiennent à l'Agence pour

la protection de l'environnement et

au Centre national de recherche me-

Le porte-parole du département

d'Etat a indique que les spécialistes

américains passeraient environ une

scuraine à Moscon pour déterminer

dans quelle mesure les Soviétiques

ont utilisé la substance chimique incriminée. Les locaux de l'ambassade

des Etats-Unis, les appartements, les

voitures et les vêtements des Améri-cains en poste à Moscou seront soi-

gneusement examinés. Un « plan de décontamination - sera ensuite mis

au point. L'une des tâches des en-

quêteurs sera de déterminer si la poudre otilisée est cancérigène,

comme cela a été avancé à Washing-

ENTRÉE EN AP

Des experts américains

se rendent à Moscou pour enquêter

sur l'affaire de la « poudre »

numéro daux du contraespionnage ouest-allemend, était passé en RDA et y demandait asile. La dépêche ajoutait même — ironie ou simple habitude buresucratique? — que cette de-mande « est en cours d'examen par les autorités compétentes ». Le lendemain, la pressa est-allemande donnait dans le tiomphalisme: la défection de Tiedge ne témoignait-elle pas de l'effica-cité de la RDA dans la lutte contre ceux qui menacent bien sûr, le peix ?

On peut se demander cepen-

dant quel dessein poursuit la RDA au-dalà da ces satisfactions d'amour-propre et ce qui a motivé cette avalanche de rappels de sea agents secrets. Faut-il y voir la main de Moscou, une manosuvre visant à discréditer la République fédérale aux yeux de ses alliés ou à mettre en mauvaise posture tel ou tel membre de son gouvernement ? Il convient de remarquer d'abord que certains des agents qui ont regagné l'Est ces der-nières semaines étaient repèrés par le contre espionnage questallemend. D'autre part, si Hans-Joachim Tiedge était, comme on l'a dit à Bonn, éthylique et dé-pressif, il devenait aussi dangereux pour ses employeurs estallemands que pour les Allemands de l'Ouest, et le RDA n'a peutêtre été, en l'occurrence, que plus avisée que sa voisine.

Marchandages ·

Mais surtout, cette affaire entra services secrets des deux Etats allemands a, comme d'autres avant elle, quelque chose de singulier: un côté espionnage en famille, obéissant aux règles d'un jeu aussi vieux que ses protagonistes, pas'tout à fait les mêmes que celles qui s'appliqueraient à un paya tiers. A ca jeu, chacun ense les coups à son tour, sans représailles politiques, sans même apparemment de représentations diplomatiques. M. Kohl a enfreint a coutume la semaine demière en annonçant - avant même le passage à l'Est de Tiedge, — que ces affaires d'espionnage allaient en-dommager les relations interalle-

mandes. La remarque était neïve, cer si les relations interallemendes ne pionnege, elles seraient tout sim-plement inexistantes. Elle a valu

Une containe de diplomates amé-

ricains ont assisté, hundi, au départe-

ment d'Etat, à une réunion à buis

clos consacrée à cette affaire et en-

tendo notamment un exposé do

Dr Eben Dustin, chef des services

médicaux du département. - Ils ont

minimisé le danger », a déclaré un participant. A la fin de la semaine dernière, un ancien directeur de la

CIA, M. Stanfield Turner, avait de-

claré qu'il o'avait jamais été mis ao

courant de l'existence d'une poudre

employée par les Russes pour • fi-

ler » les diplomates américains,

lorsqu'il était à la tête de l'agence de

d'Etat a informé le Congrès de son

intention de remplacer plus de la moitié des citoyens soviétiques em-

ployés à l'ambassade des Etats-Unis à Moscou par des Américains d'ici à

1988, a-t-on appris lundi. Cette me-

sure conterait environ 18 à 22 mil-

lions de dollars. Envisagée depuis un

certain temps, elle est destinée à

améliorer la sécurité au sein de la re-

présentation diplomatique améri-

caine. En avril dernier, environ deux

cents Soviétiques étaient employés

notamment à des tilches d'entretien

à l'ambassade des Etats-Unis à Mos-

cou et au consulat à Leningrad.

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

SCIENCES PO

AUTEUR, 1 6 Ctv. Lécon-Heuszey 75016 Posts 161, 224,10,72+

TOLSIAC: 83 cv. d'Italie 75013 Paris

D'aotre part, le département

renseignement de 1977 à 1981.

glante das autorités satallemandes, faisant savoir, par l'agence ADN, que 168 es quest-allemands avaient été arrêtés en RDA au cours des derniers dix-huit mols et que e si ces affaires n'ont pes porté grave-ment attainte aux relations entre les deux Etats c'est uniquement à la politique réfléchie de la RDA qu'on le doit ». Mais le chanceller Kohl a été également immédiate-ment contredit chez lui, par M. Strauss, d'abord qui lui a reproché de « tout mélanger », et per le ministre des affaires interallemandes qui sait de quoi il parle.

Certains bons procedés président à la petita querre que se livrent en permanence les services secrets des deux Allemagnes. Ils consistent, comme souvent, en marchandeges, à savoir en rachat ou échange d'agents démasqués. C'est ce qui s'est produit encore an juin dernier, lorsque quatre agante de l'Eat furant échanges sur le pont Glienicke à Bertin contre vingt-cinq Allemands de l'Ouest détenus en RDA et en Pologna. Cette sorte d'arrangements va même perfois plus loin : on récupère le transfuge, moyennant compensation, avant même qu'il n'ait perié. Ainsi, en 1981, un officier de l'armés est-ellemende était passé à l'Ouest. On fit intervenir Wolf-gang Vogel, le célèbre avocat est-allemend, homme de toutes les missions délicates et pivot des relations entre les deux Etats, Bonn fuge qui, deux jours après cet entretien, regagnait la RDA.

C'est l'opération que les responsables du ministère des affaires interafiemandes à Bonn tentent actuellement de rééditer en sens inverse avec Hane-Joschim Tiedge. Le secrétaire d'Etat, M. Rehlinger, a contacté M. Vogel qu'il connaît bien pour avoir réglé avec lui d'innombrables affaires et tente d'obtenir un entratien avec Tiedge. La RDA cependent est plus dure en affaires que sa voi-sine et l'opération n'a apparemment que peu de chances d'aboutir. Tredge d'ailleurs, si l'on en croit le Bild, est choyé par les Al-lemands de l'Est : il a été mis au vert dens une villa cousue des bords du Muggelsee, pris de Berlin-Est où, selon le quotidien populaire, e on lui offre du chempagne, du caviar at das

CLAIRE TRÉAN.

APRÈS VINGT-QUATRE ANNÉES DE DÉMARCHES

M. Robert Mitiakov a pu quitter l'URSS et regagner la France

L'itinéraire d'un « paria »

De notre correspondant

de vie sont un peu moins dures (1).

Robert Mitiakov n'a qu'une idée en tête : se rapprocher de Moscou pour

demander son repatriement à l'am-

bassade de France. Sa première re-

quête est déposée en 1961, et, en 1962, il a'installe dans la capitale.

l'usine le Géant rouge, il est consi-

déré comma un citoyen soviétique,

baucher ailleurs, à l'usine Kosmos ou

à l'intourist, on lui répond au vu de

son lieu de naissance qu'on ne prend

pas les étrangers. « Je suis un pa-rie », commente-t-2. En 1982, le

consul général de France à Moscou,

C'est la chance de Robert Mitiakov.

Les ministres de passage le rencon-

Pologne

Mgr GLEMP : LE POUVOIR

Varsovie (UPI, AFP). - Le car-dinal primat de Pologne, Mgr Glemp, a vivement critiqué, lundi 26 soût, l'attitude du pouvoir

envers la religion. Réclamant pour les catholiques la possibilité de

« participer activement à la vie du pays », il a déploré que cette ques-tion « évelle [an sein du pouvoir] la

peur d'une influence excessive des croyants sur la vie publique »,

Le prélat, qui s'exprimait devant une foule de deux ceut mille fidèles au sanctuaire de Jasna-Gora, a rejeté les accusations du régime

contre le « cléricalisme militant ».

Il a dénoncé en revanche « une stra-

tégle à long terme de l'Etat visant à l'athéisation de la société polo-

Fréquemment applaudi, Mgr Glemp a déclaré que dans les régimes communistes d'Europe de l'Est, les croyants sont considérés comme des citoyens de seconde

zone. • Mēme pour un membre du parti, a-t-il dit, appartentr o une religion est un droit fondamental. •

Tous les membres de la confé-

rence épiscopale polonaise étaient présents. Ils devaient tenir lundi et

800 millions de shillings (40 mil-

lions de dollars) a-t-on appris le lundi 26 août à Vienne. Elle a, d'au-

tre part, rééchelonné un volume de dettes de 17 milliards de shillings.

Selon la direction, ces mesures sont

conformes à l'accord de Paris signé en juillet dernier sur la dette polo-

LA SOCIÉTÉ

VISE A L'ATHÉISATION DE

emploi de jardinier à l'ambass

Il travelle comme débardeur à

M. Robert Mitiakov, Français d'origine, dont la famille avait émigré en URSS en 1955 et qui s'afforçait depuis vingt-quatre aus d'obtenir l'autorisation de regagner la France, est arrivé, landi soir 26 août à Roissy, par le voi régulier d'Air France en provenance de Mosété français, a-t-il déclaré. Dorantmon séjour en Union soviétique, je n'ai pas oublié mon

Moscou. - L'appartement est miuscule, mais bourné de hibelots évoquant la France. Dans un coin, la vagrande bantieue de Moscou avec son air éternellement inachevé et ses biocs d'habitations identiques et délabrés plantés au milieu des terrains vagues. Sur la pallar, les voisins entrouvrent un peu leur parte pour épier chaque visiteur.

Après trente ans de sélour en URSS et vingt-quetre ans de démarches, Robert Mitiakov, qui vient enfin d'obtenir son visa pour rentrer en France (le Monde du 23 août), rassembla ses souvenirs. Il a gardé l'accent de Toulouse, où il est né et s vécu jungu'à l'âce de vingt-cing ans : « Mon père était un con et ma mère, mes frères et moi nous avons été comme les moutons de Panurge », dit-il d'embiés. En 1955, son père, un Russe blanc, qui a la nostalgie du pays, décide de s'installer en URSS avec sa familie. Peut-être voulait-il un peu « visser » ses cinq fils, ju-geant l'environnement français trop permissif?

Commence alors un étranga voyage en train : « Dans les gares. des gens en haillons nous mendisient des cigerettes; certains nous prenaient pour des artistes en tournés parce que nous étions correctament vētus et cheuseés », reconte Robert Mitiekov, A Koustansi, su Kazakhatan, où les autorités ont décidé de les installer (c'est l'époque des terres vierges et on a besoin de main-d'œuvre agricole), le choc est rude : « Il it faire trois heurus de queue pour avoir un bloc de pein noir », se souvient-il. Les Mitiakov sont abssourdis, mais isur père, par fierté, reson erreur. Au bout de trois ans, la famille s'installe à Aima-Ata, la capitale du Kazakhsten, où les conditions

nardi une réunion, la dernière avant les élections législatives prévues pour le mois d'octobre. A LA SOUS-COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU Nouveaux crédits autrichiens. Amnesty International évoque les persécutions - La Koutrolibank (banque autri-chienne pour l'exportation) s'est en-gagée à offrir à la Pologne des cré-dits à l'exportation d'un montant de dont serait victime la minorité turque en Bulgarie

De notre correspondante

Genève. — Amnesty International a soulevé, à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, qui siège jusqu'au 30 août au Palais des siège jusqu'su 30 sout au ratais des nations (voir le Monde du 15 sout), la problème des persécutions dont serait victime la minorité turque en Bulgarie, évaluée à 10 % de la population du pays, où une campagne d'assimilation forcée serait actuellement en cours.

ment en cours.

Mine Claudine Rky, représentacte d'Amoesty International auprès de l'ONU, a cité l'exemple du village de Gorski-Izvor, situé dans le sud de la Bulgarie, investi, le 23 décembre dernier, par des forces de police et des militaires pendant que des fonctionnaires, manis de documents d'identité portant des noms bulgares destinés aux habitants turcs, forcajent ces demiers à tants turcs, forçaient ces derniers à signer des « déclarations volon-

taires » de renonciation à leur nom d'origine. Le lendemain, les forces de sécurité auraient utilisé des gaz lacrymogènes et laché des chiens contre das manifestants, puis auraient ouvert le feu. Six villageois auraient eté tués et quarante blessés. Amnesty International affirme voir été informée d'autres cas sembla-

Cette organisation s'était adres-sée, en février dernier, aux autorités bulgares, leur demandant de procéder à une enquête . détaillée et importante . N'ayant pas à ce jour reçu de réponse, elle a adopté six prisonniers d'opinion internés au camp de Beiene, sur une île du Danube, et enquête sur les cas des soixante-quaturze Turcs empri-

Irlande du Nord

Crimes par erreur et châtiments de l'IRA

Nouvelle « erreur », nouvelles condoléances de l'IRA, qui, pour la seconde fois en trois jours, a admis la lundi 26 août s'être trompés sur la personne en assassinant un jeune catholique de Pomeroy, dans l'ouest de la province. La victime, Kieran Murray, vingt et un ans, a vraisemblable ment été prise pour un policie qui circule dans une vorture de meme marque. Vendredi, un au-tra commendo de l'IRA avait abettu « par erreur » Daniel Mellon, un commerçant de sobrante-

Dans un communiqué présentant ses « excuses » aux deux fa-milles, l'organisation dénonce « les amemis du peuple irlandais » qui mettent à profit « ces erreurs tragiques » pour dénigrer la « futte de libération ».

L'organisation armée poursuit d'autre part sa campagne puni-tive contre ceux qu'elle qualifie sonnes ont ainsi été agressées vince dimenche. Cinq ont recu des belles dans les jambes, La sixième, selon la police, a été frappée à coupe de marteau.

Cette campagne de l'IRA fait suite à un double ultimatum. Le premier. lancé il y a piusieurs mois, vise les entrepreneurs da travaux publics, sommés de cesser de travailler pour le compte de l' « occupant britannique ». Le second, plus récent, s'adresse aux auteurs de cambriolages. viols et détoumements de fonds, dénoncés comme des « éléments enti-socieux » qui portent préjudice à la communauté catholique

L'IRA avait einsi donné jusqu'à jeudi 22 sout à minuit à douze « criminels » pour quitter Belfast, sous peine de « châti-

trent, en juin 1984 M. Mitterrand kei serre la main : il n'est plus seulement un cas humanitaire permi d'autres, mais un nom, un visage dont on se souvient. Le lundi 19 août, il est convoque à

l'Ovir (l'organisme qui délivre les visas), où on lui remet son pas væss, ou on lu remet son passaport soviétique. Celui-ci porte la mention : « Pour établissement définitif en France .» Une dernière tentative kafkaïenne a bien fieu pour le retenir, on lui réclame un papier à en-tête de son unité d'habitation prouvant qu'il a payé son loyer. Aucun formulaire de ce genre n'est bien sûr disponible dans son quartier, mais des ordres ont été donnés d'en haut : un gradé du KGB intervient : « Remetter-ka donc son pesseport sans faire d'his-Robert Mitiakov a l'impression

d'avoir « été tiré des sables mou vants par les cheveux » ou d'avoir été « recraché par le monstre ».

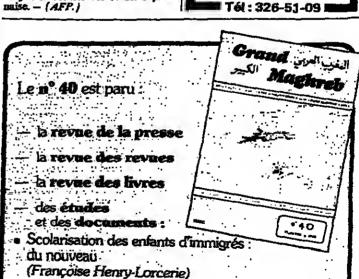
DOMINIQUE DHOMBRES,

(1) Deux de ses frères, Raoul et Alexandre habitent toujours à Alexandre habitent toujours à Alexandre habitent Basile, vit à Leningrad. Selon Robert Mitiakov, tous trois seraient désireux, à la différence du quatrième, Georges, de rentrer France.

· Les conversations du secrétaire américain à l'agriculture. Le secrétaire américain à l'agriculture, M. John Block, s'est entretenu lundi 26 août à Moscou avec le ministre soviétique de l'agriculture, M. Valentin Messiats, et le viceministre du commerce extérieur, M. Nikolai Komarov. La coopération américano-soviétique dans le domaine agricole a été au centre des entretiens. M. Block a notamment sonhaité un accroissement des achats soviétiques de blé américain.

 Hausse du prix de l'alcool. – Mardi 27 août, les prix des boissons alcoolisées devaient augmenter de l'ordre de 30 % pour la vodica, les cognacs, et liqueurs fortes et de 15 % pour le champagne. Les hausses serout moins importantes en ce qui concerne les vins cuits et la bière. Ces majorations corn volonté gouvernementale d'intensi fier la Intte contre l'alcoolisme. -(AFP.)

LIVRES **POLONAIS** et livres français sur la Pologne l'Europe de l'Est Catalogues sur demande LIBELLA 12, rue Saint-Louis en Tile, PANIS-4º



· La guerre d'Algérie : ruses et sens de l'histoire (Abdelkader Djeghloul)

des reportages : Portrait du voyagiste Lotfi Belhassine (Jocelyne Adriant Mebtoul); Présences artistiques du Maroc à Grenoble (Jean-Louis Saux)

des chroniques culturelles : musique (portrait de Philippe Vigreux, par Julien Weiss), littérature (l'œuvre de Jean Pélégri, par Mourad Bourboune), cinéma (le dernier film de Mehdi Charef, par Christian Bosséno), radio-télé et timbres.

9 numéros par an (dont un double) Abonnement un an : 240 F pour 1984-85 Envoi de ce numero sur demande à adresser avec un chèque de 27 F, à ;

Grand-Maghreb, C.I.G.M.A. LE.P., B.P. 45 38402 ST-MARTIN D'HÈRES

LE RAPPORT D

ş k Pis in Jun que l'affaire

le minde le rejouissent. L

No (man)

die at quelques photo

pantil year R sinbow-Warrios

related to the same of the sam

& Remail

fel Poul

in suit in

aire de la

n's desails si site -

e call comp

e point de vue, le

gernrude - qu's

the le gouverneme

. ... le lamentable l

.m. ment guere. Qu

aux dames de la

servegarde l'essentle

Ave services fram

..! soient alles en

meant pour les.

d'au

char

rapp

forte

unit of a introtions avec du feuilleson k g mits t. us. - le texte ame au min in matere enonce un onater: somenu par me legen :... ent administra-DC 112 ... on me convaine FRE Varrior; or les (193) s presents en a it in airer ne som pas omma ": ciplines, capables

TALL Action criminelle a man : ef: done je crois coupables, je les et je me refuse. ada: .. Tallectuellement, à Tonte aux faits COL laisse caure america vat du même rai-The Englance : aux collections attentat ; s'ils

moossible que atoma esi sans ordre de Le l'on m'a menti, cartes s'écroule, pendante la quesde la hiérar-

detre quantions précises

Duatre questions of the first series reponse. Si la designation de néo-zélandaises de la la promières investiga-All faucta remettre sur le the Vocase confid par. the questions sont les sui-

les /e.ations entre les ...

les /e.ations entre les ...

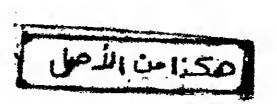
les faux les faux - Turenge » ...

les faux les froit équipiers du voiller ...

les les froit équipiers du voiller ...

les courantes four Maniguet ser
les courantes fouristique, sont Spin de la CSE. Mais, selon Pin de Troot, leurs misse maneigner sur la cam-Range Warrior contre tais Europe is pour l'équi-Min some de Pacifique sud - et om aux compagnes à venir - de Appeace I Floor ajoute que incor agout

Requesta la constante de la contra l RECTIFICATIFA - Dans nos ume delega 55-26 août, une dinigratie de la constitución nous a fait the W Louis Mermaz consiet celling . To non-ecenement . Asson Cu Conseil Constitutionar le conseil consulta. Le Alem de l'Assemblée nationale, les conseils de l'Assemblée nationale, les conseils escrait élevé de l'assemblée serait élevé rique initiative du président de Rigidiane ess relusé à com-all de la motre part d'un



••• LE MONDE - Mercredi 28 août 1985 - Page 5

politique

LE RAPPORT DE M. TRICOT SUR L'ATTENTAT CONTRE LE BATEAU DE GREENPEACE

Intérêt national

Si le pouvoir, avant que l'affaire Greenpeace n'éclate, a pris les devants si vite – intervention de M. Mitterrand dès le 7 août et appel lancé à de M. Mitterrand des ne / soun et appet mines a M. Bernard Tricot. — c'est qu'il voulait éviter les éclaboussures. De ce point de vue, le rapport de M. Tricot est satisfaisant pour ini. L'enquêteur c'emploie le mot « certitude » qu'une fois, et c'est pour assurer que le gouvernement français n'est pour rien dans cette lamentable histoire.

Les socialistes s'en réjouissent. Le pire est évité. Quant aux lacunes du rapport sur le rôle joue par les agents français, ils les admettent en privé mais ne s'en émeuvent guère. Que des mili-taires de la DGSE soient allés en Nouvelle-Zétande pour prendre quelques photographies et s'intéresser de près aux dames de la côte, cela amuse le tapis et sauvegarde l'essentiel. Tant que le responsabilité des services français dans l'attentat contre le Rainbow-Warrior n'est pas

(Suite de la première page.)

les acteurs français du fenilleton

et encore, pas tous, — le texte remis au premier ministre énonce un enchaînement abstrait soutenn par une logique purement administrative. Eu substance : à tous les myeaux de la hiérarchie gouverne-

mantale et militaire, on me convainc

qu'il n'y a jamais en d'ordre de cou-ler le Rainbow-Warrior; or les

agents français présents en Nouvelle-Zélande à cette époque que j'ai po rencontrer ne sont pes des bommes indisciplinés, capables

des bommes indisciplinés, capables d'improviser une action criminelle de leur propre chef; donc je crois

qu'ils ne sont pas coupables, je les présume innocents et je me refuse, ne serait-ce qu'intellectuellement, à

A l'inverse, confronté aux faits

cours oral de M. Tricot laisse entre-

voir un renversement du même rai-

sococmeot. Eo substance: aux

Néo-Zélandais de prouver, sur

place, l'implication matérielle des

agents français dans l'attentat ; s'ils

l'établissent, il reste impossible que ces hommes aient agi sans ordre de

Paris; donc e est que l'on m'a menti,

et le châtean de cartes s'écroule, laissant à nouveau pendante la ques-tion des responsabilités de la hiérar-

Quatre questions précises

précises restent sans réponse. Si la police et la justice néo-zélandaises

les clarifient définitivement sur la

lancée de leurs premières investiga-tions, il faudra remettre sur le

métier l'ouvrage confié par

Ces quatre questions sont les sui-

«Turenge» et l'Ouvés: Il est établi

que les faux époux «Turenge», comme les trois équipiers do voilier,

ouxquels le docteur Maniguet ser-

vait de couverture touristique, sont des agents de la DGSE. Mais, selon

le rapport de M. Tricot, leurs mis-sions étaient très différentes : pour

le couple, se renseigner sur la cam-pagne du Rainbow-Warrior contre les essais nucléaires; pour l'équi-page, « s'entraîner à la navigation

dans la zone du Pacifique sud » et « étudier la possibilité de joindre un

bateau aux campagnes à venir » de Greenpeace. M. Tricot ajoute que

les supérieurs des trois sous-officiers embarqués à bord de l'Ouvéa lui ont

■ RECTIFICATIF. — Dans nos

éditions datées 25-26 coût, une

erreur d'interprétation nous a fait

écrire que M. Louis Mermaz consi-

dérait comme « un non-événement »

la décision du Conseil constitution-nel sur la Nouvelle-Calédonie. Le

président de l'Assemblée nationale,

ioterrogé sor l'hypothèse seloo

laquelle le Conseil se serait élevé

contre une initiative du président de la République, s'est refusé à com-

meoter ce « non-événement «.

M. Mermaz pensait à un événement

qui ne s'était pas produit et non à

ine affaire sans importance. Il

s'agissait donc de notre part d'un

o Les relations entre les

M. Fabins & M. Tricot.

Tel est l'enjou. Quatre questions

Appuyé sur des entretiens avec

Faux-semblants

assuré que, « conformément à des

mesures de précaution classiques ..

ces hommes « ignoraient la pré-

sence » des « Turenge » à Auckland. « Peut-être se doutaient-ils que

d'autres qu'eux-mêmes étoient

chargés de s'intéresser d ce port,

insiste-t-il, mais ils ne devaient pas

savoir de quelles personnes il s'agis-

Cette version est mise en doute

par les éléments recueillis sur place : des communications téléphoniques

et des itinéraires parallèles (lire par

ailleurs notre article consacté au rappel des faits) établissent la très forte probabilité de rencontres entre

les deux équipes. Pourquoi les

«Turenge » scraient-ils allés se pro-mener à 250 kilomètres au nord d'Auckland, non loin du monillage

de l'Ouvéa, si leur mission se limitait

à la surveillance du Rainbow-

à Auckland des appels verant de cette même région, au moment

A ces questions, M. Tricot nous a

répondu : « Ce sont des faits irou-blants. Si l'on prouvait que ces contacts ont eu lieu, ce serait très

grave. Celo prouverait que, sur un

point important, on m'a menti. » Un

· Le rôle d'Alain « Turenge » :

curieosement, M. Tricot tait

LE POIDS DES MOTS

mouste administrative comme la

sienne, écrit-il à le fin de son rap-

port, e nécessairement rapide,

peut être difficilement conclu

sive ». Conclusive ? Qu'est-ce à

dire ? c Qui indique une conclu-

sion », explique le Robert. On

l'aura compris, M. Tricot ne tire

Le poids des mots lachés su fil

de son rapport leste calui-ci de

troublantes interrogations. Ainsi

la DGSE avait-ello recu comme

consigne de la direction des can-

trus d'expérimentetions nucléaires d' c anticiper les

actions de Greenpeace ». Sur la

note où cette phrase figure, le

verbe canticiper » est souligné deux fois. Anticiper, se demande

M. Tricot avant d'écorter cette

affligeante hypothèse, n'est-ce

pas c*prévoir a, c'est-à-dire,* en

sollieitant un pou les mots, c empêcher physiquement l'un au moins des bateaux [de Green-

peace) de quitter la nouvelle

Lundi soir, sur Europe 1

M. Michel Poniatowski y est allé à son tour de sa petite explica-

tion de texte. Lui qui se vante de

connaître l'art et la manière des

service spécieux, pour y avoir servi comme parachutiste et pour

avoir été ministre de l'inténeur,

doute que l'ordre de couler le

Rainbow-Worrior auroit été

donné avec des mots aussi mal-

sonnants que « sabotage » ou

« ottentat ». Non, dans ce milieu,

on se comprend à demi-mots. On

aurait dit c contracarrer > ou

e neutraliser » et pourquoi pas

Zélande ? »

pas vraiment de conclusion.

M. Tricot est prudent. Une

précis où l'Ouvéa l'a rejoint ?

avertissement?

étabile, tout danger est écarté. Dans le cas contraire, la question, en effet, se poserait à non-veau de savoir qui a donné l'ordre, et, puisque le pouvoir politique est mis hors de cause par M. Tricot, pourquoi les socialistes contrôlent-ils aussi mal un des rounges essentiels de l'Etst?

Le pouvoir a bon espoir d'en terminer sans trop tarder avec les retombées politiques de cette affaire. A l'exception de quelques giscardiens et des communistes, l'opposition de droite et de ganche a'a pas fait donner les armes lourdes. A cela, deux explications : on ne touche pas aux services secrets lorsque l'on a bon espoir de revenir au pouvoir à court terme — l'évolution des cialistes sur cette question, avant 1981, e donné l'exemple; on me peut s'en prendre à on homme - M. Tricot - dont on a chanté les louanges lorsqa'il a été désigné pour cette mission délicate.

TRICOT

qu'Alain Mafart, aliss Alain

Turenge, est commandant en second

de la base d'Aspretto en Corse, où se

trouve le centre d'instruction des nageurs de combat (CINC), d'où

proviennent les trois sous-officiers de l'Ouvéa. Jusqu'eo 1983, il a lui-

même été l'un des responsables de

l'instruction de ces nageurs. Pour-

quoi choisir un tel profil pour une simple mission de routine? Pour-quoi M. Tricot s'en tient-il, dans le

cas des « Turenge », à un raisonne-ment qui frise le sophisme : leur

* participation indirecte * à l'atten-tat n'est pas * invraisemblable *.

mais elle » aurait été contraire aux

instructions recues », or les supé-

rieurs des « Turenge » « les estiment

• Le choix de nageurs de com-

bat: si l'on admet que Dominique Prieur, alias Sophie «Turenge», servait de converture maritale à

Alain «Turenge»-Mafart, il reste que toute l'équipe mobilisée par la DGSE était composée de nageurs de combat, spécialisés notamment dans

la pose de mines sous-marines. C'est

d'autant plus curieux que la version

officielle de la mission de l'Ouvéa -

o'est militairement guère crédible. En effet, les nageurs de combat relè-

vent de l'armée de terre, tandis que

les officiers de marine sont astreints

à des stages de voile obligatoires. Cenx qui sont basés dans le Pacifi-

que pratiquent d'ailleurs communé-

ment ce sport. De plus, les trois de l'Ouvéa sont membres du service

Action de la DGSE. Or, celui-ci ne

fait du renseignement que quand, justement, l'on passe à... l'action.

M. Tricot paraît avoir manqué de curiosité. « L'Oovéa fut obon-donné », se contente-t-il d'écrire,

sans se demander pourquoi et où, m

comment, l'équipage a été rapatrié en France. Parce que les trois hommes vecaient de subir un

contrôle policier dans l'île austra-lienne de Norfolk ? Mais pourquoi

avoir abandonné le bateau s'ils

étaient innocents? Pourquoi, de

plus, comme l'a établi l'enquête poli-cière en Nouvelle-Calédonie, le skip-

per Raymond Velche a-t-il tenté,

depuis la Nouvelle-Zélande et ovant

l'attentat. de trouver un équipage

nouméen susceptible de convoyer le voilier ? Pourquoi enfin les hommes de l'Ouvéa insistent-ils tant devant

M. Tricot sur les vols d'équipement

commis à bord du bateau durant son séjour néo-zélandais? N'est-ce pas

une manière d'allumer un « contre-feu » et de discréditer les éven-

tuelles preuves matérielles recueil-

Autant de questions troublantes qui, en l'état actuel, confortent

hypothèse la plus radicale; une

équipe repère les heux (« Dubast »

et «Bonlieu»), l'Ouvéa convoie l'explosif, Alain «Turenge» le pose. Car M. Tricot reconnaît que rien, pour l'heure, ne vient eccréditer

concrètement une autre piste pour

l'attentat. Un autre service étran-

ges? » Je n'écarte pas l'hypothèse

ais je ne l'ai pas étudiée «, nous a

t-il répondu. Pourtant, il faudra bien

trouver des coopables pour cet attentat jusqu'ici sans mobile averé.

BERTRAND LE GENDRE

TEDWY PLENEL

lies par la police après l'attentat ?

· Le sort de l'Ouréa : ici.

- s'entraîner à la navigation »

incapables - d'indiscipline.

Dès le début de l'affaire, M. Jacques Chirac grande discrétion. Observer le comportement inverse aurait comporté trois risques : la mise en ion nucléaire, la mise en cause d'un rousge déterminant dans le fonction de l'Etat (la DGSE) et la mise en cause d'un ministre de la défense, M. Charles Hernu, considéré au RPR comme un ministre présentable. La consigne n'e pas été tout e fait respectée dans un premier temps, puisque M. Charles Pasqua a réclamé la démission du premier ministre et que M. Clande Labbé e désigné du bout des lèvres M. Mitterrand. Mais, dans les henres qui out suivi la publication du rapport Tricot, les dirigeants du RPR sont restés sur une prudente

La réaction de M. Michel Ponietowski personnalité au langage plus vif et plus vert en toute autre circonstance — est révélatrice, elle aussi, de cet état d'esprit. Ancien membre des services spéciaux, ancien ministre de l'Intérieur, ce giscardien de choc jugerait imprudont d'exploiter politiquement une affaire et un rap-port sur lequel il a des doutes « parce que les services spécieux sont en cause et qu'il y a un intérêt national à les protèger «.

Seuls MM. Frençois Léoterd et Alein Madelin (Parti républicain), les « nouveaux libéraux », s'engagent sans entre précaution qu'une gentillesse glissée, ici ou là, aux militaires et oux ponvoir accleilste et contre un gaulliste, M. Tricot.

DANS LES MILIEUX POLITIQUES FRANÇAIS

Frustration, gêne et ironie

sans pour antant attaquer les ser-

vices secrets mi paraître nuire aux intérêts vitaux de la France. D'où,

sans doute, la réaction très modérée

de M. Michel Pooiatowski, qui,

lundi 26 août, sur Europe 1, a jugé · tout à fait concevebles - les

conclusions du « rapport très pru-dent « de M. Tricot. Mais, ajonte

M. Poniatowski: - On peut très bien

imaginer que toutes les personnes

port de M. Tricot euregistrées dans les milieux politiques français, deux, en tout et pour tout, sont positives.

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, se - félicite - des conclusion du rapport et espère que les qualités « de sérieux et de rigueur » qui étaient reconnues à M. Tricot ne lui seront pas maintenant contestées. L'association Droits socialistes de l'homme (DSH), proche du PS.

Tous les aotres exprimeot une frustration, voire une grogne qui o'épargne pas toujours M. Tricot. Ainsi M. Alain Madelin, délégué général do PR et dépoté d'Ille-et-Vilaine, estime-t-il que le rapport et vitatue, estimo-t-i que le rapport elles en essayant de faire croire qu' « on envoie pour faire des photo-graphies des nageurs de combat « « Cétait, ajoute M. Madeliu, une erreur d'analyse que de faire confiance a priori, les yeux fermés, à un rapport sur les services secrets dont on savait très bien qu'il se heurterait et au secret et d'io raison d'Etat. » Secrétaire général de la même formation, M. François Léotard rencherit et rappelle qu'il o'a

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, critique M. Tricot, mais à partir d'une analyse que ne parta-gent probablement pas MM. Léo-tard et Madelin, puisqu'il affirme : « La désignation de M. Tricot, ce ignitaire de la droite, a bien été faite par le pouvoir socialiste avec la complicité de la droite pour etouffer le scandale (...) donnant ainsi un avant-gout de la « cohabi tation » souhaitée par les uns et les autres. » Son de cloche voisin chez les « verts », qui soulignent que M. Tricot, secrétaire géoéral de l'Elysée à une époque - pendant laquelle barbouzes et polices parallèles ont sévi en France ., reste bien un grand serviteur de l'Etat, com-pétent et silencieux -.
 ll o bien fait son travail . concluent les

Hormis ces quelques irrévérences, M. Tricot est plutôt épargné.
M. Jean-Claude Gandin, président
do groupe UDF de l'Assemblée nationale, semble exprimer un sentiment largement partage, lorsqu'il dit que M. Tricot o - fait honnétement un travail inutile . Inutile ou, en tout cas, largement insuffisant. Pres-que tous, de M. André Rossinot, pré-sident du Parti radical, à M. Lajoi-

Lecons de choses : LE TRANSSIBÉRIEN

LES FOURMIS

 LE CHÂTEAU-FORT e LA CATHÉDRALE

• LE JARDIN PUBLIC TREKKING - EXPÉDITION

SAHARA e dunas un convons avec le: quaregs du Hoggar, de l'Air co NOMADE les amis du Sahara O, av des Tornes 75017 Paris 329 06 80 (17·20 h)

Sur le fond de l'affaire, M. Léo-tard se déclare « stupéfait » que la DGSE ne soit pas mise en cause —

exprime elle aussi sa satisfoc-

« jamais participé au concert des éloges qui ont contrert M. Tricot »; et qui l'ont d'ailleurs à étonne ».

nie, demondent que l'enquête continue. La Ligue des droits de l'homme et M. Pierre Méhaignerie,

Berger-Levroult

Pour apprendre et se distraire

- e L'AVION DE LINDBERGH
- L'histoire et la vie (co-édition d'un monument: CNMPS)

président du CDS, demandent la interrogées (...) se solent mises d'accord pour un montage. (...) Là. d'enquête parlementaire. on se trouverait devant un camouflage général . Pour M. Ponia-towski, il ne faut pas «exploiter» politiquement cette affaire, parce que les services spéciaux français sont en cause et qu'il y a un intéret national d les protèger -.

> Le scepticisme général avec lequel sont accueillies les conclu-sions du rapport conduit M. Brice Lalonde, les « verts », mais aussi M. Poniatowski lui-même, à mettre une partie de leurs espoirs dans la police... néo-zélandaise pour en savoir plus.

Un chef-d'œuvre d'humour grivois

LE BRÉVIAIRE DU CARABIN illustré par LES HUMORISTES ASSOCIÉS



Rassembler toutes les chansons de Salles de Garde commes ou oubliées, on faire un véritable florilège de la chanson estudiantine était un tour de force, mais réunir 17 homoristes parmi les plus célèbres de notre temps pour illustrer le Bréviaire du Carabin était une gageure. Et pourtant l'A.S.G.M.P. (association de Salles de Garde de médecins et de pharmaciens, éditeurs de l'ouvrage) a tenu son pari grace au Humoristes Associés.

Un feu d'artifice de telents Jamais à notre connaissance autant

d'humoristes furent réunis pour illustrer un seul volume, certes dans des revues telles que "Lui" ou "Play Boy" ou retrouve chaque mois 3, 4, 5... noms prestigieux, mais rassembler en quelque 200 pages les signa-tures de Avoine, Barbe, Blachon, Bridenne, Fred, Lacroix, Laville, Loup, Mose, Napo, Nicolaud, Sabatier, Serre, Siné, Soulas, Trez, constitue sans doute une sorte de record.

Une imagination "luxurisate" et .. **Inxuriense**

L'imagination est au pouvoir, tous les fantasmes se déchaînem dans cet ensemble de plus de 120 illustrations dont 14 hors-texte ex conleurs. Chaque artiste conserve son style propre, laisse libre cours à sa fantaisie et

le résultat n'est pas triste! Le cul de ma blonde est illustré par Napo à la manière des peintres naffs, Lacroix, lui, est très précis et donne une interprétation très originale du mythed'Herculeet d'Omphale. Bridenne a en l'idée "charmante" de représenter le Père Dupanloup et ses måles attributs, non en la force de l'age, mais à sa naissance. Quant à la façon dout le moine transporte la Sœur du Couvent, tous les lecteurs scront, nous le pensons, éblouis par

Une joviale paillardise imprègne l'ensemble de ces œuvres, jugez-en, l'illustration de cette annonce a été choisie entre toutes, car elle était la seule qui, grâce à l'adjonction d'un carré blanc, ne risquait pas de cho-quer la padeur d'éventuels jeunes lecteurs non avertis.

Un véritable florilèse des Salles de Garde

Les 74 chansons de ce volume constituent une "somme" pratiquement exhaustive des chausons de carabins. Vous y trouverez des chansons que tout le monde a fredonné comme les trois orfevres et d'autres en revanche, connues des rares mitiés telles

que i'en souviens-tu? ou Bioêtre, de réritables bluettes: à Trianon, ou des chansons plus musclées comme le fameux plaisir des Dieux oo la Patrouille qui évoque de façon très irrévérencieuse l'impératrice Éugénie. En feuilletant ce volume de 208 pages, vous irez de savoureux plaisirs en joics paillardes et si "pour terminer un gueuleton fameux" vous voulez chanter en chœur entre amis, la plupart des chansons sont accompagnées de la partition en clé de sol.

Une présentation raffinée.

Imprimé sur papier couché mat de 100 g, l'oovrage grand format (18 x 24 cm) est relié en dos carré. cousu et collé sous une couverture rigide illustrée, dorée, pelliculée sur fond poir, 500 exemplaires de collectioo reliés plein quir et dorés à l'or fin vous sont proposés.

Droit de retour

Le prix du Bréviaire du Carabin est de 168 F plus 21,60 F de frais port et de 288 F plus 21,60 F pour l'édition reliée plein cuir. Le droit de retour

Tout acheteur nous adressant sa commande dans les 10 jours recevra une reproduction d'une fresque de Salle de Garde qui lui restera acquise quelle que soit sa décision définitive.

Je commande le BREVIAIRE DU
CARABIN au prix de 🛘 168 F
+ 21,60 F de frais de port soit
189,60 F 288 F + 21,60 F de frais
de port, soit 309,60 F pour l'exem-
plaire relié plein cuir.
Si je suis le moins du monde déçu, je
vous retournersi l'ouvrage en .
recommandé dans son embaliage et
serai immédiatement remboursé.
Nom
Prégom
Adresse
Code postal
Coos bosist ?

àPA.S.G.M.P. 107, rue Victor-Hugo 92270 Bois-Colombes.

S DE DÉMARCHES u quitter l'URSs France I Paria »

The state of the second of the ou pour -KTYON O. 0 W. Se in Dran.: ar er mas de le au to-- '- Thes d'en haut a ere the des toles of a control of the control of DOWINIOUE DHOWNOC

See france to a see of the see of

2 4

11年 11年 11年

- 4433 2135

- 24 - 21

1 1 1 1 1 1 1 1 2

XVOR Marker to) · · · · . 1.4

101 Deci-ತ ಕಾರತ್ನ GR GUTS store de e fice :: M. Back 4.773. Q TER TO: -----والمتراوس **後間を コンタン** · Contractor and

• دنيا ----J. 2.5 Act . * ---* 4 ... W-1 # # 4 · · 4. 27 7ª C . . . **建设 使**。在中国

L VASSER POLONAIS u: 4703 fr2721 $(1,2,2,\ldots,2,2)$ sur la Pologna T-12 12. ! Europe de l'is! 4 4 - -..... 15. 25 4. 1. 6 F 7 × 474 100

A LEADING TO SEED LIBELLA . a ter - 22-e & & Tet : 325-51-6 Grand ... Magino

 $\mathcal{H}_{\mathbf{u}}(X) = 0$

ma culturelles **3** 6 - . er er the thirty

البيئة ي

36

. 22: V. 22:

- 3 Wes

radio-tele

musique

L'association Greenpeace a dif-fusé, tard dans la soirée du lundi 26 août, à Paris, sa réaction au rapport de M. Tricot. Après avoir relevé que ce dernier apportait » la prenve farmelle que les époux Turenge sont des agents des services rest aussi et que, enfin, ils avaient la même mission ». Greenpeace énumère /cs » enntrudictions s » du rapport :

» n) Ponrquoi, à l'exception du capitaine Dominique Prieur, y evait-il besoin de nageurs de combat pour aller faire un reportage photographi-que et ane mission de renseigne-

. b) Ponrquoi tronver normal que ces agents de renseignement ayant pour mission de surveiller et de prendre des photos aient aban-donné le fruit de leur mission dans

- e) Pourquoi des agents de renseignements n'employant que des méthodes douces » [sic] ont-ils éprouvé le besoin de faire disparaître l'Ouvéa?

» d) Comment se fait-il que des agents nyant comme mission de s'entraîner d la navigation > aient fait 1 500 kilomètres en voiture ?

- e) Pourquoi sont-ils partis impérativement le 9 juillet malgré le très manyais temps alors même qu'ils reconnaissent avoir été victimes d'une avarie?

» f) Greenpeace avait annoncé le départ de sa flottille vers la fin juillet. Pourquoi ont-ils rompu leur mission evant?

» g) Comment se fait-il que M. Tricot o'ait pas jugé ntile d'entendre « M ··· Bonlieu », qui, semble-t-il, était le pivot de l'opération de renseignement? Son témoignage ue pouvait qu'accréditer sa

Greenpeace » a le sentiment que M. Tricot a considéré a priori que tous les gens qu'il a rencontrés, toutes les informations fournies, étaient de bonne foi ». « En conclusion, souligne le mouvement écolo-giste, ou bien M. Tricot s'est laissé berner, on alors son rapport est moment-là les services français sur place espinanent le Rainbow-Warrior, connaissent nécessairement les sources ou les auteurs de l'attentat. A ce moment-là, qu'ils le

(Suite de la première page.)

mulae savnurausee une lectura e innocenta » de son rapport, sus-

ceptible d'évailler le sans de l'humour chez qui ne seran pas totalement naîf. Les états de service de

l'auteur n'autorisant pas à le soup-conner lui-même d'ingénuité, ce qui

apparaît tout d'abord comme de la

naîveté no peut être que la marque

pince-sans-rire, qui a enregistre avec

une honnêteté scrupuleuse toutes les

déclarations de ses interlocuteurs, mais ne tait pas ses doutes. En ce

sens, le rapport Tricot est inettaqua-

ble. « eu-dessus de tout soupcon ».

comme la carrière de ce grand servi-

teur de l'Etat, dont la personne fain

che, sauf chez les communistes et

Depuis la remise de sa copie,

M. Tricot a, dans diverses interven-tions, invité à lire attentivement son

texte. Il n raison. Car il fan une très

nette différence entre ce ou il sait et

ce qu'il croit. Il distingue précisément

les niveaux de responsabilités éven-

tuelles, et, dans ses conclusions, chaque mot semblu dicté à la fois par

une morain rigoureuse et le sens de

l'Etat, dans un élégant dégradé:

M. Tricot à la «certitude» que le

raison de penser» que la DGSE aix

outrepasse les instructions gouverne

mentales, at it croit a que le couple

Turenge et les passagers de l'Ouvéa sont innocents. Il précise : « Dens l'état actuel de mon information », en

reconnaissant dans les explications

de texte fournies verbalement qu'il

ne peut rien prouver, qu'il a essayé

SUX concours HEC + ESSEC .

Institut prive de Préparation

16 rue du Ciolire Notre Dame . .

aux Etudes Supérieures

75004 Paris - 325.63.30

HEC - ESSEC ... SCIENCES-PO.

ment n'a pas donné l'ordre de couler le bateau ; il n'e « aucune

l'unanimité à droite comme à gau-

quelques discardiens.

d'un esprit ennneiancieux, mnie

Il encourage par quelques for-

Doutes

Le premier ministre néo-zélandais demande des « excuses immédiates et officielles » à la France

Wellington. - M. David Lange, l'imprévisible premier ministre néo-zélandais, se montrera-t-il plus sensible à la raison d'Etat que ne le lais-sent suppuser ses furmules à l'emporte-pièce? Dans la gamme des ripostes à sa disposition après la publication du rapport de M. Tricot, il n choisi, dans un premier temps, une des plus modérées.

Dans l'immédiat, l'ambassadeur Dans l'immédiat, l'ambassadeur de France, dont il se murmure que l'on pourrait demander afficiellement le rappel restera à Wellington. Tont au plus M. Lange a-t-il fait savoir là l'ambassadeur, M. Jacques Bourgoin, par l'intermédiaire du ministre des affaires étrangères, qu'il serait bien inspiré d'aller, pour quelque temps, chercher à l'affaire un a briefing a complet sur l'affaire. » briefing » complet sur l'affaire. » Après tout, les Français ont mon-tre qu'ils savaient bien quitter précipitamment le pays quand ce'n les arrangeait », a rappelé ironique-ment le chef de la diplomatie néozélandaise, dans un entretien qu'il nous a accordé ainsi qu'à l'équipe de Gamma Télévision.

M. Lange se garde bien de demander l'extradition de trois membres de l'équipage de l'Ouvéa. Tout en notant amèrement que ces trois témoins, qui sont restés invisibles aux enquêteurs néo-zélandais présents à Paris, ont resurgi apportu-nément quand M. Tricot souhaita les entendre. Puis ils ont redisparu. M. Lange reconnaît que nul traité n'oblige la France à extrader ses nationaux, mais cette constatation ne l'empêche pas de condamner le » sanctuaire » ainsi constitué. Finalement, M. Lange ne demande à la France que des « excuses Immédiates et officielles » pour avoir » nurragé la snuvernineré néozélandaise en envoyant ses espions dans un pays ami ».

Escalade verbale

Cette modération dans les exigences a, bien sur, pour contrepoint quelques - amabilités - verbales bien senties à l'égard de Paris, qui laissent deviner avec quel regret M. Lange, qui a pris une nuit de réflexion avant de réagir, s'est fina-lement rallié à une position » raisonnable ». Le rapport est donc qualifié de egrotesquement contradictoire nable de s'adonner à ces » activirés. illicites », la France se voit sommer, par le premier ministre, de » rejoindre le vingtième siècle » dont la rendent indigne ses » agissements pres-que obscènes ».

de comprendre et qu'il n'a pas tota-

lement compris, que rien ne lui donne

à penser que sa bonne foi ait été

trompée par un savant montage des

services français, mais que ce n'est

Rien n'est exclu en effet, et le rap-

port Tricot n'écarte aucun scénario.

Mieux, il ceme les zones troubles, il

énumère toutes les hypothèses et,

s'il en retient une, la plus inoffensive.

e'est uniquement sur l'intime convic-

tian de son autaur. Una marqua

d'honnêteté intellectuella certes,

mais aussi de prudence. Car nul ne

sait ce que réserve la Nnuvelle-

Zélenda dans l'énorme partie de

poker engagée avec la France. Le

premier minietre de Wallizatan

bluffe-t-il quand il affirme détenir les

preuves de la culpabilité des agents

français ? Si oui, la lecture « inno-

cente » du rapport Tricot sera confor-

tée a posteriori. Il restera à diverses

polices à découvrir les euteurs du

sabotagu, sana grand espoir de

succès. Si, au contraire, M. Lange

détient des cartes maîtresses, M. Tri-

cot sura été abusé, et - ce qui est

plus grave - les autorités françaises auront monté, ou laissé monter, une

opération de camouflage dont les

Entre ces deux extrêmes, l'issue la

plus probable se situe toutefois dans

ces enlutions en demi-tainta

qu'affectionnent les gouvernements

de bonne compagnie. Charge par M. Fabiuu d'établiz ela verités,

M. Tricot e laissé planer des doutes

Il serait surprenant que la justice néo-

zélandaise les dissipe complètement.

médecine

pharmacie

Encadrement

annuel

par matière

MEDECINE... PHARMACIE

DANIEL VERNET.

raient largement l'Hexagone.

equences politiques déborde-

De notre envoyé spécial

Duns cette escalade verbale, l'opposition conservatrice n'est pas en reste. M. Jim Mac Lay, chef du Parti national néo-zélandais, n'a pas hésité à parler de « quasi-acte de guerre ». Tont an long de la journée mardi, Wellington a sinsi tenté de faire peser sur Paris une intense pression psychologique. » Le rap-port de M. Tricot n'exprime pas la position de la France, mais seulement celle de M. Tricot ». expliquait M. Lange en début de journée, comme s'il snuheitait laisser à M. Fahius une porte de sortie : dans l'hypothèse où la demande d'excuses ne serait pas satisfaite, M. Lange a très nettement laissé planer une menace contre l'ambassadeur de France.

Mais si M. Lange a préféré insis-ter sur les aveux français - la présence d'agents en Nauvelle-Zélande – que sur le démenti – le sabotage proprement dit, - c'est aussi parce qu'il est lié par la procédure judiciaire néo-zélandaise, proche du système britannique et très favorable aux inculpés. Toute contestation de l'innocence de la DGSE ne ponrrait se fonder que sur une publication des preuves que la

police néo-zélandaise affirme possé-

Or les droits des inculpés sont très fermement protégés : la police n'e pas le droit de produire ses indices avant la session d'offre de preuves » qui dnit e'nuvrir le 4 novembre prochain. Et cet équivalent englo-saxon du secret de l'instruction est loin d'être une passoire comme en France. Ni la police, mi les nvocats, ni la presse, ne sauraient le transgresser sans encourir de très lourdes condamnations pénales. En reproduisant abondamment les révélations de la presse française à propos des « Turenge », tout en pre-nant toujours soin de citer leurs sources, les journaux néo-zélandais ont vécu, depuis quelques semaines, une véritable révolution culturelle.

Mais les vraies raisons de la modération de M. Lange sont aussi à chercher ailleurs. La Nouvelle-Zélande se souvieot, ainsi, que l'année dernière son contingent de beurre n'e pu s'écouler sans diffi-eulté dans la CEE que grâce à l'iotervention de la France à Bruxelles. - Nous ne souhmitons pas avoir en Europe un ennemi implaca-ble », a expliqué M. Lange, soucienx evant tout d'éviter que le préjudice de cette bavare française - ne retambe sur la Nauvelle-Zélonde ».

DANIEL SCHWEIDERMANN.

L'incompétence de la cour de La Haye

La Nouvelle-Zélande porterat-elle plainte contre la France devant la Cour internationale de justice ? Son premier ministre, M. David Lange, a brandi, entre autres, cette menace en décla-rant il y a quelques jours que t la Nouvelle-Zélande engagera des poursuites contre la France si sa responsabilité (...) est

Cependant, si plainte il doit y avoir, elle risque d'aboutir à un échec. Depuis le mois de jan-vier 1974, en effet, la France ne reconnaît plus la juridiction obligatoire de la Cour interna-tionala établie à La Haye et instituée en 1945 par la charte de

Ce refus de la France a pour origine les essais nucléaires français dans la Pacifique sud — dejà — et une plainte, en de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie auxquellas étaient jointes les îles Fidil. Les essais nucléaires auxquels la France entendair procéder à l'époque étaient atmosphériques, et les Etats « riverains »

n'en inquiétaient plus encore que de ceux nouterraine d'aujourd'hui.

A la plainta déposée contre elle, la France avait rétorqué en rappelant que des 1966 elle avait récusé d'avance la compétence de la Cour pour toutes les activités « se rapportant à la défense nationale ». Cependant, les juges de La Haye avaient passé outra et prin, an uin 1973, des ordonnances invitant la France à s'absterii de touta expérience dangereuse pour l'Australie, la Nouvetle-Zélande, les îles Cook, l'île de Nivé et les îles Tokelau.

C'est cette détermination de la Cour à se saisir d'une affaire qua la Franca aveit exclua d'avance, comme c'était son droit, de sa compétence, qui pour l'avenir, aux jugements des magistrats de La Haye, une décision prisa par Genrges Pompidou et que, rétrospective-ment, M. Mitterrand ne doit pas regretter.

DANS LA PRESSE PARISIENNE

Scepticisme

Les quotidiens parisiens proches de l'apposition sont, comme il se doit, sceptiques sur le contenu da rapport Tricot. Le Quotidien de Paris titre » L'éteignoir », et son directeur, M. Philippe Tesson, assume que le texte de l'ancien secrétaire général de l'Elysée - c'est Jules Verne revu par la comtesse de Ségur. Ridicule . Il ejoute que le président de la République et le premier ministre ne peuvent se satis-faire • d'un document qui laisserait sur sa from un enfant de dix ans •.

France-Soir est tout aussi dubitatif, puisque l'artiele de Jacques Malmassari est titré avec la phrase de M. Tricot : » Je n'exclus pas d'avoir été berné ». L'éditarialiste a l'impression - que M. Tricot n'a pas tout dit et que la raison d'Etat lui n mis un bœuf sur la langue ».

Le Figaro semble plus gené dans ses critiques, car son éditorialiste, Jacques Jacquet-Francillon, ne veut pas • jeter le moindre doute sur l'intégrité de M. Bernard Tricot • Et s'il trouve que le rapport de l'ancien collaborateur du général de Gaulle - est un peu court - et, s'il fait remarquer que » trop de zones d'ombre planent », il explique que c'est - parce qu'il ne disposait munifestement d'uncun muyen sérieux d'investigation .. L'éditorialiste du Fignen met en causn M. Mitterrand en expliquant que, en chargeant une personnalité incon-restable (...) de cette enquête rigou-reuse », le président de la République - a pour l'instant réussi l'un de plus beaux coups de parapluie politique de sa carrière si riche en

L'Humaniré ne prend pas de précantions pour annoncer qu'elle ne eroit pas aux conclusions de M. Tricot en titrant à la une : « Mensonge

Le Parisien libéré et Libération

ont trouvé la même image pour résumer le travail de M. Tricot : il - lave plus blane . Serge July, s'il reconnaît que le rapport de M. Tricot est reliement à contre-courant de tout ce qui a été dit et écrit sur le sujet depuis quelque temps • qu'on est inévimblement tenté par le parti pris Ironique -, njoute - on imagine mal un serviteur de la raison d'Etal du calibre de Bernard Tricot prendre naivement le risque d'être ridiculise à court et d moyen terme par d'éventuelles révélations journalis-tiques françaises ou policières néo-zélandaises ». Le directeur de Libération fait aussi remarquer que les résultats de l'enquête de M. Tricot ne sont - vraiment pas la gloire pour la DGSE. (...) On a le chots entre l'incompétence dans l'action et l'incompétence dans le renseignement ». Il rejoint là l'éditorialiste de Figaro, qui, lui aussi, conclusit sur les conséquences de tout cela » pour le crédit de nos services secrets et pour le prestige de la France. Un sinistre gachis ».

Le gouvernement ne trouve donc de véritable défenseur qu'en la personne de Max Gailo, qui, dans son éditorial du Marin, affirme que le rapport du haut fonctionnaire gaulliste contient des » démentis à l'opposition » et » réduit à leurs ensions polémiques et outrancières les propos de ceux qui récla-maient la démission du ministre de la défense et du premier ministre ».

-willy hairline_COIFFURE MIXTE

10, rue des Pyramides 75001 Paris Tél. : 260-63-68 (ouvert samedi)

nceuvres de ce genre ».

18 h 19 h ventred 12 1-21 t

30, rue Feydeau 75002 Paris Tél.: 236-33-57 (fermé samedi)

Londres: « blanchissage patriotique »

De notre correspondant

Londres. - Les allusions à un rôle quelconque des services britanni-ques ne retiennent guère l'attention à Londres, bien que la presse accorde une très large place eu rap-port Tricot. Au niveau gouverne-mental, on se refuse pour le moment à faire le moindre commentaire. à faire le moindre commentaire.

Tout au plus indique-t-on très officieusement qu'il n'y a pas lieu de répondre à de * pures et vagues allégations *. Seul le Daily Express ritre (en pages intérieures) sur le fait que * les Français montrent du doigt le MI 5 * (contre-espionnege). Et le Daily Mail — dans un court encadré consacré à une * Freneh connection in London * — fait incidemment savoir que le but de l'onédemment savoir que le but de l'opé-ration des agents français était vraisemblablement de faire porter les soupçons sur leurs homolingues bri-tanniques. D'nû l'aehat à Londres du Zodiae retrouvé à Auckland. Le Mail révète qu'un - troisième

homme = (français) était chargé d'assurer la liaison avec le couple arrêté en Nouvelle-Zélande quand celui-ci est venn se pracurer l'embarcation dans un magasin londonien. Ce troisième homme aurait séjaurné dans na hôtel de Cromwell Road et aurait eu plusieurs commu-nications téléphoniques avec des res-ponsables des services secrets francais durant son séiour. Selon le Mail, le fait que le cou-

ple « Turenge » n'agissait pas » indè-pendomment » aurait été établi, en rapport avec Scotland Yard, par un inspecteur féminin de la police néo-zélandaise venu enquêter dans la capitale britannique et reparti dans son pays le 26 août.

La plupart des journaux anglais soulignent dans leurs titres ou dans leurs éditoriaux que le rapport Tricot - blanchi - le gouvernement et les services secrets français : mais le mot, dans la langue de Shakespeare - whitewash - a une ouance nettement péjorative, qui suggère plutêt une idec de » badigeonnage ». Pour le Daily Mail, plus direct que les autres, . le camouflage ne marchera pas -, et le journal conclut que le rapport frise la - complaisance - et l' - arrogance bonapartiste - ...

Les trois journaux dits » de qua-lité » (le Times, le Guardian et le Dally Telegraph) font leur une nvec l'événement, et le Dails Telegraph public même de lurges extraits du rapport sur toute une page de sa rubrique étrangère. Ce quotidien, dans son introduction, estime que le travail de M. Tricot relève d'un . blanchissage patriotique . L'éditorialiste du même journal se montre plus modéré el rap-pelle que le président et le gouvernement socialiste français, tout en étant déterminés à garantir la • force de frappe » n'en ont pes moins été des • sympathisants » des mouvements écologistes.

L'incrédulité et l'ironie sont de règle pour le Guardian, qui offre à ses lecteurs, en première page, un grand dessin assimilant la présentation du rapport Tricot à un spectacle des Folies-Bergère – dont on sait qu'il n'est pas aussi audacienx que le pensent certains touristes étrangers. Le président Mitterrand et un officier supérieur de l'armée tirent le rideau sur le spectacle, en déclarant d'un air peremptoire : - Voilà, mes-sieurs et mesdames, ayani faut montré, nous vous disons bonsoir. . Dans son éditorial, le Guardian rappelle que M. Tricot n indiqué qu'il n'avait peut-être pas eu tous les élé-ments nécessaires.

Le Times se contente de titrer. comme le Guardian, sur le fait que le premier ministre néo-zélandais condamne le rapport, demande des excuses, et pourrait réclamer le rap-pel de l'ambassadeur français FRANCIS CORNU.

De la mission de Frédérique Bonlieu

De la présence d'agents secrets français en Nouvelle-Zélande à l'atteotat cootre le Rainbow-Warrior dans le port d'Auckland, de l'enquête pulicière néozélandaise à l'enquête adminis-trative fraoçaise cnoffée à, M. Bernard Tricot... voici la chronologie des faits connus et indiscutés sur l'affaire Green-

■ FIN AVRIL. – Une Française, âgée de trente-trois aus, affirmant s'appe-ler Frédérique Boulieu et prétendant être «géomorphologiste», arrivé en Nouvelle-Zétande. Elle s'infiltre parmi les militants de Greenpeace à Auckland, dans le nord du pays, se reuseigne sur la procheine campagne du mouvement écologiste contre les is nucléaires français, accumu des informations sur les équipements touristiques (locations de véhicules, cartes routières et mariaes,

Elle quitte Anckland le 24 mai pour Tabiti, où elle participe à une conférence sur les récifs coralieus, jusqu'un 31 mai, avant de s'envoler pour Los Angeles. Sa trace se perd, le 27 juillet, en Israël, près d'Haria, ch' alle participale denni le 10 mil où elle participalt, depuis le 10 juil-let, à un chantier de fouilles archéologiques qu'elle quitte précipitate-ment, quelques heures aurès as mise ca cance pur lu preese aén-

Frédérique Bonlieu se nomme en fait Christine Hagnette Cabon. Entrée dans l'armée française en 1977, elle est membre de la DGSE, avec le grade de lieuten

25 MAL – Un médeciu de Dieppe, le docteur Xavier Maniguet, qui est commundant de réserve de la marine ationale et qui 2 travaillé de 1978 à 1984 comme médecia de chantier aur les pintes-formes pétrolières de la CFP-Total à Abou-Dimbi, se présente à l'agence de voyages pari-sieune Odymée en quêto d'une croi-sière à la voite dans le l'actifique sud.

Le directeur de l'agence, M. Claude Leroy, qui est, bui austi, un officier de réserve de la murine, hei indique qu'un voilier, l'Ouvia, va prochaine-ment partir de Nouméa pour les régions qui l'iméressent avec à sou hord un hon skipper, Raymond Vel-che. Le docteur Maniguet règle aux trait-musris le urix de la location du treis-quarts le prix de la location du

28 MAL — Raymond Veiche quitte la France pour Noumén où il inspecte l'Ouvéa, loué par la Noumen Yacht Charter pour le compte du proprié-taire du roiller, M. Jean Pélissier. Le solde de la location sera réglé par Raymond Veiche uvec deux chèques firfa sur le compte du l'accesse Odon. responde vocare tree near enegaes tirés sur le compte de l'agence Odys-sée en métropole. Le 31 mai, Velche reprend l'avion pour Paris.

Raymond Veiche est, en fait, un militaire de carrière ; il u le titre d'adjudant chef, et se acousse en réalité Roland Verge, quinze nas d'armée, dont onze à la DGSE. Il appartiest au Castre d'Instruction des ungeurs de combat (CINC) d'Aspretto, près d'Ajaccio, en Corse. Il uvait soué des contacts uvec les milleux nautiques enicdoniens, notamment uvec un industrici de Noumée, dès 1981 iors d'un Saion à La Rochelle. • 7 JUIN. — Raymond Velche revient à Notméa en compagnie de deux coéquipiers, Eric Audrenc et Jean-Michel Berthelo. Le trìo aquipe POuvéa d'un matériel tochaique très perfectionné de avrigation et de com-munication. Eric Aurenc et Jean-Michel Berthelo sont, eux aund, des sons-officiers français, également du CINC d'Aspretto : les adjudants Gérard Andries, dix ans de service, dont six à la DGSE, et Jean-Marie Bartelo, dix ans de service, dont qua-tre à la DGSE.

L'arrivée de Philippe Dubast et des « Turenge »

 9 JUIN. — Le trio est rejoint à Nou-mén par un sutre agent de la DGSE — dost la véritable identité n'est pas comme » Philippe Dubast », qui des-cend an même hôtel, le Noumen Reach. Son rôle exact u'est pas établi : surreillance des préparatifs de POurée au coordination de sa mis-sion. Il scrait, lui aussi, affecté à la base d'Aspretto, uvec le grade de commandant. Le 14 juin, il regagne

11 JUIN. – Le docteur Xavier Maniguet arrive à Nounéa. L'Ouvés est fin prêt. Selon le propriétaire nouméen du voilier, M. Pélissier, le docteur Maniguet - dounnit l'imp sion de bien committe Velche», ce

• 13 JUIN. - L'Ourée quitte Nouméa. Il atteint l'he australieune de Norfolk le 17, la quitte le 19 et ctteint les côtes septentriqueles de la Nouvelle-Zélande le 22 juin : son équipage fait, à 15 h 30, une entrée remarquée, en manquant de s'ema-bler, dans la baie de Parengarenga, à plus de 400 km an nord d'Anckland.

• 22 JUIN. – Le même jour, an con-ple francophone, les »Turenge», porteurs de passeports suissus aux nouss de Sophie, trente-gix ans, enseignante, et Alain, trente-quir aus, directeur de société, avec un domicile paristen (165, avenue du général Bizot, 12°) arrive à Auckhard par avion en provenance de Loudres. par avion en provenance de Londres. par avion en provenance de Londres. Ils se compartent comme des tou-ristes, loucat un campling-car 4 × 4 Toyota, et vont se promener dans la région située au nord d'Auc-kland. Sophie et Alain Turenge, por-teurs de fanz passeports, sont es fait des agents de la DGSE : le capitaire Dominique Prieur, qui a'est pas spè-cialisée dans les actions de com-mando et paraît être la converture maritale de son faux époux ; le chef de batallion Alain Mafart, commandant en second de la base d'Aspretto et nageur de combat au CINC. comme les trois équiplers de l'Osrés.

L'équipage du voiller, quant à lui, louge les côtes septentrionnies du la Nouvelle-Zélande pendant la période Nouvelle-Zétande penasur la person-où le couple - Tarrenge - commence aes promensdes touristiques, l'Ouréa atteint ainsi, le 25 juln, le port d'Opua, puis resonnte vers la baie touristique de Pallias, où se trouve un motei, le Beach Comber, disposant d'un accès privé à la piage. Le 28 juin, l'Ourén est ensuite, pendant queiques benres, à Tutukuka-Harbour arant de mouiller le même Jour et durablement, jusqu'au 9 juil-let, dans le port de Whangarei, à 170 kilomètres zu nord d'Auckland.

à la disparition de l' s 24 1/15 - An Jendemain de leur

The Tale and the Control of the Cont

The all the du gour de capport (Tanche Time to capport

. w- Harmor.

and Broulast

1.77 2.272 C **250**-

- ar is France

was grouverne

- concrement

e . carrante de sa

. commen

erenemen pour la

a dans to mesure où

Sezgan a déjá eu

- Con regrette

. .. cue de relances

- Australie dans le

Tremier ministre.

descale les

" porteurs

· · O : ne desespère

. V. Lange sur ce

.n:ndamment . cou-

du Rainbare

mary ses pro-

25. 77 to a nin, de parvenir à

Le de télévision en

un congeste, même si

ales d'espionnage alles d'espionnage alles de casade public, fantes se d'égage de cas

mon-4: . .: commentaires qui

Gerenteure se

Total of --

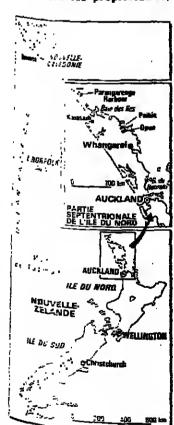
(πτ**~** * · · ·

e Win

ama i Whangarek les hommes de 10mm se reparent : le docteur Manget - clipse pour aller skier, poinci d. Phi er austral, dans les conductor chandries, Wellington, is no challes, quant a cur, button listar Ford rouge et partuest et elle, jusqu'un 6 juillet, 140 et tres — un kilométrage pi umura le loueur par s

Le c Rainbow-Warrior > s'ama: re dans le port d Auckland

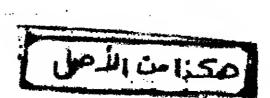
8 pre-easent au Beach Comber Vorei de Paihin, où ils résideront, au la chambre 12, jusqu'au 7 juil-le, ils vont discrets, mais commundest, seion les propriétaires,



denorme breakfasts. Le 25 jain, dort qu'ils logeaient dans un hôtel d'uckland et aiors que l'Onéa se bronai: honei: dans la baie de Paihia, le touple attait de ja reçu une comme cation feléphonique en provenance de cuje localité. Le 28 juin, ils avaient ausi recuité. Le 28 juin, ils avaient ansi recu un appei en provenance de tangarci, ou tenait justement gacchater | Onica

Paihia est, par la route, à 80 km les hangares. Le 6 juillet, alors que rangarei. Le 6 juillet, aiors que l'artenze passent leur seconde change à Pahia, Raymond Velche change de voiture de location à hisangarei et adopte une spatieuse lisiden Cummodore blese nvec. spielle il parcourt 320 km, jusqu'an scandaise le courle et l'éminage se chudaise, le couple et l'équipage se on reaconnes aux alentours de Pai-ha, entre les 5 et 7 juillet.





-37 : e

San San

£ 2.7

· --

1410.

The state of

144

Service.

m /-

ite .

May 500

Tirenty T

ANNE : \$7:24 ---

#! fen #

in ... 55.E

انستم 😮 عدتي 🕶 🕬

ساتات سا

ger d'agent de

see the er or -

m miretar aff

F. 4 . 2 . . 2 . .

MARK T 1 SE STATE

and Repaired the

* 44.E4 **

· · · · · · · · · · · ·

1 33 Br. 1 - 12

24 - CO F

with the 1977 a

Service at the

er sagre la

44 14 . 35

CB (10 14 24 24

(Ba) 2-15 ...

Tremati ...

grape transfer be

والمراجع أأرضون

Separation of the E

4× 20+2-

Mark Art Ar

Maria Maria

Man Sin in

g Fr. (new)

4 6 5

30.1:6 4:

40.00

A 250 CM

STATE OF THE STATE LAMPHORES TO ्राची करणा जिल्ला इ.स.च्या चल्ला

AL 25

9 ger in 1944

7-6-56 50

Critiques et interrogations

Très rares sont les résctions étrangères favorables à l'attitude du gouvernement français et au rapport Tricot. La seule soutenant franchement les autorités françaises — mais elle précède la publication du rapport — émane du très conservateur Wall Street Journal, qui affirmait le 21 août dernier que « M. Mitterrand mérite d'être soutenu » dans sa confrontation avec Greenpeace. Tout en faisant des réserves sur les destructions du Rainbow-Warrior, le Wall Street Joutnal ajontait : « Par ses ingérences dans le programme de défense de la France dans le Pacifique, Greenpeace se moque des décisions d'un gouvernement librement élu. »

A Washington, nous signale notre

ment librement élu. »

A Washington, nous signale notre correspondant, le département d'Etat ne s'est pas départi de sa réserve et se refuse à tout commentaire. En privé, cependant, on fait preuve de compréhension pour la position française dans la mesure of l'administration Reagan a déjà en affaire à Greenneace pour ses prol'administration Reagan a déjà en affaire à Greenpeace pour ses propres essais militaires. On regrette cependant l'affaire du Rainbow-Warrior, car elle risque de relancer le mouvement anti-nucléaire dans le Pacifique, notamment en Nouvelle-Zélande, où le premier ministre, M. Lange, a interdit d'escale les bateaux ampériaeires certes en bateaux eméricains portenrs d'armes nucléaires. On ne désespère pas, aux Etats-Unis, de parvenir à un compromis evec M. Lange sur ce

Les chaînes de télévision en revanche out ebondamment « couvert . l'affaire Greenpeace, même si aujourd'hui elles accordent plus de temps aux scandales d'espionnage en RFA. Pour le grand public, l'impression qui se dégage de ces reportages et des commentaires qui

à la disparition de l'« Ouvéa»

les accompagnent n'est pas particu-lièrement flatteuse pour les respon-sables des services de remeignement français, présentés un peu comme des inspectears Clouzeau, héros français ridicule de la Panthère rose, multipliant les maladresses et les gaffes.

A Moscou, peu de réactions ont été enregistrées. Le rapport Tricot est une « tentative pour blanchir les plus hautes autarités » de la France, a affirmé sculement hindi l'agence officielle soviétique Tass, estimant que l'enquête a été menée « avec précipitation ».

avec précipitation.

Dans une dépêche datée de Paris.
Tass relève que « même Bernard
Tricot, membre du Conseil d'Etat,
auquel a été confiée l'enquête, a
reconnu la nécessité de procéder à
un examen plus détaillé de toutes
les circonstances et faits. Tass
prête aux eutorités françaises
l'intention de minimiser » par tous
les moyens » l'affaire. L'agence en
prend pour preuve la « mise en prend pour preuve la « mise en liberté de trois agents des services spéciaux français », bien qu'ils aient, « selon les autorités néo-zélandaises, participé directement au sabotage du bateau de l'organi-

« L'absence de scandale est un scandale »

En Europe occidentale, les réactions de la presse sont critiques et sceptiques. Oubliant pour une fois ses propres scandales d'espionnage, la presse allemande ne fait pas exception à la règle. « Rien n'a été éclaire! », commente ainsi le General Anzeiger. A gauche, les réac-tions sont plus violentes. La Frank-

furter Rundschau note ainsi que les résultats du rapport Tricot » sont trop étonnants pour être réellement

Togard de la France la FR estime que, « cussi étonnant que puisse être le rapport, il est tout à fait dans la ligne des réactions publiques en France, qui, sont seandaleuses. Le scandale est qu'en France ll n'y air pas eu de scandale ».

Du côté des Verts, M. Lukas Beckmann a déclaré qu'il n'ettendrait pas d'autres conclusions du rapport Tricot, qui, de toute façon, ne pouvait evoir été destiné qu'à la « désinformation ». Pour M. Beckmann, toute l'affaire Greenpeace n'est que « l'aboutissement d'un militarisme français qui s'est encore renjoré sous les socialistes et qui confirme le retour en France d'un esprit napoléonien ».

« Pire que la CIA »

En Scandinavie, où le mouvement Greenpeace est très actif (il milite en Norvège contre la chasse à la beleine et a tenté, en Suède, d'empê-cher les transports de combustibles irradics à la Hague), les officiels irraties à la Hague), les officiels restent silencieux; ces derniers jours espendant, écrit notre correspondant Alain Debove, la presse à ironisé sur les « gaffes » de la DGSE en soulignant que l'affaire était, sur les plans politique et diplomatique, » particulièrement pénthle » pour la France (Svenska Dagbindet/Stockholm et Aftenposten d'Oslo). Elle a soutenu la Nouvelle-Zélande et Greenmeser. Le quoridien indépen-Greenpeace. Le quotidien indépendant d'Oslo Dagbladet, écrivait par exemple : « L'histoire des services secrets français est semée de scandales. Les agents français sont quel-

quefois si maladroits qu'en compo-raison leurs collègues de la CIA doivent être considérés comme des cow-boys à peu près civilisés. Non, con-boys à peu pres civilisés. Non, sur le plan des activités de rensel-gnement, cette affaire ne lémolgne vraiment pas de la » grandeur » de la France! (...) Dans toute démo-craite européenne, le ministre de la défense, responsable de la DGSE, aurait donné sa démission. Mais ou se France.

aurait donné su démission. Mais par en France. »

Au Danemark, le ton de la presse n'est guère différent. A noter anssi qu'un ancien ministre des affaires étrangères, le social-démocrate Kjeld Olesen – actuellement dans t'opposition, – a annoncé, lundi 26 août, son intention de se joindre à la flottille du mouvement Greennesse nour tenter d'obtenir Parrêt la flottille du mouvement Green-peace pour tenter d'obtenir l'arrêt des essais meléaires français sur l'estal de Muuron. Il est inaccep-table que la France procède aussi soin de son territoire à der explo-sions expérimentales avec effets sur l'environnement », a dit leus d'une conférence de presse M. Olesen. Il a regretté que l'attitude observée à l'égard des essais nucléaires par le Parti socialiste au pouvoir en France différait de celle des autres parties différait de celle des autres partis socialistes d'Europe occidentale.

Auto-absolution >

Le rapport Tricot, que dans son commentaire la chaine 1 de la RAI nommait hundi 26 août - l'outoabsolution des autarités fran-çaises», ne semble pas non plus convaincant pour les quotidiens itzliens de ce mardi matin, écrit notre correspondant à Rome, Philippe Pons. « Paris s'absout pour l'affaire Greenpeace », titre en première page la Stampa, qui consacre an

rapport Tricot un commentaire argumenté. « Après une longue attente naurrie d'Interragations (...) est arrivée l'auto-absolution, écrit la Stumpa. Personne ne pense que M. Tricot, qui fut un secrétaire estimé du général de Gaulle, ait délibérémens ment, mais son rapport est d'une candeur désarmante. L'habileté de François Mitterrand fut de confier à un Mitterrand fut de confier à un désarmante. L'habileté de François Mitterrand fut de confier à un homme comme M. Tricot, hautement estimé de l'opposition, une enquête aussi délicate. C'était un moyen de se laver les mains, de se mettre à l'abri des accusations de vouloir couvrir ses ministres (...), mais le rapport s'est révélé trop ingénu, trop conforme aux thèses défensives des services secrets français (...), at l'hypothèse d'une manipulation par les services secrets britanviques frôle le grotesque et n'épargne pas le ridicule aux agents français qui ont râté leur opération.

Le même ton se retrouve dans les commentaires de la Repubblica et de l'organe du PCI, l'Unita.

En Espagne, la presse est elle aussi sceptique face aux conclusions de M. Tricot. » La France-se disculpe elle-même de l'attenua contre le bateau de Greenpeace, itre en première page le quotidien Dia-rio 16 (libéral). Pour Ya (extholi-que conservateur), M. Tricot « s'est contenté de révêler certaines identités et de répéter la version la plus favarable aux intérèts de l'État ».

Quant en journal El Pats, il met en exergne les réactions de scepti-cisme qu'ont suscitées, tant à Wellington qu'à Paria, les conclusions de M. Tricot, soulignant notamment que, selon les termes d'un député libéral, ce rapport « prend les Fran-çais pour des imbéciles ».

Autodestruction?

Le grand quotidion beige le Soir met en bonne place, ce mardi 27 aulit, parmi les « hypothèses » citées sur l'affaire du Raisbow-Warrier, celle d'un attentat orga-nicé par Greenpanie elle-même. Le correspondant du quotidien à Paris souligne que cotte hypothèse est « particulièrement afrinisante pour

Scrit le Solt; « c'est Groempence a fait santur son propre hat pour frapper un grand coup, re rer son blason et suriont attel derement in France com l'organi-saction écologiste que semble depuis quelques temps (où sant les baleine d'antax ?) faire su cible privifégiés sinou unique, com su cible privifégiés s'en ludiganit il y a quelques jours. Groupeace qui entretient d'ami-cales et étrolites relations avec plupiones Etats de ce Pacifique, qu'ils veulent « désuciéntiser », a pu être informé de la présence des agents

«Il est remarquable, ajoute le Seir, que Greenpance ait pu remplacer son vieux rafiot dans un délai anormalement court pur un autre navire beaucoup plus important, comme si elle s'attendait à devoir le faire et qu'elle avait su trouver immédiatement une nomme considérable qui apparaît dispropartionnée à ses moyens financiers avonés pour cette acquisition. Une hypothèse qui rejoist d'ailleurs la deuxième d'un complot anglomaxan contre la France.»

on de Frédérique By

Sell into pig. 29 JUIN. — An lendemain de leur arrivée à Whangarci, les honomes de l'Ouvéa se séparent : le docteur Manignet s'éclipse pour aller skier, profitant de l'hiver austral, dans les moutagnes de l'île du Sud, près de la capitale néo-zélandaise, Welfington ; les trois aidlitaires, quant à eux, louent une Telstar Fort rouge et parcourent avec elle, jusqu'au 6 juillet, 27 - 24₁, 24 -1 - 1 - 1 Acres in market 12 200 A DE LEGI 17 4 4 ----- Identition BE 38 ASSESSED TO THE REAL PROPERTY OF THE PERTY O corrent auc reistat s'ord rouge et par-corrent avec elle, jasqu'an 6 juillet, 1 439 kilomètres — un kilomètrage qui sarprendra le loueur par son ampleur. L. Lengton TE CAD Personal Street Service . . .

#1.055 e legge

· · · A a Treme stid :

a marcasti la Nese

AND RESPONDED AN

CONTRACTOR OF THE REAL

1 74 142

1 100 10 550

- - -

1. 1. 1. 1. 1. 1. 25

11 . . . 125 14 72

TEXT

AN COURT OF

WILL F

Tar New 18 pm

الكليمية ال

32 5735 المتحددة الماديد الما

· Secretary Secretary

The state of the s

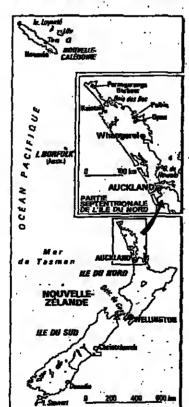
A CONTRACTOR

- - Lance to se

THE SHOP SHOPE

Le « Rainbow-Warrior » s'amarre dans le port d'Auckland

o 5 JUILLET. — Les « Turenge »
se présentent au Beach Comber
Motel de Pathia, où ils résideront,
dans la chambre 12, jusqu'an 7 juillet. Ils sont discrets, mais commandent, selon les propréétaires,



d'énormes brenkfists. Le 25 juin, alors qu'ils logenient dans un hôtel d'Auckland et alors que l'Ourés se trouvait dans la baie de Palhia, le couple avait déjà reçu une communication téléphenique en provenance de cette localité. Le 28 juin, ils avaient amsi reçu un appel en provenance de Wangarel, où venait justement d'accorter l'Ouvén.

Paikin est, par le route, à 80 km de Whangarei. Le 6 juillet, alors que les « Turenge » passent leur seconde journée à Palsia, Raymond Velche change de voiture de location à Whangarei et adopte une spatieuse Hoideo Commodore bleue avec Holdeo Commonore sieue avec laquelle il parcourt 320 km, jusqu'an 9 jaillet. Selan la police aéo-zélandaise, le couple et l'équipage se sout rencontrés aux aleatours de Pai-, entre les 5 et 7 juillet.

• 6 JUILLET. -Warrior, un ancien chalatier de 40 m et 418 toumeurs affrété par Greenpeace, s'amarre dans le port d'Anc-kland en provenance de Vannatu (Nouvelles-Hébrides).

• 9 JUILLET, — Après avoir rendu les véhicules de location — la Holden Commodore pour Velche, une Mitsubishi AxA pour le docteur Manignet, — l'équipage de l'Ouvéa remplit les formalités de départ amprès de la capitalmente de Whangarei. Il quitte le port à la mi-journée, en direction de l'île ametralisante de Norfolt, à 1 200 km au nord. Les jours précédents, Raymond Velche avait joint pur thiéphone à Nomnén l'industriel calédonies qu'il avait rencourté, à un salon mantique en France en 1961. salon nantique es France en 1961.
Prétectant de la fatigue de ses coéquiplers, il lui demande s'il counsit
un skipper et un équipage capables de
rameour l'Ourés en Nouvelle-

• 10 JUILLET. - Aux alentours de missit, deux mines magnétiques conleut le Rainbow-Warrior dans le conleut le Rainbow-Warrior dans le port d'Auckland, provoquant la mort de Fernando Pereira, trente-six ans, on photographe userinadais d'origine portugaise. La police néo-zétandaise disposcraît de deux témolgrages visuels sur les heures précédant l'attentat : dans l'après-midi un Zodiac sarait été vu dans le petit port d'Hobson Bay, à trois kilomè-tres an nord d'Auckland, embarquant du matériel dans un véhicule répon-dant au signalement de celui lout par nt au signalement de celui loué par dant au signalement de celui loué par les « Turenge»; à 21 h 30, un autre témoini autait vu un homme en train de couler us Zodiac, près du pout de Ngabibi, dans le port d'Auckland. Le Zodiac, ainsi que deux bouteilles d'oxygène pour la plongée sous-marine, seront retrouvés par les poli-

• 12 JUHLET. - Les «Turenge», dont ou me counsit pas l'iméraire depuis le 7 juillet, réapparaissent en aliant rendre leur Toyota de location au loseur d'Anckland. La police les attendait - sur la foi d'un renseigneattendair — sur m toi d'un renseigna-ment d'origine étrangère ou des témoignages visuels ? Rewis en liberé som cantion, ils sont à nou-veau arrêtés le 17 juillet, la faintificavone arrêtés le 17 juillet, la faistrica-tion de leurs passeports nyant été établie. Le 23 juillet, ils sent écronés et laculpés de meurtre, incendie volontaire, usage de faux passeports. Ils comparatiront, le 14 noût, devant le trêumal d'Auckind qui fixe un 4 novembre l'audience préliminaire où les preuves réunies contre eux devront être produites. Le procureur annouce, d'ores et déjà, quatre conts pièces à conviction et une containe, de fémalies.

Ple australienne de Norfolk. Le docteur Managuet quitte ses compagnons, premant l'avion pour Sydney, puis pour Paris. Le 15 juillet, les trois équipiers restants sont interrogés par des policiers sustraliens et assurent aujourd'hui y avoir trouvé une carte marine ayant apparteun à «Frédérique Bonlien» (la taupe an alen de Greespence), mais laissaient le voilier continuer na route. Le 16 juillet, l'Ourés repart vers la Nouvelle-Calédonie, signale des positions — fautaleisstes ? — les 17, 18 et 21 juillet, puis disparaît... 21 juillet, peis disparait...

Jean de Bonnot vous offre ce livre d'art exceptionnel au "prix éditeur"

Le prix exceptionnel de cet onvrage nous oblige à en limiter le tirage, Nous vous prions donc de mous excuser si nous ne pouvous

L'édition qui réunit les figures des anciens vases grecs dispersés dans les musées et les collections privées d'Europe et d'Amé-

pas honorer les demandes tar-

Les précieuses et délicates peintures, illustrant les héros et s grands faits decrits dans l'Odyssée, ont été amoureusement réunies, des années de travail durant, par Notor, vicomte da Roton, qui les e transposées





avec 100 illustrations hors-texte et in-texte par les plus délicieux artistes grecs de l'Antiquité

un essemble ceramographique unique en son genre.

d'aventures et une extraordi-

neira histoire d'emour légan-

daire. Vous ferez connaissance

avec Ulysse et les personnages

si divers qu'il e rencontrés au

cours de son périple, jusqu'à son

retour au royaume d'Ithaque,

déguisé en mendiant : les Cico-

nes et les Lotophages, le Cyclope,

Eoleles Lestrygons, Circe la magi-cienne, les Cimmérians parlant

avec les morts, les sirènes et la

einsi que leurs legendes dans une seule publication. Ces peintures se trouvent dispersées dens les musées et collections des deux continents et datent du VII, au IV siècla avant Jesus-Christ. Elles ont eté retrouvées principalement dans: - les musées de Neples, de Vienne, de Berlin, du Vatican, de Bonn, da Florence, da Wurtz-bourg, de Cracovie et d'Athènes, eu British Museum, eu Metropolitan de New York et à la Pinaco-

thèque de Munich; les collections Tyszkiewicz, da la Duchesse de Dalmatie, du Duc de Malborough, de Pourtalès-Gorgier.

Il en résulta un superbe volume : de 560 pages magnifié par l'éblouissant défilé des beaux et harmonieux décors des vases grecs anciens. Une fresque antique qua personne encore n'avait pu contampler dans son ansemble. L'Odyssée: un fascinant roman

1 volume grand inoctavo 14 x 21 cm peausserie vrai cuir.

livre d'art Jean de Bonnot a utilisé 85 cm² de feuille d'or pur titrant 22

Sait-on que pour ce

divine Calypso. Sa femme le patiente Pénèlope, son fils Télémaque, Nestor et Ménélas, le porcher Eumée, la foule des fourbes prétendants et le vieux chien fidèle sont chantes et illustrés par ces émouvantes reliques datant de 25 siècles. L'immortel chef-d'œuvre d'Homère vous est donné ici dans la célèbre traduction de Leconte de Lisle. C'est dire que rien n'a eté négligé pour votre satis-

Un livre "construit" pour durer des siècles.

Comme tous nos livres d'art, l'Odyssee, dans sa version integrale en un seul volume, est raliée plein cuir de mouton d'une seule pièce. Ce cuir à la douceur tiède et à l'odeur grisante prand evec les ans une patine inimitable.

Le dos et les plets sont ornes d'un décor précieux gravé à la main et pousse sur feuille d'or fin à 22 carats, ce même or de bon eloi qui agrémente eussi le tranche de tête. Encadrant les plats, un motif gauffré à froid se détache an noir sur un fond ocre évoquent l'ergila des

veses grecs. Le papier fabrique traditionnellement à la "forme ronda" est un verge chiffon solide et sonnent filigrané "aux canons". Les cahiers sont assemblés et cousus eu fil résistant. Les coins sont rempliés main à l'os de bœuf. Le dos est renforce par une doublure invisible. Tranchefiles et signet tressés complètent l'ouvrage.

GARANTIE A VIE

Il vaut mieux avoir peu de livres, meis les choisir avec gout. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Ja ne publie que des ceuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chequa année car l'or véritable et la cuir. embellissent avec la temps. C'est pourquoi ja m'engage à racheter mes ouvrages eu souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT

à envoyer à JEAN de BONNOT

7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08 Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me propos "L'Odyssée" d'Homère en un fort volume in-octavo, relié plein cuir,

décoré à l'or fin 22 carats. Veuillez trouver ci-joint man règlement sait 155,00F (+13,50F de

Si ce livre		nvient o	es. ie vous k	renverrai dans so	on emballa
d'origine,	dans les	dix jour	s, et je sera	i aussitõt rembo	ursé,

Nom.	Prénoms
Adresse complète	
	Ville
Signature	,
Cette offre excentionnelle oc	

..1

mie d'entreprendre des actions d'informations au de présence au-

près de certains Etats du Pacifique

La note révélait des préoccupa-tions, car il n'est pas facile d'inter-

cepter pacifiquement un nombre

élevé d'embarcations, mais elle ne

trabissait aucune nervosité. La na-

ture des demandes montrait an

contraire que les autorités ne s'atten-

daient pas que l'expédition écolo-giste fût empêchée de quitter la Nouvelle-Zélande, où il était prévu qu'elle se rassemblerait pour partir vers la Polyaésie. C'est bien à son ar-

rivée qu'il s'agissait de la contrecar-

rer. Cette impression est confirmée par une fiche de la DIRCEN en date du 26 mai qui précisait les pro-positions de la note du 23 mai. Cette

M. Bernard Tricot a remis. le dimanche 25 août, an premier ministre, son rapport sur le sabotage du bateau de Greenace, le Rainbow-Warrior, le 10 juillet, à Auckland.

Après avoir rappelé que son enquête, sur la demande du premier ministre, a duré dix-sept jours, M. Bernard Tricot énumère les entretiens qu'il a eus. Il a ainsi rencontré « plusieurs membres du gou-vernement », le chef d'état-major des armées, le général Saulnier, l'amiral Fagès, qui était, jusqu'à la fin juin 1985, à la tête de la direction des centres d'essais nucléaires (DIRCEN), l'amiral Lacoste, directeur général de la DGSE, le préfet Parant, secrétaire général de celle-ci, ainsi que le général Emin, adjoint du directeur, le colonel Lesquer, chef du service Action, et son subordonné, le lieutenant-colonel Faberon, chef du service des opéra-

M. Tricot a aussi entendu les tat contre le Rainbow-Warrior - à l'exception, évidemment, des faux époux « Turenge », détenus en Nouvelle-Zélande. Il ajonte que l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande à Paris lui a communique « certains élémeots » de l'enquête policière néo-zelandaise. Enfin, toujours en préambule de son rapport avoir suivi « intellectuellement » le principe suivant : « N'écarter a priori aucune hypothèse, même la

veillé à bien distinguer ce qui est une certitude prouvée et ce qui relève de ce que l'on croit avec une conviction plus ou moins ferme. Les certitudes, hélas, sont minces, je vous les exposerai, comme je vous ferai part de ce que je crois. En peu de mots et sans plus nttendre, je dirai que dans l'état actuel de mes informations je ne crois pas qu'il y ait eu responsabilité officielle fran-

M. Tricot développe ensuite le

La position du gouvernement face au projet de Greenpeace

Quand il a commencé à avoir connaissance des projets de Green-peace pour l'été de 1985 dans le Pa-Rainbow-Warrior et le Vêga. Ces cifique sud, le gouvernement ne s'est pas trouvé devant une situation réelment nouvelle.

Dans les années 70, puis en 1981 et 1982, ce mouvement avait organisé des campagnes comportant, spécialement au cours de ces deux années, des tentatives de débarquement à Maruros. Des incidents s'étaient produits quand la marine nationale avait intercepté des bateaux de Greenpeace. Les choses s'étaient ensuite calmées, et aucun fait notable ne se produisit en 1983

Ce n'est, bien sûr, pas pour vous, mais pour le public, que je rappelle-rai les grandes lignes de la politique gouvernementale:

- s'informer d'une façon précise quant aux intentions de Greenpeace et connaître le nombre et l'identité des bateaux susceptibles de faire partie d'une expédition;

- empêcher des débarquements sur l'atoll, tout en évitant le plus possible des incidents;

- renforcer les précautions tendant à éviter que nos essais exposent les populations de la région à des risques directs ou indirects, immédiats ou lointains:

- fournir des explications au public, inviter à Mururoa une délégation de savants français, organiser notamment la visite en octobre 1983 de plusieurs personnalités scientifiques françaises sous la conduite du haut commissaire à l'énergie atomi-

- inviter, ce qui fut fait en 1984. des savants étrangers (originaires de pays indépendants du Pacifique sud), à venir s'assurer des précautions prises et en apprécier les résultats. De fait, ce fut un rapport nettement favorable que celui de la commission présidée par M. Atkinson, directeur du Laboratoire natio- suivantes : nal des radiations de Christchurch. Ce rapport sut publié le 9 juillet

L'annonce de la reprise des manifestations de Greenpeace irrita certainement un grand nombre de militaires et de civils qui s'occupent. en France ou sur place, du Centre d'essais du Pacifique et qui ne sont pas les seuls à reprocher à ce mouvement son manque d'indépendance et d'impartialité.

Mais les propositions des services restèrent dans la ligne de ce qui avait été fait jusque-la.

Le directeur du Centre d'essais nucléaire, l'amiral Fagès, avec qui je me suis entretenu au cours de cette enquête et qui m'a remis ou fait remettre plusieurs documents, avait rendn compte le 4 mars dernier à M. Charles Hernu de ce qu'il savait olors des projets de Greenpeace. Il dit au ministre que l'action éventuelle de ce monvement pourrait se dérouler le 24 juin, pendant qu'aurait lieu à Tahiti un Festival des arts unités de la flottille qui devaient se du Pacifique. Il était questino que diriger vers Mururoa :

moins vraisemblable. » Il ajoute, plus loin : - J'ai enfin

çaise. »

agents de la DGSE envoyés dans le détail de son enquête. Nous Pacifique sud nu moment de l'attenpublions le texte intégral de son

Greenpeace envoie vers Mururoa et

bateaux stationneraient à la limite

des eaux territoriales, et des embar-

cations légères s'en détacheraient pour tenter de débarquer leurs pas-sogers, parmi lesquels devaient se

trouver des indépendantistes polyné-

Comme il était d'usage, l'amiral

remit au cabinet du ministre, quel-ques jours avant l'audience, un dos-

sier relatif aux questions qu'il sou-haitait voir évoquer. Les intentions de Greenpeace faisalent l'objet du point 5 et avant-dernier de la note de

synthèse datée du la mars, ainsi que

d'une fiche sommaire dans laquelle

et les forces françaises du Pacifique

soient juridiquement fondées à em-

pêcher l'accès aux eaux territo-

- intensifier la recherche de ren-

seignements concernant la position

et les déplacements des bateaux de

deux points, ainsi que sur les instruc-

tions données peu après par le minis-

L'amiral se souvient d'avoir parlé

tre au directeur général de la sécu-

des intentions de Greenpeace à l'amiral Lacoste à la fin de 1984 on

au début de 1985. C'est, m'a-t-il dit,

sous l'impression que la DGSE

n'avait pas encore pris beaucoup d'initiatives au sujet de cette affaire

ou'il remit sa note à M. Hernu. Il fit

aussi en sorte que le comité intermi-

nistériel qui se réunit à des inter-

valles irréguliers sur le sujet des

sites lointains soit saisi de la ques-tion. Dans le dossier constitué en

vue de la plus prochaine réunion de

ce comité, laquelle eut lieu le

26 avril, figurait une note de la DIR-

CEN en date du 26 mars. Les ac-

tions proposées à l'égard des mitja-

tives contestataires étaient les

prendre contact avec les auto-

- faire à l'égard de certains de

nos - voisins - (les distances sont

longues dans le Pacifique) divers

Il n'était fait aucune allusion à un

C'est la même impression qui se

acte quelconque de violence. Le ton

degage des documents relatifs à la

première andience suivant celle du 14 mars que M. Hernn ait donnée à

l'amiral Fagès. Cet entretien eut lieu

le 23 mai. Une fiche en date du 14 mai, remise, comme celle du

pour objet la contestation de nos ex-

- de l'urgence de prendre des dispositions juridiques ;

ques pour mieux intercepter les

communications radio entre les

périmentations, faisait état :

mars, au ministre, et qui avait

des besoins en renforts techni-

de la note était calme et modéré.

- accepter des visites :

rités de pays étrangers :

gestes de bonne volonté.

rité extérienre.

- faire en sorte que les autorités

l'amiral insistait sur deux points:

- une fois de plus, l'intervention du texte réglementaire;

fiche recommandait :

- la recherche accrue du renseignement « sur les hommes et sur les matériels, en particulier de transmission - : - l'attribution de moyens pour in-

tercepter les communications UHF et VHF entre les éléments de la future flottille; - la préparation d'interventions dans les eaux territoriales françaises

contre les tentatives de débarque-- et, si certains groupes de per-

sonnes réussissaient à débarquer, l'arrestation des intrus et la confiscation des matériels photo, vidéo, La DIRCEN obtint satisfaction

sur au moins dens points, ceux qui avaient été évoqués lors du comité goavernemental du 26 avril, : a) Après de longues discussions

entre les départements de la défense, des relations extérieures et de la mer, l'acte juridique demandé par l'amiral Fages fut pris sous forme d'un arrêté du haut commissaire de la République en Polynésic française, en date du 23 mai 1985.

Cet arrêté, publié au Journal officiel de la Polynesie, s temporaire l'exercice du droit de passage inoffensif dans les eaux ter-centre d'essais du Pacifique;

 de l'opportunité d'envoyer en Polynésie des commandos de la maritoriales bordant les atolis de Mururoa et de Fangatofa. Il interdit rine spécialisés dans l'intervention à l'égard de bateaux de taille moyenne jusqu'à la fin des expérimentations la navigation de bateaux étrangers ou petite, alm d'empêcher des dédans ces caux.

Cet arrêté est fondé sur le décret de la préparation « de compléments aux argumentaires adresses à nos ambassadeurs » et de l'opportudo 6 février 1985 portant réglementation du passage des navires étran-gers dans nos eaux territoriales, dont l'article 6 prévoit la possibilité, notamment quand cette mesure est in-dispensable pour permettre de prosuspendre l'exercice du droit de nassage inoffensif des navires étrangers. Ce texte reprend des dispositions de l'article 25, paragraphe 3, de la Convention des Nations unies du 10 décembre 1983 sur le droit de la

> b) Le second résultat obtenu par la DIRCEN avait été l'instruction donnée par le ministre de la désense le 4 mars au directeur général de la sécurité extérieure d'intensisier la recherche de renseignements. Comme il s'agissait d'envoyer plu-sieurs agents dans le Pacifique sud et, pour les raisons qui seront dites plus loin, de louer un bateau, la dépense était de celles qui dépassaient les charges courantes du service et qui donnent lieu à l'allocation de fonds exceptionnels. Cette attribution fut demandée et accordée dans les conditions normales, e'est-à-dire avec l'accord du chef de l'état-major particulier du président de la Répu-blique. J'ai vu le général Sanlnier, qui exerçait à l'époque ces fonctions, et qui se souvient bien que l'affaire lui avait été soumise, qu'il s'agissait uniquement d'accroître l'effort de renseignement, et qu'il donna son

Quand l'amiral Fagès quitta ses fonctions, il laissa au nouveau directeur des centres d'essais nucléaires un mémorandum, daté du 30 juin 1985, dont l'un des points concernait l'opération Greenpeace. Il écrivait ceci (je résume sans changer en rien le sens) :

- aspects juridiques : interdiction publiée le 20 juin 1985 de l'arrêté interdisant l'accès aux eaux territoriales des deux atolls :

- information de la DGSE sur cette affaire;

- préparation opérationnelle : interception radio-électrique et brouillage, intervention de spécialistes marine (il s'agissait des commandos dont il a été précédemment ques-

Les directives du ministre de la défense au directeur général de la sécurité extérieure

constestataires de visiter la base-vie de Mururoa;

- autorisation éventuelle aux

- recommandation de faire attention au pavillon du chalutier contestataire et de notamment veiller, au cas probable od il serait britannique, éviter les susceptibilités de la Grande-Bretagne. On voit que ce document était en

harmonie avec les positions prises par le gouvernement En fut-il de même pour les ins-

tructions données par M. Hernu à l'amiral Lacoste? Selon l'habitude dans les relations

entre le ministre et le directeur, ces instructions ont été pour l'essentiel orales. Or il se trouve que c'est dans la mesure où elles ont été appuyées par un écrit qu'une question m'a paru pendant plusieurs jours se

1) Ce que m'ont dit, lors de mes niers entretiens, M. Hernn puis l'amiral Lacoste

Pour le ministre, les directives verbales consistaient exclusivement à intensifier la collecte de renseignements. Pour l'amiral Lacoste, il s'agissait d'un peu plus : la recherche des renseignements pouvait ne pas se faire seulemem de l'extérieur. elle pouvait comporter l'infiltration de certains agents dans l'organisation en cause. En outre, ces agents ponvaient être invités à réfléchir aux voies et moyens propres à contrecarrer l'action de cet organisme.

Je dis bien « réfléchir », nullement passer aux actes, même s'il s'agissait simplement d'actes ne comportant aucune violence.

il y avait tout de même là une nuance qui me préoccupait : si une ambiguité, même légère, s'était glissée dans la transmission des ordres an sommet de la hiérarchie, jusqu'où les choses avaient-elles pu aller, au fur et à mesure que les ordres descendaient?

2) Je compris mieux l'origine de ce qui m'inquiétait quand mes deux interlocuteurs, que j'ai toujours vus séparément, m'apprirent que le istre, à l'appui de ses directives à l'amiral, avait montré, mais point remis, à ce dernier la note de l'amirai Fages en date du 1º mars.

Or le dernier alinea de cette note (après celui où il était question du futur arrête gubernatorial), était

ainsi conçu : « Par ailleurs, une intensification de la recherche de renseignements concernant la position et les déplacements du Vega et du Raiobow-Warrior n été suggérée afin de prévoir et anticiper les actions de Greenpeace. - Sur l'origi-nal que M. Hernu m'a montré le - anticiper - était souligné deux fois. Anticiper, qu'est-ce à dire? Ce n'est pas seulement prévoir, ce qui aurait d'ailleurs intro-duit un pléonasme dans la note. Dans l'emploi transitif du verbe, anticiper, c'est devancer ou prévenir.Cette prévention ne pouvait-elle pas aller jusqu'à accomplir des actes de nature à empêcher physiquement l'un an moins des bateaux de quitter la Nouvelle-Zélande?

M. Hernu, a qui j'ai fait part de mes doutes, a maintenu son interprétation : il s'agissait seulement de se renseigner, ce qui pouvait toutefois comporter une infiltration. L'amiral Lacoste a confirmé la sienne : e'était un peu plus, mais en aucun cas pas ser aux actes, même s'il s'agissait seulement de « méthodes douces ». Quand à l'amiral Fages, auteur invo-lontaire de cette difficulté, il m'a affirmé qu'il s'était bien agi d'une redondance, et qu'en tout cas il o'avait jamais eu la pensée de proposer de passer aux actes et encore moins à des actes de violence. Au total, ce sont les souvenirs de l'amirai Lacoste qui me semblem les plus exacts, il est d'ailleurs normal qu'une telle affaire ait occupé dans son esprit une place plus large que dans celui du ministre.

M. Charles Hernn s'est senti moins préoccupé par les projets de Greenpeace an fur et à mesure que le temps passait. Sans doute, le Vega. venant d'Australie, était-il à Auckland depuis le 29 avril. Quant à lui, le Rainbow-Warrior, qui avait quitté Jacksonville (Floride) le 15 mars 1985, était arrivé à Honolula le 18 avril, pais avait repris la mer le 29 avril en direction des îles Marshall. Il avait procédé là-bas à l'évacuation (environ trois cents personnes) de la population d'un ilos contaminé jadis par des essais américains et l'avait installée sur le grand atoll de Kuexyerin, dans l'immense layon duquel l'armée américaine effectue des tirs. Le Rainbow-Warrior s'était ensuite rendu dans un autre archipel et il

let. Il était commandé par un Américain qui était embarqué sur ce bâtiment depuis 1981. L'équipage était d'une douzaine de personnes. Une demi-douzaine de journalistes

devait arriver à Anckland le 7 juil-

Mais le rassemblement de la flottille et la constitution des équipages n'allaient pas sans difficulté. La par-

d'abord annoncée, devenait incer-taine. L'échéance prévue pour fin juin, puis pour le mois de juillet (liée à la réunion du Forum dn Pacifique sud), ne paraissait pas pouvoir être tenue. La série de tirs allait en outre s'achever.

ticipation de plusieurs bâtiments,

gouvernemental

I'ATENT

් ්ම crois à ජේ ්ම l'équ

e -ad.

5.0 (Off-172,06)

programme and the second

. . . - batese

ne

e de dia-

. cvire-

ing the second of

· . . . remes au

vising manuals.

. . -e-dre à

- mont

-----nac des

---- des

- Constitues.

......vcnx-

. -- dry steat

C. SINIETES

Motife de suspicion et ac

: Ouvea en

Set Nave et

is als compe-

.. uns. devenus

: présence des

necessité

tres specialisee

. sont des rat

cone experts en

indices relevés.

dat

ment : de

game. plonger sous-

Care . tt. par la police neu-

zdata abandonne, bou-

utilisées par la

rens: . . . : laissees à proxi-

on is ement pris envers

" me :.... pas de faire état

le T: nuniquer. Ces élé-

s doute révélés, lors

· Prace . . prévne ponr le

atem : qui doit constituer

de la procédure

the commandant

In subsect one les indices

cal :: . . . ceries, d'eire pris

ne parler que des

Salerate violies, hien des gens

que leur accumula-

54 d. 1975 : aunte. Parfois leur

dir min . . quelque ehose

ang quoi, par exemple,

and the less bouteilles à oxy-

and a soir été dotés par

solución de marque

12. Tagere étaient en

bram contra-

Angs, fer toge indispensable de

Main l'empage de l'Ouvéa.

duc sen wisager, le docteur

de Celui-ci n'a fait aucune diffi-

Pour ee est de sa personna-

equil me dit et ce que j'ai pu

a son suje: is me paraît pas utile

invenir ic. Petrement que pour

Hener le cere-tère direct de ses

apa la précision des informations

A LETTRE DE

rest. devoir le cont ont

anande les sutorités néo-

deddates dens le cadre d'une com-

Parallelement, je vous demande

An le clemente de toute nature sur

elle effaire, el in de m'inoiquer de

elacon le pius nette si des agents.

the on determines françaises ont

ine informes trançulors de la préparation

anciper Je donalle que vous me

act connains, dans les meilleurs

5. to: Conclusions sur les faits. ccheun, sur les responsabi-

dience: criminel ou même y

Golden reunir dans un rap-

damin reprinter

Me Pour vent: me voir.

and des equipements che

Rencontre avec le do

elements encore

has the aussi que le res- fac

garra.... - inus. etc. :

with the contest.).

- c. oir entrer en et

the state of the s

zeronnes il

pentil : : : : : : invo-

人名法伊克斯特

10047

Series series

g his

p. 61 - 100

11 (1/2) 1 -

....

P. 62

W. 13.

STATES ---

SATE Security

والمستعلقة المستعملين

3010

- 1746 °C

617.

282 700

A ...

- to 1 ***.:

- 1- - - 11

00: 17

72 TH

geri

Bientôt sans doute la période délicate serait nassée.

La transmission des instructions à l'intérieur des services centraux de la DGSE

Dès qu'il a pris ses fonctions, en novembre 1982, l'amiral Lacoste a veillé à faire respecter dans le service une stricte discipline militaire. Ce n'avait pas toujours été le cas auparavant. Le service, qui avait véen des périodes difficiles et bien des changements de personnes, avait conna des temps de relâchement dans l'application des principes militaires. Ce que j'ai pu observer, et surtout des témoignages extérieurs plus valabes que le mien, m'ont confirmé dans le sentiment que la DGSE agissait maintenant selon des règles plus classiques qu'à une cer-

Je me suis entretenu, parfois ensemble, le plus souvent séparément, avec : l'amiral Lacoste ; le préfet Parant, secrétaire général, auprès duquel je me suis surtout informé de la procédure financière ; le général Émin, adjoint au directeur général, en fonction depuis jan-vier 1983 ; le colonel Lesquer, chef du service Action, en fonction depuis le 1er décembre 1984, mais qui était affecté à la DGSE depuis le 1 juin de la même année; le lientenant-colonel Faberon, qui, lui, avait neuf ans d'ancienneté à la des conséquences qu'auraient pour DGSE II était, au sein du service notre pays des initiatives violentes Action, responsable des opérations.

Il faut préciser que ce service, qui avait été chargé par l'amiral Lacoste Zélande. La façon dont la DGSE a de mettre en œuvre les directives compris son rôle et a défini les reçues du ministre, a notamment pour rôle de participer à la recherpour rôle de participer à la recher-ebe des renselgnements en des paraît donc avoir été conforme aux

structure permanente de recherche C'est le cas pour la Nouvelle-

Ce fait contribue à exclure la supposition, totalement contraire à la discipline interne de la direction. mais qui m'était venue un moment à l'esprit, que deux services distincts de la DGSE, travaillant sur le même terrain, auraient pu être portés par un sentiment de rivalité à outrepasser leur mission.

Les officiers que j'ai rencontrés m'ont tous donné une définition de cette mission entièrement conforme aux instructions reçues de leurs supérieurs. Je suis, bien sûr, obligé de ne pas exclure l'hypothèse où ces officiers se seraient concertés pour me taire une partie de la vérité. Je dois aussi ne pas laisser de côté le cas où les libellés des missions confiées aux agents, qui m'ont été montrés, ne seraient pas complets ou auraient été accompagnés de commentaires verbaux qui en auraient altéré le sens. Mais cette bypothèse pessimiste me paraît exclue à la fois par la formation de ces officiers, leur caractère, tels que nos enter-tiens me l'ont fait apparaître, leur appréciation entièrement négative prises par des services contre Green-peace, spécialement dans des pays amis comme l'est la Nouvellemodalités selon lesquelles les agents endroits où la DGSE n'a pas de directives reçues par ce service.

Les agents de la DGSE

Greenpeace et qui ont opéré en Nouvelle-Zélande. Je me suis intéressé aussi à un agent qui à Nouméa, a joue un rôle secondaire dans les préparatifs du départ de l'Ouvea vers la Nouvelle-Zelande. Parmi les agents, mon euquête a porté principalement sur l'équipage de ce

A) Agents autres que les mem-bres de l'équipage de l'Ouvéa.

Me Bonlieu » qui était, ainsi que chaeun le sait maintenant chargée d'infiltrer le mouvement Greenpeace en Nouvelle-Zélande. Elle a été rappelée de ce pays, qu'elle a quitté le 24 mai 1985, c'est-à-dire bien avant l'arrivée du Rainbow-

2) J'ai rencontré par contre M. Dubast », parce que sa mission a Nouméa, du 9 au 14 iuin, avait un certain lien avec les préparatifs de départ de l'Ouvéa vers la Nouvelle-Zélande. Il s'agissait pour ini de s'assurer que le bateau et son équipage ne faisaient pas l'objet d'une surveillance suspecte. Cet agent a aperçu deux ou trois fois Velche et ses compagnons, sans toutefois les aborder. Il n'a rien constaté d'anormal autour d'eux et de leur bareau.

3) Aucun contact n'était, bien bataillon Alain Mafart, ne le Dominique Prieur, née le 21 juin 1949. Le libellé de leur mission, qui m'a été communiqué, était celui-ci :

- Renseigner sur le nombre, les Rainbow-Warrior vers Mururoa;

éventuel du Rainbow-Warrior: - Identifier les personnalités politiques, scientifiques et journalistiques participant à la campagne :

- Renseigner sur l'impact recu en Nouvelle-Zélande.

Le libellé de cette mission porte la date du 14 juin. Le choix de deux officiers pour remplir ces tâchess'expliquait dans l'esprit du service par le fait qu'ils auraient à observer ie Rainbow-Warrior ainsi qu'un certain nombre de personnages qui étaient à bord.

Il me paraît invraisemblable que les « Turenge » aient participé directement ou indirectement à la pose de mines sous la coque du Rulabow-Warrior.

Directement: - parce que Mme Prieur n'a

 parce que le choix du commandant Masart pour aller poser des mines aurait été déraisonnable. s'agissant d'un officier qui était radié des nageurs de combat depuis 1983. Une participation indirecte était moins invraisemblable : les «Turenge» auraient observé en détail la configuration du port d'Auckland, les habitudes de ceux qui le fréquentent, la façon dont la police fait son travail, puis, à partir du 7 ivillet. ils auraient noté

l'Ouvéa) chargés, eux, de poser les Cette répartition des rôles aurait eu sa logique. Mais le montage d'un tel scénario aurait été contraire aux instructions reçues. Il supposait de la part des deux officiers une grande et étonnante indiscipline, dont leurs

l'emplacement du Rainbow-Warrior

et ils auraient fait part de leurs

constatations à d'autres agents

(dans cette bypothèse l'équipage du

Ce processus n'aurait été possible que si Alain Mafart et Dominique Prieur avaient reçu instructions de le mettre en œuvre. J'ai dejà dit les raisons pour lesquelles je ne crois pas qu'il en ait été ainsi.

supérieurs les estimem incapables.

Enfin. ces suppositions impliqueraient que les autres agents de la DGSE auraient accompli la partie matérielle de l'opération La DGSE n'avait pas alors en Nouvelle-Zélande, outre les «Turenge» d'autres agents que ceux qui compo-saient l'équipage de l'Ouvéa. Il est temps de parler d'eux.

B) L'équipage de l'Ourés 1) Qui sont ces hommes? Il

s'agit de : - l'adjudant-chef Roland Verge. qui a quinze ans de services mi taires dont onze à la DGSE. Il

dont quatre à la DGSE.

libellé du 23 mai, dont il a été précédemment question, la définissait

la zone du Pacifique sud :

c) étudier la possibilité de joindre

Il s'agit des agents qui ont été combat et que des ennuis de colonne chargés de missions concernant, au vertébrale lui rendent difficile de moins partiellement, les projets de faire certains efforts.

1) Je n'ai pas demandé à voir

sûr, possible pour moi avec les «Turence», en réalité le chef de novembre 1950, et le capitaine

caractéristiques, le programme des hatiments accompagnant le

- Identifier le nouvel équipage

Voici le :e :e de la lettre de misy lawen fantus à M. Bernard appartient au Centre d'instruction des nageurs de combat (CINC) à Aspretto, près d'Ajaccio; Un lien a dié avancé entre deux - l'adjudant Andries (du Some in cives par les autorités d'anne du l'affaire du CINC), qui a dix ans de services dont six à la DGSE; ct des services the Literates judiciaires - l'adjudant Bartelo (du inforce sport und des à présent, des devoir, le concours CINC), qui a dix ans de services.

2) Quelle était leur mission? Le al S'entraîner à la navigation dans

bi renseigner le service sur le rassemblement de la flottille de Greenpeace:

un bateau aux campagnes a venir. Les points a et c étaient liés, Le jamais appartenu aux nageurs de service ne disposait pas, outre



OFFICIER MINISTÉRIEL

VENTE PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

UN FONDS DE GLACIER-RESTAURANT sis à JOHNVILLE-LE-PONT (94)

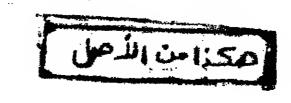
27, avenue de Paris

M. à P. : 100 000 F pouvant être baissé - Consignation : 50 000 F

Visites sur place: les 4 et 9 septembre, de 9 à t.l. h. Rens.; Mr POPELIN, notaire, 164, rae du Fbg-Saint-Honoré, Paris (8-1, Tél. : 225-66-00, Réf. YC, réducteur du cahier des charges; Mr BOISSET, syndie, 23, rue du Renard, Paris (4).

commercial, emeige, clientèle, achaiantage; le droit as bail et po taire de reprendre le mobilier, matériel et marchandise en sus du p

ADJ. na Tribunal de commerce de Paris. I. quai de Corse, par le minis M° POPELIN, notaire associé à Paris, le 10 SEPTEMBRE 1985, à 14 h



n des instructions à l'intérieu

avente de manuel de manuel

Controller of the state of the

and the second of the second o

100

ca me

18uez G

1 20 cm (m)

2 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1

· 4: 24;

್ ಕಾನ್ಯ ಜ್ಞ

 $(x_i) = x_{ij} \cdot x_j$

1111

.....

= 12

- 20

:

2.0

2 1,11,2-12

1000 - 200

2012

....

. . .

- -

g-1

is the

1

1-1-5

*ا*ن پ

2.25

1000

ces centraux de la DGSE

2 E

---,

i et Sign

× i

elie many

57 er 51

ALCOHOL: N

~ -

: **4**5-2

SERVICE ...

und

7.

4/4 ·

EC .

1 14 1 10 20

in The Control

Park

427. . . 20

ر⊷ کھ

i. .:..

6.00

3 ...

754

7-15-

3 . 7

30 20

\$ 7.5 °

i

9 ·

912

7 · · · ·

. .

bélents de la DGSE

L'ATTENTAT CONTRE LE BATEAU DE GREENPEACE

• « Je crois à l'innocence » du commandant Mafart, du capitaine Prieur et de l'équipage de l'« Ouvéa »

Harris Course la Printe zone sur des bateaux de faible ton-nage. L'idée était qu'ils pourraient ainsi, soit faire participer un bateau

aux axpéditions futures, soit se faire

choisir comme skipper d'un batean Pour obtenir des résultats, il ne suffisait pas d'être de bons marins, il fallait connaître la zone et avoir commencé à s'y faire une réputa-tion. La partie de la côte néo-zélandaise à laquelle l'équipage de l'Ouvéa devait s'intéresser était situce entre le cap nord, à l'extrémite de l'île nord, et un point qui se trouve à environ 25 kilomètres au nord d'Auckland (Whangaparaon).

Ils ne devaient pas se rendre à Auckland. Leurs supérieurs m'ont expliqué que, conformément à des mesures de précaution classiques, les agents ignoraient la présence des deux officiers à Auckland. Peut-être se doutaient-ils que d'aotres qo'enxmêmes étaient chargés de s'intéresser à ce port, mais ils ne devaient

Mais d'autres motifs de suspicion.

- l'équipement de l'Ouvéa en

moyens de navigation «Sat Nav» et de transmisson: mais ces équipe-

ments sont, pour les uns, deveous

assez osuels, et la présence des

autres s'explique par la nécessité pour l'équipage de pouvoir entrer en contact par radio avec la direction;

- la formation très spécialisée

- les nombreux indices relevés,

d'après la presse, par la police néo-zèlandaise (Zodiac abandonné, bou-

teilles d'oxygène atilisées par la

marine nationale et laissées à proxi-

Je dois rappeler aussi que le res-

pect de l'engagement pris envers l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande

ce me permet pas de faire état

d'autres éléments que celui-ci a hien voulu me communiquer. Ces élé-

ments seront sans doute révélés, lors

de l'aodience prévoe pour le

4 novembre et qui doit constituer

noe des phases de la procédure.

engagée ennire le commondant

Mafart et le capitaine Prieur. Je

dirai sculement que les indices

et les éléments

secrets méritent, certes, d'être pris en sérieuse considération mais qu'il

me paraissent troubler plus que

coavaincre. Pour ne parler que des

indices rendus publics, bieo des gens

ont déjà abservé que leur accumula-tion est surprenante. Parfois leur

nature même a quelque chose

d'étrange. Pourquoi, par exemple, avoir abandonné les bouteilles à oxy-

gène et pourquoi avoir été dotés par

le service de bouteilles de marque

fraaçaise alors que des équipements

de marque étrangère étaient en

Devant ces considérations contra-

stock?

des trois hommes, qui sont des nageurs de combat, donc experts en exercices tels que is plongée sous-

marine, la pose de mines, etc.;

mité de l'embarcation, etc.).

iaégalemeat sérieux, ont été invo-

quės :

rei. veiche, qui avait beaucoup navigué, mais pas dans le Pacifique sud, d'autres agents ayant la capacité de devenir chefs de bord dans cette zone sur des bateaux de faible de com fité les auteur d'upposer qu'ils cont fité les auteur de particulier l'archipel des Fidii cont fité les auteur d'upposer qu'ils cont fit de cont fit les auteur d'upposer qu'ils cont fité les auteur d'upposer qu'ils cont fit les auteur d'upposer qu'ils cont fit les auteur d'upposer qu'ils cont fité les aute l'agence Odyssée, que le directeur de celle-ci, M. Leroy, lui avait indisont pas négligeables. La considéra-tion la plus troublante est qu'ancun qué le 25 mai qo'un bateau allair bientôt partir de Nouméa pour les indice actuellement connu ne vient conforter l'idée que l'auteur, ou plurégions qui l'intéressaient et qu'il pourrait, moyennant finance, a'y em-barquer. Le skipper, M. Veiche, était, ainsi que l'indiquait l'agence, un bon navigatour. L'accord fut

conforter i mee que l'auteur, ou pin-tôt les auteurs, aiom pu être d'autres qu'eux. Les possibilités sont à cet égard diverses, soit qu'on pense à l'action d'hommes isolés, mus notamment par la passion politique, soit plutôt qu'on soupconne d'outres services secrets d'avoir fait le coup. Les monts qui ont pu inspirer les responsables de ces services ne manquent pas : nuire à Greenpeace, mouvement qui ne dérange pas seulement la France, nuire à notre pays, ou encore unire à la fois à Oreen-peace et à la France en nous faisant endosser la responsabilité de l'acté. Mais il ne s'agit là, du moins actuellement, que de suppositions. Si on est ainsi conduit à s'interroger fortement sur ce qu'ont po faire les trois agents de la DGSE, il faut évidemment se garder d'y voir une preuve contre eux. Bien des innocents ont été suspectés à tort par l'effet d'une

considération de ce genre.

- le kilomètrage enregistré sur le

voiture louée sur place par l'équi-page à surpris : près de 1 500 kilo-mètres. Pourquoi de tels déplace-ments à terre? Nn s'agissait-il pas

d'ailer à plusieurs reprises à Auc-kland et d'en revenir?

reviendrai - plosicors aéries

d'observations du littoral, des ports et des bateaux au mouillage, qui devaient se faire depuis la terre.

b) inversement, d'aotres considé-

rations plaident pour l'innocence :

- la faible durée de la coexis-

second est parti le 9 ou matin. Effec-

tuer la pose de mines en plein jour

dans un port très fréquenté pe paraît

guère praticable, même avec un équipement permettant de ne pas

faire apparaître de bulles à la sur-face de l'esu.

et do 8 ao 9. C'est peu, même en

supposant une préparation de la tache par « les Turènge » ;

- la cohérence entre la mission

reçue par les trois hommes de l'équi-

page et leur comportement dans leur séjour eo Nouvelle-Zélonde.

Chargés de comisitre les milieux de

la navigacion de plaisance, de la pêche, du cabotage, ils devaient se mêler à la population et c'avoir en

rien l'attitude d'agents secrets. Mul-

tiplier les preuves de leur passage n'affrait aucun inconvénient; c'était

au contraire conforme à leur person-

C'était ntile aussi pour être reconnus

une autre année par ceux qu'ils nuraient rencontrés et avec lesquels ils pouvaient souhaiter reprendre

Que si, par contre, ils étaient chargés ou se seraient eux-mêmes

charges de ennier le Rainbow

fort imprudent

Warrior, co comportement devenuit

nage de jeunes hommes en vacances.

Mais la mission comportait - j'y

Motifs de suspicion et accumulation d'indices

De Noumée à la Nouvelle-Zélande

La seule ombre fut que le doc-teur Manignet aurait souhaité se diriger tout de suite vers les Fidji, alors que Velche insists pour mettre d'abord le cap vers le nord de la Nouvelle-Zélande, ce qui fut finalement décidé. L'Ouvéa quitta Nou-méa le 13 juin à la mi-journée. Le récit du docteur Manignet se confond largement pour la suite ovec celui des membres de l'équi-

à) Rencontrer ceux-ci ne me fut pas difficile, mais posa sans doute des problèmes d'organisation à la DGSE. Les responsables du service m'expliquèrent que les trois hommes étaient en France, qu'ils étaient à la fois cachés et recherchés, qu'une rencontre, avec les déplacements qu'elle allait comporter pour eux, présenterait des risques. Mais je o'eus guère besoin d'insister pour que satisfoction me soit donnée. Ceux que j'appellerai encore Velche, Audrenc, Bartelo et moi nous rencontrâmes ou cours de la semaine qui s'achève. Je les vis quelques instants ensemble an début et à la fin de la rencontre, hors de la présence du colonel Lesquer, qui m'accompa-gnait, et j'ai en avec chacun d'eux des entretiens en particulier.

Ce que j'oppris cette fois-là, confirmé par le docteur Maniguet, (sauf pour les périodes où il s'est sétence co Nouvelle-Zélande du Rainbow-Warrior et de l' Ouvéa. Le paré de l'équipage en Nouvelle-Zélande afin de parcourir le pays). premier est arrivé le 7 juillet, le peut se résumer ainsi :

> a) La traversée de Nouméa à l'île de Norfolk, entre la Nouvelle-Calédonie et la Nouvelle-Zélande, fut difficile, il fallut otiliser beaucoup le moteur dout le voiller était équipé. La halte à Norfolk dura deux jours, du 17 au 19. L'Ouvéa quitta Norfolk le 19 juin à 17 heures. Une tempéte se déchaina le 21 et les vents étaient encore vioients lorsque les côtes du nord de la Nouvelle-Zélande furent en vue. Velche avait prévu de relacher à Parengarenga, au large duquel l'Ouvéa arriva le 22 juin. Des hauts fonds sablonneux, mal signales sur les instructions nautiques que possédait l'équipage, faillirent faire échouer le bateau. Velehe profita des vagues déferiantes pour faire donner le moteur chaque fois qu'il y avait assez d'eau, afin de progresser par bonds successifs. Il parvint ainsi à atteindre le petit port de Parengarenga. Cette performance surprit favora-blement la population locale et en-toura ainsi le skipper de considéra-tion et de sympathie.

Il o'y ovait pas de service de douane à Parengarenga. L'Ouvéa at-teignit le mardi 25 juin dans l'aprèsmidi le port un peu plus important d'Opua, d'où le docteur Manignet, qui était celui des quatre hommes qui parlait le mieux l'anglais, prévint la douane de Whangarei. Les donaniers vinrent aussitôt, et les for-

malités nécessaires furent occomplica. Les jours suivants, le batean fut à Paihia, puis à Tutukaka. Pen-dant les trajets et les haltes. l'équi-page photographiait la côte, les cri-ques et les purs. L'Ouvéa atteignit enfin Whangarei le 27 juin dans Paprès-midi. Velche avait pour consigne de ne pas descendre plus au sud, et le beteau ne bougea plus de Whangarei jusqu'à son départ vers la Nouvelle-Calédonie.

apparut an cours des entretiens avec

ses nouveaux compagnons. Ceux-ci lui expliquerent qu'ils cherchaient quelqu'un qui tint du « sponsor » et du client, et qu'ils l'avaient trouvé

b) Du 28 juin so 7 fuillet, Velche et ses compagnous visitèrent systé-matiquement les côtes. Tantôt Au-drenc, tantôt Berthelo restaient à bord pour veiller à ce que se se renouvellent pas des vols qui avaient tité commès dès les premiers jours. C'est ainsi qu'un élément de l'équi-pement du SATNAV, ainsi qu'un moteur que l'équipage avait acheté sur place pour le monter sur le youyou nvaient disparu. Les expéditions par la route étaient effectuées par Veiche et par l'un ou l'autre de ses deux équipiers. Six voyages fu-rent ainsi effectués en automobile, dont deux vers le nord (l'Ouvéa n'avaient pas pu occoster sur nne partie de la côte située entre la Cap Nord et Whangarei) et quatre vers le sud, sans atteindre Auckland. Un jour cependant, Velche se rendit dans cette ville pour tenter, sans succès, d'acheter le matériel du Satnav qui avait été volé. Uo de ses compagnons le conduisit en automobile, et il revint à Whangarei par l'autobus. De nombreuses photos furent prises par les trois hommes ou cours de leurs déplacements. Elles sont restées à bord de l'Ouvée; et ont disparu avec celui-ci.

c) Les journées du-7 ou 9 juillet dans la matinée furent consacrées à préparer le départ. L'équipage remplaca l'automobile par un Commo-dore; afin de transporter à bord le ravitaillement, et surtout les fûts d'essence. Les trois compagnons ont affirmé qu'ils avaient passé à l'hôtel de Whangarei on sur le bateau les nuits du 7 00 8 et du 8 an 9, C'est aussi le souvenir que croit avoir

La soirée du 8 fut occupée jusque vers une heure do matin à l'éter le 35 anniversaire de Velche, qui se situait, il est vrai, deux jours plus tard, mais qu'il était plus agréable de célébrer à terre.

d) Pendant tout san acjour, l'équipage se mêla volontiers à la population. Il était bien accueilli : les Français sont peu nombreux là-bas, et le franchissement de la pesse de Paragarenga entourait les jeunes navigateurs d'une réputation flatteuse. De nombreuses personnes demanderent à visiter le bateau. Les commercants étaient pleins d'obligeance. l'ai cra comprendre aussi, mais coci ne fut vrai, bien entendu, que pour les célibataires, que nos compa-

conclu. Le docteur Maniguet partit quelques jours plus tard pour Nou-méa où Velche l'attendait à l'aéronue à la partie féminine de la popu-

port. Le bateau était - fin prét - ; le e) Après les formalités dousmoteur et les voiles avaient été ré-visés et le docteur Maniguet ne fut pas surpris par l'équipement, qu'il juges normal. Rien d'insolite ne lui nières, qui durèrent dans la matinée du 9 juillet de 9 à 10 heures, l'Ouvéa quitta le port de Whangarei.

De même que l'arrivée en Nouvelle-Zélande ovait été difficile, le départ le fut aussi. Les vents soufflaient cette fois de l'arrière du ba-teau, ce qui permettait d'avancer vite, mais une voile fut déchirée. Le docteur Maniguet confirma son inteation de se séparer du groupe à Norfolk, pour rentrer en Europe. Le soir du 13 juillet (à moins que ce ne füt le matin du 14), le docteur Ma-niguet apprit par la radio de bord que le Rainbow-Warrior avait été coulé. Quand il descendit à terre, il lut cette nouvelle dans les journaux. Il en fit part à ses compagnons, qui ne manifestèrent ni joie m'fierté.

L'idée ne vim manifestement à ancun des quatre hommes qu'il vau-drait sans doute mieux ne pas s'attarder à Norfolk, île australier que beaucoup de liens unissent à la Nouvelle-Zélande, et filer sur la Nouvelle-Calédonie. Quand je m'en suis étonné nuprès d'eux, ils me répondirent que o'étant pas allés à Auckland et o'avant rien à se reprocher d'aotre qu'une entrée en Nouvelle-Zélande sous une fausse identité, ils n'avaient pas songé à brülerJes étapes.

Ils ovaient prévu de rester à Norfolk jusqu'an 15 juillet, jour où le docteur Maniguet devait prendre l'avion pour l'Anstralie, puis pour la France, et ils a'ovaient pas modifié leur programme.

Mais le 15 juillet an matin, les trois hommes étaient interpellés par des policiers australiens et néo-zélandais réunis; ils subissaient un interrogatoire serré et sans ménagement, et le bateau était minutieusement fouillé. Ce qui fut trouvé sur celui-ci ce parut sans donte pas bien inquiétant aux policiers, paisque Velche et ses compagnons furent antorisés à poursuivre leur voyage. Ils

: Conclusions

mier ministre,

voulu les approuver.

tale a été exactement contraire.

partirent le 16 au matin, mais, à la suite de cette alerte, ils prévinrent leur correspondant en France, et la DGSE déclencha le plan de rapatriement. Celui-ci fat mis en œuvre sans la participation de la marine nationale, ainsi que me l'a confirmé le chef d'état-major de celle-ci, l'omiral Leenhart. L'Ouvéa fut obandonné. Qu'est-ce que je crois savoir et avoir enmpris au sujet de ces hommes?

Ce sont des sons-officiers de trente à trente-cinq ans. Tous trois sont d'excellents sportifs. Ils ont une attitude très militaire, mais sans rai-deur. Je scrais très surpris qu'ils soient légers ou imprévoyants. Velche, en particulier, m'a paru très ré-fléchi, organisé et prudent. Le doc-teur Manignet a été, de son côté, frappé par le soin avec lequel le chef de bord veillait à son équipement et préparait les étapes.

Je o imagine pas ces hommes pre-ment une décision aussi contraire oux instructions reques que d'aller conter le Rainbow-Warrior.

J'ai, bien sûr, évoqué devant cha-con d'eux cette possibilité : la réaction a été chaque sois de me dire qu'une telle initiative les ourait dépassés de beaucoup, et qu'ils o'y avaient jamais songé. Il m'a semblé qu'il s'agissait là de leur part moins d'une défense qui aurait été teintée d'indignation que du rappel d'une · vérité d'évidence,

Leur absence de réaction quand ils apprirent, lors de leur arrivée à Norfolk, ce qu'il était odvenu du Rainbow-Warrior me frappe aussi. Lorsque enfin je leur ai dit que la situation où ils se trouvaient me pa-raissait à la fois irrégulière, pénible et susceptible d'alimenter les soupcons, qu'il leur faudrait doac en sortir rapidement et se présenter à la justice de leur pays, même s'ils se sentaient parfaitement innocents, ils parurent plus intimidés qu'inquiets et ils ne firent aucune objection à mes propos.

a) Ainsi qu'on le sait pour plu-sieurs et qu'on n'en doute plus pour les autres, les personnes dites Alain et Sophie Turenge, Dubast, Velche, Audrenc et Berthelo sont des agents de la DGSE ayant la qualité de mili-taires et dout les grades vont de ceux croire le contraire) que la DGSE ait de sous-officiers à ceux d'officiers supérieurs.

la situation de clandestinité où se trouvent des militaires français sur le territoire de leur propre pays doit cesser. Des que je vous ai fait part aussi longtemps que la procédure de mes suggestions relatives à la pré-sentation des intéressés devant la justice française, vous avez bien

e) Tout ce que j'ai entendu et vu me donne la certitude qa'aa niveau gouvernemental il o'n été pris au-cune décision tendant à ce que le Rainbow-Warrior soit endommage. Cette année, comme les années précédentes, la politique gouvernemen-

d) Les doutes que j'ai cus sur la façon dont les instructions données par le ministre de la défense ovaient pu être interprétées ont été levés lorsque je me suis assuré que la marge d'interprétation possible se si-

En conclusion, monsieur le pro- rai la zone dangereuse, c'est-à-dire celle où les services auraient pa se croire invités ou simplement autorisés à mettre en œuvre des « méthodes douces », elles-mêmes éloignées des actes de violence.

e/ Il n'y a aucune raison de pendonné aux agents en Nouvelle-Zélande des instructions autres que b) J'ai à peine besoin de dire que celles tendant à mettre correctement en œuvre les directives converne mentales.

f) Bien qu'il soit impossible, suivie en Nonvelle-Zélande o'aura pas atteint la phase contradictoire, de se prononcer avec certitude sur la réalité des actes reprochés au commandant Mafart et au capitaine Prieur, je crois, dans l'état actuel de mon information, à leur innocence.

g) C'est ce que je crois nussi, toujours dans l'état actael de mon information, poor ee qui est de l'adjudant-chef Verge et des adjudants Andries et Bartelo. Uoe enquête administrative occessairement rapide peut être difficilement conclusive. Personnellement, je crois donc utile que ce rapport soit suivi en France d'un examen plus détaillé. (Les quatre derniers intertitres sont tuait en dessous de ce que j'appelle- de la rédaction du Monde.)

Rencontre avec le docteur Maniguet

dictoires, j'ai jugé indispensable de rencontrer l'équipage de l'Ouvéa, ainsi que son passager, le docteur Maniguet. a) Celui-ci o'a fait aucune diffi-culté pour venir me voir.

» Pour ce qui est de sa personna-

lité, ce qu'il m'a dit et ce que j'ai pu observer confirment ce qui o été decrit à son sujet. Il me paraît pas otile d'y revenir ici, antrement que pour souligner le caractère direct de ses

données par lui et qu'il avait notées jour oprès jour sur son carnet, ainsi que l'aisance de son attitude au cours de notre entretien. Les renseignements donnés par in docteur Maniguet, par le service ceotral ainsi que par l'équipage de l'Ouvéa concordent très largement, et les quelques nuances peuvent s'expli-quer par la manière fréquemment différente qu'ont plusieurs per-

port asoit suivi en France d'un exa-men plus détaillés. Aveu d'une évi-dence, il n'est ani policier ni juge d'instructions. Il n'a été chargé que d'une enquête administrative, sonnes d'observer les mêmes choses. - Pour faire bref, le docteur Maniguet m'a confirmé qu'il avait fait propos, la précision des informations LA LETTRE DE M. FABIUS évidemment, ne paut prétendre jeter sur cette ténébreuse affaire une lumière sens ombre. » Les conclusions de votre rapport

rités indiciaires françaises.

.M. Bernard Tricot a une convic-tion. Il n'a pes de certitude. C'est d'arrêt international, mais pour l'instant la justice française n'o rien pourquoi il aimerait que son rapssairement repide» qui, bien

Nul besoin de décrypter ce lan-gage voilé de conseiller d'Etat, pour comprendre que M. Tricot pour comprendre que su. incor, que la justice prenne le relais. Il avait certes le pouvoir de réctemer cette enquête judiciaire plus applicitement et même le devoir : tout fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, apprend qu'un crime e été commis est tenu d'en avertir le parquet. Cette obligation lui avait d'ailleurs été rappelée par M. Laurent Fabius dans sa lettre de mission. Mais voilà. M. Tricot croit missioni mais voia; mi inco cront en l'innocance des agents de la DGSE et, a'il lui semble nécessaire que la justice recommence et continue l'enquête, son intime conviotion lui interdit d'y invitar formette. ment la magistrature.

La justice, de son côté, balance. Certes, les trois militaires de la DGSE qui se sont présentés, lundi 26 août, sur les «conseils» de M. Tricot, affirme celui-cl, à la direction centrale de la police judi-

On comprend donc pourquoi, après e'être livrès « spontané-ment » à la police, Roland Verge, Gérald Andries et J.-M. Bartelo o'en sont retournés libres à leurs occupations clandestines.

≪ Secret défense »

Sont-ils pour autant tiréo d'affeire 7 Ce n'est pas aix. Les enquêteurs néo-zélandais en mission en France vont vouloir les entendre. Or, juridiquement, ils ne peuvent le faire que per l'intermé-diaire des policiers français qui les accompagnent partour et sont, souls, habilités à poser des ques-tions. On imagine la scène : des militaires, agents des services spéciaux n'ayant fait que leur devoir, cion M. Tricot, invités par des policiers français, censés jouer le jeu, à livrer leurs petits secrets aux anqueteurs d'una puissance étran-gère avec laquelle la France est en guerre... diplomatique.

Consequence logique de rette situation, les trois sous-officiers devraient donc opposer à le curiosité des enquêteurs le mutisme qui découle du « secret défense », aacrat dant M. Fabiun avait exempté dans sa lettre de mission les interlocuteurs de M. Tricot.

Ce « secret défense » jouera-t-il contre les magistrats français?. Pour avoir la réponse à cette question, it faudrait savoir si la parquet,

se pliant aux objurgations muettes de M. Tricot, se résoudra à demander l'ouverture d'une information judiciaire, donc à saisir un juge d'instruction. « Pour l'instant. commente un très haut magistrat,

on n'a rien à quoi c'agripper. » Roland Verge, Gérald Andries et J.-M. Bartelo peuvent ainsi dormir tranquillament. D'autant qua depuis que la qualité de militaire leur a été officiellement reconnue per M. Tricot, la famille du photographe qui a péri sur le Rainbow-Worrior n'a pas la poasibilité d'obtenir l'ouverture d'une information judiciaire. Seul le peut la parquet, hiérarchiquement soumis au ministre da la justice, at uniquement après avis du ministère de le défense. Malgré la suppression, par la gauche, des tribunaux militaires, les fonctinnnniras das armées ne sont paa tout à fait soums au droit commun...

On is voit, le gouvernement a les moyens juridiques de protéger ses agents. Il a aussi la possibilité de a opposer à ce que le rapport Tricot ait des prolongements judi-ciaires. Le fera-t-il ? C'est une des difficiles questions que M. Fablus n dù se poser, et dont la raconse qualle qu'alla soit, comporta nécessairement des inconvénients.

Voici le texte de la lettre de mission adressée, le 8 août, par seront rendues publiques.

M. Laurent Fabius à M. Bernard > Je demande au ministr Tricot:

« Un lien a été avancé entre deux personnes inculpées par les autorités néo-zélandaises dans l'affaire du Rainbow-Warrior et des services secrets. Les autorités judiciaires françaises apportent, des à présent, comme c'est leur devoir, le concours sans restriction que lenr not demaodé les sotorités néoélandaises dans le cadre d'une commission rogatoire.

 Parallèlement, je vous demande de bien vouloir réunir dans un rapport les éléments de toute nature s cette affaire, afin de m'indiquer de la façon la plus nette si des agents, services on autorités françaises ont pu être informés de la préparation d'un attentat criminel ou même y participer. Je sonhaite que vous me fassiez connaître, dans les meilleurs délais, vos conclusions sur les faits, et, le cas échéant, sur les responsabi-lités.

» Je demande au ministre de la use, au ministre de l'intérieur et de la décentralisation et à tous leurs services, de vous apporter leur concours, sans aucune réserve, et de vous fournir toutes les informations de quelque nature que ce soit et sans exception aucune.

» Vons disposerez pour votre enquête des collaborateurs que vons estimerez nécessaires. J'ai demandé en particulier à M. François Berard, conseiller d'Etat, secrétaire énéral pour l'administration de la défense, de vous opporter sa collabo-

» S'il apparaissait, dans le cours de voire enquête administrative, des faits de nature à être poursuivis pénalement en France, vour les ferez connaître immédiatement aux auto-

» En bref, je vous demande d'éta-blir la vérité, de préciser les respon-sabilités, et cela sans limitation

Parapluie juridique ciaire sont l'objet d'un mandat

à leur reprocher. Et puis, règle intanglie, la France n'extrade pas ses ressortissents. Des trésors de subtilité juridique sont donc notuel-lement déployés par les magistrats qui suivent de très près cette affaire pour arrêter la position la plus confortable qui se résume à ceci : attanche et voir.

Simplifions : Roland Verge, Gérald Andries et J.-M. Bartelo, 'qui appartiennent tous les trois au corps des nageurs de combat d'Aspretto (Corse) ne peuvent être entendus par la police française car, en droit, le mandat d'arrêt qui les vise équivant à une inculpation: Seul, par conséquent, le juge d'ine-truction parisien qui contrôle les inspecteurs néo-zélandeis dépê-chés en France aurait pu, en théo-ne, les interroger. Mais c'était sans compter un autre obstacle : ce juge d'instruction parisien ignore tout officiellement des charges qui pèsent sur les trois sous-officiers. Fauta de ces éléments, la justice française a donc décide de demander des e précisions » à tza justice néo-zélandaise. « Précisions » qu'i serait étonnant que calle-ci lui four nisse avant le 4 novembre, date à laquelle les magistrats d'Auckland ont promia de fournir las preuves » que M. Tricot a vaine-

ment traquées.

Pi

● »M™ BONLIEU»: M. Tricot n'a pas demandé à voir le jeune femme et ne donne que l'identité fictive de cella qui s'appelle en réalité Christine-Huguette Cabon. Entrée dans l'armée an 1977, la jaune femme appartient à la DGSE. « Elle était chargée d'infiltrer Greanpaaca en Nouvelle-Zélande » precise le rapport.

a M. DUBAST : Là encore M. Bernard Tricot a'en tient à l'identité fictive de cet « agent qui à Noumée a joué un rôle secondaire dans les préparatifs du départ de l'Ouvée vers la Nouvelle-Zélanda (...) II s'agissait pour lui de s'assurer que la bâteau et son entourage ne faisaient pas l'objet d'une surveillance suspecte ».

ALAIN TURENGE a'eppelle en réalité Alain Mefert. Né le 2 novembre 1950. Il est chef de bataillon DGSE.

(grade de commandant) et a été radié des nageurs de combat en

. SOPHIE TURENGE, en réelité cepiteine Dominique Prieur, est née la 21 juin 1949. Elle n'a jamais appartenu aux nageurs de combat. Elle est embre de la DGSE.

Quant à l'équipega da l'Ouvée, outre le docteur Maniguet, il était composé de :

. L'ADJUDANT-CHEF ROLAND VERGE, (déaigné jusqu'à présent sous l'identité fictive de Raymond VELCHE qui e quinze ans d'armée derrière lui, dont onze su service de la DGSE. Il appartient au Centre d'instruction des nageurs de combat (CINC) d'Aspretto près

. L'ADJUDANT GÉRALD ANDRIES labas Eric AUDRENC, du CINC) qui a dix ans de service, dont quatre à la DGSE :

 L'ADJUDANT J.-M. BAR-TELO (alias Jean-Michel BER-THELO, du CINCI qui e dix ans de service, dont quetre à la

LE CENTRE D'INSTRUCTION **DES NAGEURS DE COMBAT**

Soldats de l'ombre à Aspretto

De notre correspondant

Cantra d'instruction des nageurs da combat (CINC) d'Aspretto, près d'Ajaccio, est un cantonnement comme les autres. Modèle réduit, toutefois : une bêtisse, de deux étages seulement, abrite les bureaux du mini-état-major, ainsi que les chambrées. Au rezde-chaussée, le mess et les d'aprit, on est ébloui par la facade, peinte à le chaux vive, comme le mur d'enceinte qui n'est même pas fortifié. Mais aux quatre coins, dans leur quérite, les sentinelles sont (plus que jamais) vigilentes. Depuis l'affaire Graenpeace, les nageurs de combat jouent à la « guéguerre » avec photographes et caméramen. Pas question, pour ces soldats da l'ombre, d'être projatés en pleine lumière. Une équipe de FR 3 Corse qui tentait de réaliser des prises de vue a passé un mauvais quart d'heure et sa cassette vidéo e été saisie par l'autorité militaire. Certains détails toutefois

intriquent. D'abord, une installation de transmissions nettement supérieure aux normes hebituelles de l'armée. L'antenne est deux fois plus haute. Et puis, les nageurs de combat ne sortent iamais an tenue militaire, sauf pour quelques missions d'intendance. Il faut dire que l'entraînement intensif ne leur laisse gubre de loisirs. Eté comme hiver, une trentaine d'officiers et de sousofficiers, et deux fois plus de » stagiaires » y m\u00e9nent la m\u00e9me existence spartiere. Per tous les temos, les nageurs de combat sont plongés dans les éléments marins parfois les plus hostiles et confrontés à leurs pièges. lls recoivent, d'abord, une formation de para-commandos au centre d'instruction du fort de Montlouia (Pyrénéga-Orientales). Recrutés parmi l'élite de l'élite parachutiste, ils ortent le béret rouge frappé de l'écusson représentant un glaive ailé. Tous ont signé un engagement d'au moins cinq ens.

A l'origine, la CINC d'Aspretto était rettaché avec le centre de Collioure (Pyrénées-Orientalesi au 11º bataillon parachutiste de choc. Ce régiment avait été créé dans les années 50. Objectif premier : lutter contre les résaux d'espiormage en France. C'est le fameux colonel Godard (1) qui, le premier, a pris son commandement. Il a selectionné ces

Ajaccio. - En apparence le hommes délà durament marques par la guerre et le combat. clandestin, Cantonné à Perpignan lusqu'en 1982, date de sa dissolution ordonnée par la général de Gaulla, le 11º choc a été en apparence une unité parachutista comme les autres. Mais certains de ses officiers et sous-officiers parmi les plus aptes travaillaient pour la SDECE. Déjà, ces nageurs de combat d'Aspretto et de Collioure envoyaient per le fond des bateaux transportant des armes vers l'Algéria...

Attaque par surprise

Aujourd'hui, c'est le 13º régiment des dragons parachutistes basé à Dieuze (Mosella) qui a pris la relève du 11º choc. Le sabotage du Reinbow-Warrior est la type même des missions auxquelles sont préparés les nageurs de combat d'Aspretto. Le minage et le déminage sont la base de l'entrainement. Pour ce faire, les hommes disposent d'un matériel ultraperfectionné : bouteilles spéciales, scooters sous-marins, émetteurs très performants et mêma sousmarins miniatures.

Coux qui ant quitté le CINC pour la division e action » de la DGSE, revienment chaque trimestre entretenir leurs eptitudes. Régulièrement, dans des ports militaires alertés au préalable, ils doivent simuler le sabotage d'un navira de guerre ou d'une installation de l'armée. S'appuyant sur le service de renseignement de la DGSE, ils attaquent per surprise et, très vite, regagnent les profondeurs où les attend un submersible. Chûteurs opérationnels, il peuvent être parachutés n'importe où, n'importe quand. Une fois par mois, été comme hiver, on les voit sauter en mer dans le golfe d'Ajaccio. Malgré l'audace de ces methodes le centre n'a jamais eu à déplorer de pertes

(Intérim.)

(1) Le colonel Yves Godard, mort en 1975 des suites d'une crise cardisque à l'âge de soixante-quatre ans, a commandé le 11º bataillon de choc entre 1948 et 1953 en Indochine. Ce saint-cyrien sera, entre 1958 et 1960, en Algérie, directeur général de la Sûreté avant de participer au putsch des généraux, en 1961, contre le général de Gaulle et de contribuer à créer l'Organisation armée secrète (OAS) qui letta contre l'indépendance de l'Algérie. En 1967, il s'était établi en Belgique, où il est mort.

DU SDECE A LA DGSE

Remue-ménage chez les agents secrets

Lorsque M. Alexandre de Marenches quitta, en juillet 1981, de sa propra décision, la direction générale du Service de documentation extériaure et da contre-espionnage (SOECE), qu'il assurait depuis près de onze ans, il pouveit se prévaloir du fait qu'il laissait les services secrets français en ordre, prêts à coopéras avec le nouveau pouvoir. Lui-même n'avait pas hésité, sous les présidences de Georges Pompidou et de M. Valéry Giscard d'Estaing, à entretenir des relations plus ou moins régulières avec les dirigeants de l'opposition, devenue la majorité en

Au siège perisien de la « boîte », comme l'appellent ses agents, l'état des lieux faiseit epparaître dea près (comme toute administration, le SDECE justifiait le moindre dépense devant une commission de vérification a posteriori, et dans l'attente de l'examen annuel de la Cour des comptes), et des archives disponibles lau point que la secrétariat général de l'Elysée a pu consulter les dossiers du service sur les « aventures » à l'étranger de certains de ses futurs

De son côté, le nouveau pouvoir avait, avant sa victoire en mai 1981, tenté de réfléchir au sort qu'il réserverait eu SDECE, par l'intermédiaire d'un trio - MM. Charles Herry. François de Grossouvre et Jean-François Dubos - qui avait pris soin de s'entourer des avis d'anciens du service, généralement issus des ranga de la vieilla SFID, sous la IV- Récublique.

Il leur était très vite apperu que les services français avalent besoin d'uns seconde jeunesse et qu'il était nécessaire de donner un grand coup de pied dans la fourmillère, quitte à « démilitariser » le SDECE dans son recrutement et son organisation, en la placant sous une autre autorité administrative que celle du ministre de la défense. Le programme du PS, sens doute trop candide, suggérait même la disparition du service, un organisme qu'il classait curieusement avec les forces de police.

M. Charles Hernu, ministre de la défense, obtensit finalement de conserver la tutelle administrative du SDECE, et M. Pierre Marion choisi, permi bien d'autres candidats évantuals comme M. Fernand Wibeux ou M. Pierre Debezies, pour réorganiser les services de reneaignements. Autoritaire, coléreus, très centralisateur, M. Marion, polytechnicien, et franc-maçen comme M. Hernu, était deventage un ami du ministre de la défense qu'un intime de M. François Mitterrand. Durant diz-neot mois, il e soumis le SOFCE à rude épreuve, comme, du reste, on le lui avait demandé et comme aussi on l'en remercia pour avoir mené à bien e la haute et difficie mission de restructuration de la façon la plus brillante et la plus efficace », a-t-on dit à l'Elysée,

Amateurisme >

La mission de M. Marion fut de radonnar son caracters opérationnal au service «Actions (élevé eu rang d'une division interne à la direction générelel qui est chargés des coupes à l'étranger : de renforcer le contra-espionnage proprement dit. pour des interventions plus offensives ly compris dans la futte contre le terrorisme international), et de demander au service de le recherche de recueillir des renseignements tous azimuta en redéployam ses postes permanente hors des frontières

En avril 1982, le SDECE devenait la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et cette nouvelle lénomination était cansée accentue le rôle de recharche et d'action des services en territoire étranger, par opposition à d'autres services français de contre-espionnage, comme la Direction de la surveillance du territoire (DST) qui œuvre en France, en mission de police judiciaire, pour le ministère de l'intérieur.

A la DGSE, le coup de belai donné du temps de M. Merion s'est traduit er des départs volontaires ou par des démissions, sollicitées, d'agents civils et militaires. Les uns n'appréciaient pas l'eamateurisme», selon leur propre expression, de leur nouveeu patron. Les autres n'avaient pas leur place dans l'organigramme remarié et, s'ils s'en allèrent de force ou de leur plein gré, ces tonctionnaires du renseignement expérimentés furent, souvent, remplacés par laurs ancians adjoints qui n'étaient pas moins compétents. La «chasse aux sorcières», pour des ra-sons politiques, fut davantage un thème de conversations qu'une réalité à la DGSE.

Ce qui a, peut-être, été plus vrai, c'est le refus de certains a honorables correspondents > (les fameux HC des services secrets de transmettre leurs renseignements de la même menière qu'auparavent. Les HC sont aux services spéciaux ce que les indicateurs sont à la police ou à la douene. Réservistes de l'armée, patriotes, professionnels du renseignement, ils astiment de leur devoir d'informer bénévolement le service de leur pays, comme s'ils traveillaient pour le compte de l'Etat. Cette source s'est tarie, de peur que le secret des rapports de la DGSE avec ses HC ne soit plus garanti avec la présence des quatre ministres com-

La nécessité de la discipline

La disgrâce de M. Marion, en novembre 1982, est venue de la conjonction de deux mécontentements : celui de la « base », au sein de la DGSE, qui ne supporte plus le gestion brutale et brouillonne du petron, et celui du gouvernement qui reprocha à ce dernier de se comporter souvent en franc-tireur pour tenter (et perfois réusair, comme ce fut le cas avec les Syriens) d'apaiser les tensions internationales dont la règiement ressortissait de l'action diplomatique ou des missi dominici directement rattachés au chef de

Traumetisée, mais moins qu'elle n'a voulu le faire croire à l'extérieur, et désorientée parce qu'elle est toujours en ébuilition comme la serait une Cocotte-Minute constamment sous pression, le DGSE, dès lors, est revenue à le tradition : un officier général (l'amiral Pierre Lacoste) a été désigné à sa tête. A ce détail près, toutefois, qu'il s'est agi du premier marin à diriger les services secreta

français depuis la Libération. De la part d'un gouvernement qui scuhaitait « démilitariser » ses ser-vices de renseignements, cette nomination avait de quoi surprendre. Surtout si l'on seit que l'amirel Lacoste, un homme prudent, courtois et, de surcroît, un militaire très classique, n'est pas spécialement un homme de l'ombre, même si dans tout marin il y a un observateur de lointains horizons qui sommeille. En installant l'amiral Lacoste à la DGSE, M. Hernu s'est adresse aux cadres présents : « La discipline est aussi néc que l'unité dont alle est d'ailleurs la condition. La hiérarchie doit être et sera respectée. Obéir et rendre compte, tels sont les piliers de le servitude et de la grandeur de votre meison. s Et, pour être plus clair, le ministre de la défense e ajouté ; « Ceci vaut pour tous, militaires et

Le ton était donné, le route tracée. Et pourtant, le « maison » e'est davantage encore replée sur ellemême, les civils ont continue d'accuser les militaires de n'être pas à la hauteur de leur tâche, et inverse-

Tout se passe comme si la DGSE a'alanguissait de consanguité, faute d'âtre parvenue à une régulation et à un équilibre de son recrutement. On s'épie. On se mélie. On se délie. La » production » du service a'en ressent, at sa qualité aussi, a'il faut en croire les privilégiés qui recoivent les bulletins de renseignement » (les BRI rédigée par le DGSE.

Des états d'âme, les agents de la DGSE en ont depuis 1981 et il serait tout aussi incopportun de vouloir les ignorer que de prendre un malin plaisir à les monter en exergue. Le ser-

vice a été, à toutes les époques, une ruche agitée par un perpétual mouve-ment brownien et prête à exploser. Mais de là à prétendre que le DGSE passe son temps à ourdir spéciale. ment des complots contre un gouvernement de gauche, il y a une marge. Certes, il y a eu, depuis quetre ans, des « ratés » dans le renseiment, en Afrique comme au Proche-Orient, et l'on se souvient davantage des insucces de la divisio « action s (ou de ses mercenaires), au Tchad per exemple, que de ses réussites, en Espagne notamment, Néanmoins, il resterait à démontrer

que ces échecs ont été sciemment

orchestrés, par volonté de nuire.

Après onze années d'une direction générale sans partage, M. Marion est passé à la tête de ces mêmes services comme un météore. Ce remueménage a laissé des » cicatrices » dens une institution toujours prompte à s'émouvoir, sensible et rebelle à la fois. Depuis la création du SDECE en février 1946, jamais aucun directeur général n'a tenu si peu de mois et, dans la même temps, aucun n'a apporté d'aussi profonds boule-versements dans le service, conformément è ce que la pouvoir politique exigeait.

« Le renseignement, dit un agent, est le métier le moins compris et le plus dénaturé qui soit, » Allusion au fait que, partout dans la monde, ces services sont creés et organisés en dérogation au droit commun.

A la DGSE, on n'est pas éloigne de croire que les socialistes sont nombreux, en France, à entretenir avec les services spéciaux des relations ambigués, de fascination et d'aversion. Comme si une telle ambivalence était à l'origine des déboires accumulés par les uns et par les

JACQUES ISNARD.

Procédure et machinerie d'une opération

Quelle que soit la mission au on lui confie, un service secret reçoit des directives de ses autorités gouvernementales de tutelle munes de travail entre ses propres responsables hiérerchiques et les cabinets ministériels desquels il dépend. Ces contacts ont lieu à tous les niveaux d'élaboration de l'opération proje a'egisse da l'évaluation des arrieux, da la conception même de la mission et, enfin, du montage opérationnel de l'action. A ces différentes étapes, l'autorité poli-tique et, a fortiori, la direction générale des services secrets peuvent opposer un « feu rouge » susceptible d'interrompre l'operation en cours iusqu'au demier

A l'origine, il est procédé, à un niveau de responsabilités politiques auxquelles sont associés les e patrons a des services concernés, à ce ou on appelle une « évaluation de la situation » au cours de lequelle sont examinés l'environnement international et les implications d'un acte de renseignement ou d'une action plus offensive, sur le terrain, s'ils venzient à être décidés. L'étatmajor particulier de le présidence de la République, les services du premier ministre et ceux de plusicurs ministères intéressés (notemment, la défense et les relations extérieures) participent à cette e évaluation de la situa-

Un deuxième atada, qui concerne plus directement les services de renseignement, touche à ce qu'on appelle l' « évaluetion du rensaignement », il s'agit de rassembler des informations plus détaillées et davantage à jour sur la zone géographique où les vices seront amenés à œuvrer at sur les conditions d'une inter-

Récétitions avant l'action

Après quoi, le DGSE passe, si aucun « feu rouge » n'est venu s'interposer entre-temps, au troisième stade de la mission, dite de la recherche du « renseignement sux fins d'action ». En la circonstance, les agents sont chargés d'obtenir du renseignement plus opérationnel, en particulier sur les personnes impliquées, leurs relations, leur mode de vie et sur lours encustrements individuals. Le pessé et les habitudes, voire les défauts, de ces » cibles » sont pessés au peigne fin de me que rien ne puisse être ignoré lorsqu'il sera décidé de les approcher et d'anticiper leurs réactions.

Lorsque ce travail préparatoire a été accompli, la machineria de ta DGSE se met en branks. Plus précisément, la division Action, services secrets, met eu point, en détail, les modafités techniques de son intervention. Elle agit de manière plus disciplinée qu'on le décrit généralement et procède à des répétitions. A ce stade opérationnal, le pouvoir politique n'est plus aussi régulièrement mis dans le confidence, mais il faut savoir que la division Action est placée directement sous le contrôle de la hiérarchie suprême de la DGSE, laquelle veille étroitement à ce que l'action envisagée demeure dans l'épure définie lors de la séance d'évaluation de la situa-

A tout moment, l'opération commanditée peut êtra suspen-due ou définitivement arrêtée, y compris lors de son exécution s les circonstances l'exigent. Ces actions sur le terrain sont financées par les fonds spéciaux du premier ministre qui sont votés par le Parlement, lors de chaque budget annuel, et qui ne sont pas attribués au coup par coup à la DGSE, meis alloués pour l'année.

Versions maquillées

Interrogé après la publication de son rapport, M. Tricot n'a pas exclu la possibilité d'avoir été trompé, durant ses auditions, par ses interlocuteurs à la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), tout en soulignent, cependant, qu'il ne voulait pas croire à cette hypothèse. A Europe 1, le rapporteur e déclaré : « Que le couple Turenge ait fait ou n'ait pas fait ce qu'on lui reproche an Nouvelle-Zélanda, je ne pour pas le prouver et je n'en ai pas les moyens. De cele, je ne suis pas une certitude prouvée. Il faut continuer l'enquête. Je n'exclus per d'avoir été berné par mes locuteure, mais je ne crois pas à cetta éventualité. > Au Matin de Paris, il a explicué : « Douxième niveau, celui de la anission à l'intérieur de la DGSE, La, je n'exclus aucune hypothèse, y compris que certains sursient voulu me tromper. Mais je ne pourrai jamais en être car-

Les doutas du rapporteur l'honorent et son expérience d'ancien secrétaire général pour l'administration des armées (auprès de M. Pierre Messmer) et d'ancien secrétaire général de la présidence de la Républiqua (suprès du général de Gaulle), au contact des réalités des services, l'incite naturellement à la pru-

En effet, il est de tradition et de bonne guerre pour des services de renseignement, lorsqu'its montent une opération dite à risques. de prévoir, dès se conception même, des versions cohérentes mais » maquillées » de leur véritabla action, qui puissant être ensuite présentées à la crédulité publique. Ces versions, qui font. vraie operation, doivent stra concues pour être crédibles dans leur moindre détail : elles sont « l'autre histoire », destinée à jeter une certaine confusion et, en brouillant les pistes, à innocenter la service en question. Ces « montages » vont jusqu'à imaginer, de toutes pieces, l'organisation extérieure qui pourrait revendiquer la responsabilité de l'action.

A ce mécanisme de départ, qui jette un écran de fumée, il faut en ajouter un sutre, qui peut intervenir a postariori, la a coup a une fois réalisé. Lorsqu'ils sont récupérés per leur service, les agents aont systématiquament « débrietés » par leur hiérarchie, c'est-à-dire qu'ils reletent, dans

des comptes-rendus écrits et oraux, les circonstances de leur détaile. Cette procédure du c débriefing s vise à une reconstitution is plus minutieuse possible, dans l'intention de découvrir les éventuelles failles de l'action par rapport à sa programmation.

Pour tous les agents impliqués. ce peut donc être l'occasion de a'entendre, après coup, avec l'accord de leur hiérarchie, sur une seule et même présentation des feits à qui pourrait l'exiger.

Dans le cas présent, M. Tricot avoue qu'il ignore le date du retour en France de l'équipage de l' Ouvée (protégé, comme il se obtenu tout de suite sat lorsqu'il a demandé à la DGSE de rencontrer les trois sous-officiers en question. On noters, de surcroît, qu'entre le 10 juillet (date de l'explosion à bord du Rainbow Warrior | et le 8 eoût (date de le désignation de M. Tricot) il a'est écoulé près d'une trentaine de jours, pendant lesquels to DGSE a été laissés à elle-même, avec ses propres règles internes de travail et d'enquête.

L'expertise psychiatrique peut-on comprendre et r Juges-procedures contre

Age Villemin M :6 octobre ger de la les caux de la ne pent cette diffi-er-role question, That is a manufacture pouvait . a quelques GOOD TO it's medecins cone conte affaire · Un praquait aiors RESTAULT ces notions The rand public que a perversité. On mence d'instinct etoseti... -. gence supé-

... fors, l'expertise . . . occupait, sais; ": de la scène d'ane criminelle. Une tour . . in psychiatrie était back in machine judiciaire. au r.... .. perdre encore un gedie berichtetet.

Le : v. démence et ins-

6.7.0

is: ... :: le feu. Jadis, tout iu. ... ou presque : synomarket : Assign par les esprits, later . vait au pouvoir religen : : lise, aiors, de tracer la fice and entre saints et ding. \ elle de sanctifier. daller: .es buchers. . Puis licula a folie se modifie, et for the passe oux mains du pon... diciaire. Le processus de m. .. isation, issu du large (vari: :ientifique du dixwww. ecle, devait influencer ille :- et déposséder propetitiena ni lo justice de ce tonica. Le fou devient un raliza ... sero traité comme

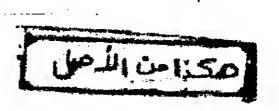
Riber: toujours actuelle de is marriages: l'article 64 do wile Februari qui date de 1810 et The Il n'y o ni crime ni de les sue le prévenu était en da de - mence ou temps de l'ancer a lorsqu'il o élé ware. ... -ur une force à laquelle 1. . ruister. . Restait, en derant la criminalité de la folie. interes - justice sur cette derhere Tales est la fonction théorique de l'expertise psychiatrique. the pratture regulièrement mise in dutie et qui fait aujourd'hui eser de sis es et nombreuses criti-

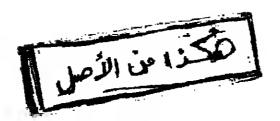
Les sources du malaise

Comment les choses se passentelles concretement? C'est le magistrat instructeur qui - de Maniele unasi automatique dans es affaire, criminelles — choisit a désigne les psychiatres (deux le plus souvent, qui ont l'habitude de havailler en binome). Il s'agit presoue toujours de médecins psychaires inscrits sur des listes dressees par les cours d'appel (ou, krsqu'il y agit des reres « experts nationate, ... par le bureau de la (our de cassation). Daos le meme temps, le juge d'instruction demande une enquête de persunnelue et lait procéder à on medico-psychologique confie a des medecins plus ou moins exercises de psychologues.

Apres avoir - examine - (s'être entretenu aveci l'inculpe, les esperis psychiatres redigent un de de la commun dactylographie. dont ils certifient le contenu - sindere et séritable - et dans lequel ils tentent de répondre aux queshons du juge. Deux évectualités peuveni etre envisagées. Ils relè-Vent une anomalie mentale corres-Amdam au cas décrit par l'article 64 du code pénal : l'inculpé est alor, remis en liberte ou hospitathe dans un établissement psychiantique, beneficiant d'un nonhen ils de diagnostiquent pas un tel trouble mental : l'intéressé







gents secre

₹ =- .. POSS Secreta

er i ser ye. क्रिकार 🕶 🧎 . authorization es serie de

. . . ್ತ≎ ೪ -. ್ನ

as in the second

Se management

toa. e. . y

dear and

7. **81** 3α-_-

iong de la live

Effects to your

rear a tait

ine en e

Ave ton . .

7" - 5 t - 57" 12"

. 100 c-102

- - - 3 1;

1 2 2

1:---

> - : : tags 6120

> > T : 11/2 TEM

1,4570.7

- - TYT (750

.: 475 22

5... 1.27.6

. .: ಕ್ರಾಚಿಸಿತ

2 (7.77)

.. ::*** = 2

-.-- ==

_ c1 -

مستاح المعا

105

1.7 (SV)

.-. :- :- *

-√- 14 2 °

.

10 -12.4 500

11 3 1 2 2

And the state of t

المنطقة المنطقة

and the

2. 1986

The second secon

A CONTROL OF THE CONT

- The State Day For

. .-----

一 不会是 第

The Rep

to the second

🕦 🛼 👑 🗆 (1985)

F13.

運動しました。 デー

b = 0

5 M 10 m 11

注

.....

A . # . . .

- -

34 w 😘 ...

· · ·

rie d'une opérim

F . C . . .

entares.

Primary and

THE PROPERTY

M. SA P

448 ... " Y. O

Fr Fp 2 1 1 1

MATEUR : -

Tirty.

in a second

April 1

10.00

4 . 3 --

24 A 3

Seat of the Co

i) -- -- -

9.444 B D

No. 1 & 1 4

guillées

÷ . . -

i

See see to

2 4 7-

MAR 等在"

a = -3

y 2 "73"

32.00

g 🖝 e 🐃

4 14 J

154 . .

2 -

state of the

gential 1978 1775 4

.

NEXT PAIN

A .-- - 7

g --- + *****

yaryri — o∎ — tirt

W. B. C. B. W. C.

. 200

9 A-

MEDECINE

Etre expert en folie

L'expertise psychiatrique sur la sellette : peut-on comprendre et réprimer? Juges-psychiatres contre psychiatres-juges.

Cbristine Villemia a-t-elle, le 16 octobre 1984, tué son fils Gréa-t-elle, le 16 octobre gory, âgé de quatre ans, retrouvé le jour même dans les caux de la Vologne? Persoane ae peut (encore?) répondre à cette difficile autant que terrible question. Tout le monde, pourtant, pouvait découvrir, il y a quelques semaines, les qualificatifs psy-chiatriques prêtés aux médecins experts commis dans cette affaire sans précédent. On braquait alors les projecteurs vers ces notions mal connues du grand publie que sont l'hystérie et la perversité. On évoquait aussi l'absence d'instinct maternel et l'intelligence supérieure à la moyenne.

Uce nouvelle fois, l'expertise psyebiatrique occupait. sans gloire, le devant de la scène d'une grande affaire criminelle. Une nouvelle fois, la psychiatrie était utilisée par la machine judiciaire, au risque d'y perdre encore un peu de son crédit.

Loi et folie, démence et justice : l'eau et le feu. Jadis, tout était simple ou presque : synonyme de possession par les esprits, la folie renvoyait au pouvoir religieux. A l'Eglise, alors, de tracer la frootière entre saiats et démons. A elle de saoctifier, d'allumer des hûchers. « Puis l'image de la folle se modifie, et son contrôle passe aux mains du pouvoir judiclaire. Le processus de médicalisation, issu du large courant scientifique du dixneuvième siècle, devait Influencer cette image et déposséder progressivement la justice de ce contrôle. Le sau devient un malade qui sera traité comme tel (1). *

Relique toujours actuelle de ces évolutions : l'article 64 du code pénal, qui date de 1810 et précise : - Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'actian au larsqu'il a été cantraint par une force à laquelle il n'a pu résister. » Restait, en séparant la criminalité de la folic, à éclairer la justice sur cette dernière. Telle est la fonction théorique de l'expertise psychiatrique. Une pratique régulièrement mise en œuvre et qui fait aujourd'hui lever de vives et nombreuses criti-

Les sources du malaise

Comment les choses se passentelles cooerètement? C'est le magistrat instructeur qui - de manière quasi automatique dans les affaires criminelles - ehoisit et désigne les psychiatres (deux le plus souvent, qui ont l'habitude de travailler ea binôme). Il s'ngit presque toujours de médecins psychintres inscrits sur des listes dressées par les cours d'appel (ou, lorsqu'il s'agit des rares « experts nationaux », par le bureao de la Cour de cassatian). Daca le même temps, le juge d'instruction demande une « enquête de per-sonnalité » et fait procéder à un exameo médico-psychologique confié à des médecins plus ou moins assistés de psychologues.

Après ovoir « examine » (s'étre cotretenu avec) l'inculpé, les experts psychiatres rédigent un rapport commun dactylographié, dont ils certifient le contenu . sincère et véritable » et dans lequel ils tentent de répondre oux questions du juge. Deux éventualités peovent être envisagées. Ils relèvent une anomalie mentale correspondant au cas décrit par l'article 64 du code pénai : l'inculpé est alors remis en liberté ou hospitalisé dans on établissement psychiatrique, bénésiciant d'uo nonlieu. Ils ne diagnostiquent pas un tel trouble mental : l'iatéressé devra répondre de ses actes devant la justice.

L'expert psychiatre dispose donc à l'évidence d'un pouvoir considérable. Un pouvoir d'autant plus grand qu'il doit aussi se prononcer sur la dangerosité de l'inculpé à l'égard de lui-même et d'autrui, sur son accessibilité à anc sanction pénale, ainsi que sur son caractère curable ou non. « // est permis de se demander si le psychiatre ne se substitue pas, peu ou prou, au juge. L'exploita-tion qui est habituellement faite du rapport d'expertise, au cours des débats d'assises, tant par l'accusation que par la défense, est d'ailleurs à la mesure de l'importance que les jurés attachent parfois aux appréciations présumées compétentes d'un pré-tendu spécialiste en psychopathologie criminelle. La queston qu'on se pose est de savoir si cette compétence n'a pas été quelque peu surestimée (2), »

Le malaise souvent ressenti en, face du travail de l'expert psyehiatre tieot à plusieurs éléments. de forme autant que de fond.

• La notion de démence. - Ce terme apparu en 1381 dans la langue française ne correspond anjourd'hui à aucune entité psychiatrique clairement définie. Le plus souvent, compte tenu de l'évolution de cette notion depuis , ses conclusions-verdict.

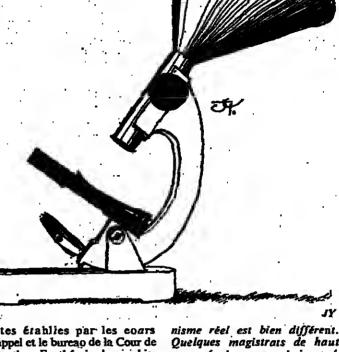
1810, le juge d'instruction fait référence à un état de démence « dans le sens de l'article 64 du code pénal ». « Cela revient à demander aux psychiatres experts : vos collègues de l'époque napoléonienne auraient-ils déclaré que cet inculpé était en état de démence au moment de l'acte? On cançait, devant l'absurdité d'une telle question. que les experts se soient alors constitué leur propre table de référence. Conséquences pratiques : ce sont les psychiatres et non la justice qui décident où est la frontière entre responsabilité et irresponsabilité (3).»

· Les questions posées par le juge. - Elles portent potamment sur la présence chez l'inculpé « d'anomalies mentales ou psychiques », sur sa dangerosité et sur son accessibilité à une sanction pénale. Pont le docteur Régis Goumilloux, elles soat soit absurdes », soit « inacceptables .. Selon lui, par exemple, la notion d'« anomalies mentales » conduit l'expert à sortir du damaiae seieotifique - paur entrer dans celui de la morale et de la subjectivité la plus tatale ». - Tout y passe. explique-t-il, les cansidérations cancernant la famille, le travail, la vie sexuelle (...). l'alcoolisme du grand-père et autres tares plus ou moins héréditaires, vu que c'est dans la famille, etc. De la même maoière, les questions posées par le juge au psychiatre peuvent être diversement iaterprétées, ce qui, en définitive, laisse toute latitude à l'expert pour orienter comme il l'entend

 Les conditions de l'expertise. - A la différence des expertises anatomo-pathologiques ou toxicologiques, qui s'oppuient sur des gestes et sur une technique bico codifiés: l'expert psychiatre travaille en secret sans que l'inculpé puisse s'y opposer. Il travaille oussi à la vitesse qu'il désire. On assiste ainsi à de véritubles « records », qui, s'ils profitent aux médecins (une expertise psychiatrique équivaut pour eboque expert à cinq consultations spécialisées), ne servent guère l'inculpé.

Dans certaines prisons, nous a expliqué le docteur Jean-René Lavoiae (Lille), psychiatre consultant dans plusieors maisons d'arrêt do Nord, l'expertise psychiatrique se fait au parloir, en dix à quinze minutes. - Une désinvolture qui n'est peut-être que la traduction d'une prise de conscience, celle do rôle purement formel que l'oo eatend faire jouer à la médecine. Une désinvolture toutefois qui ne peut pas oe pas avoir de conséquences coupa-bles. « J'ai très sauvent l'impression, déclarait eo 1977 l'avocat Robert Badinter, que les psychiatres ne sont là que pour donner aux jurés le sentiment qu'ils connaissent celui dons ils doivent décider le sort. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de véritable relation entre l'expert psychiatre et celui que l'an juge ; vous avez simplement la couverture scientifique de la décision à venir, yous libèrez la conscience des jurés (4). »

• Le mode de nomination des experts. - Le choix du juge d'ins-



listes établies par les coars d'appel et le bureao de la Cour de cassation. En théorie, le psychiatre qui veut se faire inscrire doit en faire la demande au procureur général, en présentant une liste de ses titres et travaux. Uae enquête de moralité et de compétence est alors diligentée par la police judiciaire, et une fois par an l'assemblée générale de la cour d'appel sé prononce ao sujet de cette inscrip-

· En fair, nous a expliqué le docteur Heori Giraud (Martruction se fait en fonction des seille), expert national, le méca-

Quelques magistrats de haut rang, réunis en commission spécialisée, décident souverainement de l'inscription de tel au tel psychiatre sur cette liste. Il s'agit donc d'une cooptation, et, pour être admis, il faut correspondre à l'idee que se fant ces hauts magistrats d'un expert. Il y a là, danc, une première discriminanan, un premier tri qui élimine les non-conformistes. Mais il ne suffit pas d'être inscrit sur les listes pour être régulièrement designe comme expert. Il y a là un second barrage qui fonctionne avec une redoutable efficacité. Une rapide statistique montrerait la fréquence surprenante de la désignation par vagues de certains experts. Une étude plus qualitative montreralt peut-être que, dans chaque cas, on désigne telle au telle équipe d'experts non oas, peut-être, en raison de l'orientation de leurs travaux. mais, qui sait, sur l'attitude qu'an attribue à cette équipe. peut-etre à tort, vis-à-vis de tel ou tel problème. - Une otilisation somme toute de la psychiatrie à des fins qui lui échappent.

L'autopsie de la médecine légale

Le docteur Le Breton, « pape » de la toxicologie française, passe au crible les grandes expertises judiciaires de ces dernières années.

M. Roger Le Breton: docteor de son état, directeur honoraire du laboratoire de toxicologie de la préfecture de police de Paris, expert près la cour d'appel de Paris depuis 1948, grand habitué des prétoires des cours d'assises où il n tant de fois présenté ses rapports de médecine légale. Le docteur Le Bretaa... Le pape de l'expertise toxicologique. Un prince en son pré carré qui vieat de fourbir son épéc.

Fine lame? A coup sur. Et hretteur jovétéré, eroisé d'une médecine légale rigoureuse et incontestée. Le docteur se cabre au moindre coup de canif porté par des ineznséquents à cette science qu'il a faite sienne. Aussi a-t-il décidé, il y a peu, de se livrer à - une très pénible démarche en fin de carrière ».

Pénible pour lui. Pénible pour les autres. Car le docteur Le Breton revêt l'habit du justicier pour pourfendre les erreurs commises abondamment, selon lui, par ses pairs qu'il éreinte et étrille joyeusement, voracement pour tout dire. Bien sûr, tout cela flaire dans la forme - le règlement de compte. Mais sur le fond? Le docteur Le Breton a-t-il tort de relever les lacunes, contradictions et parfois gravissimes inexactitudes de certaias de ses confrères?

Au fil des pages d'un rapport vif, remis à plusieurs haats magistrats de la région parisienne, il évoque quelques-uns des princi-paux dossiers criminels de ces dermères années.

L'ancien patron du laboratoire de toxicologie évoque en premier lien l'assassinat de Grégory Villemin. Et tout d'abord la question : l'enfant a-t-il été « anesthésié ». avant de mourir, avec de l'éther ou du chloroforme? Telle était bien l'une des interrogations à

N ae présente plus laquelle devaieat répondre les experts. Conclusion du docteur Le Bretoo : - Le prafesseur De Ren, de la chaire de médecine légale de Noncy, qui a pralique l'autapsie, a omis de prélever les organes et a adresse du sang à un laboratoire de Nancy Incapable de doser les solvants anesthésiques. Après deux semaines, le magistrat instructeur m'a fait parvenir seulement 2,8 millilitres d'un produit de centrifugation à grande vitesse en tube auvert de ce sang. Dans ces conditions, un résultat négatif de la recherche de l'éther n'a pas de signification. - Autrement dit, la justice ne saura jamais si la personne (ou les personnes) qui a tué l'enfant a otilisé ou non ... une substance

anesthésique - comme il a été si souvent affirmé.

La manie du formol

A propos du meurtre de Philippe Bertraod par Patrick Henry (1976), l'nuteur du rapport révèle qu'il a été chargé avec le docteur Garat - après que l'expert local se fut déclaré incompétent - de l'analyse toxicologique d'un sang • très altèré par la putréfaction - Quinze jours - précieux en matière d'analyse toxicologique - ovaient été perdus. Le docteur Le Breton stigmatise encore la conservation d'organes prélevés dans le formol, ce qui « Interdit la découverte de certains toxiques et note cruellement : « Dans l'un des derniers envois de viscères, le juge d'instruction a fait précéder sa mission d'analyses toxicologiques d'une observation : tenir compte que les viscères ayant été introduits dans le formol, ils en ont été sortis et rinces à l'eau du rabinet avant d'etre mis sous scellės... -

L'autopsie du corps de Hanns Martin Schleyer et les analyses que s'arrête au seuil des travaux

qui ont suivi auraient connu les exécutés par lui-même et par le mêmes erreurs. L'examen du docteur Garat. On sait ce que ce allemands, assassiné par la bande à Baader (1977), qui a pourtaat duré cinq beures, s'est seulement conelu par le prélèvemeat de deux cent soixante grammes d'arganes sur environ cinq kilogrammes - Encore une fois, les précieux organes ont été plongés dans le précieux formol.

Dans le dossier de l'assassinat du prioce Edouard-Xavier de Lobkowicz (1984), une contestation de taille oppose les premiers experts désignés et le docteur. Le Breton. Selon ce dernier, les premiers experts oat coaclu de manière ambigue à . l'absence de stupéfiants, sauf une probabilité de présence de cocaine à la dose de 140 gammas par gramme de viscères - chez la victime. L'auteur du rapport s'indigne de cette ombre de suspicion. Chargé à son tour de l'expertise, il assène : » La preuve de l'absence de cocaine (3 à 4 grammes) dans le corps de M. de Lobkowicz a été apportée en toute certitude par les résultats concordants de trois méthodes physiques de principes différents: chromatographie sur couche mince, chromatagraphie en phase gazeuse et spectrométrie de masse -.

La tuerie du Sofitel d'Avignon (1983) offre un autre ordre de réflexion. Ce ne sont plus, cette fois, des approximations, erreurs ou contradictions que dénonce l'ancien patron du laboratoire de toxicologie, mais plutot moe extrême lenteur qui confina au sabotage. « En présence d'une tuerie de sept personnes à l'aube du vendredi 5 août 1983, les médecins légistes sont partis en week-end et n'ont pas eu le courage de terminer le travail le tundi. La police a du attendre le mardi pour avoir les renseignements de l'autopsie du dernier corps et disposer de tous les projecules pour l'étude balistique. »

Tout au long de son repport; dix-huit feuillets denses, mordants, le docteur Le Breton dresse amsi une manière de réquisitoire. Qu'importe si le sens de la critiment d'avoir toujours raison contre tous. Ou'importe puisqu'il s'est averé que l'expertise médicolégale, comme bien d'autres domaines, souffre régulièrement de l'à peu près,

Deux affaires - dans lesquelles le docteur Le Bretoo n'eut pas de part - l'ont amplement démontré il y a quelques années. La mort de Reof Lucet est, à ce propos, quasiment caricaturale. Le corps de l'ancien directeur de la caisse maladie des Bouehes-du-Rhône avait été découvert par sa femme vers 6 heures du matin, le 25 mars 1982. Or, de 6 beures 15 (arrivée de la police) à 8 heures 45 (arrivée de l'inspectrice Simone Grivel), aucuoe des précaotians nécessaires à une bonne police ne scront prises.

Le travail de l'identité judiciaire commencera avce plus de deux heures de retard. Encore faut-il noter que les enquêteurs ouhlieront de procéder à une série de tests dermiques des nitrates à la paraffine. Tests aécessaires pour déterminer avec le plus de silreté possible si Recé Lucet s'est oni ou non suicidé...

L'histoire récente de la médecine légale et des premiers actes des enquêtes est à ce titre une longue suite de bégaiements. Quelques années auparavant, en 1979, les gendarmes avaient eu le tort de tirer hors de l'eaa le corps de Robert Boulin, ministre du travail, trouvé à moitié immergé dans un étang de la forêt de Rambouillet. Ua geste bien iaten-tionné mais maladroit.

. Il est notoire que nombre d'enquêtes sur des affaires criminelles se trouvent rapidement dans l'impasse, écrit le docteur Le Breton. Il apparait alors que les premières observations ont été négligées et que des indices capilaux ont été modifiés ou détruits par l'absence de mesures conservatoires élêmentaires qui s'imposent sur les lieux du crime.

LAURENT GREILSAMER.

. Une procédure critiquée

La modification prévue à l'article 64 du code pénal sera-t-elle de nature à faire évoluer l'expertise psychiatrique? Rico n'est moins sûr. Les avant-projets de réforme, comme les textes en vigueur dans les pays étrangers (qui font tous référence à la notion d'irresponsabilité pénale du malade mental). ne sont pas de nature à dimiouer les tensions. Le futur article 64 pourrait même les accentuer, dans la mesure où il prévoit le placement du maiade mental confié au juge d'instruction ou à la juridiction du jugement. Une procédure déià vivemeat critiquée dans les milieux psychiatriques.

> JEAN-YVES NAU. (Lire la suite page 12)

(1) "Les demandes d'expertise psy-chiatrique en vue d'interdiction civile : élément du contrôle social », par M= P. Piolino. Médecine et hygiène (26 septembre 1984), Sur les rapports historiques entre la religion, la méde-cine, la folie, on lira avec le plus grand cine, la folie, on hra avec le plus grand intérêt : De la folie considérée sous le point de vue pathologique, philosophi-que, historique et judicioire, de Louis-Florentin Calmell (1845), réédité par les éditions Jeanne Laffirte, 1073 pages, 2 volumes (relié, 550 F; broché, 420 F).

(2) Le Psychiatre au tribunal - Le Proces de l'expertise psychiatrique en justice pénale, un remarqueble ouvrage du docteur Michel Landry. Ed. Privat.

(3) - Notes pour une réforme de l'article 64 du code pénal», du docteur Régis Goumilloux, dans la revue Prychiatrie française (mai-juin 1983). Lire également le numéro daté janvier-février 1985 de cette revue entièrement consacré à . Psychiatrie et justice ».

(4) Interview de M. Robert Badinter par Pascale Desforges dans Psychiatrie française (numéro daté juin

U'EST-CE que la polyarthrite rhumatoide et pourquoi une maladie aussi fréquente - coviron six cent mille personnes en sont atteintes eo France -, eussi invalidante et aussi mystérieuse fait-elle aussi peu souvent la une - de l'actualité médicale? Une relative indifférence d'autant plus difficilement explicable que les recherches, visant tant à comprendre l'origine de la maladie qu'à mettre au point de nouvelles thérapeutiques, ne cessent de pro-

La polyarthrite rhumatoïde. qui touche trois fois plus souvent a femme que l'homme, se caracterise par une inflammation chronique des articulations, qui se tra-duit par une enflure, un raidissement et des doulaurs articulaires. A plus long terme, la fonction articulaira se détériore et des déformations (en particulier au niveau des mains) peuvent

Une maladie mystérieuse

Cette maladie doit son nom à la résence, dans le sérum d'environ 80 % des patients, d'un anticorps très particulier, le facteur rhumatoïde. D'autres anomalies biologiques - moins caraciéristiques sont fréquemment retrouvées.

Apparue vraisemblablemeot au dix-neuvième siècle, selon le professeur M.-F. Kaho (hôpital Bicbat, Paris), la maladie a eu son acte de baptême avec la thèse du Français Augustin-Jacob Landié-Beauvais. Cependant, la

de Paris, une agglomera-tion de plua da 300 000 habitants, un hôpital

général, seule structure publique

d'hospitalisation pour la popula-

tion la plus dense et la moins favorisée du département du Val-d'Oise; atructure da grand

contraste, cet hôpital est doté de

moyens importants en imagerie médicale Iscanner, angiographie digitaliséel, en radiothérapla lourde, en réanimation, en cardio-

logia (reanimation cardiaque.

coronarographie). en anatomo-

pathologie et en chirurgia spéciali-

see, y compris vasculaire. Mais il ne peut proposer à ses patients

qu'un hébergement réalisé en 1930. Il n'est pas en mesure

d'assurar las accouchemants

dans les conditions minimales de sécurité obstétricale, pédiatrique

Le sarvica de gynéco-obstetrique de l'hôpital d'Argen-

teuil est un outil périmé et dange-reux. Une de ses failles, connue et

dénoncée de longue date, rend compta aujourd'hui de deux morts

d'enfants : la réalisation d'une

césarienne en urgence impliquant

un transfert complexa, et pour partie à l'air libre vers un bloc

400 mètres là l'aide d'un ascen-

seur le plus souvent indisponible

en raison de son âgel : le délai nécessaire n'est pas compatible

avec la sécurité de l'enfant à naî-tre, en cas de souffrance fostale.

l'echec de tous leurs efforts pour faire prévaloir le souci de la sécu-

rité ont décidé les médecins et les sages-femmes à refuser de pren-

dre plus avant la responsabilité des naissances depuis mars der-

mer. Depuis, les parturientes sont transférées pour leur accouche-ment dans les hopitaux voisins.

Ces transferts sont difficiles à

réaliser en raison du nombre de

Cas deux catastrophas et

ératoire éloigne de plus de

polyarthrite rhumatoïde demeure encore très mystérieuse quant à son origine. On sait seulement que ses lésions sont le résultat d'anomalies immunologiques se produisant au niveau de la synoviale rbuconduisent vraisemblablement à la production d'enzymes responsables de l'inflammation et de la destruction des articulations (les clastases, les protéases et la colla-

Il ne s'agit pas à proprement parler d'une maladie héréditaire, mais une prédisposition génétique est parfois retrouvée (une forte proportion de patients sont porteurs de l'antigene HLA DR4), traduisant une certaine suscepti-bilité à la maladie. D'autre part, il semblerait que certaina types d'infections virales (virus d'Epstein Barr, parvovirus) prissent être à l'origine des perturbations immunologiques qui créent la maladie (*le Monde* du 31 mars

En dépit des progrès accomplis, la polyarthrite continue à poser de sidérables problèmes thérapeutiques. Parmi les nombreux médicaments utilisés poor son traitement de fond, on peut retenir les sels d'or, les antipaludéens de synthèse, la D-pénicillamine, le lévamisole et les immunodépresseurs. D'autres médicaments à visée purement symptomatique sont également nécessaires : il s'agit essentiellement d'antalgiques ou d'anti-inflammatoires. Asin de maintenir la mobilité des articulations atteintes, on a, outre

Mourir à la maternité

PIQUET (*)

lits de maternité globalement

insuffisant de la région pari-

sienné : le nombre habituellement

plus grand de naissances au mois de mai, la fermeture pour travaux

d'une partie des lits des mater-

nités voisines pendant le mois d'août ont compliqué les choses.

les raisons sont comprises at

acceptées par les patientes, est

perçu comme un prejudice en rai-

son du départ vers « l'inconnu »

Pour faire face aux urgences

et de l'éloignement qu'ils impli-quent souvent en bantieue.

obstétricales impossibles à trans-

férer, plusieurs solutions de for-

une ont étá envisagées par

l'administration : location d'un hôpital de toile de l'armée, loca-

tion d'un bloc opératoire caisson

de la compagnie UTA; ces deux solutions s'étant avérées trop onéreuses, les saffes de travait ont été installées dans un couloir du service d'ORL, à proximité du

bloc opératoira septique, en

attendant l'installation en cours d'un bloc provisoire en parpaings

la matarnité. L'axiguité at

l'absence de protection de ces locaux exposent mères at enfants à la promiscuité et à très grand risque infectieux.

impose sa fermeture ; l'intérêt du

enfant au sein de l'hôpitel d'Argentouil pourrait être discuté

dans le cadre d'une politique de redéploiement des moyens du

secteur public dans la région pari-

Ceperidant, près de 1-100 enfants sont nés en 1984

(*) Chef du service de

trique de l'hôpital

Le caractère meurtrier de l'outil

ntien d'une structure mère

vécu de ces transferts, dont

ie u' pierre-marie

la kinésithérapie, parfois recours à des traitements locaux tel que la synoviorthèse (c'est-à-dire l'injec-tion dans l'articulation malade d'un produit chimique ou radioactif qui va freiner localemant l'évolution de la maladie). Enfin. dans no certain nombre de cas, on est obligé de recourir à uo traitement chirurgical.

Si efficaces que puissent être ces traitements, aueun ne soigne la cause première - inconnue -

C'est daos on tel contexte qu'intervient la mise au point d'uo nouveau traitement par le profes-seur J. Sany, chef du service d'immuno-rhumatologie à l'hôpital Saint-Eloi de Montpellier.

Depuis longtemps, on sait que les trois quarts des polyarthrites connaisseot une rémission totale pendant la grossesse. Les phéno-mènes immunomodulatoires qui, au cours de cette période, permettent à la mère de tolérer ce « greffon » qu'est le fœtus pourraient expliquer cette action favorable sur la polyarthrite.

Une voie thérapeutique prometteuse

En tout cas, c'est cette consta-tation qui a donné l'idée aux professeurs Jacques Clot et Jacques Sany d'utiliser des immunoglobulines G (IgG), extraites du placeota pour traiter la polyarthrite rhumatoide. A l'origine, ces IgG, fabriquées par l'Institut Mérieux, avaient été expérimentées à Lyon, dans le service du professeur Revillard, dans le traitement du rejet de greffe, en raison de leur hypothétique activité immunodépressive. Mais on s'était très vite aperçu qu'en fait de dépression du système immunitaire, ces IgG, ao contraire, stimulaicot ce dit

Dès 1978, certains patients atteints de polyarthrite rbumatoïde très sévère, résistante à la quasi-totalité des thérapeutiques

ples facteurs de dissussion qu'ella réunit. L'affort technique de

l'équipe médicale responsable a

permis d'y maintenir un taux de

cesariennes inférieur à 8 %. de

programmer plus de la moitié des

accouchements, de faire bénéfi-

cier d'une analgésie péridurale

Le esrvice de gynécologie-obstétrique est l'unité qui recense

le plus grand nombra d'entrées à

l'hôpital. La nombre de ses visi-

teurs en fait la véritable vitrine de

l'établissement : sa rénovation paut être considérée comme un

facteur de plus grande fréquente-

tion des lourds investissements

Quelle confiance accorder à

techniques réalisés par ailleurs.

une structure hospitalière incape-

ble d'assurer les simples accou-

La reconstruction de l'ensern-

ble de l'hôpital est bien sûr envi-

sages dens le cadre d'un plan

directeur : mais les ambitions des

directeur subissent depuis

vingt and les contractions succes-

par l'austérité.

sponsables et la volume du plan

s et douloureuses imposées

En juillet dernier, la Direction

régionale de l'action sanitaire et sociale et le ministre des affaires

sociales, Mme Georgina Dufoix,

se sont engagés auprès de la Commission médicale consulta-

tive et du conseil d'administration

sur deux points : l'inscription en

première priorité régionale du plan

reduit, son financement sur le

budget 1988. Ces promesses

Un nouveau-né émouvent nous

apostrophe cet été sur les murs :

La France a besoin d'enfants ».

Les hôpitaux publics ont besoin

des moyens de les faire naître

seront-elles tenues ?

sans risque.

près de 60 % des parturientes.

classiques, avaient commencé un traitement par ces. IgG placentaires. Après une ioévitable période de talonnement destinée à déterminer la dose efficace (1 500 mg/j pendant sept jours, raison d'une cure par mois), il s'est avéré que ce traitement avait

Les premiers résultats laissaient apparaître qu'une amélioratino - tant elinique que binlogique - était constatée dans environ 60 % des cas; que l'effet thérapeutique auryenait rapidement (à te) poiot que si au bout de trais eures d'une semaine, aucune amélioration o'avait été notée, on pouvait interrompre le traitement); et que, fait essentiel, ces IgG étaient remarquablement tolérées. Sor trente et un patieots traités entre 1978 et 1982, sept avaient réussi à diminuer signifieativement les doses d'antiinflammatoires. Eofin, il est vite apparu que plus la polyarthrite était d'évolution récente, meilleure était l'efficacité du traitement (1).

Restait à confirmer cette efficacité sur une plus large échelle. Un essai therapeutique contrôlé, dans plusicurs pays d'Europe, a été entrepris sur cent trente-deux patients. Les résoltats ne seront publiés que dans un an environ. Mais, selon certaines indications, il semblerait qu'ils rejoignent ceux de la première étuda « ouverte » avec uo pourcentage d'efficacité voisin de 60 %.

D'ores et déjà, on peut consta-ter que ces IgG sont d'autant plus efficaces que les patients sont traités à un stade précoce de leur maladie. Les patients qui répondeot bien aux thérapeutiques classiques (seis d'or, D-pénicillamine par exemple), soot eeux qui répondent le mieux aux lgG pla-ceotaires. Ce traitement est remarquablement bien toléré. Tant le professeur Sany que le professeur M.F. Kahn (Hôpital Bichat, Paris), qui a participe à l'essai multicentrique européen, n'ont jamais eu à interrompre le traitement d'un patient du fait d'intolérance médicamenteuse. · Il s'agit là assurément d'une

vole thérapeutique prometteuse .. nous a dit le professeur

FRANCK NOUCH!.

★ Un fascicule intitule «Informa-tions à l'usage des malades atteints de polyarthrite rhamaloide » peut erre obteau en terivant au Service d'Immuno-Rhumatologie, hôpital Gui de Chauliac, 34059 Montpellier Cedex.

Il existe, pour les patients atteints de dyarthrite rhumstolde, une association polyarthrite rhumstonee, une monocache loi 1901 : l'Association nationale de défense contre l'arthrite rhumstolde, BP 7207, 34083 Montpellier Cedex.

(t) Ces résultats doivent être ubliés prochainement dans le Journal f the American Medical Association. ils on été communiqués lors d'un sym posium international qui a co lieu à Montpellier les 13 et 14 juin.

Etre expert en folie

(Suite de la page 11.)

Certains, comme te docteur Giraud, avancent l'idée d'une expertise contradictoire (choix laissé aox avocats à partir d'une liste de quatre ou cinq experts designés par le juge), expertise réalisée en présence d'un psychiatre désigné par l'avocat, discussion du rapport dans le cabinet du juge d'iostructino. D'autres, enfio, s'interrogent. Le regard du psychiatre, soit, mais pourquoi ne pas aussi faire appel à des représentants d'autres scicoces

Alars, jages-psychiatres ou psychiatres-juges? C'est surtout parce qu'elle repase sur un énorme malentendu que l'expertise psychiatrique pose de tels problemes, presque insolubles. Comment la discipline médicale du psychologique et de l'inconscient pourrait-elle être utilisée à des lins judiciaires?

D'un côté, co effet, on cherche comprendre, sinon à justifier. De l'autre, c'est le règne du librearbitre et de la responsabilité personnelle. C'est soigoer contre réprimer. Seul uo psychiatre amputá de sa fonction thérapeutique (mais est-ce encore un psychiatre?) peut se mettre au service de la justice. - Il est vral que, dans le même temps, il acquiert une autre forme de pouvoir, note un médecin spécialisé, et il faut se demander si, sout compte fait, le travail d'expert ne réclame pas, avant tout, un haut degre de per-

JEAN-YVES NAU.

Les goudrons de la cigarette

Après la publication dans le Monde de la médecine du 3 juillet d'un article du professeur Guy Blaudin de Thé, directeur de recherches au CNRS, consacré aux méfaits du tabac, nous avons reçu une lettre de M. Francis Eyraud, président-directeur général de la SEITA. Le professeur Blaudin de Thé y répond.

l'article intitulé « Paupla sage, peuple sain ». Pourquoi l'avoir titré « Les goudrons de la SEITA » alors que près de la moitié des cigarettes et cigares fumés an Franca sont dea produita d'importation ? De plus une erreur fait écrire à l'auteur que « notre pays, avec la Chine populaire, e le trista privilège d'être en tête pour les taux de goudrons dans les cigarettes ». C'est inexact.

Comme il est facila de le vérifier, près de 50 % du marché sont occupés par des produits d'origine et de standard internationaux. Si yous visiez les produits directement nationaux, vous eussiez pu noter que peu de sociétés ont fait un

bere pour offrir aux consommateurs des produits allégés : les Gauloises filtres et Gitanes filtres, marques de très grande vente, entrent dans la catégories des légères, selon les cri-

Par ailleurs, la cigaretta la plus légère du marché français est une cigarette de la SEITA. C'est la Royala ultra-lägèra qui dálivra moins de 1 mg de goudrons par cigarette et moins de 0,1 mg de nicotine : peu de fabricants sont capables d'offrir un produit appro-

Il m'aurait semblé normal que. selon la tradition, les informations du Monde soient objectives.

FRANCIS EYRAUD.



L est vrai que la SEITA fait no effort pour mettre sur le marebé des produits très légers (Scitanes : 8 mg de goudrons, Royales : 5 mg, Royales ultra-légères : 1 mg). Mais ce que son PDG oublie de dire, c'est que les Gauloises Caporal on: 22,8 mg de goudrons par eigarette, les Gitanes normales 21,7 mg et les Disque bleu 20,9 mg. (Notons que le taux de goudrons indique est toujours juste au-dessous d'uo nombre entier !!!)

Les cigarettes à haut taux de equidrons représentent un risque de mortalité majeur. En effet, plusieurs réunions internationales de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Centre international de rechercho sur le cancer (CIRC) à Lyon ont évalué les dangers de tabagisme par cigarette. Environ 30 % des cas de cancers dans nos pays sont associés au tabagisme per cigarette, ces dernières ioduisent aussi des maladies pulmonaires et cardiovasculaires dont l'impact en santé publique est encore plus impor-tant. L'OMS et le CIRC ont estimé qu'eoviron 2 millions de persoones sont tuées chaque année par le tabac. Ils ont montré qu'il existe une relation directe entre le taux de goudrons dans les cigarettes et le risque de cancer du poumon, cette relation étant moins nette pour les maladies pulmonaires et vasculaires associées au tabagisme. Aussi ces organismes internationaux ont-ils suggéré que les taux de goudrons par cigarette ne soient jamais supérieurs à 15 mg, ce qui est techniquement aisé, à réaliser.

La manufacture des tabocs SEITA, nationalisée depuis fort longtemps, devrait travailler pour le bien commun. Or une partie de ses produits est dangereuse et inacceptable pour la santé publique. Nos députés et sénateurs devraient intervenir ouprès du ministère de la santé pour que les

cigarettes ayant un taox de goudron aupérieur à 15 mg/cigarette soicot retirées de la vente en France. Pourquoi le gouvernement, qui ne permet pas la vente de drogues dures, permat-il la vente de eigareites à haut taux de goudrons? Est-ce pour des raisons financières ?

Afio de répondre à cette question, j'ai téléphoné à la SEITA. Les consommations de eigarettes françaises soot du domaine secret, mais on m'a donne les résultats des ventes des produits français et étrangers pour 1983. La vente de cigarettes sans filtre (c'est-à-dire à haute teneor en goudrons) a représenté en France près de 31 milliards de cigarettes (ces cigarettes devraient être françaises car les eigarettes importees, m'a-t-on dit, ont tnutes des teneurs en goudrons d'au plus 15 mg). Les ventes de cigarettes avec filtre représentaient cette même année près de 59 milliards de cigarettes. Si l'on sait que les cigarettes importées en 1983 nnt représenté 33 milliards de cigarettes, on peut en déduire que la France a vendu autani de eigarettes sans filtre que da eigarettes avec filtre (environ 30 milliards pour chaque catégorie). La SEITA pourrait done faire

un effort de publicité pour les cigarettes de moins de 15 mg de gnudrons at décider, pour le bienfait de notre pays, d'arrêter au plus tôt (avani la fin 1985) la veote des cigarettes les plus dangereuses. Ca serait là un acte de prévention simple et efficace pour uo grand nombre. Je demande à M. Francis Eyrand, PDG de la SEITA, qui semble avnir mis en cause ootre honnéteté dans l'artiele du Monde du 3 juillet, de bien vouloir répondre à cette suggestion, c'est-a-dire à l'arret des ventes des eigarettes les plus daneerenses. On bien faudra-1-il que le Parlement intervience ? L'enjeu en vaudrait la peine.

GUY BLAUDIN DE THÈ.

WRNAL OFFICIEL weblis - Journal officiel BOECOEhu 112 - nditions d'applicaat the ments d'enseigne cootrat de la de (necesse et dépendances

- - remat

track-

... wice lavita-

ion refr**oedis**-

- Signe d'une

:-ce-France. -

netro nier).

tent

DRIX.

L. V. Cematers of

. - . urer les

ma tourné. L'VIII L'hor-

eta de Pemeloi. -

pastir- una ians le

per la automatical call.

igrement de

part of the desaffects.

Meseran a man à la mer

mi King ... - .. Promotent

Bazant to voiles et sons

gm - ! F. . . au petard on

exect the state of the miere partie

inagetts : - 6 Révoquer.

(Carry 117) Tour les flem-

121 1 3 me. - 8. Note.

leggen tate ... deux hemi-

main (main - 9. Pénère

miente de sucre.

Selection de promité same at 4039

LCmair - || Opinm Ail -

Ill Rique !! - | V. Do. Ogam. --V. Omode -- | Namste. On. --Vil BV Er. - III. Légèreté. --

A Cordina - L. Us. Rect. -

mane. - 2. Opiomane.

- En Leure - 6 Eole.

L. G. Etire - 8. Lime.

GUY BROUTY.

·3 Ru 51 Go! - 4. Nuques.

:- 9. Element. Ago.

Litae Ve.

Source ement

SERTICAL Y MENT

1961 Block 10 mant Cassement parmi les Altoresques (département de

cauca ca ... loi du 31 décem-

NBRE.=_

COURS TOURDES ADULTES. - La VINE an propose aux adultes désithe se perfectionner, ou de se des cours d'adultes re-Ment Cer.: disciplines (ensci-And dendral comptabilité Mographie, langues vivantes, Man arts, bijouterie, cordonne-Country Sciences et technialphabetisation, etc.). Ces on sont dispenses le son et on granus Une participation dalaire pour trais de fonction-Tan ast naanmoins demandée is de l'inscription définitive, elle the de 60 a 300 F selon les dis-Mas. 500 F pour les cours d'in-

Augudne et de communication L'ine brochure détaillée est dishealt is Direction des affaires de la Perle, 75003 Paris. id:(11277-4)5-64 el 277-95-64.





Formation specialisée à la profession de PROTHESISTE DENTAIRE

ans d'études ; niveau minimum j~ PRÉPARATION AU DIPLOME D'ÉTAT DE PROTHÉSISTE DENTAIRE

ENSEIGNEMENT PRIVE

FLEC 20, rue de France - Nice - Tél. (93) 88.51.00

Cycle complémentaire de spécialisation ORTHODONTE - CERANIQUE 06000 (Alpes Maritimes)

PROTENNIS

H, Bd Ponistowski - 75012 PARIS Protennis joue avec addain

oudrons

a dans le Monde de la méde ticle du professeur (uv Blanc e recherches au CNRS, r général de la SEITA

3083n. · 90.5 DOCS CO i 📽 🚌 🚌 1044 :: IN BETTAL 4 TAC 1 F 1 e 🔪 _ 1.00

70 SEC. م وسن ال 13.1 S. H. Park. Da finite far un

cigarette

ts du tabar, nous arons regi din de The , repond.

ant consonant = SELLY C. 3 12 32:6 CM Transferred ----- Portal o



MOTS CROISÉS -

٠٠٠٠ در المراجع المراجع

FRANCIS EYRIN

123456789 IX. HORIZONTALEMENT

PROBLÈME Nº 4040

I. Vingt fois sur le métier il remet son ouvrage. — II. Anteur de Indelleranza. La tête de l'emploi. —
III. Il a écrit une lettre à des gens
qui ne pouvaient la lire. — IV. Qui a terminé son temps de service. Invitation à poursuivre. - V. Cerisiers et Noyers. - VL C'est parfois tirer les ficelles en coulisses. Compris dans le service. - VIL Qui a mal tourné. Ancien corps céleste. - VIII. L'hor-ticulteur l'a doublement à l'œil. Unité d'angle. — IX. L'agrément de bled. — X. Peuvent côtoyer des reli-gieuses. — XI. Théâtre désafffecté.

VERTICALEMENT

1. Mouvement commun à la mer et au merian. - 2. Boisson refroidissante. Alternative. - 3. Signe d'une volonté bégayante. - 4. Promoteur de la navigation sans voiles et sans moteur. Propre à réchauffer l'atmosphère. - 5. Faire du pétard ou manquer de souffie. Première partie d'un siège épiscopai. — 6. Révoquer. Re, au cœur de l'He-de-France. — 7. C'est toujours trop pour les flem-mards. Ville de Bohême. — 8. Note. Voyageai dans les deux hémisphères. Copulative. — 9. Pénètre sans effraction dans les milieux les plus fermés. Morceau de sucre.

Solution du problème nº 4039 Horizontalement

Corneille - II. Opium. Ail -III, Risque. Me. - IV. Do. Ogam: -V. Ombelie. – VI. Nausée. On. – VII. BN. Est. – VIII. Légèreté. – IX. Ourdira. – X. Us. Réer. – XI. Ante. Névé:

Verticalement 1. Cordon-blen. - 2. Opiomane. Sa. - 3. Ris. Bu. Go l - 4. Nuques. Eure. - 5. Emu. Leurre. - 6. Bole. Eden. - 7. La. Gé. Etire. - 8. Lima.

Oser. - 9. Elément. Age. ---GUY BROUTY.

Journal Officiel-

Sont publies au Journal officiel du mardi 27 août :

DES DÉCRETS

.

 $(x,y)\in \Delta(X)$

فيتنس والمساور

11.5

.

20.02

 $\chi \sim 2^{2}$

. .

4.11

1. 1.21

Fixant les conditions d'application aux établissements d'enseigne ment privés sous contrat de la Nouvelle-Calédonie et dépendances des dispositions de décrets pris pour l'epplication de la loi de 31 décembre 1959 modifiée.

• Portant classement parmi les sites pittoresques (département de

EN BREF-

COURS

L'ECOLE DES ADULTES. - La Ville de Paris propose aux adultes désireux de se perfectionner, ou de se former, des cours d'adultes regroupant cent disciplines (ensai-gnement général, comptabilité, dactylographie, langues vivantes, beaux arts, bijouterie, cordonne rie, couture, sciences et techniques, alphabétisation, etc.). Ces cours sont dispensés la soir et sont gratuits. Une participation forfaitaire pour frais de fonctionnement est néanmoins demandée lors de l'inscription définitive, elle varie de 60 à 300 F selon les disciplines, 500 F pour les cours d'informatique at de communication technique.

* Une brochure détaillée est dis-posible à la Direction des affaires acolaires, cours municipal d'adultes, 2, rue de la Pezle, 75003 Paris. Tel.:(1) 277-05-64 et 277-05-64. du centre commercial Continent

- Un metier : Comm. int.

- Un diplôme: Le B.T.S.

- Une école: I.S.E.A.

MÉTÉOROLOGIE -



Evolution probable do tempo en France detre merdi 27 soft à 9 h et mercredi 28 soft à 24 h. de traverser notre pays samedi. A l'arrière, les hautes valeurs se reforme-Situation générale. - Des conditions enticycloniques se généralisent France. Les perturbations circ des latitudes élevées.

Prévisions:

Muscredi matin, un temps frais, et pariois brumeux, prédominers sur tout le pays. Le vent faible et le ciel souvent clair favoriseront la baisse necturne des températures qui dépasseront difficilement 8 à 18 degrés dans l'intérieur; le temps sera plus doux sur les côtes, en particulier près de la Méditarranée; quelques gelées blanches sont encore possibles localement sur les régions du centre.

An cours de la journée, le temps enso-leillé prédominers, ce qui permettre au température de s'élover rapidement. Elles atteindront l'après-midi 20 à 26 degrés sur la moitié nord, 24 à 30 degrés plus an sud.

Seus d'évolution pour la fin de seusain Les hantes pressions, établics depuis le début de semaine, s'affaiblirent à par-tir de jeudi et laisseront pénétrer ven-dredi un front froid atlantique précédé d'une évolution orageuse. Ce front finira

rantoro, pa nauce valuus se reiorno-ront, rejetant proviscirement le conzant perturbé vers les fles britamiques mais un nouveau front froid atlantique abor-dera la Brotagne dimancho soir. Jees 29 : Après la dissipation rapide des brumes et des broeillards matinaux, le temps sera bien ensolollé sur l'ensem-

hausse, les maximums atteindront 22 à 25 degrés au nord et 30 degrés au sud. Des mages pré-oragent so développo-ront près de l'Atlantique en soirée. Vendredi 30 : Le temps devier

très nuagoux, dens la matinée près de l'Atlantique et en soirée jusqu'au Nord-Est, su Massif Central et à l'Aquitaine avec des orages isolés. L'après-midi, nuagea et éclaircies alterneront en Broagne. Ailleurs, le bean temps chaud et Samedi 31: Les nuages, simés le matin des Pyrénées au Nord-Est, traver-seront le moitié and-est du pays. Après leur passage, les conditions anticycloni-ques se rétabliront et le soleil beillera sur l'ensemble du pays. Le mistral s'éta-lière seronée.

blira en soirée. Dimenche 1º septembre : Le temps sera chaud et ensoleillé. Toutefois des Températures (le premier chiffre

PRÉVISIONS POUR LE 28.8.85 DÉBUT DE MATINÉE

Températures (le premier chiffre indique le maximum earegistré dans la journée du 25 août, le second, le minimum de la muit du 25 au 26 août): Ajaccie, 24 et 13 degrés; Biarritz, 19 et 10; Bordeaux, 21 et 7; Brésat, 18 et 12; Brest, 18 et 11; Caunes, 27 et 13; Cherbourg, 16 et 8; Clermont-Ferrand, 19 et 7; Dijon, 19 et 8; Dinard, 18 et 9; Embrun, 18 et 4; Grenoble-St-M-H., 17 et 9; Grenoble-St-Geeira, 17 et 9; La Rochelle, 20 et 9; Lille, 20 et 7; Limoges, 18 et 8; Lorient, 18 et 8; Lyon, 18 et 9; Marseille-Marignane, 22 et 15; Menton, 29 et 16; Nancy, 18 et 6; Nance, 20 et 8; Nice-Côte d'Azar, 30 et 17; Nice-Ville, 30 et (n.e.); et 17; Nico-Ville, 30 et (n.c.); aris-Montsouris, 20 et 7; Paris-Orly, 21 et 10; Pau, 20 et 8; Perpignan, 21 et 15; Rennes, 19 et 8; Ronen, 17 et 7; Saint-Erienne, 17 et 6; Strasbourg, 19 et 9; Toulouse, 22 et 8; Tours, 19 et 7.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 18; Genève, 17 et 9; Lis-bonne, 28 et 14; Londres, 19 et 9; Madrid, 26 et 10; Rome, 29 et 11; Stockholm, 19 et 10.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

JEUDI 29 AOUT « Curiosités et souterrains de la montagne Sainte-Geneviève», 15 heures, mêtro Cardinal-Lemoine (M.C. Las-

«Rodin dans son lotel particulier et son jardin », 15 heures, 77, rae de Varennes (M. Hager) Musée Henner : la chaste Suzanne,

sommet de la période romaine », 14 h 50, 43, avenue de Villiers. · Mystérieuse civilisation de l'islam. Les secrets de la Mosquée de Paris, le souk; le café maure », 15 houres, place du Puits-de-l'Ermite (L Hauller).

«Les ateliers des Gobelins », 14 h 30, « Les fouilles du Louvre », 15 heures, uichets Louvre côté Rivoli.

• Château de Vaux-le-Vicomte », tel. : (1) 274-22-22. • Le square parisien site, organisation patiale et mobilier », 15 heures, bouloard Jules-Ferry.

L'Eglise Saint-Eustache, le forum des Halles - 15 houres, devant église côté rue du Jour. «M. de Balzac chez lui à Passy», 15 houres, 47, rue Raynouard.

« Versailles, quartier Notre-Dame », 4 h 30, 7, rue des Réservoirs. «Les Catacombes et l'exposition Nadar», 15 h 15, devant entrée place Deafert-Rochereau (M. Raguencau).

« De la Dame aux Camèlias à François Truffaut », 14 h 30, cimetière de Montmartre, avenue Rachel. «Cours at jardins du vieux Belle-

ville », 15 haures, mêtro Place-des-Fêtes, sortie Crimée. "Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.

"Hôtels et jardins du Marais", 15 h 30, grille Carnavalet, rue des France-Bourgeois (C. A. Messer). "Le Père-Lachaise du XX* niècle », 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise.

« Cent tombeaux d'étrangers dont le talent a contribué au renom de la France», 14 h 45, 10, avenue Père-Lachaise (V. de Langlade).

CONFÉRENCES

Hôtel Trianon, 1 his, rue de Vaugi-rard, de 10 heures à 19 heures, « les maisons développement du symbole de la croix », inscriptions (1) 872-55-50.

INFORMATIONS « SERVICES » CARNET DU Monde

out la joie d'amoncer la naisse leur petit-frère,

le l= août 1985. Daniel et Lynda Altmann.

- Aleis DAUVERGNE

50, me Santos-Dumont, 75015 Paris.

Catherine et Offvier LOUIS

Ariano-Catherine

Je 30 juillet 1985.

22, me de Commandant-Chercot, 33000 Bordonux.

M™ Andrée Bourguet,

pasteur Jean BOURGUET,

- Hellé et Branco Kopolevici-

Les familles Ianco, Sisman, Carnid et

L'inhumation aura lieu le mercredi 28 août à 9 heures, au vimetière de Bagneux parisien.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Ma Paul Jean Kitons, née Denise Orsini, son épouse, M. et M Jean Charles Kitous

M. et M# Scraobi. et leurs enfants.

Mar Vicane, née Marie-José Kitoux et ses enfants, ses enfants et petits-enfants, Toute la famille et acs amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Paul Jean KITOUS, chevalier de la Légion d'homeur, officier de l'ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques, officier du Mérite maritime,

urvenu le 27 juillet 1985, dans st

Les obsèques religieuses ont été célé-brées le mercredi 31 juillet 1985 en l'église Notre-Dame de Versailles et sui-vies de l'inhumation an cimetière Notre-Dame, dans le caveau de famille.

- M= Mahin Malek-Mansour et sa famille en Iran, Suisse, France et Etats-Unis, ont le grande douleur de Isire part du décès de leur cher frère, oncie et parent, le

prince Key Karous MALEK-MANSOUR, fils de Chos Saltaneh Kadjar.

L'ensevelissement aura lieu dans

20, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 Paris.

Cet avis tient lieu de lettre de faire

Le professenr Gaston Stéfani,
 M™ Denise Roux,
 M. et M™ Jack Petersen,
 Sophie et Dominique Bouchet et leurs enfants,
 M. François-Michel Petersen,
 M. et M™ Charles Guillemet

out la douleur de faire part du décès

Bruso PETERSEN

survenu le 23 août 1985 à l'âge de vingt-

La cérémonie religiouse sera célébrée le mercredi 28 août à 16 heures en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy,

10, rue de l'Annonciation, Paris-16,

l'inhumation aura lieu au cimetière

ont la tristesse de faire part du décès de

ME André RIBARDIÈRE.

survenn le 25 août 1985 à Paris-14,

le jeudi 29 noût à 14 heures en l'église Seinte-Clotilde, 23 bis, rue Las Cases,

L'inhumation eura lieu dans le caveau de famille au cimetière du Père-

métropolite de l'Eglise orthodoxe grec-

doctor Athannae STERIANOS

Ses obsèques seront célébrées en la

athédrale Saint-Etinane, 7, rue

Georges-Bizet, Paris-16, la jeudi 29 août à 10 h 30.

M™ Georges Klein,
 M. et M™ Jean-Pierre Ulmann

dans sa quatre-vingt-troisième année

Paris-7, où l'on se réunira.

Chemin des Pâtis, 35530 Noyal-sur-Vilaine.

- Mgr Meletios,

que en France, annonce le décès du

t lems enfants, M. et Ma Michel Borney

8, rue des Réservoirs, 78000 Versailles.

Domicile de la famille

, ••• LE MONDE - Mercredi 28 août 1985 - Page 13

ont le bonheur de faire part de la mais

-M. et M" Pade RUMIGNANIL

. Marie.

Paris le 3 août 1985.

ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès du

survenn le 18 soft 1985 à Dieulefit.

Rambert, ses sœur et frère, ses belles-sœn beaux-frères, ses nièces et neveux,

ont la douleur de faire part du décès de

M= Isidore FAINBERG, - M. et M= Gilles Ribardière, Astrid, Istvan, Judith,

et lours enfants, M. et Ma Bernard Kitous

Les syndicats de policiers s'inquiètent de l'aggravation des attaques contre les transports de fonds

tent unanimement après la mort, lundi 26 août, d'un gardien de la paix, M. Alain Claverie, trente-cinq ans, tué par des malfaiteurs lors de l'attaque du siège de la société de transport de fonds Protocyal à Saint-Laurent-du-Var (Alpes-Maritimes). Ils exigent que les pouvoirs publics premient des mesures particulières devant l'aggravation de cette forme

de banditisme. Le « coup » avait été montée comme une opération de commando. Après avoir attaqué un convoyeur à l'extérieur du siège de la société, les malfaiteurs - une dizaine - l'ont contraint à leur ouvrir la voie sons la menace. Mais ils n'ont pu déjouer un système d'alarme qui s'est décléüché au commissariat de Cagnes sur-Mer.

Les syndicats de policiers protes- Une seule voiture de police avec deux gardiens de la paix est aussitôt arrivée. Sous la menace, un employé de Protecval a expliqué aux policiers que l'alarme s'était accidentelle-ment déclenchée. Les malfaiteurs, eux, se sont scindés en deux groupes : l'un à l'extérieur, l'autre à l'intérieur tenant le personnel en otage et le contraignant à remplir de valeurs un fourgon. Pendant ce temps, les deux policiers qui avaient fait le tour de l'établissement sont revenus. Les gangaters out alors ouvert le feu et jeté deux grenades sur les policiers. Le convoyeur, qui se trouvait au volant du fourgon, a réussi à prendre la fuite et à se réfugier auprès de la police municipale. Les malfaiteurs ont alors renoncé à leur butin et out disperu.

Nouveiles brèves

· Mise en liberté d'un vigile meurtrier. - M. Patrice Communal, le vigile qui avait tué d'un coup de couteau un jeune homme de vingt ans, Patrick Fandard, sur le perking

d'Ormesson-sur-Marue (le Monde du 27 août), a été inculpé de coups et blessures voloctaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner et remls en liherté. M. Patrice Communal a reconnu que le couteau lui appartenait après avoir affirmé qu'il était celui de la victime. Le juge d'instruction a considéré que le vigile avait agi en état de légitime défense.

• M. Michel Naudeau est remis en liberté. – M. Michel Naudeau, dit Michel de Vence, qui avait été arrêté et écroué, le 23 août, à la suite d'une condamnation, par défant, prononcée par la trente et unième chambre correctionnelle de Paris (le Monde daté 25-26 août) a en attendant que soit jugée sur le fond, le 23 septembre prochain, cette affaire de publicité menson-gère. été remis en liberté, lundi 26 août,

FAITS DIVERS ENVIRONNEMENT

La peur de Malpasset [De notre correspondant régional.)

Le barrage de Saint-Cassien, situé su pied du massif du Tanneron, dans le Var, à la limite du département des Alpes-Maritimes présente des risques « sérieux » de rupture, car il a été construit sur une faille géologique. Telle est l'information alarmiste donnée récemment à la population de Théoule-sur-Mer; près de Cannes, par un responsa-ble local de la protection civile.

D'où un début de panique parmi les habitants de cette commune, dont le maire (red. soc.) et conseiller générel. M. André-Charles Blanc, décidait aussitôt de créer un corps de volontaires prêt à parer à toute éventualité. Seint-Cassion, il est vrai, ne se trouve qu'à une quinzaina de kilomètres à vol d'oiseau de l'ancien barrage de Malpesset, qui, en se rompant dans la nuit du 2 décembre 1959, fit quatre cent quarante-

Un démenti sur le risque de rupture du barrage de Saint-Cassien e été opposée aussitôt per EDF et les pouvoirs publics. Le secrétaire d'Etat à la prévention das risques majeurs. M. Haroun Tazieff, est monté lui-même au créneau pour qualifier l'information de « stupide ».

D'une capacité de 65 millions de mètres cubes, le barrage de Saint-Cassien, mis en service en 1966, figure en fait sur une fiste d'une sobsantaine de une rages en France qui; en raison deleurs caractéristiques et de leur localisation, sont soumis à la procédure du plan ORSEC. Un document administratif hâtivement rédigé à partir de données géologiques mal interprétées, a fait le reste...

GUY PORTE.

FUITE DE CHLORE DANS UNE USINE DU MORBIHAN

Une fuite de chlore s'est produite

Une cinquantaine de pompiers de Vannet, Lorient et Auray, alertés' quelques minutes après le début de la fuite, arrivés sur les lieux, ont tenté dans la matinée de colmater la fissure d'une citerne d'où se déga-

· Une fuite dans une usine d'Union Carbide. - La série noire se oursuit pour la société américaine Union Carbide. Une fuite d'acide chlorhydrique s'est en effet pro-duite, le hundi 26 août, dans la soirée, dans une usine de la firme, à South Charleston (Virginie occidentale), alors que plusieurs milliers de personnes assistaient non loin de là à un concert, ont indiqué les autorités locales. La fuite a cependant pu être rapidement maîtrisée. - (AFP.) ..

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

le mardi 27 août peu avant 9 heures à l'usine de traitement des caux de

geait un brouillard de chlore.

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

Pluneret (Morbihan).

Mª Françoise Ulmann-Daumas, Rémi Ulmann, Yves Ulmann, Michel-Antoine Danmas Eticame Daumas et Agnès Amsolom Jacques Barcet, M. et M= Léon-José Klein

t leurs enfants, M. et M= Roger Weill et leurs enfants. Mª Fanny Ruzic, ont le chagrin de faire part du décès de

M Charles ULMANN, née Devise Klein. Les obsèques out été offerées dans intimité le 26 soût 1985.

11. rue Margueritte. 10, rue du Général-Camou, 75007 Paris.

Anniversaires - Il ya dix ans disperaissait le

professour Maurice LAMY. Une pensée est demandée à ceux qui l'out connu, ses parents, ses élèves, ses

 Un métier: Act. commerc. - Un diplôme: Le B.T.S.



des études : 100 %

des études : 100 %

Financement



'ACADÉMIE française vient d'avoir cette année trois cent cinquante ans. Pour donner un éclat supplémentaire à cet événement considérable, j'ai décidé d'en être. Voici mon plan, car je venx que tout soit elair. A partir d'aujourd'hui, je ferai quatre visites par an. Avec les morts inévitables, je pense qu'en dix-huit ans j'aurai fait le tour dn propriétaire. Souhaitez-moi bonne chance, car j'aurais l'air de quoi s'il m'arrivait malheur lors de ma trente-deuxième visite : d'une cruche! Ma décision prise, je me suis demandé ce qui pourrait faire le plus plaisir à l'académicien visité. J'ai écarté les bonbons, et voici pourquoi.

Au mois d'avril, alors que je peinais sur mon service de presse dans un obscur cagibi, une rumeur joyeuse troubla mes - en tout particulier hommage ., pour les dames, qui alternaient avec les . bien cordialement ., pour les messieurs. Le professeur Hamburger venait d'être élu à l'Académie et, suivant la coutume, il recevait chez son éditeur ses nouveaux compagnons. Par la lucarne de mon cagibi je contemplai, émerveillé, une vingtaine d'élégaotes libellules étroitement serrées dans un corset bleu qui affinait au-delà du possible leur taille déjà si mince. Leur façon de se déplacer rapidement d'un point à l'autre de cette pièce - saile d'attente pour les écrivains en sursis, et qui, pour les circonstances, avait été transformée en somptueux buffet assailli par toutes les mouebes du journalisme littéraire et par toutes les funrmis ouvrières de la maison, - sans avoir l'air de bouger, tensit pour moi du prodige.

Je n'avais jamais imaginé jusqu'ici à quel point Michel Droit et Michel Déon, et même les trois Maurice, Druon, Rheims et Schumann, pouvaient avoir l'air si fragile. Quant à Jean Bernard, il me tuait, je tremblais pour lui, j'allais crier, quand je voyais les lourds valets loués passer sans ménagement avec leurs plateaux gorgés de canapés et de rafraîchissements, une coupe est si vite renversée! Si j'avais osé, je serais sorti de mon gbetto, si ma corpulence et mes fringues n'avaient pas tant juré, je le savais. avec l'ensemble du tableau, j'aurais mis tous mes beaux insectes à l'abri dans les vitrines vivement éclairées où l'on

exposait les derniers livres de la maison.

De ce que j'avais entraperçu cette après-midi-la, j'avais conclu que ces messieurs du quai Conti, les messieurs du moins, suivaient tous un régime draconien pour se conserver le plus longtemps possible. Ce n'était pas pour rien qu'il s'entouraient de médecins, et comme je pestais alors contre mes parents de ne pas m'avoir force dans ma jeunesse à me bisser au moins jusqu'au clinicat! Aurais-je été attache-consultant des hôpitaux, mou élection était dans le sae. Je vovais la scène comme si j'y étais. Je rendais visite à P... qui était saisi subitement d'une terrible crise d'asthme. Par

miraele, j'avais ma trousse et j'inoculais à ce grand électeur une dose de Forzaxa 5000 de ma composition qui arretait la suffocation. P sauvé, disait à la ronde que j'avais du génie dans les doigts, la main verte, et j'étais élu à l'unanimité moins les voix de mes confrères en médeeine et celle de Marguerite Yuurcenar, qui n'aimait pas mon genre.

Donc, il n'aurait pas été babile de ma part de bourrer de dragées et de ebocolats pralinés la bouche de mes futurs confrères si je voulais ubtenir leur voix. A la réflexion, ce qui fait le plus plaisir à un écrivain, et quand on est un académicien on n'en est pas moins écrivain, e'est qu'on lui parle avec intelligence, sympathie et doigté de ses livres. Sans bassesse bien sûr, mais sans fausse pudeur dans le compliment. Cette année, je commeucerai mes visites par le D, et cela tout simplement parce que deux grands D viennent de frapper à ma porte : Michel Déon et Jean Dutourd

LE QUATUOR EN QUAI CONTI

UE Miehel Déon public dans les jours qui viennent à La Table ronde le tome II de ses souvenirs, la suite des Arches de Noé, Bagages pour Vancouver, et que Jean Dutnurd engrange ehez Flam-marion la moisson 1984 des articles que lui a inspirés l'actuel pouvoir, sous le titre sans ambiguité particulière de La gauche la plus bète du monde, tombe à la fois bien et mal. Cette concomitance m'a dicté mon choix dans le maquis de l'alphabet.

Tous les académiciens sont des écrivains, e'est vrai, et je vous l'ai déjà dit, mais il y en a qui le sont plus que d'autres. Ou, si la phrase vous semble déplaisante, qui n'ont pratiquement jumais été autre chose que cela, qui doivent tout, en somme, à la littérature. Et leurs noms d'abord. Jean d'Ormesson, il aurait été gara-

giste, on aurait tout de même dit : « Jean d'Ormesson? Ah oul, c'est un d'Ormesson! » D'ailleurs, Jean d'Ormesson n'a jamais été garagiste, à la différence de M. René Monory. Il était à l'UNESCO. Il y est toujours d'ailleurs. Il s'occupe de Diogène. - Qui peut lire ces revues...? », s'interroge Jean Dutourd dans le livre que nous avons cité (cf. Ces fromages de maintenant ne valent pas ceux d'aurefois, p. 20-22). Jean Dutourd n'est pas tendre avec cet organisme et voudrait envoyer Jean d'O eu Afrique. « Il est facheux qu'Amin Dada ne règne plus en Ouganda. Il aurait été enchanté

Oui, Michel Déon et Jean Dutourd sont des écrivains. Ils le sont presque trop à mon goût. Commencer par eux, e'est manger mon pain blane avant de l'avoir gagné. Et puis, il me faut trouver deux autres D avant la fin de l'année. Et des D qui parlent, des D qui aient écrit un petit quelque chose ces derniers temps. Je n'ai pas cu besoin d'interroger le concierge de l'Académie, les D suivants me sont venus tout seuls, comme des renvois : Droit et Druon.

Droit, ça tombe bien, je sais où il se trouve: dans la pile qui jouxte la desserte de ma salle à manger. Une campagne, quelque chose de glorieux ou de triste, qui se passe en Algérie, en Indochine ou en Allemagne. Je vois la façou dont j'accommoderais Droit pour m'en faire une voix : « Un gaulliste comme vous, ça doit lui fendre le cœur de voir le Figaro dans les mains de qui vous savez. Le Littéraire, quand vous l'animiez, avait une autre allure. De Malraux à Revel (qui s'occupait de philosophie), quelle liberté d'esprit! De vous avoir comme adver-saire aurait été ma fiertél Maintenant, Pauwels... Vous êtes un des élèments essentiels du paysage littéraire de notre pays. Vous faites partie de cette droite franche et toujours debout qui sait encore appeler un chat un chat. Nous ne sammes plus très nombreux, hélas! à parler de la sorte. Dans vos livres, et dans le dernier avec plus de force que de coutume, je retrouve l'éternel feu de camp, et le chat qui s'appelle plus que jamais un chat, parce qu'il le faut, parce que les choses sont ainsi. Bravo, conti-

l'allais enchaluer sur Druon, le seul des ministres de la culture de la Ve à avoir laissé une trace verbale de son passage en se moquant de ces « artistes » - qui

Méthode

sûre

mais lente

pour devenir

académicien

d'une main tendent lo seblle et de l'outre brandissent un cocktoil Molotov >, lorsqu'un doute brutal m'assaillit : Daninos était-il de l'Académie? Il avait tont pour l'être : l'âge, œuvre, le talent, renommée, ce qu'elle avait de spécifique, et ses chroniques du Figaro. Mais l'était-il pour autant? S'il ne l'était pas, e'est qu'il s'était dérobé. Mais s'il l'était, ce qui était plus que probable, j'aurais été impardounable de ne pas le eompter parmi mes D.

Je consultais le tume I du Dietionnaire des littératures de langue française de Cuuty-Rey de Beaumarehais (Bordas) dont je m'étais muqué

naguère dans un quotidien du matin avec beaucoup d'injustice et qui se révélait à l'usage indis-pensable des qu'on n'avait pas vraiment besoin

Ouf! Il y avait bieu Daninos (1913), comme il y avait Druun (1918), Déou (1919) et Dutnurd (1920). Droit seul manquait, sans doute était-il mort au champ d'bonneur! Un jeune homme, ce Dutourd, avec ses quarantetrois livres, sans compter ses « œuvres romanesques » et ses trois traductiuns! Et Daninos avait la chance d'être accommodé par Jérôme Garcin, e'est-à-dire avec douceur et bieuveillance. J'en avais moins. Quoique le Dictionnaire des littè-ratures fût achevé d'imprimer en mai 1984 à Nancy, la notule de Jérôme Garciu sur Pierre Daninos s'arrêtait en 1979, sur la Composition d'histoire, où « le père du major Thompson s'en prend à l'enseignement de l'histoire sur la planète . Sans doute J. G., en bon élève, avait rendu sa copie à l'beure, e'est-à-dire bien avant tout le munde. En 1979, Daninos u'était pas de l'Académie. Il nous faudra consulter la documentation du Monde.

« BAGAGES POUR VANCOUVER »

'EST au dernier mot (le sixième) de la dernière ligne (la cent cinquante et unième) de la dernière page (page 223) de la dernière partie (la VI°) qu'apparaît pour la première et dernière fois du livre le beau mot tendre, d'une douceur verdatre, de « Vancouver ». Voici la phrase : « Le moment est venu de faire ses bagoges pour Vancouver. . Déon vient de ranger sa table - au savant desordre, replacer les livres sur les étagères, caresser du regard ou de lo main ses belles éditions ». 1] tourne - comme une toupie déséquilibrée dans la maison et le jordin ». Il consulte des revues, des brochures sur la Colombie britannique, bref il ne tient plus en place, il vu nous quitter. Comme nous. Patience!

THÉATRE

UN ENTRETIEN AVEC GABRIEL GARAN

Le français sans frontières

Les langues régionales vont avoir droit à leurs diplômes. L'anglais est l'espéranto des hommes d'affaires et des chansons. « OK » se dit et se com-prend dans tontes les parties du monde. La franco-phonie se défend comme elle peut, ainsi par le théâ-ire. Le ministère de la culture a confié à Gabriel

Garan la mise en route d'un Théâtre international de langue française, qui va présenter au Festival de Liège en octobre, pais an Théâtre national de Chail-lot, Je sonssigné cardinque, de l'Africain Sony Labor

Gabriel Garan a fondé et dirigé pendant vingt ans le Théatre de la commune d'Aubervilliers. « Ni enfant de la balle, ni universitaire, dit-il, j'ai abordé le théâtre par les mouvements de jeunesse du troisième arrondissement, par les cinéclubs aussi, par le militantisme culturel, et à l'école du Vieux-Colombier, par Tania Balaehova. >

Ensuite, Gabriel Garan fonde sa compagnie, monte trois spectacles et comme tout le monde fait faillite. Il s'installe à Aubervilliers, dont le maire, Jack Ralite, est homme de culture et aime le théâtre. Gabriel Garan met en scène des classiques, et Max Frisch, Arthur Miller, Peter Weiss, O'Neill, Michel Garneau, Philippe Adrien... Il coproduit Patrice Chereau, Ariane Mnouchkine, Jean-Claude Fall ... Il accueille le Berliner Ensemble, les Bread and Puppet, le Magie

Le jeu croisé des rapprochements

Mais vingt ans, c'est long, et à force de chercher, on s'épuise. « Ma vision, dit Gabriel Garan, est celle d'un éditeur, avec des résultats publics fluctuants. Je me pose alors la question : à partir de quand le risque devient-il illégitime? J'étais obligé de constater que l'image «Théâtre de la Commune» s'était usée. Et puis j'éprouvais le besoin de

Gabriel Garan laisse sa place à Alfredo Rodriguez Arias. Il se lance non pas dans lo défense, mais dans l'illustration de lo langue française partout où elle s'écrit et se

A la fin du siècle, dit Gabriel Garan, sur deux personnes parlant quotidiennement notre langue, l'ane sera métropolitaine et l'autre non, Aux côtés des expressions améri-

COMMUNICATION

Carcans-Maubuisson (Gironde).

- Cumment ce petit village de

vacances niché au creux des dunes

est-il devenu un rendez-vous natio-nal de la communication? Au fil

des années, M. Marcel Desvergne, le

bouillant directeur du centre régio-ual d'éducation permanente et d'action culturelle (CREPAC)

d'Aquitaine, a transformé une petite

manifestation regionale de la Ligue

de l'enseignement en une sorte de pré-remrée de l'audiovisuel français.

Premier secteur sur la sellette de cette université d'été, le cinéma. A

tout seigneur tout honneur. Le film, produit roi de la communication

audiovisuelle, a donc les faveurs des

programmeurs et celles des investis-

seurs. Pourtant, les professionnels

du cinema et les responsables du Centre national de la cinématogra-

phie (CNC), réunis à Carcans, n'ont guère la mine riante. Les eli-

gnotants du secteur sont au rouge.

Depuis deux ans, la fréquentation des salles enregistre une baisse sensi-ble, et une récente étude du Bureau

caines, caraïbes ou antillaises, de ce qui persiste autour du bassin médi-terranéen, va se révêler l'importance d'une littérature française d'Afrique Noire. Jean-Marie Serreau l'a souvent prouvé, Peter Brook l'a compris, je m'inscris dans cette ligne. D'autre part, je suis persuadé que le théstre à venir passera par de nou-

En radicalisant l'option linguis-tique, par delà les latitudes et les ethnies. En mettant l'accent sur l'internationalisme d'un langage, je ne veux rien prouver. Je voudra sculement rompre avec des habi-tudes frileuses. Le jeu croisé des rapprochements, des collaborations, des confrontations permettra de mieux faire connaître des auteurs, des équipes, des poètes.

» A cet égard, nous ne somme vraiment pas curieux. Moi pas plus que les autres. Je m'en suis rendu compte il y a dix ans. J'avais été appelé à l'Ecole nationale du théâtre de Montréal, et j'ai reçu de plein fouet l'exubérante vitalité de la littérature québécoise, qui a son propre parier, et garde ses racines françaises an milien de l'océan anglo-

 De même, à Louvain-la-Neuve, j'ai constaté que je ne connaissais rien du réseau théâtral de la Belgique. Et en novembre dernier, à Brazzaville, j'ai été stopéfait d'apprendre qu'une quinzaine de compagnies faisaient du théâtre en

» Je me souviens, à Mindouli une petite cité à l'intérieur des terres, et qui n'est même pas électrifiée, il y avait mille deux cents personnes, des Noirs, pour une salle de trois cents places. Ceux qui avaient pu entrer suivaient, fascinés, la représentation de la Peau cassée, de Sony Labou Tansi, tandis que les autres tambourinaient à la porte et que les chauves-souris virevoltaient " C'est là un enjeu passionnam. C'est celui du Théâtre international de langue française, qui don être mobile, voyager, se poser en des lieux divers. Et surtout abolir la séparation entre « français » et « francophones ». C'est dejà le cas avec la communauté française de Belgique, ça le sera avec celle du Canada, da Québec, après la visite de Robert Abirached, directeur du théâtre au ministère de la culture, qui a inscrit au budget 1985 une subvention d'embravage de 2 mil-

- Le Théâtre international de langue française a commencé son

- Ao Salon du livre, autour de la thématique « Ecrire les langues françaises » ;

- Au Ceutre Geurges-Pompiduu, avec une reneontre Michel Garneau-Armand Gatti, et des lectures, dont deux seront por-tées sur scène à Montréal.

- - A Chaillot avec Je soussignê cardiaque, et deux leetures de pièces de Tchicaya U Tamsi et Anta

- De plus, l'Homme en gris, de Marie Laberge, pourrait ête pré-senté en février chez René Gonzalez, à la Maison de la culture de Bobigny. Enfin, en janvier, nous collaborerons avec le Centre culture! suisse, pour une présentation helvétiques, et, en mai, d'anteurs nous reviendrons an Centre Georges-Pompidou. .

Propos recueillis par COLETTE GODARD,

REPRÉSENTATION EXCEP-TIONNELLE DE « NAPOLEON .. -Une représentation exceptionnelle de Napotéon, avec Serge Lama, aura lier le 18 septembre au théfitre Marigny. Organisée par l'Association des myopu-thes de France [AMF], elle sera donnée ou profit de la recherche sur les mala-dies musculaires. (Rene . AME dies musculaires. (Rens. : AMF, 138, avenue Félix-Faure, 75015 Paris).

télévisions privées aient les mêmes

ubligations que les chaînes publi-ques pour la programmation ciné-matographique. Il s'intéresse main-tenant à la vidéo. Une association de

lutte contre la piraterie devrait voir le jour dans les semaines qui vien-

COMMUNICATION

Le paradis à l'oml

and the second

grande de conèmie.

7² (4.4)

79 - 275 275 C

100-10

o ransfer

TO THE OFFI

∽o o Lido

es mythes

- re 3:964

- the section

e gratin TOTAL STREET

· ___ e d'aborée per

. Le contré

. r ast 300500

. .. 'e les com-

-- - ... cars la citi

· - .s re au pour

ers que notre

Las reproches

a content God

... a de me pas fevo-

--- Giovani s

--- 13 42" Mostra

de anse majoura.

feet to an another feet for

_a en a la centa Norta ≯ est

were to the mean mean mean

land - Intance considéra-

regierer .. et moins de vings-

artiff to a plution des gouts

riement at the de l'industrie.

Here! I amuse a fond her

Spielbert ou Mar

My Prings intenduses on sugara

ter i retition proprement

as 411. - 1 tart rage pour obte-

REPLACE TO PROPERTY FROM ACCOUNT rer y gardé la première

month to a send, de Ridley Scott,

gers : 33/5 qui le voolsient

Mar 4 'se' at d'Edembourg. En

marte V. real a programme,

zers . : strait, Agnes of God,

tet in finda (le Monde du

kes .. Luigi Rondi est moins

heres e infuseme aux response-

" sera pes montré sur

(provi 142 ** . 13

e interna de son

:- 12 TS. COS

LES FUTURES TÉLÉ

Le CNCA just pour le contrôle

Li fine. Autorité de la commuaction in convisuelle s'est inquiétée kanzine armière de voir une par-* de ser attributions concernant le de la lacces stations locales de the voie hertzienne lui where notamment pour le ancile de plan de fréquences (le et du 24 août). Indian cause, le Conseil izional c.: la communication andio-Palle (... CA) n'avait pas imm6telement rapondu.

Son prévident, M. Lucien Sfez, aux à indi- se que le CNCA prépa-ture du activitiement le dispositif qui derant derrait lu : rmettre de jouer ce rôle or Telediffusion de France (IDF), a partir du mois d'octobre. use de l'allorisations que devrait diffeurement délivrer la Haute Morne Par M. Sfez, le choix par Routernement du CNCA comme egan: de contrôle constitue un élarsemen: 4: ses activités, souhaité Per le rapport Bredin, Selon hui, le touvernement a raison de ne pas confier au même organisme le Ontrole des fréquences et les autori-

stions d'emettre. D'autre part, pour le président du CNCA le transparence du plan de réquences souhaitée par tons, peut plus facilement circ ubtenue - grace



d'informations et de prévisions éco-nomiques (BIPE) prévoit que cette désaffection est une tendance lourde qui se puursuivra au rythme de 3,4 % par an. Les distributeurs de films, pro-mières victimes de cette récession, REPRISE LE 4 SEPTEMBRE GAITE MONTPARNASSE

ont eu l'an dernier de grosses dissi-cultés sinancières. C'est maintenant le tour des grands groupes, surpris au moment un ils tentaient d'anda-cieuses politiques de diversissation : Gaomunt d'abord. Parafrance ensuite. Le sort de cette dernière société, en suspension provisoire de paiement, se joue d'ici le 10 septembre. Si les actionnaires et les pou-voirs publics n'aboutissent pas à une solution, les pertes de Parafrance affecteront, en boule de neige, laboratoires, distributeurs, banques et

fonds de garantie. - L'économie des salles obscures est en crise. Mais personne ne peut laisser le cinéma français dépérir, affirme M. Alain Auclaire, directeur adjoint du CNC. Il est indispensable au développement des nouveaux médias. » Les responsables du CNC travaillent activement à du CNC travaillent activement à l'éluboration des décrets concrétisant le système d'abri fiscal, qui devraient paraître courant septem-bre. Ils définiront le statut des - suciètés de financement des œuvres einématographiques et audiovisuelles « (SAFOCA) char-gées de rassembler ces investisse-

De notre envoyé spécial

L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE CARCANS-MAUBUISSON

La relance du cinéma

meuts. Des banques comme Paribas, Worms, la Compagnie financière de Suez, sont déjà sur les rangs; des sociétés comme Gaumont ou UGC ont aussi leurs projets. On attend d'ici à la fin de l'année la création d'une dizaine de SAFOCA, rassemblant environ 300 millions de francs.

Nouveaux marchés A quoi servira cet argent ? Vrai-

semblablement pas à augmenter le nombre de films produits : le parc des salles, en France, a déjà du mai à absorber les ceut trente à cent cinquante films nouveaux sortis chaque année. Il s'agira surtout de soulager la pression financière qui pèse sur les distributeurs, sur les organismes de crédit, et de donner aux producteurs les moyens d'anticiper sainement sur les recettes des nouvelles télévisiums, du câble ou du satellite, qui devront peu à peu restaurer l'équilibre du cinéma.

Le CNC surveille avec attention ces nouveaux marchés. Il s'est battu avec succès pour que les futures

ANDRE

DUSSOLLIER

CATHERINE

RICH

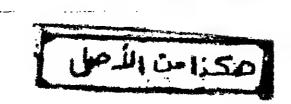
- Murray Schisgal

Michel Fagadau

See & Andre Acquart

nent. Financée avec le concours des grands studios hollywoodiens et celui des professionnels français, elle engagera des enquéteurs privés pour combattre ce véritable fléau écunomique. Dans quelques mois, le CNC mettra également en place, en colla-boration avec les éditeurs vidéo, un contrôle économique des vidéo-clubs inspire de celui des salles de einema. Mais il ne suffit pas de règlemen-ter le marché ou d'assainir les flux

conomiques, il faut encore relancer la consommatiun et l'appetii du publie. La fête du cinema ayant connu un vif succès au mois de juin. on recommencera les 21 et 22 septembre. La profession travaille dans le même sens: l'informatisation pro-gressive des caisses de cinema devrait permettre, dès cette année, de réserver ses places quelques jours à l'avance et d'éviter ainsi des queues souvent dissussives JEAN-FRANÇOIS LACAN.



GABRIEL GARAN

is frontières

cutte and

Le Trètre

Selin da inge Econole

- 47 Ceans &

and the control of th

- 1 (Zaillini atter ka

to I to said (I'm

nice Section

... E. ... 1992

....

100

a structuring

A SAME THE SERVICE

ומבים איני אינים

A VICE LACE OF THE PARTY OF THE

ter her rearies and week

1880 No. 2 TO 2018 1864

žu cinéma

CC

1.00

.....

والقومين الأرا

LEAN FRANCIS

Con - THings

P.X.

215ರ ಜಿ. ಸ. - _{ಇಲ್ಲಾ}

ontron in a ...

ಚಿನಲಿಗಳು ಪ್ರತಿಕ್ರಿ

im langeve

Je

PH PRODUCT 12

-

Mittherite.

May port a

as Farmer

7442 T

1.002

rames Naglij

T4:5:

Established in

 $\mathcal{T} \cap \nabla \cdot \{ v_{\bullet} = v_{\bullet} \in \mathcal{F}_{\bullet} \}$

145 a. .

- 34 . .

4.54

T & N 14 11 111

Taken .

3 de 1

网络一种海绵虫

್ರ ರೆಕ್ಟ

Factorial for

3 52 STREET, ...

Toujours promise, toujours repor-tée à une date indéfinie, la transformation du Paleis du cinéma au Lido de Venise appartient à ces mythes dont aucune raison sérieuse ne faisse prévoir la fin. Nous continuerons donc à arpenter encore longtemps les lieux mêmes où frayait le gratin mussolinien, avec visite occasion-nelle du D' Goebbels, mais où se définit, pour la première fois au monda, una conception différente du cinéma, le cinéma-art, avant même qu'indus-

Plus que les refistoleges annuels apportés aux installations, compte la patite cuisine politique élaborée per les partis et intérêts divers. Le centre de gravité du pays s'est sansiblement déplacé vers le droite, les communistes ne règnent plus dans la cité dee Doges. Pour certains, ces contraintes locales et nationales pèsent trop lourdement sur une manifestation bien plus liée au pouvoir et à ses fluctuations que notre Festival de Cannes. Les reproches pleuvent sur l'actuel directeur, Gran Luigi Rondi, coupable de ne pas favoriser davantage le cinéma de son pays à un moment de crise majeure. Celui-ci reolique en multipliant les ini-

La section « Venezia Notte » est rebaptisée « Venezie Giovani » (Venise jeunesse), pour mieux mettre l'accent sur l'importance considerable exercée par les moins de vingtcinq ans dans l'évolution des goûts et la transformation de l'industrie. Section de pointe, la 42º Mostra « Venezia Giovani » mise à fond sur des histoires fantastiques, et pas seulement Steven Spielbert ou Mad Max 3, très attendus : on jugeral'arbre à ses fruits.

Pour la compétition proprement dite, la bataille e fait rage pour obtenir en priorité tel important film amé-ricain. Venise a gardé la première mondiale de Legend, de Ridley Scott, contre les Ecossais qui le voulaient pour le Festival d'Edimbourg. En revanche, Montreel a programmé, comme il le désirant, Agnes of God, avec Jana Fonda (le Monde du 24 août) ; il ne sera pas montré sur la lagune. Gian Luigi Rondi est moine

Venezia Genti (Venies, les gens) de montrar le suffureux Visages de femmes, de Désiré Ecaré (Côte-d'Noire), déjà vu à Cannes. Les films

africains sont tellement rares... La première journée vénitienne solgneusement compoée, a vur la présantation en compétition da Legend, déjà cité et de Paradis pardus (Espagne), de Basillo Martin Patinio, et, à la Semaine de la critique, de Disciples (Hongrie), opéra prime d'un écrivain et scénariets bien connu sur les rives du Danube, Beza

Legend, conta de fées pour adultes, se signale d'abord par un fabuleux travail sur la lumière et eur le décor, entièrement créé en studio. Nous y reviendrons. Les Paradis pardus est l'osuvre d'un solitaire pui rejette presque tout le cinéma de son pays : qu'est devenue l'Espagne libre dont nous avons rêvé ? se demandet-il ?. Il parle en connaissance de cause. Après des débuts prometteurs ill y e vingt ans, il entre dans la clan-destinité pour y tourner deux filme documentaires contra Franco. Les Disciples; selon un mouvement de balancier très à la mode aujourd'hui, ranverse la cours de l'histoire et fait de notre présent le futur imaginé par nos ainés : revivre les charmes de Budapest à l'ère capitaliste, capendant que de jeunes acciologues nstruisont le monde à partir de la misère: noire entrevue dans les cam-pagnes. Ce film ambitieux fait malheureusement l'impasse sur l'essentiel : l'après-1945.

Frank Capra, le grand absent de Venise, victime d'une crise cardiaque début août, dont il semble se remettre, ne sera pas au Lido pour recevoir le Lion d'or spécial récompensant l'ensemble de son œuvre. Il déclarait prophétiquement en 1941 que le cinéma de l'avenir serait, soit strictement documentaire, ou, au contraire, visiannaire, naua contant. les légendes les plus fabuleuses. La Mostra en 1985, où est projeté également Shoah, de Claude Lanzmann, témaigna que aas prédictions n'avaient rien d'absurda.

L'OUIS MARCORELLES,

« FILMS DU MONDE » A MONTRÉAL

Rencontre avec Linda Beath, acheteur

Elle lance Détective sur le marché américain et, en France, on lui dit qu'elle est folle, Mais le critique du New York Times est enthousiaste et, de toute façon, elle a gagné de l'argent avec lean-Luc Godard. Elle s'appelle Linda Beath. Elle est dis-tributrice. Sa société, Spectra Filma, est implantée à Toronto et à New-York où elle vit. A Montréal comme à Cannes, Berlin ou Venise son téléphone n'arrête pas de sonner dans sa chambre depuis qu'on sait qu'elle

Dens up marché du film, il y a les vendeurs et il y a les acheteurs. Linda Beath achète. Ici elle aura ve une trentaine de longs métrages. Si elle ne trouve rien, tant pis. Maintenant les films sous titrés trouvent de moins en moins acquéreur et les vendeurs viennent les ini montrer à New-Yark. A la limite, elle n'a même plus besoin d'aller de festival en festival à la recherche de ce qu'elle aime et qui vient de France, de Hongrie, de partout où l'on ne parte pas angiais. Ajoutons à cela que les films s'achètent de plus en plus désormais à la lecture du soénano. Les studios américains, eux, commeaceat la publicité avant même qu'une ligne soil écrite. Alors il s'agit ponr Linda Beeth d'employer les mêmes «war toc-ties». C'est ainsi qu'elle a procédé avec Paroles et musique d'Elie Chouraqui, qui est une coproduction franco-canadienne. Elle a en le sconario entre les mains par hasard. On le lui a fait lire pour savoir si ça marcherait en France (sic) et elle a en un coup de foudre.

Linda Beath est née » chez les Indiens», au nord du Canada. Son père est militaire. La famille a voyage dans le pays tout entier. Entre cinq et douze ans, elle est au Québec à l'époque où une loi interdit aux enfants l'entrée des cinémas. L'incendie d'une salle, en 1948, a fait en effet mille deux cents victimes, presque toutes des jeunes spectateurs. Le premier film qu'elle voit est un western avec John Wayne: C'est la découverte. C'est la

Elle travaille, dès l'âge de quatorze aus, de temps en temps, à l'Office nationel du film, puis elle a son bac chimie et mathématiques. Ensuite, elle est documentaliste de l'Organisme fédéral chargé da cinéma à Ottawa. Quarante quatre revies du monde entier lui passent entre les mains. Elle voit douze films

Enfin, on la retrouve à Toroute Arrivée pour six mois, chargée de monter une société de distribution, alle va y rester neuf ans perce qu'elle comprend tout à coup que, voilà, c'est ça qu'elle veut faire. Elle va devenir, au Canada anglophone, la scule à acheter des films étran-gers, la scule à acheter des films français. Resnais, Godard, Truffant, c'est pour elle. Elle commence avec vingt et un titres et moins de 40 000 dollars. Elle partira en laissant 350 titres, « une collection formidable » et « un partenaire

Elle prend la direction de United Artists Classics au Canada, mais elle n'aime pas les studies. Elle arrête eu boat d'un an, décide qu'elle connaît suffisamment son métier pour travailler de son propre chef sur une grande schelle, celle des Etats-Unis. Elle trouve l'argent. En un mois elle doit acheter les droits de dix grands films. Elle se souvient qu'elle était - comme une enfant dans une boutique de bon-bons ». Cola se pessait en 1983.

Anjourd'hui elle n'achétera plus jamais de films de Truffaut, ni de Fassbinder, Ils a'on pas de remplaçants, mais d'autres sont là. En France, elle croit beaacoup ea Beneix, Tavernier, Denis Amar, Pierre William-Glenn ou Bob Swain. Elle cite encore l'Australien Paul Cax, le Hangrois Zsolt Kezdi-Kavacs et le Canadien Martin Lavut, Elle dit : • Les cinéastes que j'aime ont tous un style unique. »

Lorsqu'elle a la le scénario de Paroles et musique, Linda Beath a pensé: « Si moi j'al tellement envie de voir ce film, d'autres aussi. » Ainsi va parfois le commerce da

ment illicite », constatunt que les

responsables de NRJ - restaient

sourds à toute proposition de

regroupement », après le refus de la

Hante Autorité de la communica-

tion audiovisuelle, le 15 mai, d'auto-

NRJ Strasbourg avait demande

un sursis d'exécution jusqu'à ce que

le Conseil d'Etat se prononce sur le

recours déposé contre la décision de

·la Haute Autorité. NRJ Strasbourg

a amoncé sa décision de faire appel

devant la cour de Colmar selon une

procedure d'argence. La station

estime que l'inculpation, le 20 août,

de son directeur, M. Alain Bauer,

pour émission illégale, constitue un

fait nouveau et que l'affaire devrait être d'abord jugée au pénal. Elle estime que la décision de la Haute

Autorité n'est pas justifiée et que la

prouve n'a pas été apportée des mui-

La radio pirate, qui, selon le son-

dage IFOP-SOFRES de juillet, se

plaçait en tête des radios strasbour-geoises, avait réussi à mobiliser, en

sances causées par NRJ.

riser NRJ Strasbourg. ..

CLAIRE DEVARRIEUX.

200 LE MONDE - Mercredi 28 août 1985 - Page 15

SPECTACLES

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h souf dimanches et jours fériés) ion et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 27 août

théâtre

BOUFFES-PARISIENS (296-60-24),
21 h: Tailleur pour dames.

COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41),
21 h: Reviews dormair à l'Elysée;

DEX HEURES (606-07-48), 22 h; Solnes

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h; Non
je n'ai pas dispera; 22 h 15: Taut pis ni
je vous fais rire.

POUNT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 30:
Moi je craque, mes parents raquent;

PONTAINE (874-74-40), 21 h ; Du niffi dans los labours. unns les labours.

GALERIE 55 (326-63-51), 19 h. : Sexual
Perversity in Chicago. HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantagrice chasve ; 20 h 30 : la Legon.

LUCERNAIRE (544-57-34); L. 20 h.: Diabole's 1922-1939; H. 18 h.: Parkos français nº 2; 20 h.: Chôme qui pent; 21 h 45: Commedia dell'arte. MATHURINS (265-90-00), 21 h : les

MRCHODIERE (742-95-22), 20 h 30 : le THEATRE MARIE-STUART (506-

17-80), 20 & 15 : Savage Love. NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Gigi. PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 :

POCHE-MONTPARNASSE (548-92-87), 20 h 30 : Ma femme. POINT-VIRGULE (278-67-03), 18 h 30 :

PORTE ST-MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : Does hommes dans une valise. 20 h 30: Deux hommes dans une value.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02),
20 h 15: les Bahas-cadres: 22 h : Nous
on fait où on nous dit de faire.

TOURTOUR (857-82-48), 20 h 30 : Agatha ; 22 h 30 : Tango pile at face.

VARIÈTES (233-09-92), 20 h 45 :
N'écoutez nes mendemes.

Les cafés-théàtres

20 h 15 : Arenh = MC2; 21 h 30 ; fes Démones loulon; 22 h 30 : les Saurés Monarres. — IL 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes : 22 h 30 : Fin de siècle. CAPÉ D'EDGAR (320-85-11), L 20 h 15: Tiens vollà deux hondins; 21 h 30: Man-genus d'housnes; 22 h 30: Orties de so-couxt, RL 20 h 35: Ça: balance pas soni; 21 h 30: le Chroineacus chanoulleux; 22 h 30 : Files nous voulent toutes. CAFÉ DE LA GARE (549-27-78), 22 h : les Méchodes de Camillo Bonzenn. L'ECUMO (\$42-71-16), 20 h 30 : Entrez sans me frapper; 22 h : Fluctuat nec morginer.

Moi je craque, mes parents raquent; 21 h 30 : Courteline et Labiche en ve-TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15: Phòdro; 21 h 30: Linne crève l'écran.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : la Ganche mai à droite.

La danse

ESPACE ECONSARD (264-31-31), 20 h 45; Bailet du Nord, Ballet de Tours. TAI THEATRE (278-10-79), 21 h; Des-form (danse, vidéo, musique).

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 b : Chansons [rane MARIGNY, petite salle (225-20-74), 21 h: M. Lagueyrie,

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-MONTANA (548-93-08), 22 h : R. Urtre-

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Cl. Timendier Seriet, SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 ; G. Mighty flee conners.

TROIS MAILLETZ (354-00-79), 23 h:
Voices of America; Paul Cooper. BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) . L.

TROTTORS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 22 h 30 : E. Roado, L. Rizzo, S. et J. Rey.

XX. Festival estival de Paris

(354-84-96)

SORBONNE, AMPHITHEATRE RICHELIEU, 18 h 30 : Duo Picavet (Brahms, Saint-Sains, Schumann...).

cinéma

paries de graine me, (**) seux moies de dix-inst me.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Carte bianche à P. Vecchiali ; 16 h. Dédé 1 musique ; Gagne ta vie, d'A. Bertho-des ; 21 à : Cinéma japonais contempo-in : Variation do Yassahi Nakahira. BEAUBOURG (278-35-57)

Les exclusivités

ADEU BONAPARTE (Fr.-Egypt.): Cluny Palace, 5 (334-07-76).

AMADEUS (A., v.o.): Vendôme, 2 (742-97-32): Lacernaine, 6 (544-57-34); Goorge-V, 5 (552-41-46); Parmanions, 14 (320-30-19). — V.I.: Saint-Laurre Pasquier, 5 (387-35-43).

PROGRET, F (38 - 53 - 55).

ES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (Botsw., v.o.): Quintotto, 5- (633-79-38); Marignam, P (359-92-82).

V.f.: Impérial Pathé, 2- (742-72-52); Fauvotte, 13- (331-56-86); Montpernaue Pathé, 14- (320-12-66); Pathé Cickv. 19- (522-46-61).

name Paths, 19 (320-12-05); Paths Ch-chy, 19 (522-46-01). L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.); Grand Pavois (h. sp.), 15 (554-46-85). L'AVENTURE DES EWORS (A., v.f.); int-Ambroise, 11 (700-19-16). BABY (A., v.L.): Napoléon, 17 (267-63-42). LE BARSER DE LA FEMIME ARAI-GNÉE (Bris., v.A.): Ciné Besubourg, 3-

(271-52-36); Olympic Lexembourg, 6* (633-97-77); Parnassiens, 14* (335-

21-21).

LA BASTON (Pr.): Forum Orient Express, 1st (233-42-26); Richelicu, 2st (233-56-70); Marignan, 1st (359-52-82); Frauçaia, 9st (770-33-82); Nation, 12st (343-04-67); Frauvetic, 13st (331-56-86); Montparatese Pathé, 14st (320-12-06); Gaumont Convention, 15st (828-42-77); Pathé Clichy, 1st (522-46-01). LE RESE SCHTROUMPF (Beige): Templiers, 3* (772-94-56); Grand Pavos, 15* (554-46-85); Botts à films,

BRDY (A., v.o.); Forum, 1= (297-53-74); Hanteleuille, & (633-79-38); Marigman, \$= (359-92-82); Parmassicus, 1* (320-30-19). — V.I.; Capci, 2* (508-

BRAZIL (A., v.n.) : Elysée Lincoln, 9 (399-36-14) ; Paranssicas, 14 (320-30-19). CARMEN (Saura) (v.o.) : Calypso, 17-(380-30-11).

(380-30-11).

LA CAVALE IMPOSSIBLE (*) (A.
v.o.): UGC Odéon, & (225-10-30):
UGC Emnitage, & (563-16-16); V.f.:
UGC Gobelins, 1 ** (336-23-44).

UGC Gobelins, 17 (336-23-44),
CHOOSE ME (A., v.o.): Reflet Loges II,
5° (354-42-34); Olympic Estrepöt, 14°
(544-43-14); Risito, 19° (607-67-61).
CINQ FEMIMES A ABATTRE (***) (A.,
v.l.): Gatté Boulevard, 2° (233-67-06).
COMMENT CLAQUER UN MILLION
DE DOLLABS FAR JOUR (A., v.o.):
Ciné-Bessbourg, 3° (271-52-36); UGC
Odéon, 6° (225-10-30); UGC Ermitage,
5° (563-16-16); V.f.: Rex, 2° (23683-93); UGC Moutparnesse, 6° (57494-94); UGC Boulevard, 9° (57495-40); UGC Gobellus, 13°

COMMUNICATION

LES FUTURES TÉLÉVISIONS LOCALES

Le CNCA justifie son rôle pour le contrôle des fréquences

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle s'est inquiétée la semaine dernière de voir une partic de ses attributions concernant le choix des futures stations locales de télévision par voie hertzienne lui échapper, actammeat poar le contrôle du plan de fréquences (le Monde du 23 et du 24 août). Indirectement mis en cause, le Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA) a'avait pas immédiatement répondu.

Son président, M. Lucien Sfez, nous a indiqué que le CNCA préparait actuellement le dispositif qu devrait lui permettre de jouer ce rôle auprès de Télédiffusion de France (TDF), à partir du mois d'octobre, en vue des autorisations que devrait ultérieurement délivrer la Haute Autorité. Pour M. Sfez, le choix par le gouvernement da CNCA comme organe de contrôle constitue un élargissement de ses activités, souhaité par le rapport Bredin. Selon lui, le gouvernement a raison de ne pas confier an même organisme le contrôle des fréquences et les autorisations d'émettre.

D'autre part, pour le président du CNCA, la transparence du pian de ces, souhaitée par tous, peut plus facilement être obtenne - grace

à un organisme de quarante-neuf pour assurer cette nouvelle mission.

membres, représentant des milieux socioculturels variés, dont le métier et la pratique sociale constituent généralement le débat ». Enfin. M. Sfez estime que la Haute Autorité a'a pas davantage de moyens que le conseil pour exercer ce contrôle : il est en train de négocier en accroissement de ces_moyens

NRJ Strasbourg interdit d'émission De notre correspondant Strasbourg. - NRJ Strasbourg Lors de l'audience de référé du

bourg a condamné, le 26 août, avait plaidé le « trouble manifestel'Association pour le développement

de la communication alsacienne, qui exploite NRJ Strasbourg, à « cesser les émissions immédiatement - 3003 astreinte de 50 000 france par jour d'inexécution. Le tribunal a anssi ordonné la saisie du matériel « si les émissions n'ont pas cessé dans un délai de quinze jours à compter de la signification du jugement ». Télé-diffusion de France (TDF) a été

désigné comme séquestre.

Reparution des titres du groupe « Progrès »

De notre correspondant

Lyon. – Avec retard et une pagi-nation réduite, les titres de groupe Progrès de M. Jean-Charles Lignel (le Progrès, la Tribune, les Dépèches) out reparu mardi 27 août, à ention des éditions de l'Isère du quotidien lyomais.

Au cours d'une nouvelle journée de tension, le personnel des agences de Bourg-en-Bresse (Ain), Saint-Etienne (Loire), Lons-le-Saunier (Jura), Macon (Sadne-et-Loire) et Dijon (Côte-d'Or) s'était mis en grève spontanément lundi 26 soût. Il s'agissait de protester contre le sort réservé à deux cent quinze per-sonnes, dont trente-sept journellistes,

dont le nouveau propriétaire est le Dauphiné libéré de M. Robert Hersant (le Monde du 27 aoû1).

En acceptant de participer ce mardi 27 août, à la préfecture du Rhône, à une réunion tripartite sur la base de l'« application de la ser

tence arbitrale telle qu'elle était il y a un mois », la direction du Progrès sanvait in extremis, dans la nuit de lundi à mardi, la parution de ses titres. Les syndicats du groupe von désormais s'efforcer de convaincre leurs :homalagues da Dauphine libéré de faire pression à leur tour

sa faveur, plusieurs milliers de manifestants le 8 juin. Elle n'a pas l'intention de cesser actuellement

MERCREDI

ALAIN TANNER et MARIN KARMITZ présentent

[EAN-PHILIPPE

QUESTER MEZIERES ECOFFEY

ALAIN TANNER

ISE LE & SEPTEMBRE

DAVID, THOMAS ET LES AUTRES (Fr.): Epée de Boia, 5 (337-57-47). LA DÉCHRURE (Brit., v.o.): Cinoches, 6* (633-10-82). – V.f.: Opéra Night, 2* (296-62-56). LE DERNIER DRAGON (A., v.f.): Rox,

Le DERNIER DRAGUN (A., v.l.): Kox, 2 (326-83-93). DIESEL (*) (Fr.): Gafté Boulevard, 2* (233-67-06); Cinoches, 6* (633-10-82); UGC Biarritz, 8* (562-20-40); UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59).

Gare de Lyon, 1.2º (33-401-59).

DREAMSCAPE (*) (A., v.o.) : Forum, Orient Express, 1º (233-42-26); Quintette, 5º (633-79-38); Gaumont Ambasade (359-19-08); V.f.: Berütz, 2º (742-60-33); Richelieu, 2º (233-56-70); Fanvette, 13º (331-56-86); Gaumont Sud, 14º (327-84-50); Miramar, 14º (320-89-52); Gaumont Convention, 15º (828-42-27); Gamhetta, 20º (636-10-96).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : EMMANUELLE IV (Pr.) (**) : George-

V. 8 (362-41-46).

LES ENFANTS (Fr.): Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18); Righto, 19 (607-87-61). 87-61).

ESCALIER C (Fr.) : Forum 1 (297-53-74) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83) : Colisée, 8 (359-29-46) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31) : Paramount Montparnesse, 14 (33-30-40) : Convention Saint-Charles, 15 (570-32 00).

(579-33-00). LE FACTEUR DE SAINT-TROPEZ

(Pr.): George V, 3 (562-41-46); Maré-ville, 9 (770-72-86); Pathé Clichy, 13-(522-46-01). LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A. v.o.): Marignan, & (359-92-82). — V.f.: Paramount Marivaux, 2 (296-80-40).

Paramount Marivaux, 2* (296-80-40),

LA FORET D'ÉMŒRAUDE (A., v.a.);

Gaumont Halles, 1* (297-49-70); Bretagne, 6* (222-57-97); UGC Dantou, 6* (225-10-30); Marignan, 8* (359-92-82);

Publicis Champs-Elysées, 8* (720-76-23); Parassisens, 14* (335-21-21);

Kinopanorama, 15* (306-50-50), - V.f.:

Rex, 2* (236-83-93); Français, 9* (770-33-88); Nation, 12* (343-04-67); Pauvette, 13* (331-60-74); Gaumont Sad, 14* (327-84-50); Gaumont Convention, 15* (828-42-27); Pathé Clichy, 18* (522-46-01).

46-01). GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TAR-ZAN, (Ang.-A., vo.); Parnassiens, 14 (335-21-21). — V.f.; Opéra Night, 2 (296-62-56). GYMKATA (A., v.f.) : Paris Ciné II, 10-

(770-21-71).
L'HISTOIRE SANS FIN (AH., v.f.);
Boîte à films, 17° (622-44-21); SaistAmbroise (H. sp.), 11° (700-89-16).
LES JOURS ET LES NUTTS DE
CHINA BLUE (**) (A., v.o.); UGC
Champs-Elysées, 8° (562-20-40); Parnassiens, 14° (335-21-21).

JOY AND JOAN (**) (Fr.) : George-V, 8* (562-41-46) ; Ritz, 18* (606-58-60).

EAOS, CONTES SICILIENS (IL, V.A.) : Epéc de Bois, 5 (337-57-47). LA MAISON ET LE MONDE (Ind., MARCHE A L'OMBRE (Fr.): Arcades, 24 (233-54-58): Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.): Tem-pliers, 3^e (272-94-56); Calypso, 17^e . (380-30-11).

NOM DE CODE : OIES SAUVAGES (A., v.f.) : Paris Ciné II, 10 (770-21-71). MASK (A., v.f.) : Loupériel, 2 (742-

AMAZONIA. LA JUNGLE BLAN-CHE (*), film italien de Ruggero Deodato (v.o.) : UGC Ermitage, 8* (563-16-16) : V.f. : Lumière, 9*

(305-10-10); Maxeville, 9 (770-72-86); Bastille, 11 (307-54-40); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-

93-40); Pathé Clichy, 18* (522-46-01); Socrétan, 19* (241-

77-99). BLESSURE, film français de Michel

Gérard: Paramount Marivaux, 2 (296-80-40): UGC Dauton, 6 (225-10-30); Paramount City, 8 (562-45-76): UGC Biarritz, 8

(562-20-40) : Paramount Opéra, 9-(742-56-31) : UGC Gare de Lyon,

12" (343-01-59); Paramount Galaxie, 13" (580-18-03); UGC Gobelins, 13" (336-23-44); Para-

mount Montparnase. 14 (335-30-40); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Paramount Mail-lot, 17 (758-24-24); Images, 18 (522-47-94).

(522-47-94).

2072, LES MERCENAIRES DU FUTUR, film italien de Lucio Fulci (v.l.): Maxéville, 9° (770-72-86): Bastille, 11° (307-54-40]: Fanvette, 13° (331-60-74): Images, 18° (522-47-94).

PAROLE DE FLIC (*): film français de José Pinheiro: Forum, 1° (297-53-74): Grand Rex, 2° (236-83-93): Ciné Beaubourg, 3° (271-52-36); UGC Montparnasse, 6°

MISHIMA (A.) : Claoches, 6 (633-NOSTALGHIA (IL, v.o.) : Bossperte, 6 (326-12-12).

8 (225-09-83). - V.f. : Parst Montparmssse, 14 (335-30-40).

Matignon, 8 (359-31-97).

SHOAH (Fr.): Olympic Luxembourg & (633-97-77); Olympic, 14 (544-43-14), LES SPÉCIALISTES (Fr.): Publicis

SPÉCIAL POLICE (Fr.): UGC Monsparmasse, 6 (575-94-94); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Bouleward, 9 (574-95-40); Bergère, 9 (770-77-58).

SEARMAN (A.) (V.f) : Pezamount Opéra, 9: (742-56-31).

Optra, 9 (742-56-31).

STEAMING (A., v.o.): Cinoches, 6 (633-10-82).

STEANGER THAN PARADESE (A., v.o.): Epéc de Bois, 5 (337-57-47).

SUBWAY (Pr.): Gaumout Richelieu, 2 (233-56-70); St-Germain Village, 5 (633-63-20); Colisée, 8 (359-29-46); Miramar, 14 (320-89-52).

(320-12-06).

VENAGES DE FEMIMES (Ivorien, v.o.):
St-André-des-Arts, & (326-48-18); 14Juliet Bastille, 11* (357-90-81).

WITNESS (A., v.o.): Cammont Halles, 1**
(297-49-70): Hautefeaille, & (63379-38): Bretagne, & (222-57-97);
George V, & (562-41-46); 14-Juillet
Beaugreneile, 15* (575-79-79). — V.f.;
Français, & (770-33-88); Paraesount
Maillot, 17* (758-24-24).

CHARLOT, Péniche des Arts, 15º (527-77-55), 21 h : Charlot papa; Charlot à l'hôtel : Charlot et Mabel en promenade.

CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN (v.o.), Studio Bertrand, 7 (783-64-66), 14 h : la Reine Christine; 16 h : Traque-nard; 18 h : le Visuge; 20 h : Drôle de drame; 22 h : Lolita.

Rive ganche, 5 (329-44-40), l'Epresve de force. - Salle 2, Un shérif à New-

CYCLE A. TANNER, 14 Juillet-Parusse, 6 (326-58-00), Retour d'Afrique.

TEX AVERY (v.o.), George-V, 8 (562-

GENE TIERNEY (v.o.), Action Christing, 6 (329-11-30), in Route an tabac.

TOTO, Républic Cinéma, 11 (805-51-33), ca alternance: Fripoulleurs et compa-gnie; Toto apôtre et martyr; Toto le Molo.

ANOTHER COUNTRY (Brit. T.O.)

CUL-DE-SAC (A., v.o.) : Seint-Ambroise, 11- 1700-89-16). 20 L

LE DERNIER MÉTRO (Fr., v.o.): Studio Galande, 5 (354-72-71), 18 h 10.

LA DERNIÈRE VAGUE (Aust., v.o.): Olympic-Luxembourg, 6 (633-97-77), 24 h.

FEMMES NOIRES, FEMMES NUES

FURYO (Jap. v.o.) : Bolte à films, 17-(622-44-21), 17 h 30.

MACAO, LE PARADIS DES MAUVAIS

GARÇONS (A., v.o.) : Olympic Luxu bourg, 6* (633-97-77), 24 h.

MAMMA ROMA (IL., V.O.) : Saint-Ambroise, 11: (700-89-) 6), 18 h.

ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5* (354-72-71), 22 h 35.

20 h 45.

Le nouveau film

et de Blade Rumer

ARNON MECHAN——RDLEY SCOTT LECEND — TOM CRUSE
MASARA TIM CLIRRY DAVID BENNENT ALICE PLAYTEN BILLY BARTY
CORK HUSSERT — ROS BOTTEN — JERRY COLDSMITH
TOM HAMPTON — WILLIAM HOKITSERG — ARNON MICHAN
TRONGCOOK — ROSENSERT — ROSENSERT — ROSENSERT

de

Alien

du metteur en scène

.EGEND

(Iv., v.o.) : Olympic, 14 (544-43-14), 18 b.

Les séances spéciales

Les festivals

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Denfort, 14 (321-41-01) ; Répa-blic, 11 (805-51-33). LES NUITS CHAUDES DE CLEOPA-

TRE (h., v.l.) (**): Paris-Cine, 10* (770-21-71).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.): Républic Cinéma, 11* (805-51-33).

51-33).

PALE RIDER (A., v.o.): Forum, != (297-53-74); Hantefeuille, 6 (613-79-38); Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Mariguan, 8 (359-92-82): Paramount Mercury, 9 (562-75-90); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); (v.f.) eSt-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43); Manéville, 9 (770-72-86); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Bastille, 11 (397-54-0); Nation, 12 (343-04-67); Fanvette, 13 (331-56-86); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Mistral, 14 (539-52-43); Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40); Gaumout Convention, 15 (828-42-27); Victor-Hugo, 16 (727-49-75); Paramount Maillet, 17 (758-24-24); Pathé Wepler, 18 (522-46-01); Secrétan, 19 (241-77-99); Gambetts, 20 (636-10-96).

PARIS, TEXAS (A., v.o.): Ciné Benn-

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Ciné Bean-bourg, 3* (271-51-36). POLICE ACADEMY 2: AU BOULOT (A., v.o.): George-V, 8: (562-41-46); (V.L): Français, 9: (770-33-83); Maxé-ville, 9: (770-72-86); Montparmasse Pathé, 14: (320-12-06).

PORKY'S CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.): George-V, & (562-41-46); (v.f.): Lumière, 9 (246-49-07).

RENDEZ-VOUS (Fr.) : UGC Danton, 6 LE RETOUR DU CHINOIS (Brit.), v.f. : Tourelles, 20 (364-51-98)

LES RIPOUX (Fr.) : Rex. 2 (236-83-93); UGC Danton, 6 (225-10-30); UGC Biarritz, 8 (562-20-40); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); Montparnos, 14 (327-52-37); 14-Jnillet Beaugre-nelle, 15 (575-79-79).

nelle, 15 (575-79-79).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A. v.o.): Gammont Halles, 1= (297-49-70): Studio de la Harpe, 5= (634-25-52); Paramount Odéon, 6= (325-59-83): Gammont Champe-Elysées, 8= (359-04-67): 14-Juillet Bastille, 11= (357-90-81); Escarial, 13= (707-28-04): Bienvenlie-Montparnasse, 15= (544-25-02): 14-Juillet Besugrenelle, 15= (575-79-79). - V.f.: Capri, 2= (508-11-69); Paramount Opéra, 9= (742-56-31); Gaumont Sud, 14= (327-84-50); Gaumont Convention, 15= (828-42-27); Mayfair Pathé, 16= (525-27-06).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Cluny Palace, 5 (354-07-76) ; Gaumont Ambassade, 8 (359-19-08). — V.f. : Ber-litz, 2 (742-60-33).

htz, 2* (742-60-33).

RUNAWAY, LÉVADÉ DU FUTUR
(A., VA); Forum Orient Express, 1*
(233-42-26); UGC Normandie, 8* (56316-16); V.f.; Rex, 2* (236-83-93);
UGC Montparnesse, 6* (574-94-94);
UGC Boulevard, 9* (574-95-40); UGC
Gobelins, 13* (336-23-44); Mistral, 14*
(539-52-43); Images, 18* (522-47-94).

SAINT-TROPEZ INTERDIT (Fr.),
(**): Paramount Mariyanx, 2° (296-(**): Paramount Marivaux, 2° (296-80-40); Paramount City, 8° (562-45-76); Paramount Montparasse, 144 (335-30-40). SALE TEMPS POUR UN FLIC. (A.

v.(.) : Rex, 2° (236-83-93) ; UGC Rotoede, 6° (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8° (562-20-40) ; Gaûté Rochochouart, 9° (878-81-77) ; UGC Boulevard, 9° (574-95-40).

SANG POUR SANG (A., v.o.) (*) : Forum, Orient Express, I* (233-42-26) ; Quintette, 5* (633-79-38) ; Monte Carlo,

(574-94-94) : UGC Odéan, 6 (225-

10-301 : Gaumont Ambassade, 8th (359-19-08) : Saint-Lazare Pas-

(359-19-08); Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Boulerard, 9 (574-95-40); Athéna, 12 (343-00-65); Nation, 12 (343-04-67); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 19 (343-01-59); UGC Gobelins, 19 (343-01-59); UGC Gare de Lyon, 12 (343

(336-23-44]: Mistral, 14 (539-52-43): Montparnasse Pathe, 14 (320-12-06): 14 Juillet Beaugre-nelle, 15 (575-79-79): UGC

Murat, 16* (651-99-75); Ognomition, 15* (651-99-75); Paramount Maillot, 17* (758-24-24); Secrétan, 19* (241-77-99); Gambetta, 20* (634-104)

STRANGERS KISS, film américain de Matthew Chapman (v.o.): Ciné-Beaubourg, 3: 1271-52-36): UGC Odéon, 6: (225-10-301: UGC Rotonde, 6: (574-94-94): UGC

Biarritz, 8 (562-20-40); Lumi 9 (246-49-07).

STRICTEMENT PERSONNEL,

nim français de Pierre Jolivet: Gau-mont Halles, 1" (297-49-70); Gau-mont Richelieu, 2" (233-56-70); Saint-Germain Huchette, 2" (633-63-20); Gaumont Ambassade, 3" (359-19-08); Albéma, 12" (343-00-65); UGC Gare de Lyon, 12" (343-01-59); Gaumont Sud, 14" (277-24-50); Montreprine 14"

(343-01-59); Gaussont Sud, 14 (327-84-50); Montparsos, 14 (327-52-37); UGC Convention, 15

MERCREDI

LES FILMS NOUVEAUX

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 27 août

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

20 h 30 Football : Laval-Toulon. Champiomat de France (en direct de Laval).

Championnat de France (en direct de Laval).

22 h 20 Documentaire: Moi, l'Afrique.

Série de B. Manacorda, J. Nocerra, D. Mauro,
E. Dazin. II.: Nous nous sommes très flechés.

Après l'Afrique des rois et des empires puis celle de
l'esclavage, la seconde partie de cette série va de la fin
du dix-neuvième stècle aux indépendances, avec l'évangélisation, la colonisation. la conférence de Berlin où
l'Europe s'est partagé l'Afrique. Témoignages sur le
travail forcé (la construction du chemin de fer au
Congo, par exemple); reconstitution de scènes de
révoltes; superbe séquence sur une cérémonle de la
secte des Kimbangistes (une des plus grandes sectes du
Congo). Un poème-fleuve, une épopée lyrique.

23 h 10 Journal. 23 h 10 Journal

23 h 25 Choses vues : Hugo lu per M. Piccoli,

DEUXIÈME CHAINE: A 2 20 h 35 Cinéma : Paris brûle-t-il ?

h 35 Cinéma: Paris brille-t-il?
Film français de R. Clément (1966), evec J.-P. Belmondo, C. Boyer, L. Caron, J.-P. Cassel, G. Chekiris, B. Cremer, C. Dauphin, A. Delon. (N.)
En août 1944, les diverses étapes de la libération de Paris, que Hiller avait ordonné de détruire à l'arrivée des troupes alliées. Superproduction à la manière du Jour le plus long. Reconstitution minutieuse, mise en scène spectaculaire, vedettes pour tous les rôles.

(635-05-23); Consec, & (337-25-6); Miramar, 14 (320-89-52).

TERMINATOR (A., v.L): Areades, 2 (233-54-58).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÉDE (Fr.): Quintette, 5 (633-79-38).

UN DEMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.): Lucernaire, 6 (544-57-34).

UNE DÉFENSE CANON (A., v.o.): Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Paramount City, 8 (562-45-76). – V.1.: Paramount Marivanz, 2 (296-80-40); Paramount Odéon, 6 (335-30-40); Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40); Must, 16 (651-99-75).

UN ÉTÉ POURRI (A., v.o.): Marignan, 8 (359-92-82). – V.f.: Impérial, 2 (742-72-52); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

VISAGES DE FEMMES (Ivoiriem, v.o.): 23 h 40 Bonsoir les clips.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR 3 20 h 35 Cinéma : l'innocent

Film italien de L. Visconi (1976), avec G. Giannini, L. Antonelli, J. O'Neall, M. Porel, R. Morelli. Un grand bourgeois romain, qui prétendait se placer au-dessus de la morale courante, se met à haît l'enfant

que sa femme, infidèle, a eu d'un autre homme. Ce der-nier film de Viscont est inspiré d'un roman « déco-dent » de Gabrièle d'Annunzio. Il est à la fois émouvant et décevant

22 h 45 Journal. 23 h 10 Rencontres de l'été. 23 h 20 Prékude à la nuit.

» Deuxlème Sonate pour violon e1 piana », de B. Bartok, interprétés par A.-M. Binet de Boisgisson, violon, et D. Ponty, piano.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym; 7 h 10, Top 50 (et à 19 h 45); 7 h 45, Remilly, l'as des espions; 8 h 35, Dancin'days (et à 13 h 5); 9 h 5, Cabou Cadin (et à 12 h 30 et 17 h 35); 9 h 10, Hill street blues; 10 h 5, Les Corrompus, film de F. Winterstein; 11 h 35, C'est encore loin, Naples ? 14 h, Les Branchés du bahut, film de R. Butler; 15 h 30, L'Assour pur terre, film de J. Rivette; 18 h 10, Bioman; 18 h 35, Jeu: les affaires sont les affaires; 19 h 5, Zénith; 20 h 30, Souvenira, souvenirs, film de A. Zeitoun; 22 h 40, Furie, film de B. de Palms; 0 h 35, Lucky Jo, film de M. Deville; 2 h, Les superstars du catch.

FRANCE-CULTURE 26 & 30 Femilieton: - le Chevalier à la charrette ..

21 h Musique: Angers, musiques du vingtième siècle : « le Ispon hier et aujourd'hui » , Kinshi Tsuruta et ses dis-23 le Nuits magnétiques : les aristocrates

FRANCE-MUSIQUE

19 h 30 Concert (donné le 26 juillet à Bayreuth) : «Par-nifal » de Wagner, par les chœurs et orchestre du Festival, dir. J. Levine, chef des chœurs N. Balatsch. sol. S. Estes, M. Hoelle, H. Sotin, P. Hofmann, F. Mazura... 9 h 36 Zino Francescatti : œuvres de Schubert, Chausson Paganini, Benthoven.

Mercredi 28 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1 11 h 15 ANTIOPE 1.

11 h 45 La une chez vous 12 h

Jeu : Le grand labyrinthe.

LES COMEDIES MUSICALES DE L'ETÉ 85 (v.o.), Mao-Mahon, 17 (380-24-81), Cover Girl, 12 h 35 La bonne aventure.

L'ETE D'EASTWOOD (v.o.), Action 13 h Journal. 13 h 45 Choses vues : Hugo lu par Michel Piccoli.

13 h 50 Croque-vacances (et à 16 h 40). 14 h 30 Reprisa : Chapeau (Enrico Macias).

CODARD Studio Cujes, 5 (354-89-22), 20 h, 22 h : Détective ; 16 h, 18 h : Sanve 15 h 25 Série: Nouvelle de Henry James, Les raisons de Georgina, réal. V. Schlöndorff (redif.).

20 h, 22 h; Détective; 16 h, 18 h; Sanve qui peut la vic.

HUMOUR ANGLAES (v.o.), Action-Ecoles, 5 (325-72-07), Whisky 3 gogo.

A. KUROSAWA (v.o.), Saint-Lambert, 15 (532-91-68), en alternance; Derson Ouzala, Barbérousse, Dodes Caden; + Denfert, 14 (321-41-01), en alternance; les Sept Samourals (version intégrale), Chica caragé. 16 h 25 Antiope 1 jeux.

17 h 40 La chance aux chansons. 18 h 05 Mini-journal pour les jeunes.

18 h 15 Série : Jean-Christophe,

19 h 15 Jeu: Anagram.

19 h 40 Les vacances de Monsieur Léon.

MELO-PASSIONS, MELO-DRAMES (v.a.), Action-Christine, 6 (329-11-30), in Cle de moon 19 h 53 Tirage du Tac-o-Tac.

ia Cié de verre.

E ROHIMER, Républic-Cinéma, 11º (80551-33), ca alternance : le Genou de
Claire; la Carrière de Suzance - la Boulangère de Mouceau; la Marquise d'O;
la Collectionneue; les Nuits de la pleiac
luce ; la Femme de l'aviateur. - Denfert,
14º (321-41-01) : le Beau maringe, Panline à la plage.

CYCLE A. TANNED D'après le roman de Lothar-Gunther Buchheim, réal. W. Peterson, avec J. Prochnow, H. Gronemeyer,

Décembre 1941. Les hommes du U-96, très déçus, espè-rent pouvoir être de resour à La Rochelle pour Noël. Tension extrême dans le sous-marin. Attaque aéries brusque alerte. Cinquième épisode d'un feuilleton à grand spectacle.

21 h 35 Theatre : les Nuits et les Jours. De P. Laville, mise en scène D. Berlioux, C. Daste. Avec J. Berto, R. Mirmont, J. Jezequel... Le premier sort de prison, le second de l'hôpital, Antoine et Claire se rencontrent chez Lila, la patronn de café... L'existence banale, quotidienne de sept per-

gas en quête de vie. 22 h 10 Danse : la Tempête. Ballet du Théâtre national de l'Opéra de Paris, ballet

en un acte d'après la pièce de Shakespeare sur une musique de Tchaikovski. Avec R. Noureev, F. Olivieri, L. Hilaire... 0 h 5 Journal

0 h 15 Choses vues : Hugo lu par Michel Piccoli.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

6 h 45 Télé matin. 10 h ANTIOPE.

11 h 45 Récrè A 2.

Journal et météo 12 h 12 h 10 Jeu: L'académie des peuf.

12 h 45 Journal.

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : 13 h 35 Série : Magnum Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), 22 h. 14 h 25 Téléfilm : Moviols. JULES ET JIM (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1= (508-94-14), 20 h

La blonde de l'année, d'agrès le roman de G. Kanin, réal. J. Erman. Avec L. Bridges, C. Forstund.

Deuxième volet d'une série consacrée aux héroines d'Hollywood: cette fois Marilyn Mouroe, incurnée par LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1º (508-94-14), Constance Forslung LOLITA (A., v.o.) : Denfert, 14 (321-41-01), 21 h 45. 16 h Sports été. Patinage arristique : cyclisme.

> 18 h 40 Flash info. 18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Emissions régi

19 h 40 Fouilleton : Hôtel du siècle. Journal. 20 h

20 h 35 Téléfilm : Donation François, marquis de Sade.

De M. Julian, réal. P. Antoine. Avec B. Cremer,

De M. Julian, ren. F. Francis.

J. Chaplin, C. Magnet...

L'histoire intérieure de Donatien François, marquis de Sade enfermé à l'asile, jouée ici par les malades. Dérision et souvenirs se mélangent. Parallèlement, le film des surpitudes et des rares instants de bonheur de l'illustre libertin défile dans son cerveau.

22 h 15 Un repas de famille, un dimenche à Ville-

just.
La photographie hors cadre, proposée par Guy
Le Querrec, réal. R. Bober, prod. INA.
Le cinéaste Robert Bober accompagne Guy Le Guerrec,
qui rapporte trois aus après à la famille Vaillant les
photos qu'il avait prises pendant le mariage d'une de
leurs filles. Trois regards sur « la maride », une démarche originale et un spectacle surprenant. 23 h 5 Journal.

23 h 25 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

19 h 6 Dessin animé : La parithère rose.

19 h 15 Informations régionales, 19 h 40 Coups de soleil.

Bleu-est ou les clips-voyages de Lois Chriss, les mys-

19 h 55 Dessin anime : Il était une fois l'homme. 20 h 5 Les jeux. 20 h 35 Cinéma 16 : le Berger des ebeilles.

En hommage à Jean-Paul Le Chanois, d'après A Lamoux, réal J.-P. Le Chanois, avec J.-P. Andréani,

Après trois dures années de détention en Allemagne nazie, un homme retourne dans ses Pyrénées natales pour entrer dans la Résistance contre l'occupant. Une heureuse rediffusion.

22 h 20 Journal.

22 h 40 Feuilleton: la Flèche dans le cœur. D'après L. Zuccoli, Réal. G. Fago, Avec L. Terzieff, A. Canovas, P. de Boysson, L. di Berti...

Numéro cinq d'une coproduction franco-italienne. La passion d'un enfant romantique dans l'Italie du début du siècle. Chronique intime qui tisse une histoire d'amour entre un enfant de huit ans et une jeune fille de dix ans son ainée. Climat impressionniste del ment poétique qui ne laisse pas insensible.

23 h 35 Rencontres de l'été. Francis Lalame 23 h 40 Prélude à la nuit.

L'Amour et la Vie d'une femme -, de R. Schumann Interprese par Mogali Damonte, mezzo-soprano, J. Chalmeau, piano.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym; 7 h 10, Top 50 (et à 19 h 45); 7 h 45, Reilly, l'as des espions; 8 h 35, Dancin'days (et à 13 h 5); 9 h 5, Cabon Cadin (et à 12 h 30, 13 h 35 et 17 h 25; 9 h 10, A nous la victoire, film de J, Huston; 11 h, Les Monstresses, A nous la victoire, film de J. Huston; 11 a, Les Monstresses, film de L. Zampa; 15 b, C'est encore loin, Naples 7: 15 b 50, Téléfilm: Banco; 18 b 10, Bioman; 18 b 35, Jeu: Les affaires sont les affaires; 19 b 5, Zénith; 20 b 55, Les yeax de la terreux, film de K. Hughes; 22 b 30, Vivement demanche, film de F. Truffaut; 0 b 20, L'amour par terre, film de J. Rivette; 2 b 20, Document: La grotte des

FRANCE-CULTURE

0 h, Les mits de France-Culture; 7 h 00, Sous la radio, la plage; 8 h 05, Bobby et les siens; 8 h 30, Les elemins de la comalisance; déliciences et handicaps, une histoire de l'infirmité; 9 h 05, Temps libres; (et à 11 h, 11 h 30, feuilleton: «Le voyage en Vendée, qu le Ruyaume de Lunis XVII»; et à 14 h 30, 16 h et 18 h 30); 9 h 30 Mémoires du cièrle avec Aimery Somony: 9 h 30, Mémoires du siècle, avec Aimery Somogy; 10 h 30, L'opérette, c'est la fête : Emerich Kalmau; 12 h, Panorama : entretien avec Arrabal; à 12 h 45, le ral : à 13 h 30, Les décraqués : 13 h 40, Chansons pour un été : chemins de traverse : 14 h, Nouvelles policières : » Mou œil », de Michel Lebrun ; 15 h 30, Les chemins de la transparence: rencontre avec Philippe Jacottet; 17 h 60, Hèros de rock: Les années 80; 17 h 10, Le pays d'ici: en direct du Vaueluse: le théâtre sur des tréteaux; 18 h 5, Agora, avec Luba Jurgenson; 19 h 30, Lisbonne: de Almada à Alfama, Lisbonne entre la Révolution et l'Europe. 20 h 30 « La campagne est ai belle en automne », de S. Desperier et N. Mahieux.

21 h Musique: Angers, musiques du XX siècle, choc des cultures et migration des instruments: l'eusemble japonais Yonin-No-kai, l'eusemble Sesquitertia.

22 h 30 Philippe Soupault, le donneur de rèves, par S. Albert et A. Saulnier.

23 h 30 Nuits magnétiques : trompe-l'oreille.

FRANCE-MUSIQUE

2 h., Les nuits de France-Musique; 7 h 10, Réveille-matis : à 7 h 30, Idée fixe : à 8 h 40, Bonjour M. Trenet : 9 h S. Le matin des musicieus : citation, collage, montage, œuvres de Debussy, Rachmaninov, Prokofiev, Berlioz, Liszt, Dallapiccola...; 12 h 5, Concert (donné le 26 novembre 1984 à la radio de Berlin): œuvres de Mozart, Mahler, par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin; 13 h 40, Sonates de symphonique de la radio de Bernai, as a sur les sillons : Scariatti par Scott Ross : 14 h 2, Mémoires des sillons : petite histoire du phonographe, les poupées parlantes:
15 h. Sammel Feinberg, pianiste et compositeur soviétique, ceuvres de Bach; 16 h., «1925», par Pierrette Germain, ceuvres de Roussel, Janacek, Ibert, Koechlio, Chostakovitch, Villa-Lobos; 18 h. Une heure avec... Uppsala Akademiska Kammarchor et Klum Kammarkor, œuvres de Olsson. Wikander, Stenhammar. Alfven, Ahlen, Poulenc; 19 h 5, Le temps de jazz : la conquête de l'Ouest, les shérifs de New-

20 h 30, Concert (donné au Théâtre d'Épinal le 3 mai) :
«Märchenbilder, pour clarinette et piano, op. 73 », «Marchenerzählungen, pour alto et piano, op. 113+, de Schumann, «Trio pour charinette, alto et piano en mi bémoi majeur» de Mozart, »Pièces pour clarinette, alto et piano, op. 83», de Brueh, par C. Ivaldi, piano, M. Portal, charinette, G. Caussé, alto.

23 h 5, Nocturues : œuvres de Manuel de Falia, Debussy,

COFRA RECRUTE JOUS AZ ... DELEGUES REGION

Medical Straight

And the second

g 42 F

14 30

. 20 69 00

69 **30** 49.30 204 30

ploi/ (c

_AMBERT FREE

en Mécanique

THE POST STORESTER OF

LA ENSI. ... WE THE

segmenthe et au dévelo : " : des protesypes, és

.. > e allemande ou an

.... dans le cadre de la

r voresser lettre manusch versore 191 à Madame L

AMBERT FRE

- - : sea produktst.

James of the meteode

e comation superieure : mière experience du créd une carrière active et un pr Etablissement de crédit. sp

immobilier, nous connaiss Aussi nos différentes impla

Paris, Lille, Lyon, Marseil Toulouse et bientôt Borde Choisissez votre terrain d'a candidature avec c.v., pho à Madame Godin, 1461 av

59342 Cambrai Cedex.

emplois in (et depar

Emirat

EMIRATES AT

recherci RSONNEL

La compagnie d'aviation la Cherche du personnel navigant Tan e: masculin. Nous demando *: Patrimenté. Age minimum: 20 s La connaissance de la langue ar

le langue arabe un avantage. Cus étes priés de remplir anglais en donnant un maxim education scolaire, vos qualifica *Cife carrière professionnelle e **** = ez volé. Priere de joindi

une photo passeport à votre c "cles. Hotel Hilton Internation F 2740 Paris Cedex 15. Vous êtes priés rélephone et voire

permettre de vo aura lieu à Paris Notre base e el agréable su logement et assurés par selectionne rejoindre

Emirates

jû0t

JAL PLUS

1.3

NCE-CULTURE

NCE-MUSIQUE

a. • ४ - ४ विदेश - • विद्याल ११

St Dest

5 less...

35 Car

aoûţ

1 *r.

: 20 .00 . 40 February

Sec. 1. Mary Trans.

A Same

Bangara .

(4)2 · · · ·

14-A

WELL HE

: 35 Fc .

* * F /

, a. . .

MAL PLL

A

6.00

4 " 1" Sec.

12 May 2011

A.S. a. - ye apt

 $S_{\rm tot} = g = R_{\rm tot}^{\rm tot} \, T^{\rm tot}$

海底 ぶりんりょ

NOS COULTS I

M Courers | 1 - 1 - 2 |

O Femiliera

where the first feet was the second

O Femiliaruse

Maniague

Signature

Maniague

1 gas trained to the strained

· · · · · · · · una ites Mes

Er fir des abelle

... E

100

. : : :mes:

. . . 27

100 45

القائد والحلا

ود صناد . .

11.50 . . . 6

1 Comme 2 Co.

:-=

. - 32457

But the service of the section of the

we shall also

B. Maria Mar

MCE TOUR

3 4

Name and Address of the State o

. . . . 2

5- 44 1.2

80 100

E Now with

100

an curre from C

16 Pencangrat de l'ere. 20 p. m. with the true.

OFFRES D'EMPLOIS	La ligne* 104,00
DEMANDES D'EMPLOI	31,00
IMMOBILIER	
AUTOMOBILES	89,00
PROP. COMM. CAPITAUX	69,00
PROF. COMMIC CAPITAGE	204,00

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES OFFRES D'EMPLOIS		69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,18
MANOBILER		53,37 53,37
AGENDA	45,00	53,37
 Dégrands submourbon ou magnère de pt 	ruterie.	



emplois régionaux emplois régionaux

123,34 36,76 81,83 81,83 81,83

emploiz régionaux

emplois regionaux

LAMBERT FRERES ET CIE

recherche pour sa filiale SIMU basée dans la région dijonnaise

en Mécanique Générale

aux fabricants de stores, volets roulants et grilles métafliques... Ingénieur A et M, INSA, ENSI, ... le titulaire sera rattaché au Directaur Tachnique, (esseix et mises au point des prototypes, études, industriu tion et transformation des produits).

Connaissance de la langue allemande ou anglaise souhaizée.

Ce poste est très évioutif dans le cadre de la Société ou du Groupe. Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétention sous référence 191 à Madame LEREDE.

LAMBERT FRERES ET CIE 5 RUE VERNET 75008 PARIS.

FICOFRANCE

TOUS ATTAINTS.

...DELEGUES REGIONAUX #F

de formation supérieure avec de préférence une première expérience du crédit immobilier et attirés par une carrière active et un produit de qualité.

Etablissement de crédit, spécialisé dans le financement immobilier, nous connaissons une croissance très

Aussi nos différentes implantations régionales : Paris, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Rennes, Toulouse et bientôt Bordeaux et Nice, vous attendent.

Choisissez votre terrain d'action et adressez votre candidature avec c.v., photo et prétentions s/réf. 328 à Madame Godin. 1461 avenue du Cateau, B.P. 18 59342 Cambrai Cedex.



FICOFRANCE

emplois internationaux

(et departements d'Outre Mer)



Emirates .

EMIRATES AIRLINES

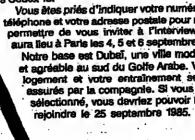
recherche **PERSONNEL NAVIGANT**

La compagnie d'aviation la plus nouvelle du monde cherche du personnel navigant commercial qualifié féminin et masculin. Nous demandons du personnel de cabine expérimenté. Age minimum : 20 ans. Taille minimum : 1,60 m. La connaissance de la langue anglaise est essentielle et de

la langue arabe un avantage.

Vous êtes priés de remplir votre curriculum vitae en anglais en donnant un maximum de détails sur votre éducation scolaire, vos qualifications, les langues parlées, votre carrière professionnelle et le type d'avion sur lequel vous avez volé. Prière de joindre une photo pleine taille et une photo passeport à votre candidature, et adressez à: Emirates, Hôtel Hilton International, 16 Avenue de Sutfren, F. 75740 Paris Cedex 15.

Vous êtes priés d'indiquer votre numéro de téléphone et votre adresse postale pour nous permettre de vous inviter à l'interview qui aura lieu à Paris les 4, 5 et 6 septembre. Notre base est Dubaï, une ville moderne et agréable au sud du Golfe Arabe. Votre logement et votre entraînement seront assurés par la compagnie. Si vous êtes selectionné, vous devriez pouvoir nous



Ingénieur bureau d'études/travaux neufs sur un site novateur

Nous sommes l'une des plus importantes entreprises de chimie 2º U.S., 6º mondiale. Notre site de Drusenheim, près de Strasbourg, regroupe plusieurs unités de fabrication (mousses et films plastiques) de haute technologie, et un centre de recherche appliquée à vocation

Nous attachons une grande importance au développement des équipements généraux, à l'amélioration des procédés de fabrication, ainsi qu'à la mise en œuvre de nouveaux.

Ces missions sont du ressort de notre bureau d'études travaux neufs que nous souhaitons étoffer. Vous êtes ingénieur de formation mécanique ou chimie industrielle, avec éventuellement une première expérience du milieu industriel.

Après une période de formation à nos procédés et procédures (sécurité, standards...), en relation étroite avec le responsable travaux neufs et les ingénieurs de production, vous participerez, en équipe ou en solitaire, aux travaux du bureau d'études (élaboration et suivi des projets, formation des utilisateurs, contrôles des résultats).

Votre esprit ouvert et pratique, votre facilité de contact et de communication, vous aideront à réussir à ce poste et à évoluer ensuite en unité de production.

Envoyer lettre, CV et photo sous réf. 83138 à: Dow Chemical France, Département des Relations Humaines, BP 20, 67410 Drusenheim

La connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire.

DOW

"Marque deposée: The Dow Chemical Company

SOCIÉTÉ SUD DE LA FRANCE

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

Domaine de compétence : conception et calcul d'ouvrages de génie civil liés aux aménagements hydrauliques. Formation école d'ingénieurs, spécialisation T.P. souhaitée avec environ 5 ans d'expérience.

Contrat à durée déterminée avec un minimum d'un en.

Connaignance de l'anglais appréciée.

Adresser lettre manuscritz, o.v., photo et récombration souhantée sous n° 7 667 le Monde Pub. sonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris

jeune ingénieur chimiste

(E.S.C. - LN.S.A. ou équivalent) Société de Parfemerie-Counétologie implemée dans

le Sud-Ouest, Filiale d'un Grand Groupe Français de renommée mondiale, offre un poste d'ingémeur qualité à un jeune ingénieur chimiste. Remeché au responsable technique, il seus chargé du Laboratoire Analytique et du Contrôle Qualité des emballages et des articles conditionnés sinsi que de

l'assistance technique de nos agents étrangers.

Anglais irdispensable - Espagnol apprécié.

Lieu de travail: MOURENX (Pyrécées Atlantiques) Adresser lettre manuscrite avec Curriculum-Vitae, photo et prétentions sous référence n° 80044 à : PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Résumur - 75002 Paris, qui transmettra.

Fédération Couvres Laiques La Havre recherche ANIMATEUR(TRICE)

goût coordination et pestion, qualifié, techn. communication. Earlie avec c.v. et pritt. FHOL, petities et a.y. 32, rue Clovis, 78090 Le Havre Cedex. LA VILLE DE BEAUVAIS

UN JOURNALISTE QUALIFIÉ Connaissance des nouvelles techniques de communication très appréciés. Salaire, net : 7 500 F à 8 500 F, salon réfé-

rences. Advesor c.v. de event le 1-10-85 à Moneie Direction

Amendiation (lot 1901) cherche DIRECTEUR DES SERVICES COMMUNIS
responsable administratif
pour gestion, comptabilité,
informatique.

LE CENTRE DE RECHERCHES PHARMACEUTIQUES SEARLE

STUF & ST

SUPERVISEUR . D'HISTOLDGIE (H./F.)

Il sera aous la responsabilité d'us pathologista, aura un bon niveau de conneletances aclemitiques générales et une partaire matrine des techniques histologiques. Il devra également l'its familiaries avec l'organisation d'un laboratoire : animation des techniques sous as responsabilité, classament et archivage des prélèvement et archivage des prélèvement et données, respect des procédures se conformité avec les réglectementions, participations

Env. C.v., lettre men., photo à REGE-PRESSE, nº 310 282 M. 7, rue Monttessuy, 76332 SOPHA-ANTPOLIS, B.P. 23, 06551 VALBORNE CEDEX.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils recoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

CAV ROTO DIESEL

Fabrication de matériel d'INJECTION DIESEL, 1.800 personnes, recherche pour son uisine de

BLOIS

ingénieur technico-commercial

FORMATION: ingénieur mécanique générale (connaissances moteurs appré-PONCTION : animation et coordination des échanges première monte avec les

ingénieur formation

FORMATION: A.M. - E.N.S.I. ou equivalent avec specialisation contrôle qua

FONCTION: à partir d'une politique qualité définie, il devra recenser et définir les besoins pour préparer et animer des cycles de formation.

ingénieur méthodes

tisé des lignes-produit.

FORMATION: AM, INSA, ENSI ou équivalent.
FONCTION: il participera evec l'équipe Méthodes au programme e d'automatisation des fignes de production e installation de robots e manutentions automatiques • développement de cellules flexibles d'usinage • pilotage informa-

ingénieur-électronicien

POUR SERVICE LABO MOTEURS

ayant des connaissances en micro-informatique, pour développement, mise au. point et industrialisation de contrôleurs électroniques automobiles - ANGLAIS indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions (en indiquant le poste choisi) au Service du Personnel - CAV ROTO DIESEL 9, boulevard de l'Industrie - 41008 BLQIS

Responsable service achats

LA ROCHELLE

Des commandes de matériels ferroviaires en hausse, pour la Chine, le TGV Atlantique... Un environnement de travail et de vie sympathique. L'autonomie d'un établissement à taille humaine et la coordination è l'échelle d'un groupe puissant : c'est dans ce contexte que vous êtes responsable de l'ensemble de nos achets (climatisation, freins, systèmes de portes, matières premières, frais généraux divers...). Vous animerez une équipe d'une quarantaine de personnes dont 4 cadres. Votre sens de la négociation et de l'encadrement s'appuie sur une formation supérieure et une solide expérience des echats, dans notre secteur ou dans celui de l'équipement industriel.

Merci d'écrire avec CV et photo à ALSTHOM - BP 59 -17001 La Rochelle Cedex.

Emirates

FFRES D'EMPLOIS	Le ligne* 104,00	La Ligne TTC
EMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
MMOBILIER	. 69,00	81,83
UTOMOBILES	69.00	81,83
GENDA		81,83
ROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

MINONCES ENCADRÉES FTRES D'ÉMPLOIS	Le som/osi* 59,00	Le mm/TC 69,97
EMANDES D'ÉMPLOI	17,00	20,18 53,37
UTOMOSILES GENDA	45,00	53,37 53,37
Dégressits sulon surface ou nombre de pr		

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ariane

vous offre d'intégrer en qualité d'ingénieur, l'équipe en charge de la spécialité guidage - pilotage

utilisée lors de la préparation des chaînes électriques du lanceur ariane.

Au sein de notre division opérations lancements - département systèmes électriques - nous vous proposons de :

 PARTICIPER à la définition et à l'élaboration des procédures "logiciels" de contrôle. ■ FAIRE VIVRE les programmes informatiques correspondants et les valider. ASSURER, après formation, la responsabilité de la spécialité lors d'une campagne de lancement en Guyane.

Vous êtes diplomé d'une école d'ingénieur type INSA, ENSI ou similaire.

Vous avez acquis une formation de base en électromécanique, électronique et informatique.

 ${f V}$ ous apporteriez un plus en justifiant d'une expérience de la navigation par inertie.

Enfin, sens des responsabilités et esprit d'équipe sont parmi vos qualités personnelles reconnues.



Le poste est à pourvoir à EVRY mais bien sûr il nécessite de nombreux déplacements en GUYANE.

Merci d'adresser votre candidature à Bernard MALAGIE. Relations Humaines, 1, rue Soljénitsyne, 91000 EVRY.

Ressources Humaines, Management et Gestion.

Depuis une disaine d'années, vous maitrises bien toutes les facettes d'une Direction du Personnel : définition de structure, droit social, mouvement et recrutement des padres, amélioration aux systèmes de gestion du personn harmonisation des politiques entre les centres de production et les filiales.

vous etes un hombe DE DIALOGUE QUI SAIT CONVAINCRE PARCE QUE VOUS AVEZ DES CHOSES A DIRE ET A FAIRE PASSER. Rejoignez un important groupe papetier comme le notre.

Il fait partie de coux qui continuent de gagner dans un contexte difficile et qui, pour cels, investissent en hommes pour s'adapter à de nou-

Basé au Mord-Est de Paris, vom ferez ainsi la preuve de vos competences auprès de divers établisaments. Le Siège Social du Groupe (à l'étranger) apprécient votre formation supérieure, votre anglais courant, et suives avec intérêt vos performances pour pouvoir, en temps utile, vous suggerer d'autres challenges. Un détail : ce poste comporte des déplacements fréquents mais de courte durés en France et à l'étranger.

Votre lettre et CV complet seront à sûresser à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris, en rappelant sur l'enveloppe la référence 55473.

Discrétion totale assuré

Pour participer à son développement BANQUE NATIONALISEE recherche

EXPLOITANTS BANCAIRES

Nous attendons des professionnels expérimentés qui ont une bonne connaissance de la clientèle des PME et des particuliers. Ils devront s'intègrer à des équipes dynamiques et assurer, à brève échéance, des responsabilités dans nos Agences de PARIS ou de BANLIEUB.

Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite (CV) photo et prétentions) en rappelant la référence 55485 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

JEUNES INGENIEURS, LA COMPETENCE INFORMATIQUE L'informatique vous connaissez et vous étes doué pour ça. Fana de micro inventif ou gestionnaire rigoureux et

concepteur, vous voulez investir dans des projets, élargir vas compétences et réussir.

Nous vous proposons une insertion immédiate dans nos équipes d'études, parroinés par des pros dans des fonctions très vite autonomes et responsables qui vous permettrant de valoriser votre formation et d'évaluer sur le plan personnel. Nous sommes l'une des premières Société de Services et d'Ingénierie Informatique françaises (600 personnes) spécialisée dans le secteur Banques - Finances. Nos 2 centres parisiens développent et mettent en œuvre les techniques les plus performantes dans le cadre d'activités logiciels, télématique et réseaux, facilities management...

Si notre offre vous intéresse écrivez sous réf. Il 985 à Bénédicle Peronnin SITB, 38 rue des Jeûneurs 75002 Paris.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Une banque ouverte sur l'industrie

Ingénieur en robotique, productique: un avenir différent ...

dans l'industrie mécanique, vous souhaitez orienter votre carrière vers le metier d'Ingénieur-Conseil. Dans notre Département Etudes Industrielles, nous vous confierons des missions en vue de l'octroi de crédits. prises de participation ... en France ou à

l'etranger. A ce poste vous aborderez tous les aspects de l'Entreprise : humains, économiques, techniques, financiers, commerciaux, développant ainsi vos qualités de contact. d'analyse et de synthèse.

A 30 ans environ, après une expérience Vous étes Ingénieur : X. MINES. CEN-TRALE _ et vous avez une formation complémentaire en économie ou en gestion (MBA, IEP, CPA _) indispensable pour être performant dans la mission qui sera la votre, de plus vous parlez anglais.

> Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite. CV en indiquant vos prétentions à : Marie-Therese Johy. SOCIETE GENERALE - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin 75009 Paris.

Celle de créer notre agence de publicité, abandonnant le confort des grandes structures. Celle d'exercer avec passion un métier difficile : conseil en publicité de recrutement. Cette audace nous voulons la retrouver chez un futur chef de publicité (H.F.) qui sera notre assistant : une tête bien faite, douée pour l'écoute et l'analyse, rapide et organisée, avide de comprendre les mentalités des Hommes et des Entreprises. Nous sommes prêts à vous rencontrer: écrivez-nous, Anne Perru, Alain Snervalin, 3, rue de Liège 75009 Paris.

les ateliers georges dufossé sont spécialisés dans la formation à la communication et visent le développement des personnes dans le respect des finalités de l'Entreprise. L'Animateur de formation qu'ils recherchent est déjà expérimenté : il connaît l'Entreprise et ses impératifs, il comprend ses circuits de décision. Il aura à consciusion du mismet des aéminiments durs la charma métalicanal e concuvoir et animer des «éminaires dans le champ relationnel : entretien, situation de vente, régulation des groupes, vidéo communication de haut niveau, etc. Imaginatif, doué pour l'expression, il fait preuve d'une vraie motivation pedagogique renforcée par un travail personnel acquis au CEFFRAP ou à l'ARIP... L'activité d'animateur implique des séjours en résidentiel et des déplacements fréquents. Pour plus d'information adresser CV + photo + remuneration actuelle à ARC, 12, rue de l'Echiquier 75010 Paris.

ANIMATEUR **DE FORMATION**

pour son département informatique répartie Chefs de projets

écoles, université (DEA, DESS) expérimentés dans les domaines des bases de données, de l'acquisition de connaissances, de la gestion transactionnelle.

Ingénieurs Logiciel

Débutants ou expérimentés, Etudes et réalisation de logiciels de base (télé informatique, réseau, gestion de données, gestion de terminaux).

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisse à T. LAUNET ent de l'information techniques nouvel

1 à 5, rue Gustave-Eiffel



Traducteur Réviseur

AMNESTY INTERNATIONAL

Nous recherchans le Responsable de notre Unité de Traduction.

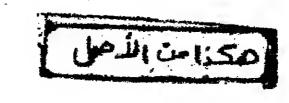
Il devia: réviser les traductions d'Anglais en Français de textes destinés à la publication.

 recruter et animer une équipe de traducteurs professionnels. A ce professionnel, nous demanderons une bonne formation juridique, une connaissance du monde contemporain sur le plan politique, économique, social et une solide expérience de la traduction

Merci, si vous vous sentez concemé, d'envoyer lettre monuscrite. C.V. sous référence 85401 M à Madame Claude FAVEREAU.

13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

AFCOREM THE



EPRODICTION INTERDITE

yous,

vous avez obtenu u vous ferez tout pour

vous voulez éviter la Assistant Chef de pr vous étes tente par

triation. yous souhaitez pren ponsabilités de com

NCUS, nous rech

FCOLE DE (HEC, ESS

débutants ou p

Nous faisons appel : desireux de valorises cants et capables de charge

A DIRECTIO

dune de nos filiale période de formation

Nous sommes industriel et Co leader mondial

Tous renseignement turnis au cours d'ei p.s grande discrétion Adresser vo

9 bis, rue Lal qui tra

GENIEURS IPLÔMES D

magination, rigueur, expérient Chaque année des diplômés de ^{chem}in vers des responsabilit Le Gépartement Ingénierie Potentiel humain, recherch

Formes aux méthodes origina Peneralistes complets évoluer Consultant, Ingénieur-Systèm lenieur lechnico-commercial. Adressez votre candidature (

rence DRS:41 a Mme Jamet, ³⁴ rue de Gren**elle, 75007 Pa**



REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION

OFFRES D'EMPLOIS

ces Humaine

nent et Gestio

word manners her toute le

section is adjusted to the control of the definition of the control o

ree & son Love, spement

NTS BANCAIRE

melogración de la companya del companya de la companya de la companya del companya de la company

••• LE MONDE - Mercredi 28 août 1985 - Page 19

	DEMANDES D'EMPLOI IMMOBILIER AUTOMOBILES AGENDA	La ligno* 104,00 31,00 69,00 69,00 69,00 204,00	123,34 36,76 81,83 81,83 241,84	A	10	0	NCI	ES C	lA	SEES		ANNONCES ENCADRÉES DIFRES D'EMPLOIS DEMANDES D'EMPLOI MANOBILIER AUTOMOBILIES AGENDA ** Organistic votor outloire ou nombre de pr	45,00 45,00	69,97 20,16 53,37 53,37 53,37
--	---	---	---	---	----	---	-----	------	----	------	--	---	----------------	---

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

VOUS.

vous avez obtenu un diplôme commercial et vous ferez tout pour ne pas rester derrière un

vous voulez éviter la filière "classique" : Assistant Chef de produit ou Auditeur Junior, vous êtes tenté par l'aventure d'une expa-

vous souhaitez prendre rapidement des responsabilités de commandement.

NOUS, nous recherchons plusieurs

JEUNES DIPLOMÉS ÉCOLE DE COMMERCE

(HEC, ESSEC, ESCP, ...)

débutants ou première expérience.

Nous faisons appel à des hommes de terrain, désireux de valoriser leurs talents de commerçants et capables de prendre rapidement en charge

LA DIRECTION COMMERCIALE

d'une de nos filiales étrangères après une période de formation en France d'environ 2 ans.

Nous sommes un Grand Groupe Industriel et Commercial français. leader mondial sur son marché.

Tous renseignements complémentaires seront fournis au cours d'entretiens individuels et la plus grande discrétion est assurée.

> Adresser votre candidature à INTERMEDIA Nº 581 B

9 bis, rue Labie - 75017 PARIS

qui transmettra.

L'AVENIR A SES METIERS

Nos produits et services anticipent les besoins de traitement de l'information de l'entreprise : besoins économiques, scientifiques, techniques... Leur commercialisation, c'est la mission que nous souhaitons confier à une équipe :

l'ingénieur commercial

Représentant la Compagnie auprès des administrations et entreprises; vous établissez des contacts au plus haut niveau.

Vous avez la responsabilité commerciale, administrative et financière d'un territoire géographique ou spécialisé par branche d'activité.

l'ingénieur technico-commercial

Conseiller des utilisateurs, vous les aidez à mettre en œuvre nos systèmes et nos applications.

Responsable des études et des solutions techniques, vous assurez l'aide à la vente, le suivi de la formation, l'assistance technique.

Ces deux métiers d'avenir s'adressent à de

JEUNES DIPLÔMÉ(E)S **GRANDES ECOLES D'INGENIEURS** OU DE COMMERCE ET GESTION

(Bac + 4 minimum), débutants ou ayant une courte expérience, parlant l'anglais et acceptant la mobilité géographique.

Notre formation rémunérée, théorique et pratique, aidera les diplômes d'écoles de commerce à acquérir les connaissances techniques nécessaires et les ingénieurs à développer leurs qualités commerciales.

Faites acte de candidature des maintenant. Nous vous recevrons suivant vos disponibilités ou les nôtres et en fonction des exigences et de la variété des postes à pourvoir.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à IBM France (référence ICTC-M27/8) - Département Recrutement -2, rue de Marengo - 75001 PARIS.

Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

INGENIEURS GRANDES ECOLES DIPLÔMES DE L'UNIVERSITE VIVEZ

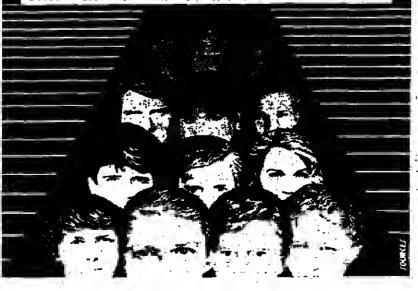
L'énergie créative

Imagination, rigueur, expérience, trois composantes de la créativité CGI. Chaque année des diplômés de haut niveau rejoignent CGI, le plus court. chemin vers des responsabilités à leur mesure.

Le département Ingénierie Paris, soucieux de développer son potentiel humain, recherche des débutants.

Formés aux méthodes originales CGI, ces diplômés deviendront des généralistes complets évoluant à travers un large éventail de métiers : Consultant, Ingénieur-Système, Chercheur-Réalisateur, Formateur, Ingénieur technico-commercial...

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence DRS/41 à Mme Jamet, Compagnie Générale d'inform 84 rue de Grenelle, 75007 Paris



MPORTANT ORGANISME SOCIAL

recherche pour son SECTEUR MEDICO-SOCIAL COLLABORATEUR

H/F Maîtrise de droit. Esprit de synthèse ;

capacité de rédaction, petite expérience professionnelle indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV avec photo (restituée) et prétentions à FNMF, Division des Relations Sociales, 56-60, rue Nationale, 75649 Paris Cedex 13.

Dans le cadre de son expansion (52% en 1984), CABINET DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

INGÉNIEUR RESPONSABLE DE CLIENTÈLE

Expérimenté en Brevets d'Invention. Anglais indispensable. Evolution importante possible pour candidat autonome attiré par la profession de conseil. Stricte confidentialité assurée par l'intermédiaire; indiquez les Cabinets à ne pas contacter. Ecrire avec CV. manuscrit, photo et prétentions à R.H.C. nº 100 - 10, rue de Monceau - 75008 Paris.



- de la vente de nos produtts en Europe.
- Le lieu de travail est à Trappes (Yvelines). ■ Les candidatures doivent être adressées à : ...

CÉRAMIQUES TECHNIQUES DESMARQUEST Service du Personnel

2, avenue Albert-Einstein, 78190 TRAPPES.

CHEF DE MISSION AUDIT :

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils recoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

The second of the second

The state of the second

Newson Company

aducteur Révise Brez:

.

Pŧ

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES Lama/ed* Lama/TC 69,97 59.00 OFFRES D'EMPLOIS DEMANDES D'EMPLOI 17,00 20.16 MARAOBILIER 45,00 53,37 53,37 53,37 45,00 AUTOMOBILES Dégrassife salon surface ou nombre de parations.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SA D'HLM/30 000 logts

COMPTABLE

PRINCIPAL(E)

chargóia) plus particulibrement

— D'assurer l'inserface entre la
comptabilité et l'informati-que sous le double aspect
des relations interneuviose et
du traitement de l'informa-

tion.
De constituer et de mettre à jour des manuels de procédures comprables BAC + 2 (DUT, BTS, option gestion comptabilité informatisée 3 ens minimum, Adresser c.v., phoso et présentions

photo at prétentione LOGEMENT FRANÇAIS, 12, rue Paul-Baudry, 75008 PARIS.

FRANCE SYSTEME

DEP. DU VAL-DE-MARNE

par voie de détechement

UN INSPECTEUR(TRICE)

an most au tempt must, pour le Direction départementales des affaires suritaires et sociales du Val-da-Marris (service de tintelle des établissements pour personnes égées). Les agents intéresée dovront faire pervenir leur demende avent le 15 aeptembre 1989 à : Monteur le Président du val-consail dénéral du Val-

à : Moreleur le Président du consail général du Val-de-Marne, Direction du person-nel départemental 1st bureau, recrutement Hôtel du départe-ment, sv. du Général-de-Gaulle, 94011 CRÉTER, Cedes.

SECTEUR EXPLORATION

INGÉNIEUR A. & M.

PROFESSEURS

OFFRES D'EMPLOIS

RÉALISER, INNOVER, CRÉER.

Trois impératifs et un objectif pour le DÉPARTE-MENT RADARS CONTRE-MESURES MISSILES de THOMSON-CSF: rester à la pointe de l'électronique la plus

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS TRAITEMENT DU SIGNAL RADAR

Les postes suivants sont à pourvoir:

- Conception et réalisation de systèmes numériques.
 Études et développement de logiciels pour microprocesseurs.
 Simulation informatique de traitements radar.
 Architecture et développement d'opérateurs à basé de microprocesseurs.
 Modélisation et simulation de système radar.

- · Assistance à la conduite de projets.

Merci d'adresser votre candidature à Madeleine GUIGUES · THOMSON-CSF, Service du Personnel, 68, avenue Pierre-Brossolette, 92240 MALAKOFF.

/_ THOMSON-CSF

CENTRALE, SUPELEC, A.M...

(Option Informatique)

Débutants ou 1ers expérience

Chimie de base, plastiques et chimie fine... SOLVAY est un groupe interna-tional qui -pèse- 34 milliards de francs. Nous pensons que l'informatique est un bon moyen pour connaître à fond l'entreprise et qu'elle constitue un tremplin idéal pour de jennes diplômés soucienz de parfaire leur formation avant d'accéder à des responsabilités élargies. Ainsi, après une période de formation de quelques mois, vous intégrerez des équipes travaillent en col-laboration étroite à des applications de gestion. Ces applications pourront, selon les besoins, toucher à la production, les stocks, la logistique, le personnel... aussi bien qu'à la bureautique on à la télématique. Dans tous les cas, vous mènerez le projet de A à \hat{Z} : étude, conception, réalisation. Vous travaillerez sur HP 3000 et prendrez - à terme - des responsabilités en production, informatique process...

Bon contact, curiosité, ouverture, esprit d'équipe, mobilité géographique pour déplacements fréquents en France sont des atouts indispensables. La commissance de l'anglais est un plus.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature au Service du Personnel de SOLVAY, 12 cours Albert 1°, 75008 PARIS.



CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

La Caisse Nationale de Crédit Agricole recherche pour ses filiales de crédit - ball en banlieue ouest de Paris un

CADRE COMPTABLE

Sous l'autorité du responsable du département comptabilité, il assurera le contrôle de la compta-bilité générale, la préparation des bilans et des comptes de résultats, l'établissement des déclarations fiscales ainsi que divers documents propres à l'activité d'un établissement financier.

Ce poste est de nature à intéresser un candidat agé de 30 ans minimum, ayant une solide formation comptable (DECS ou équivalent). Il aura acquis au cours d'une expérience minimum de 5 ans, de préférence dans un établissement financier ou bancaire, une bonne maîtrise des techniques comptables dans leur ensemble, il sera habitué à travailler avec les moyens informatiques et aura de

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, CV, photo et prétentions sous ret. LAW/0744 mentionnée sur l'enveloppe, à CNCA Direction du Personnel service gestion des personnes-78280 Saint - Quentin - en - Yvelines - Guyancourt.

SOCIETE DE SERVICES ET O'INGENIERIE INFORMATIQUE (800 personnes) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale recherche

TECHNICIEN de **MAINTENANCE**

pour mini-ordinateurs (de préférence sur la gamme SOLAR SP55) et périphériques disques, dérouleurs de bandes magnétiques, imprimantes).

Expérience exigée de 4 ans minimum.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à N. 4743 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui trans.

occasions erie complet, état n). A3/A4, T. (41) 88-38-55.

propositions

diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avéc ou sens diplôme. Demandes, une documentation (prature) sur la rance spécial-aés FRANCE CARRIÈRES (C 18), B.P. 291 — 09 PARIS.

Les possiblité d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Desnardez une do-cumentation (gratural sur la re-vus apécieliéée ARGRATKON-(LM) B.P. 291 — OS PARIS.

Appai aus présidents de conseils régionaux et départe-teuritaux, en vue de mésions ou amplois temporaires. Pour nos INGENIEURS, CA-PORES, TECHNICIENS, âgés de 50 ens et plus, sens emplo. GER CADRES, 6, rue Albert-de-Lapperent, 75007 PARIS.

secrétaires

IA DEFENSE

recherche pour son DIRECTEUR FINANCIER **UNE SECRÉTAIRE** DE DIRECTION

Sens de l'organisation Diplomatie Discrétion et disposibilité Esprit d'équipe Solme indispersable Expérience envisaire axigés

c.v. et présentions à HAVAS CONTACT, 1, piece du Palais-Royel, 75001 PARIS, sous référ, 78984,

capitaux propositions commerciales

Sté rech. 300 000 F s/4 mois Pour vorre frappe de tous a 15 % l'en ev. garant, immob. Tél. D.O. (1) 386-11-19 h.h.

Groupe THOMSON sont chargés sur composants, procédés, moyens de mise en œuvre et équipements électroniques : • des orientations téchnologiques,

LES SERVICES COMMUNS DE TECHNOLOGIE ET DE FIABILITÉ du

 de la gestion de données, de l'assurance qualité et de la fiabilité.

Ils recherchent des

INGÉNIEURS **GRANDES ÉCOLES**

débutants ou avant 1 à 2 ans d'expérience • ÉLECTRONICIEN (rd. 1/LM)

pour évaluation et choix de composants numériques complexes. (Connaissances indispensables en microprocesseurs). · GÉNÉRALISTE (+éj. 2/LM)

pour expérimentation, simulation et choix de structures de matériels, (Connaissances en thermique, mécanique et électronique souhaitées). Lieu de travail : bantieue Sud de Paris.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à Mme BOUIC - S.C.T.F. - Domaine de Corbeville - B.P. 10 - 91401 ORSAY.

THOMSON-CSF.

L'immobilier

LE RESPONSABLE

ou équivaient :
3-5 ans d'expérience.
Adjoint au directeur technique
pour superviser
ansi, mécanique, électroschnique, informatique appliquée.
Lleu de travait SED PARSS,
Emoyer qu. et photo à SPPP,
3, rue de Choiseut, 76002 de son centre informatique, statistique, il aux pour titles de diriger quarante informati-cierte travaillant sur IBM 4341, de développer de l'informatique d'eide à la décision et consti-tuer des bases de données. So lide expérience requise et di-pième de l'enseignement supérieur (révenu MASE ou di-pième d'école d'ingénieurs). Paris. Ref. 1042 (qui tren

Ecole privée aus Ouest de Paris chemie Selaire : fonction de cas deur oritères. Lieu de traveil Periesad.

Ecrire sous in nº 310 291 M

fictive sous le nº 310 283 M

Etabl. scotaire bendeue at recherche pour la rentrée SURVEBLANT (E) D'EXTERNAT 866-40-00 antre 9 et 12 |

D'EMPLOIS

Joune formme 7 ans d'amp. dans socrétariet service vents presse parisionne CHERCHE PLACE

MI-TEMPS of TIERS-TEMPS

LIBRE RAPIDEMENT.
Ecr. a/m 8 786 le Monde Pub.,
service ANNONCES CLASSES,
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

JEUNE FEMILIE 25 ANS

SECRETAIRE DACTYLO

3 ans expérience service vents grand quotidien perisien et 4 ans service vents hebdo perisien (secrétariat, ralations clients, etc.), cherche place etble, ther applicament. Ext. s/n b 785 is Monde Piot, service ANNONCES CLASSES, 5, rue des ballens, 75009 Paris.

Famma eaula, Françaisa, 33 ans, 2 enfants, réf. 11 ans concierge, ch. logo à serv. perm. cu pertiel. Parle ou pro-che barrieue. 76. 246-35-24.

J.H. cherche place stable, CAP Sectionidasiloles, ayant fait quelques stages. Libre immé-distantest. Tél. : 944-57-89.

automobiles

ventes

de 5 3 7 C.V.

toutes options + sierrine 9 000 km, 64,500 F. Telephone : 387-19-12 is soir.

Part. vd 2 CV 8 74, moteur.

80 000 km. T. 490-21-57.

de 8 à 11 C.V.

Particuliar vend REMAULT 20 TS, grie Stystes, 1879, Bon fact de mérche, radio, 9 000 F. Tél. 556-10-23 bur., 764-00-76 dom.

ANNONCES CLASSÉES

TELEPHONEES

555-91-82

formation professionnelle

FORMATION PROFESSIONNELLE D'ANALYSTE PROGRAMMEUR ea 7 mois = 1 000 H sur 30 micros et gros système IBM. Assistance au placement. Entratien et sélection sur R.D.V. Crédit étudiant 100 %

Centre agréé par OLIVETTI et ERICSSON Centre International d'Etudes metion Professionnelle en Informatique

11, r. de la Gere - 84230 CACHAN Tél. (1) 740 12 22 Mo Arcuell-Cachen - 10' des Halles **DEMANDES**

VOTRE CARRIERE EN TECHNIQUE DE POINTE Formation profession-

nelle en informatique d'Analystes-

programmeurs

 Chefs de projet OU

Formation professionnelle de coordonateurs de maintenance industrielle (nouvelle carrière utilisant l'informatique).

Pour les conditions d'admission, de sélection, de crédit, et pour la visite du centre de formation, ACILOG

38, rue de Bassano 75008 PARIS-MP George V

Tél.: 723.55.18 809.67.00-01-02

villégiature Collab. PSA vend 205 GTI 85

SELLE VILLA 7 pièces, dont 4 chembres, tout confort, sur un terrain 1,5 ha, allent presqu'su lec Lâman, Bequt ar-bres, Cahne, 400 m du village d'Yvoirs, 19 km de Thomo. 21 km de Genève. Septembre 3 500 F du 19 su 15-9 ; 2 500 F du 19 su 20-9, bes pour le mois. Err, s/m 8 780 le Mande Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, nué des Italiens, 75009 Paris,

VENDS CARAVANE NOTIN Godiette 4,80 nr. & pieces, trigo, chauf., four, shaufia eau, w.c., douche instal, propens avec invers., pompe diect., bac tarie, voiets boss, auvent. Rou de secours. Prix: 30.000 F Tét. h. repes (23) 98-04-99.

> travail a domicile

appartements

ventes

9º arrdt 9º fg Poissonnière, beau studio grande cuisina, w.-c. indépan-dante, baina. Refait neuf calme, ctair. Tél. 266-20-88

13° arrdt

CHEVALERET, couse départ province. Vue. liv., + 2/3 cribres, 880 000 F. Living 4 2 chbres, 690 000 F. ér. élevé, parkg, cave, 605-10-06.

15° arrdt Duplex 130 m² + 30 m² + nerrases, living + 3 chines 1 830 000 F. T. 546-26-28

.... 16+ arrdt EXCLIMANS

liv., 3 chbres, cuis., w.e., beine, boe, 1 880 000 F. BRANCION SARL 575-73-84. PORTE DAUPHINE Près grand studio luxueux, 6tage, soleil, 750 000 F. GARBI 667-22-88,

18° arrdt RUE DOUBEAUVILLE

nuneuble récent, standing, è pièces, tout confort, 106 m² è petit jertin, 865 000 F. mmo Marcadot 252-01-82. 2 PIÈCES 285 000 F Immeuble récent, entrée, cui-nne, s. de beins, w.-c., loggie,

mentinge central, excenseur, mmo Marcadet 252-01-82. ·19° arrdt

Buttee-Chaumont très bel ap-pertement 82 m² ansolaillé, calme, chambys aur jardir, ri-aldence standing, cave, par-iding, 880 000 F. 78.: 607-43-57 après 18 heurse. 95- Val-d'Oise

fende appertement 3 pièces, oggis, garage, perfeit état,

CRANS-MONTANA Valais/Suisse (station des chempionnets du monde de ski alpin 1987) Ventes et Reventae DU STUDIO AU CHALET MAK IMMOBILIER M.-A. Kriecht CP 94 - CH3962 MONTANA

viagers ÉTUDE LODEL Viagore, 35, bd Voltaire 75011 PARIS, 355-61-68

LAPOUS 554-28-66 SPÉCIALISTE VIAGER 364, r. Lecourbe, Paris-11

information

maison, appartement, chieseu, propriété, terrain, commande, sur toute le France (NDICATEUR LAGRANGE fondé en 1876, 5, nie Graffuthe, 75008 PARIS, Téléphone: 18 (1) 266-46-40.

appartements achats

AGENCE LITTRÉ

Recherche pour clientièle fran-caise et étrangère apparte-ments et hôtele particuliers de

RECHERCHE URGENT ogements surfaces même à rénover, Peria ou portes. Immo Marcadet 252-01-82.

locations non meublées demandes

Paris J. cadre cherche petit appt ou chine de bonne ti confort, can-tre Paris, serieures Tel. 555-91-71, p. 42-74 h.b.

Recherche grand studio ou 2 pièces sur Paris. S'adr. è M. Gotfard, 349-01-13 le soir. Pour personnel et dispents GRANDE SOCIÉTÉ FRAN-CAISE INFORMATIQUE recherche cévers apors de 2 à 7 p., studios, villas. Loyers devés scoaptés. Paris et envi-rors. Téléphone : 504-04-45.

UnGENT ORECTEUR firma américaina cherche 3 pièces, caractère, préférence Saint-Garmain-Gas-Prés, Mareis, Contret 380-70-00,

(Région parisienne Pour Stés européennes cherche villes, pavillons pour CADRES. T. (1) 889-89-66, 283-67-02.

locations meublées demandes

Paris SERVICE AMBASSADE. Pou cedres mutés Paris recherche du STUDIO eu 8 p., LOYERS GARANTIS per Sociétés ou ambessados. Tél. 285-11-08. Jeune fonctionnaire ministère intérieur lous Paris studio meublé, de préférence. Tét. 260-35-36, p. 2417 h.b.

bureaux

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

TEL: 355-17-50.

Recharche à louer 100 à 150 m² de bureaux ou bourique sans reprise de 588, quarmer central, M. Christophe, 42, rue Albert-Thomas, 75010 PARIS.

DOMICILIATION 8, 2

Secrétaries, tél., télex, Location bureaux. Toutes démarche nour constitution de sociés

ACTE 359-77-55.

Etranger Locations

> SIÈGE SOCIAL bureaux, secrétariat, télex. CONSTITUTION BE SOCIÉTÉ

ASPAC 293-60-50. SIEGE SOCIAL A PARIS

Bureau ou domiciliation + sur-vices. Tél, (1) 346-00-59. NEUILLY MÉTRO immobilier Loue directement 1 bur. ou + dens imm. nouf, 758-12-40.

POUR VENDRE QU ACHETER S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de acciétés. Démarches et tous services. Permejronces téléphoniques.

maisons de campagne

BÉTAILLE, 30 km Rocamadour, à vandre maison. Séjour 36 m², 1 chambre. grande cuisina améragéa. comblee améragéa. comblee améragéa. comblee améragéa. comblee améragéa. comblee améragéa. 2 910 m² terrain, 15-code pierre de pays, 400 000 à débeton. Tél. : 361-00-29, 91, bd CHARLES-VAILLANT, S3290 Trambisy-lèe-Gorresse.

ets A av B s et des comptes d art dent respective .. A time de compera

19€±

. . . produkt fra · de francs respectiv mārma rempe; los el - on france, soit to dou --- mesme 1984 (1,5

sausse à 8,48

respon à la play en traced & B. e er sestera obse

- orașe de mili

eude Adregonible

de deviation to

. -3 - as !- 8.38 i

Promission & in Ca . 2 mainancie de fre

: "A -- ares au deundri

pargne iquide: b

1985

de francs au

jements courants :

ents courants de la France 1984 salon les c or des finances. Les pre :- c: 1938 milions de franci 22 111 . 1 3 miliarde de francsi. Au STATE - - - Histos de france et - con : - : - francs du premier transcer . se francs en données brus des variations saisonnières

littole : la dépendance idecure à 60 % tipmer rais, la dépendance du Japon

smail : : 3.5 % en dessous de la barre era ::- a85 achevé le 31 mers. En erra :: ce 77,6 %. Il n'avait cessé de erra : apon à l'égard de ses deux Enteriment - Moven-Orient et Asie : u cours de cette demière année in 1:34 et juillet 1985, les impo forme per exemple sont tombées de

> (Publicité)-PREFECTURE Direction départementale de l'équiper AVIS AU PUBLIC

Liaison RÉ-CONTINENT 29 juillet 1985, pris en application d ublique, le prefet, commissuire de on d'utilité publique de la réalisati unes de LA ROCHELLE et de RI 14 500 retien des plans d'occupation des The e caroulers du 26 sout au 25 octobre 15

Sommission d'enquête a été désignée par le W Francisc DISSARD, inspecteur général ant pre-thent: Wifers, BOIQUEL, ingénieur général des

NORAND, ingénieur général d Profecture de la Charente-Maritin

ARSENAE LOIX, LES PORT LINE LOIX, BALEINES, SAINTE-M.

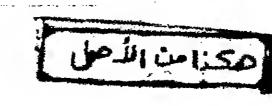
la Committee et d'enquête recevra elle-même le maine purples et en codifications des plus A la Committe et es codifications des plus A la Committe et et en ciète. A la matte de LA ROCHELLE et au siège la matte de LA ROCHELLE et au siège la R

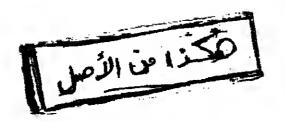
la marrie de RIVEDOUX:
le sandrea de RIVEDOUX:
le sandrea de RIVEDOUX:
le sandrea de common 1985 de 10 à 12 heures,
le sandrea de common 1985 de 10 à 12 heures
le peter de la marrie del marrie de la marrie del la marrie del marrie del marrie de la marrie del marrie del la marrie del la marrie del la marrie del la ma Aut no the chocke lieux de canton de :

bised of MARTIN-DE-RE. k jeud, 10 2001 1985 de 15 à 17 heures,

le rendred de septembre 1985 de 15 à 17 heures, le rendred de septembre 1985 de 15 à 17 heures, le rendred de septembre 1985 de 9 h 30 à 11 h 30 le président de la Commission d'enquête de la Saldendent de la Commission d'enquête de la commission de

A la cloure de l'enquète, la commission d'en le first pour formuler ses conclusions qui seron sinc de chartene des communes de LA ROCHE (ALE LE LA COUARDE-SUR-MER, SAINT-CLÉMENT-DE LE LA COUARDE-SUR-MER, SAINT-MARTIN-DE-RÉ, RICHELLE, SAINT-MARTIN-DE-RÉ, RICHELLE, dans ces mêmes heux aux jours et le thes dans ces mêmes lieux aux jours et br





économie

REPÈRES

REPRODUCTION INTO

59.00 17.00 45.00 45.00

RES D'EMPLOIS

DE TECHNOLOGIE ET DE FIABILITE

nt I à 2 ans d'expérience

2.100

appartent achair

AGENCE UTT

- Marie

TE 25

RECHERCHE FACE

, den

3.3

A REPORT OF

2:0

91 A 91

...........

1 1 22 PM Tangel.

Sie See

ISPAC CONTR

13.1

THOMSON-CSI

immobilie

artement

ventes

S- 3---

Andrew Consultation

13- 8-11

15.

SME ?

Zie de a

7 362 40

74- 4

8 82 . ..

18 3

> 7 ÷ 1.8 ← + + + +

in entre

Programmer makes as a second control of the second control of the

W - + + B

autai fina ar

DOUDEAUV ...

ÉNIEURS

i . the most

CES ENCADREES C ENP DES DEMA

Ge_es

Dollar: en hausse à 8,4850 F

Le dollar u progressé par rapport à la plupart des monnaies Le coller il progresse per rapport a la papart une mommene européennes le 27 août, mais dans des transactions pau étoffée. A Paris, la devise américaine se traitait à 3,4850 F en fin de matinée contre 8,4225 F la veilla en séance officielle, tandis qu'elle remontait à 2,7790/7805 DM à Francfort (contre 2,7560/7580 lundi). Sur le marché de l'or, l'once de métal fin était cotée

Enargne liquide : baisse de 7 milliards de francs au deuxième

La baisse de l'épargne liquida (disponible à tout mement) s'accentue. Ainsi, au cours du deuxième trimestre 1985, les ressources d'épargna liquida centralisées à la Calisse des dépôts ont reflété une diminution de 7,02 miliards de francs, alors qu'elles avaient progressé de 4,76 milliards au deuxième trimestre 1984. La baissa a été encora plus marquée (- 8,38 milliards de francs) pour l'ensemblu dea Livruts A et 8, des produits d'épargne-logement, des bons et des comptes de dépôts, niors que les Codevi et les fivrets d'épargne populaire dégagaient, tous réseaux confondus, un excédent respectivement de 293 et 1 063 millions de francs. A titre de comparaison, au deuxième trimestre 1984, ces deux demiers produits étalent en hausse de 4,42 et 5,08 militards de francs respectivement, alors que l'ensembla des autres produits régressait de 4,74 militards de francs. Par contre, dans le même temps, les souscriptions nettes des Sicav et des Fonds communs de placement (FCP) ont représenté 4 milliards de francs, soit le double des montants souscrits durant le deuxième trimestre 1984 (1,9 milliard).

Paiements courants : déficitaires en 1984

La balance des paiaments courants de la France a été déficiteire de 6,6 milliards de francs en 1984 salon les chiffres définitifs du ministère de l'économie et des finances. Les premières estimations publiées par le ministère de l'économie et des finances faisaient état d'un léger excédent (938 millions de francs) après l'important déficit de 1983 (33,8 milliards de francs). Au deuxième trimestre 1985, la balance des palements courants de la France a été excédentaire de 9,5 milliards de france et - compte tenu du déficit de 18,1 milliards de francs du premier trimestre - le déficit a'est élevé à 8,6 milliards de francs en données brutes (- 2,7 milliards en données comgées des variations salsonnières).

Pétrole: la dépendance du Japon inférieure à 60 %

Pour la première fois, la dépendance du Japon vis-à-vis du pétrole est tombée avec 59,6 % en dessous de la barre des 60 % pendent l'exercice 1984-1985 achevé le 31 mars. En 1973, le taux de dépendence était de 77,6 %. Il n'avait cessé de décliner dequis. Le dépendance du Japon à l'égard de ses deux principeles zones d'approvisionnement — Moyen-Orient et Asie du Sud-Est — a balseé de 20 % au cours de cette dernière année.

Entre juillet 1984 et juillet 1985, les importations originaires d'Arabie sacudite par exemple sont tombées de 61,4.%.

(Publicité).

DÉPARTEMENT DE LA CHARENTE-MARITIME PRÉFECTURE Direction départementale de Pér

AVIS AU PUBLIC Liaison RE-CONTINENT

Par arrêté du 29 juillet 1985, pris en application du Code de l'expressiation pour cause d'utilité publique, le prélet, commissaire de la République du déparament de la Charente-Maritime, a prescrit une enquête préalable en van de :

La déclaration d'unilité publique de la réalisation d'une liaison fixe en l'ILE DE RÉ et le CONTINENT et l'acquisition par le département de Charente-Maritimo des terrains nécessaires à ses aménagements routi sur les communes de LA ROCHELLE et de RIVEDOUX;

La modification des plans d'occupation des sols des con LA ROCHELLE et de RIVEDOUX en résultant. L'enquête se déroulera du 26 soût au 25 octobre 1985 inclus.

Une commission d'enquête a été désignée par le tribunal administratif de

- Mª Françoise DISSARD, inspecieur général de la construction bono-

raire, président;
- M. Henri BRIQUEL, ingésieur général des Ponts et Chausées, hono-

M. Georges MORAND, ingéniour général du Génic reral des caux et forets, honorpire; qui siit domicile à la préfecture de la Charente-Maritime.

Un dossier principal et un registre d'enquête y nont déposés chaque jour (samedi, dimanche exceptés) de 10 à 12 heures et de 14 à 17 heures pour être tenus à la disposition du public qui pourra y consigner un observations.

Un dossier et un registre subsidiaire sont déposés pendant la durée de l'enquête et mis à la disposition du public pour lui permettre de consigner ses observations:

A la mairie de LA ROCHELLE et au siège du SIVOM de la région de LA ROCHELLE de 9 à 17 heures (dimanches et samedis exceptés) et les samedis 31 août, 21 septembre et 19 octobre 1985 de 10 à 12 heures, 25, quai Maubec, service Plan et urbanisme;
 A la mairie de RIVEDOUX (dimanches exceptés) de 10 à 12 heures et

de 14 à 16 heures et les samedis de 10 à 12 heures.

Pour parfaire l'information du public, un dossier et un registre subsidiaire sont également déposés pendant la durée de l'enquête dans chacune des communes de l'ILE DE RÉ, aux jours et heures habitueis d'ouverture des mairies de : - ARSENRÉ, LE BOIS-PLAGE-EN-RÉ, LA COUARDE-SURMER, LA FLOTTE, LOIX, LES PORTES-EN-RÉ, SAINT-CLÉMENT-DES-BALEINES, SAINTE-MARIE-DE-RÉ, SAINT-

La commission d'enquête recevra elle-même les observations du public tant sur l'utilité publique que sur les modifications des plans d'occupation des sols : - A la mairie de LA ROCHELLE et au siège du SIVOM de la région de LA ROCHELLE et au siège du SIVOM de la région de LA ROCHELLE, 25, quai Manbec, service Plan et arbanisme : le mercredi 28 août 1985 de 14 à 17 heures, le samedi 21 septembre 1985 de 10 à 12 heures, le vendredi 25 octobre 1985 de 10 à 12 heures;

- A la mairie de RIVEDOUX :

A 18 MANTE OF KIVELOUA: le vendredi 30 août 1985 de 10 à 12 heures, le samedi 7 septembre 1985 de 10 à 12 heures, le vendredi 20 septembre 1985 de 10 à 12 heures et de 14 à 16 heures, le jeudi 24 octobre 1985 de 14 à 16 heures;

Anx mairies des chefs-lieux de camon de :

• ARS-EN-RÉ.

ARS-EN-RE, le jeudi 29 août 1985 de 10 à 12 heures, le vendredi 6 septembre 1985 de 10 à 12 heures, le mercredi 23 octobre 1985 de 14 à 16 heures; e SAINT-MARTIN-DE-RE, le jeudi 29 août 1985 de 15 à 17 heures, le jeudi 29 août 1985 de 15 à 17 heures,

le jeudi 29 août 1985 de 15 à 17 neures,
le vendradi 6 septembre 1985 de 15 à 17 heures,
le jeudi 24 octobre 1985 de 9 h 30 à 11 h 30.
Ces observations pouvent également être adressées directement par écrit à :
M= le président de la Commission d'enquête de la Baison Ré-Continent, Présocutre, BP 501, 17017 LA ROCHELLE CEDEX, qui devra les assezer aux regis-

tres d'enquête.

A la clôture de l'enquête, la commission d'enquête disposera d'un délai de trente jours pour formuler set conclusions qui seront déposées à la préfecture de la Charence Maritime, au siège du SIVOM de la région de LA ROCHELLE, à la mairie de chacupe des communes de LA ROCHELLE, ARS-EN-RÉ, LE BOIS-PLAGE-EN-RÉ, LA COUARDE-SUR-MER, LA FLOTTE, LOIX, LES PORTES-EN-RÉ, SAINT-CLÉMENT-DES-BALBINES, SAINTE-MARIE-DE-RÉ, SAINT-MARTIN-DE-RÉ, RIVEDOUX, et qui pourront être consultées dans ces mêmes lieux aux jours et heures, habituels d'ouverture des bureaux au public pendant la durée d'un au.

LES DIFFICULTÉS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

De nouvelles mesures de trésorerie sont en préparation

De nouvelles mesures pour la trésorerie de la Sécurité sociale sont en préparation au ministère des affaires sociales et devraient être publiées

La première concerne les hôpitaux publics. Elle permettrait de remplacer les versements des caisses d'assurance-maladie aux bôpitaux par douzièmes en principe égaux (1), comme le prévoit un décret de 1983, par des versements mensuels variables, dont le montant pourrait aller, selos les périodes, de 50 % à 150 % de ces « douzièmes ».

Le morif avancé est de mienx suivre le rythme des dépenses hospita-lières : si les dépenses de personnel sant régulières chaqus muis, d'autres (travaux d'entretien, commandes, par exemple) n'ont pas la même périodicité. Le versement par douzièmes est jugé - trop rigide -. Un échéaneier devrait normalement être fixé pour chaque établissement par les administrations des affaires sociales et des finances.

Mais ce projet de « saisonnalisa-tion » reflète aussi le désir de donner de nouvelles facilités de gestion de trésorerie à la Sécurité sociale (les versements aux hôpitaux publics représentent un tiers environ des dépenses du régime général) et de récupérer pour elle une partie des avantages du « budget global ».

En effet, celui-ci a permis d'améliorer notablement la situation de trésorcrie des hôpitaux ; selon le rapport rédigé par M. Stanislas Cozon, inspecteur des finances, en décembre 1984, la trésorerie des centre hospitaliers regionaux (CHR) avait augmenté en moyenne de 40 % depuis l'application du budget glo-bal au début de l'année.

·Mais le partage entre les établis sements et les caisses de Sécurité sociale sera délient et certains edoutent un transfert au détriment des hopitaux dans les moments diffi ciles pour les caisses, qui ferait per-dre les avantages du buget global (régularité et sécurité de l'alimentation des budgets bospitaliers, possi bilité d'une meilleure gestion prévisomelle) volontiers mis en avant par le gouvernement.

Une douxième mesure, de portée plus limitée, vise à combler une lacune de la nouvelle réglementation appliquée depuis le 1e décembre 1984 pour uvancer le versement des cotisations sociales par les entreprises. Lorsque les salaires sont | de nouvelles dépenses : le finance-

(Suita de la première page.).

ainsi une sorte de - cas d'école »

illustrant ce principe ignoré par la plupart des gouvernements — y compris, mais dans une mesure infiniment moins pernicieuse, par les gouvernements français successifs, — à

savoir que le rétablissement d'une

balance commerciale ne doit jumais être considéré comme un objectif à

atteindre par des moyens spécifi-ques. Ces moyens spécifiques au Brésil sont un ensemble de subven-

bresi sont un ensemble de subventions et surtout une dévaluation per-manente du cruzeiro à na rythme égal à celui de l'inflation attendue. Calculée généreusement, l'inflation

attendue ne manque pas de se réali-

sur, et en profondeur de dépasser, si l'on peut dire, les espoirs mis en elle,

à ceci près qu'un en masque l'ampleur par des contrôles de prix.

L'AUTRICHE ACCORDE

A LA POLOGNE

DES NOUVEAUX PRETS

Vienne (AFP). - La Kontroll-

bank (banque antrichienne pour l'exportation) a promis sa garantie pour des crédits à l'exportation au bénéfice de la Pologne pour un montant de 800 millions de shillings

(41 millions de dollars). Cette pri

messe de nouveaux crédits est la

première accordée à un pays occi-dental à la Pologne depuis l'imposi-

1981. L'accord prévoit également le

dettes de 17 milliards de shillings

Un directeur de la Kontrollbank u

déclaré que la garantie de ces non-veaux crédits ainsi que le rééchelon-

nement étaient conformes « d la let-

tre » de l'accord de Paris signé en

juillet sur la dette polonaise. La dette polonaise vis-à-vis des pays

au mois dernier un accord de réé-

cheloanement portant sur 12 mil-

omement d'un volume de

aux se monte à 27 milliard de dollars. Le Club de Paris a signé

tion de la loi martiale en décer

(880 millions de dollars).

Le malheureux Brésil devient

Le Brésil au bord du chaos financier

ETRANGER

versés avant le dixième jour du mois, les cotisations sont payées le 15 du même mois; elles sont versées le 5 du mois suivant lorsque les salaires sont payés uprès le 10 - en fait à la fin du mois

Cette nouvelle réglementation était destinée à empêcher les entreprises qui « décalent » de quelques jours la paie des salariés en l'effectuant après la fin du mois travaillé de bénéficier comme avant d'un délai pour le versement des cotisstions. Or certaines entreprises en uuraient profité pour retarder encore plus le paiement des salaires et le reporter après le 10 du mois

suivant, en donnant des avance substanticiles à leurs employés. Ainsi récupéreraient elles plus de vingt jours de trésorerie supplémen-taires. Le texte en préparation

(1) Il s'agit de la - dotation glo-(1) Il s'agit de la «dotation glo-bale» versée aux hôpitaux. Celle-ci est en fait une dotation d'équilibre : elle correspond à la différence entre les dépenses prévues pour une année (bud-get initial) et les recentes attendues (notamment ticket modérateur payé par les assurés sociaux, « forfait hôtelier » de 22 F par juur, subventions

Le déficit atteindrait de 25 à 30 milliards de francs en 1986

selon M. Bergeron

Quello sera la situation de la Sécurité sociale à la fin de 1985 et en 1986 ? M. Audré Bergerou, secrétaire général de Force ouvrière, vient dans une lettre à Mª Dufoix. de préciser son désaccord sur les chiffres avec le ministre des affaires sociales, et de réclamer l'abandon des mesures d'économie. Promettant de prendre des mesures - en temps utile ». M= Dufoix a réaffirmé la

Pour 1985, le leader de FO estime que le déficit du régime général atteindrait 4,4 milliards de francs au ien du 1,5 milliard annoncé lors de la réunion de la commission des comptes de la Sécurité sociale, en juillet dernier. Il serait du particuièrement à un déficit de 3,2 milliards de francs pour la branche maladie, au lieu de l'excédent prévu de 1,2 milliard. En matière de trésorerie, M. Bergerou estime que l'ACOSS (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale) disposera à la fin de l'année de 13 à 15 milliards de francs au lieu des 16 annoncés.

Surtout, pour 1986, selon le lea-der de FO, le délicit pourrait attein-dre 25-à-30 milliards de francs, même avec « le strict maintien du pouvoir d'achat des prestations ». En esset, les dépenses augmente-raient de 2,5 % à 3,5 % en volume, tandis que les recettes baisseraient de 1 % à 1,5 % par suite de la diminution des effectifs et du tassement du pouvoir d'achat. D'autre part, l'Etat laisserait à la Sécurité sociale

La solution préconisée avec le FMI par l'ex-ministre Francisco Dornelles revenait à assigner an Bré-

sil one tache impossible ; celle de

réduire le montant des dépenses

publiques en régime de monnaie fon-

dante. La monnaie qui se dévalorise favorise les ventes à l'étranger et

décourage les importations, mais

elle goufle à l'intérieur toutes les

dépenses. Le président Sarney ne

cesse, pour sa part, de déclarer

depuis qu'il est au pouvoir qu'- un

pays comme le Brésil qui connaît une crise de chômage de grande

envergure ne peut se permettre une récession ». Ce genre de déclaration

rappelle, toutes proportions gardées,

les déclarations de président Pompi-dou, selon qui la France ne - tolére-

rait pas · un million de chômeurs et

que mieux valait un peu d'inflation. Il est évident, dans le cas du Brésil,

qu'une nouvelle accélération de

l'inflation malgré l'indexation géné-

ralisée ne pourrait que désorganiser un peu plus l'économie. La seule porte de sortie serait alors une

réforme radicale du type de celle

que le président Alfonsin a coura-

geusement entreprise dans le pays

voisin. Il serait, bien étormant que

· Importance croissante des

faillites aux Philippines. - Durant les six premiers mois de l'année,

quatre-vingt-trois sociétés ont fermé

aux Philippines, représentant un

capital total de 60 millions de dol-

lars, soit davantage que sur les cinq amées de 1980 à 1984 (57 millions

de dollars), rapporte une étude de la

commission en bourse citée par un

·Les firmes étrangères sont égale-

ment touchées. De 1980 à 1984.

quarante-six firmes étrangères out cessé leur activité aux Philippines.

Le repatriement des participations étrangères dans des sociétés alors

mises en faillite a porté sur 25,3 miltions de dollars. - (AFP.)

journal local.

PAUL FABRA.

personne u'y songe à Brasilia.

ment de la sectorisation psychiatrique (2 milliards de francs), la prise en charge de la cotisation maladie des handienpés (1,7 milliard) et la participation à la formation des personnels médicaux hospitaliers; le versement compensatoire de la raxe sur les tubacs serait supprimé (2,5 milliards de francs) ainsi que la contribution de l'Etat un régime de Sécurité sociale étudiant.

Il demande au ministre de « renoncer à poursuivre dans la vole » des réductions de remboursement qui - conduiratent à une Sécurité sociale à deux vitesses . : Nous ne voulons pas, conchu-il, que la Sécurité sociale soit mise en cause, soit directement, soit insidieusement du fait des réductions de la couverture sociale qui résul-tent des décisions du gouverne-

Le communiqué de M- Dufoix

M. Bergeruu estime que les normes prévues pour la gestion administrative des caisses en 1986 (2 % à 2,2 % d'augmentation sur 1985) « condulraient à supprimer 1 300 à 1 800 emplois », entraîneraient un retard dans les investissoments informatiques et coatribueraient à mettre en cessation de paiement en avril 1986 la caisse de retraite des personnels.

M= Dufoix, dans son communiqué, ne donne pas de précisions sur 1985, se contentant de réaffirmer que « les comptes du régime général seront proches de l'équilibre, avec pour entamer 1986, une trésorerie de l'ordre de 16 milliards de francs ». Pour 1986, « le financement est dissicile, mais annonces aujourd'hui de lourds déficits est prématuré ». Elle réaffirme on » il n'y aura pas de politique de la bombe à retardement... le moment venu, après concertation avec les partenaires sociaux, seront prises les mesures de nature à répondre aux problèmes de 1986 ».

Le ministre souligne qu'il faut

« sauvegarder et conforter notre système collectif de protection sociale, qui est aujaurd'hui confronté à des difficultés d'ordre conjoncturel (le chômage qui réduit les recettes) et d'ordre structurel (les progrès médicaux, l'allonge-ment de la durée moyenne de la vie, les avancées sociales réalisées au cours des dernières années qui tendent à accroître les dépenses »). Pour cela . la responsabilisation . de tous (pouvoirs publics, caisses professionnelles de santé) et - la rigueur de gestion sont les seules voies possibles ». « les aiustements des dépenses par rapport aux recettes sont inévitables ».

AGRICULTURE

L'EFFONDREMENT **DES COURS DES FRUITS** PROVOQUE **DES MANIFESTATIONS**

L'effondrement des cours de cer-tains fruits et légumes d'été (pêches jaunes, poires, tomates, raisms de table, pommes de terre nouvelles) a, depuis une semaine environ, provo-qué plusieurs manifestations de pro-ducteurs dans le Sud-Ouest (Lot-et-Garonne, notamment) et dans le Gard.

Défilés de plusieurs centaines de Défilés de plusieurs centaines de parsannes, urraisonnement du camions de pêches espagnoles ou de poires italiemes (dont le calibre était inférieur à celui exigé des productenrs français), demandes d'entretiens avec Mª Georgina Dufoix, porte-parole du gouvernement et conseillère municipale de Nîmes et uvec M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture se sont succédé, le plus souvent à l'initiative des centres départementaux des inques ugrieulteurs (CDJA). insues ugrieulteurs (CDJA).

M. Michel Allemand, responsable du CDJA du Gard, a annoncé que si les producteurs de fruits et légumes n'étaient pas reçus dans les buit jours par le ministre de l'agriculture et d'in l'apprendent pas actification. et s'ils u'ubtenaient pas satisfaction (reports d'annuités puur leurs emprunts, svances de trésorie...), de nouvelles manifestatiuns seraient

Dens un communiqué, le ministre de l'agriculture annonce qu'« afin que les producteurs de fruits ne soient pas pénalisés dans le paie-ment de leurs cotistions d'assu-rances sociales, en raison des problèmes de trésarerie qu'ils rencontrent actuellement à cause de la situation du marché », il vient de demander aux caisses de mutua-lité sociale agricole d'examiner avec une particulière bienveillance la situation des intéressés; en particulier pour leur faciliter un palement étale des sommes dues . . Ces mesures devront toutefais être examinées au cas par cas, à la demande des intéresses, précise le communi-qué du ministre, et ne peuvent revê-tir un caractère collectif. Elles dot-vent permettre d'éviter qu'uux difficultés actuelles de la profession ne s'ajoutent d'éventuelles pénalités llées aux retard de paiement des cotisations sociales ».

COMMERCE

A dater du 1" septembre

L'AFFICHAGE DES PRIX A L'UNITÉ DE MESURE S'ÉTENDRA AU PETIT COM-MERCE

C'est le 1ª septembre que l'obligation d'affichage des prix à l'unité de mesure (au kilo, au litre), à côté vigueur dans les grandes surfaces comme les hypermarchés on les supermarchés, va s'étendre aux petits cummercés, (moins de 120 mètres carrés de surface de vente). Le décret du 10 novembre 1982 rendant le double affiehage des prix abligatoire répondait à une revendicatinu dejà ancienne des organisations de consommateurs permettre une comparaison aisce des prix de deux produits similaires vendus dans des conditionnements de contenances variées. L'applica-tion de ce décret s'est faite progres-

Cependant, devant la charge de travail supplémentaire que cette réglementation va imposer aux petits commerçants qui proposent un nombre élevé de produits pour un faible chiffre d'affaires, les contrôles seront souples, indique un communi-qué du ministère du commerce, de l'artisanat et du tourisme. Le non-affichage du prix à l'unité de mesure sera ainsi - admis dans les magasins où la clientèle doit faire appel à un vendeur pour être servie » (ccluici pouvant alors jouer son rôle de conseil sur les prix et la qualité), tandis que les contrôles soront plus stricts dans les bontiques où le « libre-service » (grâce à un panier pris à l'entrée) est pratiqué.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

ł		COURS	DO TORE	UN	MOUS	DEU	X MOSS	STX	MOIS
ı		+ bas	+ heet	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	ow disp	Rep. +	ou dép.
ı	SE-U	8,4625	8,4855	+ 110	+ 125	+ 228	+ 250	+ 649	+ 740
1	Yes (100)	3,5784	3.5811	+ 17	+ 37	+ 38	+ 74	+ 606	+ 194
١	DM	3,8524	3,0545	+ 130	+ 140	+ 256	+ 273	+ 763	+ 821
l	F.R. (100)	2,7125	2,7145 15,8800	+ 84	+ 92	+ 168	+ 182	+ 534	+ 575
1	FS	3,7261 4,5587	3,7299 4,5548	+ 157	+ 174	+ 393	+ 327	+ 293	+ 964
ĺ	L(1 000)	11,7992	11,3135	- 263	- 225	- 425	- 219 - 367	- 843 - 785	- 722 - 685
ł					· ·				-

TAUX DES EUROMONNAIES

	•			MAINTE	
E-U	7 7/8	1	7 7/8 8	715/16 8 1/16 8	/8 8 1/4
M			4 7/16 4 9/16	4 7/16 4 9/16 4 4	/8 4 3/4
····			5 3/4 5 7/8	5 3/4 5 7/8 5	14 5 7/2
B.(100)	8 1/2	•	9 5/8 10 1/16	9 13/16 16 3/16/18	IA6 18 7/16
S	1 1/4	1 1/2	1 4 7/16 4 9/16	4 9/16 4 11/16 4 13	116 618/10
(1 000 1).	8	13	11 1/4 12 1/2	12 1/4 13 1/4 13 1	14 13 314.
			11 13/10 11 15/16	11 5/8 11 3/4 (11 13	/16 11 15/16
THE .	7 1/2	. 7 3/4	10 1/4 10 5/2	10 7/2 11 3/2 11 1	/2 12

Ces cours pratiqués sur le marché interbançaire des devises nons sont indiqués en

Un an après la loi du 8 juillet 1983 qui avait donné le coup d'envoi à une réforme en profondeur du fonctionnement des marebés à terme de marchandises, abrités par la Bourse de commerce, celle-ci a pratiquement nehevé, avec la mise en place du mandat de gestion, une vaste entreprise de moralisation de cette institution. La série de procès qui se déronle depuis le mois de mai dernier nu tribunal de Paris à propos d'affaires, il est vrai, ancies prouve, s'il en était besoin, qu'une nouvelle réglementation des rap-ports établis entre les professionnels de ces marchés (1) et une elientèle privée, parfois peu consciente des risques qu'elle court, était urgente.

Consciente du problème, la Commission des marchés à terme de marchandises (COMP), l'organisme de contrôle et de promotion de la Bourse de commerce mise en place en octobre dernier sons la pré-sidence de Me Nicole Briot, a élaboré une sorte de charte destinée à établir elairement les droits et devoirs de chacune des deux parties : le mandat de gestion qui, dans une autre enceinte (la Bourse des valeurs) lic déjà l'agent de change à

Ce contrat-type permet au com-missionnaire de gérer la position de son client en permaneuce, évitant ainsi les opérations au coup par coup qui étaient souvent l'objet de litiges importants. Surtout en cas de perte... Dans le cas présent, le spècuateur qui ne s'engage qu'à hauteur d'un certain montant, clairement indiqué dans un contrat-type, et nour une durée déterminée (voir encadré) est assuré de ne pas perdre davantage que le montant de sa misc

 $\mathbf{F}_{\mathbf{f}}$

pc

Note d'information

Cette procédure devrait permettre d'éviter les inconvénients que rencontraient souvent les investis-seurs éloignés de leur domicile pour une raison ou une autre et qui, non sculement o'avaient pu preudre connaissance de l'exécution on non des ordres passés, mais pe pouvaient être tenus au courant des importantes fluctuations qui peuvent intervenir, à tout m marchés des matières premières. Avant de s'engager, l'éparguant -nécessairement fortuné - aura par ailleurs la possibilité d'apprécier en avantages et inconvénients des mar-

de 3.4 milliards

Mesa se réorganise

de M. T. Boone Pickans, va se

riorganisor en transforant l'essentiel da ses activités

pétrolières et gazières à une

société en participation, dénom-

mée Mesa Ltd Partnarship. Cela

va permattre à Mesa d'échap-

per à l'impôt sur les sociétés et

davrait, anion M. Pickana,

« maximiser le valeur des

actions du groupa », Wall Straet a bien réagi à cettn opé-

ration, l'action Mesa gagnant 1,50 dollar le 26 août.

La firme

ouest-allemande Henkel

(lessive Persil)

introduite en Bourse

au mois d'octobre

cants européens da lessive

l'entreprise familiale Henkel

KGAA, qui produit notamment

la lessive Persil, a décidé de

s'introduire, en octobre pro-

chain, sur les Bourses quest-

allemandes. A cette date, le

public se verra offrir des actions

à dividende prioritaire (mais

sans droit de vota) d'une valeur

nominale totale de 75 millions

de deutschemarks, moyennant

un prix d'émission qui sera

amète le 26 septembre pro-

chain. Réunis secrètement en

assemblée générale au cours du

week-end, les soixante-six pro-priétaires de Henkel, une entre-

prise nee en 1876 et actuelle-

ment constituée en société en

commandite par actions, ont

décidé, le 25 août, d'augmenter

L'un des principaux fabri-

Mesa Petroleum, la société

ENTREPRISES

SODIMA (Yoplait, Candia)

Coopérative d'unions de coopératives, SODIMA, pour le

crée une filiale internationale

vingtième anniversaire de sa marque Yoplait, crée SODIMA

International, structure juridique et financière, qui regroupera les activités de Yoplait (produits laitiers frais), présent dans trente-cinq

paya, avac quarante-deux pertenairas, at an easurera le

d'affaires global de 8,3 milliarda de francs, dont 2,3 milliards sont

dus aux ventes de Yoplait à l'étranger. Le chiffre d'affaires de la marque Candia (laits frais pasteurisés et longue conservation) a été

veloppement. La SODIMA a réalisé, en 1984, un chiffre

ebés à terme grâce à une note semestre 1985, le nombre de d'information détaillée que doit lui contrats négocies sur le sucre blanc remettre obligatoirement le profes-sionnel et qu'il doit examiner pendant sept jours avant de prendre une décision. Comme a'importe quelle publicité concernant les marchés à terme, cette note fait l'objet d'un visa préalable de la COMT conformément à la décision en ce sens parue au Journal officiel du

Budget étriqué

Par ailleurs, et c'est là le troisième volet de cette remise à plat de la réglementation, visant à renforcer protection de l'investisseur, le démarchage de la clientèle privée, qui avait souvent donné lieu à des pratiques contestables, fait désormais (Journal officiel du 4 janvier 1985) l'objet d'un contrôle accru. Les personnes habilitées à exercer eette fouetion de prospection devront avoir une - carte d'emploi » établie par le commissionnaire au lien des simples attestations déli-vrées par le passé. Il reste encore à régler le problème de la définition exacte de la notion de démarchage et le sort qui doit être réservé aux éventuels stagiaires, qui necompa-gnent les démarcheurs.

Tout ceci sera sans doute précisé dans le rapport annuel - le premier - que le COMT doit présenter au mois de septembre. Après ces «mesures d'urgence» destinées à mieux informer le publie et à garantir une sécurité accrue à l'éparguant, la commission devra s'attaquer à une aŭtre et vaste tâche; la mise à plat du règlement général applicable aux marchés à terme. De façon à passer - au peigne fin - le régime d'alléger un dispositif d'ensemble. qui reste encore lourd à manier.

Pour mener à bien cette entreprise, la commission dispose d'un personnel réduit (deux fonctionnaires et six ageuts détachés par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris), et d'un budget pour le moins étriqué (3,8 millions de francs contre 3 millions l'année précédente). Au moment où la commission des opérations de bourse (COB) désormais « débudgétisée : va tirer ses reveous directement du marché financier, la COMT ne peut espèrer compter sur les transactions pleine connaissance de cause les réalisées à la Bourse de commerce pour vivre mieux. Au premier

le capital de la firme pour la por

ter de 300 à 575 millions de

deutschemarks (1 700 millions

de francs). L'assemblée a égale-

ment décide qu'au cas où da

nouveaux moyens financiers

sergient nécessaires il sergit

procédé à une nouvelle aug-

mantation de capital de

125 millions de deutschemarks,

equiement sous forme d'actions

dividende prioritaire. En

1984, Henkel, qui était, jusqu'à

présent, la dernière des vieilles

entreprises familiales ouest-

allamandas à na pas avoir ouvert son capital, avait réalisé

un chiffre d'affaires de 9.3 mil-

liards de deutschemarks (dont

67 % provenant de l'étrangar! et un bénéfice avant impôts de

130 millions. Le groupe compta

cent soixante-trois sociétés

reparties dans quarante-cinq

pays et employant 31 000 per-

Réduction du capital

d'Alfa Romeo

teur italien Alfa Romeo ont

aporouvé, lundi 26 apūt, à

l'unanimité, une réduction du

capital de la société de 600 mil-

liards de lires (2.7 milliards de

francs) à 393 (1,8 milliard de

francs). Cette réduction du capi-

tal - qui sera suivie d'una reca-

pitalisation au niveau initial -

est destinée à couvrir les pertes de la société, qui appartient, pour 16 %, à l'IRI (Institut pour

la reconstruction industrielle) et.

à 84 %, à sa branche mécani-

que, la Finmeccanica.

Les actionnaires du construc-

contrats négocies sur le sucre blanc a certes progressé de 26 % par rapport aux six premiers mois de 1984, mais le volume d'affaires chatait dans le même temps de 37 % et da 46 % respectivement pour le cacao et le café, alors que le marché des tourteaux de soja restait moribond. Cet organisme sera done

contraint de se retourner vers ses autorités de tutelle (les ministères de l'économie et des finances et du commerce artisanal) pour essaver d'obtenir les moyens bumains et financiers supplémentaires qui lui seront bientol nécessaires s'il veut créer d'autres marchés. Mais il v a fort à parier qu'eu cette période de restrictions bodgétaires générales, la voix de M∞ Briol aura pen de chances d'être entendue rue de Rivoli.

SERGE MARTL

(1) Les commissionnaires ngréés er le sucre blanc, les fèves de cacao, les tourteaux de soja et le café Robusta à Paris et les courtiers assermentés sur les places de province (café - en duplex : su Havre, laine peignée et pomme de terre à Lille).

CONJONCTURE

Réduction des taux

et remboursement anticipé

L'ÉTAT FRANÇAIS RÉAMÉNAGE SON EMPRUNT DE L'AUTONNE 1982

L'Etat français a réaménagé, nardi matin 27 soft, l'euro-empruni de 4 milliards de dollars qu'il avait contracté en octobre 1982, époque où, les comptes extérieurs du pays étant lourdement déficitaires, il était argent de reconstituer nos réserves de change. Ce remboursement était attendu (le Monde daté 21-22 juil-

La signature des documents s'est déroulée au ministère de l'économie et des finances, en présence des représentants de cent vingt-six banques américaines, européennes et arabes. L'opération comprenai deux parties : remboursement anti-cipé du dixième de l'emprunt, soit 400 millions de dollars (l'échéancier initial s'étalait de 1988 à 1992) : la diminution des taux d'intérêt et des commissions sur la partie restante, soit sur 3,6 milliards de dollars.

Si l'on met à part le crédit de milliards de dollars consenti par l'Arabie saoudite en 1982, à propos duquel les pouvoirs publics ne donnent aucune information (une partie au moins en aurait été remboursée). l'Etat français a maintenant complètement réaménagé sa dette exté-rieure, c'est-à-dire les deux emprunts levés à l'automne 1982 (4 milliards de dollars) et au printemps 1983 (4 milliards d'ECU obtenus par l'intermédiaire de la CEE!. Sur ces chiffres, l'Etat a remboursé par anticipation 1.05 milliard de dollars.

Les entreprises françaises, qui, plus encore que l'Etat, ont emprunté des devises ces dernières années, ont, elles aussi, réaménagé une bonne partie de leurs dettes. Ces opérations out porté sur 28,2 mil-liards de francs en 1984 et sur environ 30 milliards de francs au cours des cinq premiers mois de 1985.

Au 31 décembre 1984 - derniers chiffres connus, - l'endetlement extérieur de la France atteignait 54 milliards de dollars. Les seuls intérêts de cette dette atteindront une cinquantaine de milliards de francs cette année, auxquels s'ajou-terout quelque 35 milliards de

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINIÈRE (C.M.M.)

Pour le premier semestre 1985, le 115 millions de francs contre 82 millions de francs an I semestre 1984. Il y a tieu de préciser que le périmètre de consolidation n'est étendu en 1985 à la Société minière d'Anglade (SMA) et à sa filiale Eurotangstène-Pondres, à la suite de l'augmentation de la participa-tion de CMM dans la SMA réalisée fin 1984. En conséquence, le chiffre de 115 millions de francs ci-dessus se com-pare, après retraitement, à 90 millions de franca au premier semestre 1984. Pour les mêmes périodes, le chiffre d'affaires de la société mère est de 46 millions de francs en 1985 contre 47 millions de francs en 1984.

Un contrat-type

Tel qu'il figure au Journal officiel du 22 juin 1985, sous la forme d'un contrat-type sorémenté des diverses utilisations que pourront en faire la mandataire et son client, le mandat de tion aura finalement mis plus de six ans avent de voir le jour. En affet, dès 1978-1979, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et la Compagnie des commissonnaires agréés avaient créé conjointement un groupe de travail sur ce sujet. Colui-ci deveit formuler des propositions visant à modifier l'article 12 du réglement général des marchés à terme réglementés et à adopter un contrat-type: autant de recommandations qui devaient rester lettre morte pendant plusieurs

Ces propositions n'auront pas été irutiles, toutefois, puisque le contrat-type de mandat de gestion, à présent élaboré, reprend, en partie, qualquee axae de réflexion tracés précédemment. On retiendra des onze articles de la décision du 10 mai 1985 approuvés par la commission des

marchés à terme de marchan-dises, que ce contrat lie dorénavant le mandant (le client) qui la souhaite, (ce n'est pas une obligation) au mandataire (commissionnaire agréé, courtier assermenté agréé, établissement de crédit ou certains intermédiaires inscrits sur des listes établies par la commis-

Gestionnaires

Les principales dispositions intéressant l'épargnant sont les

fixée à un an, checune des deux parties pouvant en révocuer les termes avent l'échéance, avec notification per lettre recomman-Le montant maximum de

La durée du mandat est

l'engagement financier du client, clairement mentionné dana le contrat-type, représente la perte maximale qu'il accepte de subir à la fin du mandat (au-delà, la perte est supportée par la mandataire) ;

 Pour chaque mandat, les personnels ou sociétés dûment

habilités à opérer ou transmettre des ordres d'opérations sur les marchés, doivent communiquer régulièrement à la COMT (dans les huit iours suivant la signature du contrat et par relevé trimestriel des mandats clos) la liste des clients concernés par ces opérations de gestion ;

 Si ces demieres se solder par un gain, celui-ci fera l'objet d'une répartition entre la client et son mandataire à raison de 75 % et 25 % par l'un et l'autre.

Transformés en gestionnaires - comme les agents de change - les commissionnaires vont pouvoir exercer dorénavant des transactions dans l'intérêt - bien compris - de leurs clients et de leur propre maison. De leur côté, les mandants limitent teur risque au montant de la mise sans être. comma par le passé, pris au piège des « appele de marge », qui avaient tôt fait. lorsoue le marché se retournait, d'éponger - et audelà - leur investissement initial.

FAITS ET CHIFFRES

Consommetion

 Le conseil d'administration de l'Institut national de la consom tion (INC) se résmira le 6 septembre. - Les responsables des organisations de consommateurs sn donnent ainsi une semaine pour consulter leurs mandants avant de décider de la conduite à adopter après la nomination de M= Dos Reis à la direction de l'INC. Dans des communiqués, l'ASSECO-CFDT considère cette nomination comme une . erreur . et demande aux pouvoirs publics de revenir sur leur décision, et la CSF (Confédération syndicale des familles) qualifie de « coup de force » cette nomination, ce qui n'est pas . le gage d'une réorganisation positive de l'INC ». Ensia INDECOSA/CGT précise que la question d'une éventuelle démission des représentants des organisations de consommateurs au conseil d'administration de l'INC n'a été « ni débattue ni décidée lors du conseil du 22 août ».

Energie

 Une solution a été trouvée pour la raffinerie Shell de Curação. - Le Venezuela va louer pendant trois ans la raffinerie Shell de Curaçao au gouvernement de cette ile voisine, auquel la compagnie anglo-ucerlandaise a céde l'usine pour une somme symbolique (l'équivalent de la vente à la ferraille des installations], a annoncé le 26 août le minis-tère vénézuélien de l'énergie. La société Maraven, liliale de la compagnie nationale des pétroles du Venezuela, la PDVSA, sera locataire de cette raffinerie que Shell avait menacé de l'ermer à cause de ses pertes accumulées (10 millions de dollars par mois). La capacité effective de production de la raffine-rie csi de 140 000 barils/jour, sur une capacité installée de 320 000.

· Mort du fondateur du groupe Son Hung Kai. - M. Fung King Hey, président et fondateur de la société Sun Hung Kai, de Hongtong, est mort, dimanche 25 sout, i Thônital de Vancouver (Canada). La disparition de cette figure de la troisième place financière du monde suit de près l'importante réorganisation du groupe SHK intervenue au cours du premier semestre 1985 (le Monde daté 24-25 mars) : en mars, Paribas revendan en effet au groupe familial de M. Fung King Hey les 25,5 % qu'il détenait dans le groupe depuis 1983, redounant à ce deraier une participation majoritaire an sein du groupe. A la même époone, l'Arab Banking Corporation s'assurait le contrôle de la filiale bancaire do groupe SHK et hissait 25 % des parts au défunt président. Rappelons que, en 1982, M. Fung avail vendu 25 % des actions de son groupe et 15 % du secteur bancaire Merrill Lynch, la grande maison de courtage de New-York; il avait, en contrepartie, reçu 4 % des parts de la firme américaine, devenant le plus important actionnaire individuci du courtier américain.

Social

· Le conflit reprend anx mines de potasse d'Alsace. - Les mineurs de potasse alsaciens des quatre puits ont declenché dans la nuit du lundi 26 août au mardi 27 août une nouvelle grève aussitôt appuyée par le blocage da l'important use ferrovisire Strasbourg-Mulhouse. C'est l'annulation par la direction de la

réunion qui devait avoir lieu mardi qui n déclenché l'action. A l'origine du conflit, la décision de la direction d'avoir recours à une société soustraitante pour les travaux de fonds au puit de Berrwiller, Un accord était intervenu, mais, pour la direction, le texte adopté prévoyait le libre accès anx puits pour les entreprises extérieures, tandis que pour les syndicats l'accord imposait seulement la reprise du travail. Les grévistes ont tont d'abord manifesté à Muthouse, où ils ont retardé deux trains, puis ils ont défilé devant les bureaux de la compagnie. Environ deux cent cinquante mineurs (sur deux mille) ont participé à ces opérations. Vers 2 h 30, une treotaine d'entre eux ont à nouveau blooué la voie serrée. Une intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, FO doit se tenir alin de décider de la suite du mouvement

sidérargistes. - Plusieurs dizaines de sidérurgistes CGT et CFDT ont bloqué deux heures, près de Pompey (Meurthe-et-Moselle), le trafic fer rovinire entre Nancy et Metz, l'après-midi du lundi 26 août, pour protester contre les nouvelles suppressions d'emploi à la Société nouvelle des aciers de Pompey. A la veille des vacances, le 23 juillet, une

réduction supplémentaire d'effectif de 450 postes avait été annoncée par Ascométal, en sus des 500 suppressions d'emploi prèvues par le Plan acier de mars 1984.

 La société de transports rou-tiers ONATRA annonce plus de 300 licenciements. - La société de transports routiers internationaux ONATRA, qui compte 812 salariés, a annoncé, vendredi 23 août, 303 licenciements ainsi qu'un train de mesures - suppression du treizième mois et des repos compensatoires pour tenter de redresser la situation de l'entreprise. La société envisagerait de fermer deux des sept agences co France - en tout cas celle de Saint-Auban, en Haute-Provence et de regrouper les autres à Vitrolles (Bouches-du-Rhône) où elle a son siège social. Des membres du personnel de cette agence se sont mis en grève lundi 26, à l'appel de la CGT

Précision - Dans notre « repère » concernant la possibilité désormais offerte aux titulaires de CCP d'obtenir des prèts personnels (le Monde daté 25-26 août), il convient de préciser que les prèts immobiliers qu'octroie déjà la poste sout accordés dans le cadre des pians d'épargne-logement.

SNEF

EMPRUNTS AOUT 1985 2 MILLIARDS DE FRANCS OBLIGATIONS DE 5.000 F

Durée : 12 ans Date de jouissance et de réglement : 9 septembre 1985

Emprunt à taux variable lontant : 1,2 milliard de francs Prix d'émission : 96,56 %, soit 4.828 F per obligation lettérêt annuel : psyable le 9 septembre de chaque année. Egal à 90 % de la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de ren dement au réglement des emprunts gerantis per l'Etet et essimités établis par l'INSEE. Intérêt minimum : 6,50 %.

Amortissement : 9 septembre 1997 par remboursement au pair. La S.N.C.F. se réserve le droit de pro

Emprunt à taux fixe Montant : 0.8 millard de francs Prix d'émission : 96,46 %, soit 4.823 F par obligation intérêt annuel : 11 % payable le 9 septembre du chaque année. l'aux de rendement actuariei brut : 11,57 % (au 9 septembre 1995). Amortissement en 2 tranches éga 1997 :

- soit per rechats en Bourse.

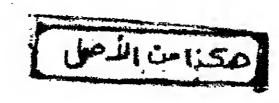
SOUSCRIVEZ

dans les Banques et chez les Agents de Change, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Epargne, les Caisses da Credit Agricola Mutuel. Une fiche d'information (visa de la COB nº 85-247 du 20 août 1985) est tenue à la disposition du public.

BALO, du 26 agús 1985

CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF





MARCHÉS

Hésitant : → 0.05 % Land: au - ment our le e deians

percitars. Lar Parpact arronte.

arre ementa
arre de possee
car de possee
arra COB e a appenden

· chement and alcur in menaliser les . . . ramide mas. or car a rota-

- Jun coeffiat actif . Saar et les de connaître la le cadre درد د cos du Trê-· . r cvaluer avec THE RESERVE on an cette A Contribute pour les nas excluse Son de la sur le marché indicateur ins-

- Surem R sussel-Uclof. DMC. Dunes. erers Prouvost.

diverse repli
Bourgues, CFDE, .. nneider. Ecco. - 4 🕾 1. or, en l'absence

le lingot gagnait

12 T

Buth the in

AUTOUR DE LA

MIST DES TAUX LORS DE PARTICITION DE BONS AMÉRI-(III) - . . . dermière adjudication zar - qui s'est déroulée landi Sie : ... Cintéret sur les effets à the 12 a vice remends & 7,07 %, contre 104 : :: : précédente vente aux mil : - : me monvement étant min . : cons à six mois (7,21 %, _'adjudication portait ser a : ul de 14,4 milliards de

PROD: VE ÉMISSION DE BONS REAR ESPAGNOL SUR LE HEGE :\ (ERICALN. - Unc Emission

in: in espagnol, d'une valeur de MOICES QUOTIDIENS interes DES AGENTS DE CHANGE ·Base 100 : 31 dec. 1981 23 aois 26 aois 218,4 218,8 WX DU MARCHE MONETAIRE Des DU DOLLAR A TOKYO

26 sous 27 sout 236.46 236.89

00 280 782 552 778 132 307 911 10 94 80 1047 1160 355 529 281 324 453 534 1335 1760 757 2060 2220 906 685 880 1041 Memory - Course - Cou 639 1315 1783 785 2070 2306 996 698 653 767 705 547 751 10 906 598 660 1041 776 702 645 53 80 193 50 780 704 646 53 80

26 AOUT



3CE

Mark Theory

at-type 35 ~ - - - ...

Caser . SS = 7 8 **a.**... dese \$2.50 ar to something Same Calump fee for HTES Self and sel 単独文(ディット) STATE STATE

The Section 1

Se loui d

A 19 miles fr

C 600MB

TVESTER

· 10.75

· ** : _2,

e Freimit .

.

----- - 201

.

17:12

- 574

Ce la fice to

e lease see and de make

Ser don S dans I ma

mendat et were des pour STATE OF material - on COR GO -Fire Land SECTE A LANGE Pre se tut + . range and a second

PRINCE marks of adies dumper

÷ ... The second of 7-14-5 . . .

50.00

4 10 ----Salva e y e 2 Figure 1997 *∳*_ ·· :. . . ja $\mathcal{A} = \{ \mathbf{v} \in \mathbf{W} \mid$ ₩ ₹.. ----1 - 1 -نہ ہات مو

1 : -A 100 8 8 -

EMPRUNTS ADUT 1985 MILLIARDS DE FRANCS

BLIGATIONS DE 5 000 F Server Carlo

- 1- 1-1-1-1 S. SE. SE. SE. e o i to de de la constante de

er er gett ein er ertitete $(\sigma_{\mathcal{C}})_{\mathcal{C}} = 2$

MARCHÉS FINANCIERS BOURSE DE PARIS **PARIS** NEW-YORK

26 soūt

Hésitant: - 0,05 %

Hestant: — U,UO 76

L'hésitatian prévalait, lundi au Palais Brongniart, nonamment sur le marché obligataire où les opérateurs s'efforçaient, en l'absence de détails complèmentaires, d'évaluer l'impact des dernières modifications apportées par la Rue de Rivoli à la réglementation des Sicav et Jonds de placements (vois page 22) après le « coup de pouce à la transparence » donné par la COB aux Sicav à court terme (la Monda daté 25-26 août).

La modification de la grille d'impo-

La modification de la grille d'Impo-sition des plus-values et le relèvement de 3 à 4 millions de francs de la valeur de 3 à 4 millions de francs de la valeur des parts (pour les entreprises uniquement), deux mesures concernant les seuls FCP, devraient pénaliser les fonds à taux de rotation rapide mais, dans une moindre mesure, ceux à rotation lente qui bénéficiaient jusque-là d'une fiscalité un peu plus avantogeuse, faisair-on valoir.

Outre à l'instrumention d'un coeffi-

Quant à l'Instauration d'un coeffi-cient de disponibilité de 10 % de l'actif (concernant à la fois les Sicav et les FCP), il faut attendre de connaître la FCP), Il faut attendre de connaître la liste des produits agréés dans le cadre de cette - disponibilité » (bons du Trésor, par exemple) pour évaluer avec précision ses conséquences sur le marché. Toutefois, expliquait-on, si cette liste devait être trop restrictive pour les actionnaires, il ne faut pas exclure quelques dégagements sur le marché financier.

financier.

Du côté des actions, l'indicateur instantané était étale (-0,05%). Suivant la hausse de Peugeot, à 392 F (+3%), Sagem, Roussel-Uclaf, Colas, Aussedat-Rey, DMC, Dumez, Scoa, Marine, Chiers, Prauvost, gagnaient 2% à 5%. A l'inverse, repli de Maisons Phénix, Bouygues, CFDE, Intertechnique, Schneider, Ecco, Penaroya (-2% à -4%).

Sur le marché de l'or, en l'absence d'indications de Londres (en raison d'une fête locale), le lingot gagnait 100 F, à 90 950 F, tandis que le napoléon cèdait 3 F, à 561 F.

Dollar-titre: 8,67/70 F.

Dollar-titre: 8,67/70 F.

L'arme au pied

VALEURS	Cours de : 23 noût	Court de 26 août
Alcon A.T.T. Bosing Chase Machastran Bank Du Pont de Kernours Esstman Kodek Soxon Ford General Sactric General Foods	34 0/8 21 1/2 46 3/8 57 1/4 44 1/4 50 7/8 43 6/8 60 1/8	25 400 X 35 21 47 56 56 7/8 44 3/8 01 1/8 44 3/8 77 1/0
General Motors Goodynes LR.M. LT.T. Mebb 09 Piline Schlumberger Tameco	- 88 7/6 28 126 3/4 32 1/4 29 0/8	87 3/5 27 0/8 128 1/5 32 3/8 29 3/8 47 1/8 36 7/8 36 7/8
LAL. Inc. Union Carbide U.S. Steel Vention Corp. Zeror Corp.	56 1/8 54 1/8 30 5/8 33 7/8	57 1/2 54 1/2 30 1/2 33 0/4 01 0/8

AUTOUR DE LA CORBEILLE

BAISSE DES TAUX LORS DE . 250 millions de dollars, sera placée aux de bons du Trésux, qui s'est déroulée lundi 26 août, les taux d'intérêt sur les effets à trois mois out été ramenés à 7,07 %, contre 7,14 % lors de la précédente vente aux enchères, le même mouvement étant constaté sor les bons à six mois (7,21 %, contre 7,28 %). L'adjudication portait sur un montant sotal de 14,4 milliards de

PROCHAINE ÉMISSION DE BONS DU TRÉSOR ESPAGNOL SUR LE MARCHÉ AMÉRICAIN. -- Une émission de boos du Trésor espagnol, d'une valeur de

INDICES QUOTIDIENS: C' DES AGENTS DE CHANGE

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE COURS DU DOLLAR A TOKYO
| 26 août | 27 août | 27 août | 236,80 | 236,80 |

L'ADJUDICATION DE BONS AMERI-CAINS. — Lors de sa dernière adjudication tembre, a indiqué le ministère espagnol de l'économie. Il s'agira de bons à court terms (270 jours), qui ont reçu les qualifications P-1 et A-1 délivrées par les agences de rating » Moody's et Standard and Poors, qui, d'après les milieux financiers, sont les plus élevées pour ce type d'émission de titres à court terme. Une partie substan-tielle des bons sera émise à échéance de trente jours environ; First Boston et Merrill Lynch étant chargées du placement de l'opération.

	FINAINCILIDS	1							-P '							
-		VALEURS	du nom.	% da coupon	VALEURS	Cours pric.	Denier	VALEURS	Cours pric.	Decrier	VALEURS	Comes préc.	Demier	VALEURS	Cours prác.	Demiar costs
. 1	NEW-YORK		UE HARA.	 	┝┈╌┤	- Prec	dinie				 				proc	COURS
		3%	47	2712 2836	Fano, Agedia-W.	271 2942	2728	Spie Retignalies Sonz (Fra. de)-C.L.P	250 845	248 840	Figure Park	230 j	276	SECOND	MAR	CHÉ
	L'arme au pied	3 % amort, 45-64		0214	Fondes	337 10	337 10	Sterni	412	428 50	Gener	565 153	575	AGP.RD	2210	1 2240
1	T alliss an bien	Emp. 7 % 1973 Emp. 8,80 % 77	5415. 122 06	2315	Forges Streebourg Forloter	270 1116	270 1100	Taipinger	1330	1340 580	Glaco Goodyear	753 251	153 250	BAFF	2310 865	2310 693
:	Le marché new-yorkais est resté l'arme	9,80 % 78/83	27 75	1 235	Foogerolle	82 20	8 1 20	Ufner S.M.D.	401	405 1D	Grace and Co	375		Calbarson	330	335
:	au pied limdi, et nombre d'opérateurs ont refusé de prendre le moindre engagement	8,80 % 78/96 10,80 % 79/94	98 50 100 06		Franta (ARD,	189 2940	192 2930	Ugmo	327	323 50 745	Gulf Oil Caredo Hopeywell Inc	125 545	126 530	Cap Gamini Soggii C. Equip. Bact	1080 295	1001 291
- 1	tant qu'ils n'aurout pas réussi à y voir un	13,25 % 80/90	106 42	3 086	From, Paul Renard	674	681	United	750 135		Hoogover	174	• • • •	C. Occid. Forestiline Dafes	142 216	142 216
2	peu plus c'air en ce qui concerne l'évolution prévisible de l'économie américaine au	13,80 % 80/87 13,80 % 81/89	105 86 106 81		GAN	3200 500	3328 800	UAP	2650	3681 391	LKC Caled N.V.	273	287 107	Dauphia O.T.A	1870	1250
1	second semestre de 1985. A cet égard,	16,75 % 61/97	110 80	10 106	GEZ UZ ESSEX	1812	1000	Us. ignat. france Us. incl. Crisch	395 718	695 ·	int Min. Chem	380	,	Blact. S. Desseult	791 · 526	793 627
.	toutes les indications sont bonnes à prendre,	16,20 % 82/80 16 % juin 82	11775 11669		Genty S.A	440 7190	71 80	Uningr	055	0.90	Johanneburg Kubota	720 12.75	12 90	Guy Degresse	696	676
i	et les - minutes - de la réunion de la com- mission de l' - Open Market -, qui s'est	EDF. 7.8% 61	147	9 088	Gévelot Gr. Fin. Coastr.	317 20 304	320 315	UTA	920 326	920 330	Latonia	248 810	245	Merin Investiller Mitalury, Minika	380 225	. 380 225
	déroulée les 9 et 10 juillet dernier, à présent	E.D.F. 14,5 % 80-82 Ct. France 3 %	106.20 164	3218	Gote Movel. Controll	153 00	161	Max	.118	114	Michael Bank Pic	40	47	M.N.S	365	
	commen, out eté passées so peigne fin.	CNB Bques jenv. 82 .	102 40	1 729	Gos Mood, Paris	480	470 10 1710	Westerman S.A		139	Mineral Florecure Normde	71 170	107 30	Havelo-Dalmas Oas, Gast, Fig.	415 305	413 308
:	On a ainsi noté avec intérêt l'avis exprimé par le vice-président du Fed.	CHS Pariban	102 90 102 90		Groupe Victoire G. Transp, led	1721 185	182 50		1		Ofwetzi	26	2570	Potit Satons	350	346
:	M. Preston Martin, qui s'est montré favora-	Car janv. 62	102 30		H.G.P	12740 148 20	12610 149 50	Ètran	gères		Pakhoed Holding Plant Inc.	199 434	191 428	Petrofigitz	629 1700	910 1700
·l	ble à une - fourchette > plus ouverte que les		· · · ·		ImmedeS.A	310	308	AEG	-	420	Proctor Gosphie	486 10	496 10	Porce	312	312
١.	objectifs assignés par ses collègues à la masse monéraire pour 1986 : 4% à 7%	VALEURS	Cours	. Demier	Imminuest	238 20 445	240	1A05	345	,	Ricch Cy Ltd	30 20 195	30 20 195	St-Gobale Emballage S.C.G.P.M.	300	290 290
.	pour la masse M-I et 6 % à 9 % en moyenne	17425.15	préc.	COURS	Immobereus	688	875	Alçan Alum Algemeine Bank	222 1448	222 1440	Robeco	213 50	207 50	ISEP	791	781
: 1	pour les deux autres agrégats (M-2 et M- 3). En attendant de plus amples informa-	Actions au	com	stant	jmmeb. Merselle jamelice	4301	4300 438	Variational busines	530	529 .	Rodersco	380	360	1500bas	228	231
. [tions, la cote est restée hésitante et l'indice	[//	, ooni	-	Industriale Cio	1500		Art. Potestica	481 240	475	S.K.F. Althoholog	233		Soute		205
ł	Dow Jones des valeurs industrielles resté- tait, en clôture, un repli de 0,6 point, à	Aciers Peopeot	145	150	Invest, (See Cont.)	1100.	1088 192	Asturiones Mines	115		Sparry Rend Steel Cy of Can	485 135	435 125	Hors	-cote	
ا :	1.317,65 points. Les échanges ont été	A.G.F. (St Cast.) Agreep	2200 48	2280 E	Leftge-Bail	419	418	Box Pop Espanol Barque Ottomane	96 931	27	Stillantain	63 50		Barie	295	ı Ì
[]	ramenés à 70,29 millions d'actions, contre	André Roudière	287	268	Lambert Friend	96 90	.55 40	2. Bigl. Interpot	30100	28610	Sed. Alkarrettes	198		Cochery	54	52 10
	75,27 millions le vendredi précédent.	Applic Hydrani Adrei	360 20 79 80		La Brome-Dupont Lilie-Bonnibus	364 30	366 50	Br. Lumbert Canadian-Pacific	282 117 50	11340	Thora EM	45 20	45	Coperus Hydro-Energie	470 210	470
: }	Parmi les valeurs les plus actives, on a relevé le cas de Texas Utilities. Sou-	Artois '	1439	1421	Locabell Insmob	890	995	Commerciant	709	670 316	Thysien C 1 000	370 15 50	16 50	Horeuso N.V.	128 50	127 50
: 1	thern Co., National Semiconductor, Mesa	Americ Publicité Bain C. Mongos	1000	1000 340	Loca Expansion	295	297 384	Ours, and Kreft De Bases (nors.)	310 47 50	407E	Valle Monngon	1181	1010	S.P.R	138 112	138 111 30
1	Petroleum et Sperry Corp. avec des chiffres	Becque Hypoth. Eur.	. 380 .	380	Locust	277	290	Dow Chamical	310	308 850	Wagone-Lits	485	490	Ulinez	347.50	
٠ }	d'affaires supérieurs au milion de titres.	Blanzy-Duest	296 492	285 50 482	Lorder (Ny)	140	141 1300	Orendoer Bank	968	200	West Read		35 50	Union Brassaries	152 50	
1	10-410-4	B.H.P. langeomia,	169	158	Machines Bull	48 90	48 90		4			4 1			4	
1	VALEURS Countrie 23 spot 26 spot	Bénédictine	2960 255	2985 262	Magazine Uniprix Magazine S.A	160 20	156	VALEURS	Frais incl.	Rachet	VALEURS	Emilyon Fund incl.	Rechet	VALEURS	Emission Frank incl.	Rachet
1	Alene 94 0/8 35 A.T. 21 1/2 21 Booing 46 3/8 47	Cold	573	574	Marieires Part	192	192									
1	A.T.T. 21 1/2 21 Boeing 46 3/8 47	Cambodge	335 136	138	M. H	137 30	142 80 367 70 a				SICAV	26/	R		•	
1	Chase Manhattan Bank	Campenos Bars	200	161	Métal Déphyé Mora	171	175 10				O.OAT	-0,	_			
ł	Eastman Kodek 44 1/4 44 3/8 Extra 50 7/8 01 1/8	Cacut. Padeng	455	451	Kaval Worms	170	170 -	AAA	518 61	505 95	Fractikance	50642M	483 07	Pierre Invention	514.24	460 92
1	Food	Carbone-Lorrains Caves Requelert	270 1580	275 1560	Navig, (Nat. de) Nicoles	109 90 461	105 50 482	Actions France	293 77 271 95	250 45 259 62	Fractives	70271 M	70096 11040 16	P.M.E. St-Honori	21000 KZ	\$1098 67 -
1	Canaral Foods 77 1/8 77 1/0	C.E.G.Frig	520	630 ·	Nord S.A	500 .	580	Actions selectives	413 42	394 67	Gention	567404	58596 38	Priv Association	20739.24	294.32 20739.24
ı	General Motors 88 7/6 87 3/6 Goodyser 28 27 0/8	C.E.M. Centers, Bismay	47 50 884	47 80 897	OPR Parities	205 735	206 134	Addicted	454 10	433 51	Gestion Attociations	11855	114 14	Province Investiga	336 17	336 37
1	1011 1082/4 1 490 1/6 1	Construct (Ny)	120	120	Optorg	159 20	158 20	AGF. 5000	311 17 468 83	297 06 447 57	Gestion Mobilities	5824F	536 98 446 11	Revenut Trimonnials	162 5 5427 TM	150 32 5374
1	17.7. 32 1/4 32 3/8 Nahi 09 29 0/8 29 3/8 Prior 47 3/4 47 1/8	Carabati	. 40 40 266	42 d	Palaie Nouvesuté	485	489	A.G.F. bearfoods	364 92	348.37	Gart. S.E. France	478 310	457 06	Remote Vert	1071.57	1080 75
1	Sehlumbariar	C.F.S	549	545	Paris France	170	172.50 170.50	ALTO.	211 67 185 47	202 07 177 06	Haveners Epergre	1135 (L) 1322 (A)	1135 87	Se-Honoré dio-aliment. Se-Honoré Parillique	52045 34211	496 85 364 71
	Testes 35 3/4 36 7/8 U.A.L. lec. 56 1/8 57 1/2	C.G.V.	421		Part. Fin. Gest. Ins.	1820	830 ·	América Gestion	41238	393 88	Horizon	890 40		St-Hanari Resi	10171 70	10419 5B
1	Holes Carbida	Chambourer (M.)	1198	1160	Pethé Cinéme	887	••••	Argentus	273 98 12819 87	261 54	LMSI	455 74	436 07	St-Honord Randoment .	11872 18	11614 12
1	U.S. Stock 30 5/8 30 1/2	Champex (Ny)	132 .	190	Piper Heldeleck	596	595	Associa	2351423	12756 DB 23514 23	Indo-Guez Valeurs	518 44	12004 16	St-Honoré Technol	621 \$4	40004 70
1	Xarox Corp 50 5/8 01 0/8	C.), Maritime	178		PLM	182	181 40	Bourse levesture	238 32	322 98	femolig.	9620 13		Sicur. Mobilion	410 06	351 40
÷		Classe	711	711	Providence S.A	185 560	165 543	Capital Plus	2393 44 1464 06	2386.28 1464.66	Intersitent France	326 97 426 62	312 14 407 27	Silicount trope Silicount trope	11708 \$8	1921 39 392 71
L	A CORBEILLE	Copii	364 30	530 356	Publicis	1872	1930 .	Colombia (see W.L.)	683 47	862,02	breast, task	12834 29	12609 05	Stactor Render	348 51 175 45	171 17
_		Consiphos	216 .	215 80	Reft, Souf, R	161.	161 468 50	Contai court same	288 68 10634 67	277 58 - 10834 67	invest Obligataire	14842 33	14818 49	Silect. Vol. Franc	232 92	222 36
	250 millions de dollars, sera placée aux	Comp. Lyon-Alem Concords (Let)	325 636	320 10 610	Ricollo-Zie	153	156	Content	893 38	862, 87	Japanie	218 T7 114 64	781 07 108 44	Séguntaire Associat. Ségunt. court terme	56174 36 56379 85	58174 35 58379 85
-	Etats-Unis dans les premiers jours de sep-	CALP.	11 60	1130	Rochefortaise S.A	256	36 50	Credister	367 72	351 05	Lefficto-Cri-teame	1 17501 71	177301 71	Signat. Oblication	56066 \$1	55055 81
	tembre, a indiqué le ministère espagnol de	Childri (C.F.B.)	306	292 90	Rosenio (Fig.)	193 50	185 80	Démine	449 11 12485 94	428 74 12485 84	Latitio-Expansion	84277	513 62	Saradan (Caadan (P)	676 32	966 33
	l'économie. Il s'agira de bons à court terme	Créd, Gén. Ind Cz. Universel (Cle)	558 015	554 610	Hongler at File	79 70		Dresot-France	409 29	380 73	Laifitio-France	235 98	225 28 207 76	SELL at its	1243 32 465 37	1240 94 - 444 27
	(270 jours), qui ont reçu les qualifications P-1 et A-I délivrées par les agences de	Créditel	141 50	141 50	Sector	· 51 25 80	25 90	Droute Securities	756 95 198 61	724 53 189 80	lation Obig	145 36	13877	Sichwarpa	584 54	568 03
	rating Moody's et Standard and Poors,	Durbley S.A	386 ·	386 . 1190	SAFAA	290	278 40 0	Droute-Selection	114 88	109 85	Laffette-Rend.	114674 51 192 奥	194 21	Skalena	243 62 394 48	232.57 376.57
	qui, d'après les milieux financiers, sont les	De Dietrich	540	531·	Safe-Alcan	1100	380 1144	Form flow	1028 89	1013 68 10151 28	Infficie-Tokyo	875 17	835 48	Siven	325 82	312
	plus élevées pour ce type d'émission de	Deprendnt	2 28 883	- 2 50d	Sacrier Const	26		Fruitie	229 44	219 04	Line Associations		11600 74	Sharate	199 00	190 03
	titres à court terme. Une partie substan-	Delmas Viel. (Fit.)	806	800	Sefes du Mid	350	365	Eparte	B\$177 65	59059 53	Lion-lectionicensis Lincolet	23072 27 51555 14	23014 73 00845 60	SL-Est	337 66 1063 31	322.24 1015.09
٠.	tielle des bons sera émise à échéance de trente jours environ; First Boston et Merrill	Dictor Bottle	1405	580 1430	Sanne-Fé	146	148 170	Epirgonat Slow Epirgon Associations .	7122 36 23551 84	7104 59 23481 20	Lingut parlaments	482 60	468 54	516	768 21	733 04
	Lynch étant chargées du placement de	Drag. Trav. Pub.	112	110	Sevolulume (M)	122	125 d	Epitrotte Capital	8642 31	6676 54	Mondiale byoggappum,",	338 57 53069 29	336 57 S 53689 29	Softment	1036 53 437 64	989 53 417 79
:	Profession	Duc-Lamothe	156	159	SCAC	220. 401	721 400	Epurgue Crise	1345 62	1294 60 488 06	Monacio	439 56	419 63	Sogeparger	362 36	349 25
٠.		Ency Victor	1621	1600 1152	SEP. 640	170		Epurges later	581 51	555 14	Mutualle Unio Sil	11601	100 70	Sugarer	847 10	208 68
:	BAISSE, EN 1984, DE LA PRODUC-	Economists Centre	538	520	Serv. Equip. Villa.	36 50	36 50	Epargue Long-Torme	1239 28	1183 08	Mario-Amer Natio-Epotgae	8457 86 13005 33	8444 87 12876 54	Sopieter	1069 ()4 406 52	1011 02 308 09
÷	TION SUD-AFRICAINE DE PIÈCES D'OR. – La production sud-africaine de	Electro-Benque	318	318 580	Sicotal	53 50 . 385	390	Epergra-Oblig.	185 38 014 11	176 97 4 872 66	Heato, Inter	922 98		Tucknotic	965 88	942 13
ł	pièces d'or a fortement buissé, en 1984, au	Elf-Antargez	303	306	Simra Alcatel	575	696 d	Epergre Valeur	343 13	327 57	Hend, Obligations	488 81	447场。	UAP investige	339 11	323 73
1	profit des cinquante-six autres pays qui	ELM. Lebbox	324		Simust	181	180	Eperoblig	1206 75 8353 48	1204.34 7874.68	Maco Patricine	1049 99 53161 40	1021 38 53101 40	Unitaries	113 08 306 87	113 08 292 75
		Enstrépões Parls	514	\$15	SMAC Acidroid	123 50		Euro Opionete	427 35	407 97	Natio Valents	540 86	51632	Linkonder	1884 17	844 DB
·ŀ	ques publiées à Washington par l'Institut de	Epergra (B)	1200		Sei Ginirale (c. inc.)	593	690	Europe Investice,	1284 52	1225 27 0	Nord-Sud Dávelopp	1000 07	1057 96	Uni-Garactia	1285 16	1258 73
	l'or, l'Afrique du Sud, tout en restant, l'an	Escaut Mades	71Z · 48 80	712	Solid Souncière	248		Financing Plut Fourier Impedies.	21648 31 810 44	21804 70 773 69	Oblicop Sient	1205 18 1150 92	1181 47	Uniquestion	985 83 980 64	835 64 936 17
1	dernier, le premier producteur mondial, n'a	Europ. Accumul	1420	1363	Solicana	640	634	Forcine	196 87	187 94	Cristi Gesece	107 86	102 78	Uni-Régions	1924 87	1837 58
Ţ	consacré que 2,4 millions d'onces de métal	Enter	1775	1779	S.O.F.I.P. MO	104		France Garastia	208 97	283 30	Parties Epergee	\$22.25 13579 68	13625 58	(hight	1886 92 157 37	1826 81 157 37
1.	fin (« troy »), contre 3,5 millions l'année en 1983. A l'opposé, les autres pays, notam-	Form, Victor (Ly)	188		Solragi	865 192		France-Investige	442.45 115.06	472.39 112.47	Parties Gerice	\$16#	402 95	Universe Obligations	1128 1	1091 86
ď	ment le Canada, out utilisé pour leur fabri-	HPP	123	123	Sovabel	715	706	France Obligations	396 38	390 52	Parmase-Valor	1029 12	1028 99	Valenta	387 W	. 370 12
1	cation 2.1 millions d'onces, contre 1,2 mil-	Frac	464 362		Speichim	120 586	120 550	Francic	268 70 219 76	256 52 216 61	Passaute Retain	243.43		Valorg	1313 M	1312 33 70266 75
1	lion en 1983.	Andreas Serent - 11+14	-						- 10 10							
=													-		_	

Comptant

Dans le quatrième colonne, figurent les varie- tions en pourcantages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.									èglement mensuel												e : coupon détaché; * : droit détaché; a : offert; d : demendé; * : prix précédent.								
ance ance	VALEURS	Cours précéd,	Premier cours	Dumer	*-	Compen- sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dermer cours	*+	Compen	VALEURS	Cours précéd.	Preside COURS	COURS	% +-	Compen- setion	VALEURS		Premier cours	Denzier -	% + -	Compan- setion	VALEURS	Cours précés.	Promier cours	Decaler cours	+
5644665560550680000055550500000000000000	Rhone-Pusil T.P. Thomston T.P. Accor Accor Agence Haves Air Liquide Als. Separtin. AL S.P.I. Austhon-Add. August Haves August Haves August Haves August Haves August Haves August Haves Bellerapipum Bel	1485 1040 1676 1132 1186 257 80 778 563 309 918 62 1043 1170 363 825 634 262 50 492 492 1310 1786	1149 1169 255 50 783 560 779 132 207 913 64 50 1045 1180 825 529 289 281 324 484 636 1335 11760 760 760 760 760 760 760 760 760 760	782 562 779 132 307 911	+ 0 37 - 0 01 + 0 24 - 0 40 + 0 70 + 0 70 + 0 85 + 0 81 - 0 43 + 1 43 - 0 43 + 0 38 - 0 85 - 0 78 + 1 220 - 1 12 - 2 94 - 1 12 - 2 12 - 1 12 - 2 14 - 1 12 - 1 1	200 183 1210 2230 440 (560 850 1150 777 775 1160 720 350 54 1300 1050 770 585 680 685 226 380 480 88 446 1920 2170 310 310 480 88 446 1920 480 480 480 480 480 480 480 480 480 48	Elf-Aquitativa — (cartific.) Epuda-1-fiurar — (cartific.) Epuda-1-fiurar — (cartific.) Emitor — (cartific.) Frican	180 372 54 79 296 1040 748 810 595 280 505 187 1450 508 443 1890 015 2200 303 1220 543	197 1250 1250 461 1586 846 1118 1185 686 372 54 285 1050 285 1436 87 285 1436 1436 1436 1436 1436 1436 1436 1436	197 1250 2220 463 2550 4855 1115 7762 11856 708 457 709 2255 5855 5855 5855 5855 5855 5855 585	+ 240 + 153 + 153 + 153 + 243 + 2043 + 2043 + 2044 - 205 - 2	986 189 380 68 585 183 480 11110 010 275 1120 215 305 75 1580 1410 1110 2580 720 1650 720 285 2480	Opti-Parities Chefal II.*) Paper, Gaucopap Pachaltronn Parit-Récoupap Pachaltronn Paritod* Parquot-Ricard Pérolas B.P. Paugnot S.A. Poclain Polase Polase Pompey P.M. Labinal Presses Caé Primpap Presses Caé Primpap Presses Caé Primpa Presses Caé Primpa Presses Caé Roman Patito Ricard Ricar	133 990 419 864 692 99 20 381 72 582 194 490 1929 1145 323 50 1929 1178 203 1536 1506 1186 2519 223 1640 2659 2659 2659 2659 2659 2659 2659 2659	410 565 5685 102 390 10 71 30 530 194 488 1880 1149 318 221 309 70 1569 1570 1560 223 1749 749 740 2255 740 740 740 740 740 740 740 740	580 193 50 193 50 1890 1149 224 80 285 1178 230 10 308 50 7 56 1180 225 1180 225 1723 1723 1723 1723 1723 1723 1723 1723	+ 10176 6617251362345640234408 081525 3310 46 372631147361	325 530 135 375 188 106 646 705 282 496 325 42 178 435 178 42 178 435 42 178 435 42 178 445 385 445 385 445 385 445 486 486 486 486 486 486 486 486 486 486	America	2506 3 330 10 330 10 129 50 129 50 129 50 129 50 26 50 25 50 26 50 25 20 485 10 325 20 485 10 325 20 485 10 325 20 445 10 325 20 446 30 138 50 138 50 138 50 138 50 138 50 188 50 188 50 188 50 188 50 188 50 188 50 188 50 188 50 188 50 188 50 188 50 188 50 188 50 188 50 188 50 188 50 188 50	388 500 108 50 108 50 540 700 2255 50 2255 50	2620 333 934 129 10 936 50 189 50 108 80 702 266 702 266 42 40 1791 80 178 150 178 150	2474758787874407880782387440788088238874078988238874078988238778	110 201 157 167 153 336 725 536 114 320 137 154 12 50 820 355 820 355 820 355 821 12 50 820 355 821 920 920 920 920 920 920 920 920 920 920	imp, Chemicas inco, Limited and inco, Limited and inco Limited and inco Limited and inco Limited	172 195 339 746 533 70 20 115 323 63 20 7720 138 70 12 80 010 368 253 50 323 215	1123 101 50 288 45 80 1012 668 259 27800 119 10 820 1713 131 40 178 10 187 50 347 70 20 3147 70 20 114 70 82 10 1722 1137 125 10 125 10	288 46 0012 868 227800 119 10 822 712 131 40 173 187 50 347 70 20 118 80 318 80 87 722 137 40 927 148 927 149 927 149 927 928	21++111212++1+++1+ 2111+121+121++
10	C.F.D.E. C.G.LP. Carneud Chargeure S.A. Chiera-Chiletti	198 767 705 647	193 776 702 645	780 704 646 53 80	- 227 + 189 - 014 - 015	740 010 840	L Wilton S.A.	826 740 520 845	740 522 828	230	+ 048	1330	Selimon Selimon S.G.ES.D.	52 50	53 45	362 50 349 10 1331 53 45	+ 0 02 + 0 07 + 1 80		TE DES			- '	URS DES B		MARC	_	1 00	_	_
00	Chiera-Chitelli Cimenta franç G.L.T. Alcatel Club Méditer	310	014	53 80 314 1193 513	+ 5 28 + 1 29 - 0 83 - 0 58	177 710 120	Lyens. Eist Meie, Phinis Mejoreth (Ly) Manurhin Mer, Wendel	189 60 710 110 266 90	718 718 115 50	718 115 50 287	- 001 + 043 + 797	500 885 430 245	Sign. Est. EL Sile Singo-ULP.H Singuir	858 670 422 259	696 670 422 50 259	690 670 426 259	+ 085		HÉ OFFICIEL	COURS préc. 8 424		422	ent V 8 050	8 700	Or Sin Militio an bus		p p	éc.	26/ 910
05025005000000000000000000000000000000	Codetal Coffering Coles Correct, Entrage, Compt. Mod. Crist. Foncier Cristif F. Innes. Cristif F. Innes. Cristif F. Innes. Cristif P. Innes. Cristif	140 286 40 270 171 329 836 288 720 289 50 1910 1424 210 1124 226	141 286 50 282 173 50 329 840 292 720 211 80 1910 1420 213 1150 233 80 880	141 286 50 280 173 50 329 840 292 720 212 1914 1421 213 1180	+ 071 + 003 + 3145 + 047 + 1 03 + 1 03 + 1 021 - 0 021 + 2 31 + 2 48 + 2 84	1570 2140 1890 1110 2950 270	Mersell Mersel	1584 2190 1699 1110 2944 268 -77 70 1320 -80 303 96 10 477 154 712 163 10	1580 2200 1715 1110 2520 271 76 90 1860 665 01 70 389 80 96 475 158 165 30	1560 2195 1710 1115 2930 271 76 50 1841 686 82 400 94 80 475 164	7 - 0 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	646 171 2140 415 595 485 240 540 2500 560 230 95 1800 645 790	Silis Rossignol Silismico Silismico Sociado So	646 174 2140 418 615 496 238 830 2630 2630 2630 85 1880 550 791	646 181 2135 419 620 600 236 531 2830 557 234 80 67 50	21450 646 101 2135 449 620 801 236 531 2530 857 254 257 80 1885 786 322	- 070 + 015 + 022 + 001 + 084 + 085 - 086 + 086 + 080 + 080	ECU Allentige Belgique Paya Bas Denema Horvigo Grando-I Grico (14 Suicos (1 Suicos (1 Suic	ne (100 DBG (100 F) (100 E) (100 E) (100 E) (100 E) (100 E) (100 E) (100 nc) (100 nc) (100 nc)	5,738 306 500 1E 071 271 470 84 150 103 190 11 808 0 440 4 548 373 102 250 4 190 0 218 5 090 0 218 3 562	8 305 15 271 84 103 3 11 3 8 4 373 102 1 43 6 6	797 400 29 078 1 520 26 030 7 100 8 806 1 430 549 110 250 9 470 4 150 080 217	4 450 2 2 9 1 1 350 6 4 300 3 606 7	110 -15300 277 87 805 12 7 500 4 800 0 775 03 44 400 6 500 8 300 3 610	Or fie fen Engel Pilos fennysie (2 Pilos fennysie (2 Pilos fennysie (2) Pilos fen 10 doller Pilos fen 3 doller Pilos fen 50 peno Pilos fen 10 Sodre	ioni	901		908 5 5 37 20

2. ASIE Le Vietnam n'exclué pas le maintien de ses conseillers au Cambodge. 3. AFRIOUE La tension en Afrique du Sud : Preto-ria attend des clarifications sur la vi-site des trois ministres de la CEE.

4. EDROPE - RFA : l'espionne en famille.

POLITIQUE

5 à 10. LE RAPPORT DE M. BERNARD TRICOT SUR L'ATTENTAT CONTRE LE BATEAU DE GREENPEACE

> LE MONDE MEDECINE

11. Etre expert en folie. par le placenta.

CULTURE

14. THÉATRE : un entretien avec Gebriel 15. CINEMA : la 42º Mostra de Venise ;

« Films du monde » à Montréal. 14-15. COMMUNICATION. - MRJ Strasbourg intendit d'emission.

ÉCONOMIE

21. SOCIAL : les difficultés de la Sécurité AGRICULTURE : manifestations des producteurs de fruits et de légumes.

22. CONJONCTURE : l'État français régmenaga son emprunt de l'automne 1982.

RADIO-TELEVISION (16) INFORMATIONS - SERVICES . (13): - Journal officiel »; Météorologie; Mots croisés.

Annouces classées (17 à 20); spectacles (15-16); Marchés fmanciers (23).

> Sur **CFM** de 19 houres à 19 h 30

à Paris (89 MHz) à Lyon (100,3 MHz) à Bordeaux (101,2 MHz) à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

MARDI 27 AOUT En coproduction avec CFM Bordeaux La sixiome université d'été de la communication en Aquitaine

« Le Monde » recoit Claude NEUSCHWANDER président de CFM avec JEAN-FRANÇOIS LACAN

MERCREDI 28 AOUT Lucien SFEZ

président du Conseil national de la communication audiovisuelle

OUVERT EN AOUT pour vous servir DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maitre tailleur PANTALONS 590 F A partir de COSTUMES MESURE

1 750 F A partir de **NOUVELLE COLLECTION** 3 000 tissus

ies draporios anglai Boutique Femme TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX **22L MESUBE** UNEFORMES ET INSIGNES MILITAIRES Prēt-à-porter Homme **LEGRAND Tailleur**

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra Téléphone : 742-70-61. Du kındî au vendradî de 10 h à 18 h.

ABCDEFG

Renault abandonne la formule 1

Course à l'économie

La régie Renault, qui avait été le premier grand constructeur à concevoir entièrement une formule l (moteur et châssis), abandonnera la compétition à la fin de la saison, honorera ses contrats en fournissant ses moteurs V6 turbo aux écurics britanniques Tyrrell (jusqu'à la fin de 1986) et Lotus (jusqu'à la fin de 1987). Cette décisinn, attendue depuis plusieurs semaines mais officialisée mardi 27 août, est bien sûr liée à la situation fioancière inquiétante de l'entreprise qui a enregistré 12,5 milliards de francs de pertes en 1984.

Depuis sa nomination, le 23 janvier 1985, le nouveau PDG de la Régic, M. Georges Besse, n'avait pas caché que « chaque secteur d'activité devrait contribuer au redressement de l'entreprise ». Après avoir annoncé le retrait de Renault des compétitions cyclistes, il avait accordé un sursis à la for-mule 1, qui véhiculait plus directe-ment l'image de marque de la Régie auprès du public, en France comme

- Si la formule I ne coûte pas un centime à l'entreprise, Renault pourra continuer », avait-il annoncé. Pour trouver les 200 millions de francs de budget annuel, ou au moins la moitié, la Régie avait alors fait appel aux plus grandes agences de publicité (Publicis qui gère le budget de Renault, Havas, Euro-com), à l'International Management Group de l'Américain Mark McCormack. ELF, le partenaire depuis le début de l'aventure, a été sollicité pour accroître son effort financier. En vain. La saison de formule 1 en cours

o'a, il est vrai, guère contribué au renom de Renault La Régic qui avait fait œuvre de pionnière en pré-

LA GRÈCE ET L'ALBANIE

NE SONT PLUS EN GUERRE

Athènes (AFP). - Le gouvernement grec a décidé de mettre fix à « l'état de guerre » qui règne toujours entre la Grèce et l'Albanie depuis 1940, a annoncé vendredi soir 23 août la porte-parole du couvernement

Le porte-parole a précisé que cette décision était « irrévocable ». Il répondait aux critiques du chef du principel parti de l'op-position, M. Mitsotakis, qui avait jugé qu'une telle mesure était point de vue national ».

« Le régime inhumain sous lequel vivent des centaines de mil-liers d'épirates du Nord (membre de la communauté grecque) en Albania, avait dit M. Mitsotakis, est une anomalie plus grande que celle du maintien de l'état de guerre 3.

Selon les organisations grec-ques de soutien aux épirotes du Nord, la communauté grecque en Albania est forte de quatre cent

[L'état de guerre existe entre la Grèce et l'Albanie depuis le 28 oc-tobre 1940. A cette date, les forces de Mussollai – qui avait imposé l'amée précédente à l'Albanie une "union » avec l'italie — graient en effet attaqué la Grèce à partir du territoire albamais. A la fin de la denziènte guerre mondiale, les relations gréco-albamaises ne furent pas normalisées, en raison du différent excritorial concerner les derritorial concerner les derritorials pas normalisées, en raison du diffé-rend territorial opposant les deux, pays au sujet du nord de l'Epire. Le gouvernement nocialiste grée a si-gué depais 1981 plusieurs accords blintérant avec le gouvernement al-hencie!

APPLE II e

+ 1 Ecran vert 12"

(nouveau modèle 65 C 02)

+ 1 Floppy avec contrôleur

+ 1 Interface graphique

(crédit immédiat possible)

+ 7 imprimente EPSON LX 80

= 12 990 FTTC!!

INTERNATIONAL COMPUTER 4

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - tél. : 272.26.26

et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - tél.: 37.25.03

Le Centre Géant de la Micro-Informatique

sentant un moteur turbo, le 16 juillet 1977 à Silverstone, lors du Grand Prix de Grande-Bretagne, ne s'est en fait jamais remise de son échec inextremis, dans le championnat du monde 1983. Après des débuts difficiles, la monoplace jaune et noir que les Anglais avait surnommée the yellow tea pot (la théière jaune), à cause des nombreux turbos cassés dans un jet de fuméer, avait confonda ses détracteurs en remportant le Grand Prix de France à Dijon, le le juillet 1979 avec Jean-Pierre Jabouille. Quatorze autres

succès allaient suivre de 1980 à La consécration semblait même promise en 1983. Avec quatre victoires, Alain Prost était en tête du championnat du monde à la veille du dernier Grand Prix à Kyalami (Afrique du Snd). Grand seigneur, la Régie avait refusé de porter réclamation contre sa principale rivale, la Brabham BMW, qui avait utilisé, lors des courses précédentes, un carburant non conforme au règlement. Excès de confiance? Le Brésilien Nelson Piquet triompha ce jour-là pour deux points et BMW devint le premier moteur suralimenté couroupé en formule 1.

Une équipe décapitée

Cet échec allait avoir des conséquences immédiates. Alain Prost passait cbcz McLaren, L'équipe Renault-Sport était elle-même déca-pitée à la fin de la saison 1984 avec le départ de son directeur, Gérard Larrousse, puis de Gérard Tatu, l'ingénieur en chef, qui tous deux prenaient la responsabilité du programme Ligier en formule 1.

Gérard Toth, nommé directeur de la compétition et directeur général de Renault-Sport, le 5 novembre

1984, ne parvenait pas à reconsti-mer une équipe digne de la précé-dents. Cet échec était d'antant plus inquistant que, pour retrouver son rang en formule 1, la Régic aurait du beaucoup réinvestir en hommes et en matériel.

Renault-Sport n'est pas pour antant dissoute. La Régie entend ponreuivre ses activités en rallye (la Renault maxi 5 turbo a gagné le Tour de Corse 1985 mais il n'est pas question de l'engager régulièrement dans les rallyes du championnat du monde 1986) et dans les formules de promotion. L'activité de l'usine d'Antony (trente personnes) ne sera pas rédnite. L'usine de Viry-Châtillan (cent personnes), qui fabriquait entre cinquante et cent moteurs par an, continuera donc jusqu'à la fin de 1987 avec une activité sans doute réduite. En revanche, l'usine d'Evry (soixante-quinze personnes), qui construisait les châssis sera fermée mais le person-nel reclassé.

Coincidence, l'annonce officielle du retrait de Renault en formule I intervient moins de quarante-buit beures après le triomphe de Peugeot dans le championnat du monde des rallyes qui constitue, selon le président, M. Jean Boillot, - l'investissement le plus rentable » de la sirme de Sochaux.

GÉRARD ALBOUY.

● Victoire de la 205 ; le syndical demande une prime. - Le SIAP-CSL (syndicat de la firme automobile Peugeot) s'est félicité, lundi, de la victoire de la 205 turbo 16 dans le championnat da monde des railyes et a demandé une prime à Pengeot.

Le syndicat demande que e cet événement exceptionnel fasse l'objet d'une prime spéciale de 500 F pour l'ensemble du personnel ».

NOUVELLES BRÈVES

· Les centristes tendent lo main aux sociolistes repentants. -M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a déclare, le lundi 26 août, devant les jeunes démocrotes sociaux réunis en université d'été à Lamoura (Jura): - Notre avenir n'est pas avec les sociolistes, quiporteront longtemps avec eux lc poids des mensonges et des illusions mai 1981, ainsi que les tentation du tout politique et du totolito-risme. Mais l'avenir d'une partie des socialistes, ccux qui aujourd'hul ont un longage de vérité et qui se repentent, est peut-être avec nous. » M. Méhaignerie a ajouté qu'il n'y avait - oucune contradiction • à ce qu'il rencontre M. Michel Rocard, il a toutefois précisé que s'il y avait un rapproche-ment avec le CDS ce serait uniquement dans le cadre du programme de l'opposition.

 Les rocardiens ne constitueront pas de listes indépendantes en 1986. - M. Claude Evin, député socialiste de la Loire-Atlantique, proche de M. Miebel Rocard, a affirmé avec « solemnisé» qu'« il n'est absalument pas question » pour les rocardiens de présenter des listes indépendantes pour les élections de 1986. Interrogé, le lundi 26 août, sur RTL, le président de la commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale a déclaré : « Nous sommes membres du Parti socialiste et nous entendons y rester. Il est hors de question de nous inscrire dans une logique scissionniste -

 Le maniseste de M. Poperen (PS). – Le projet de maniseste ré-digé par M. Jean Poperen, numero deuxCn PS, dans le cadre de la préparation du congrès du PS (le Monde du 24 août), va être soumis à une commission de rédac-

JUSQU'AU SAMEDI 31 AOÛT 1985

tion. Le texte définitif pe sera pas soamis ao vote des militants, mais diffusé par le PS avant le congrès.

. M. Jacques Chirac en o . raste bol - du socialisme. - Le président du RPR, qui a ouvert, le lundi 26 août à Pontarlier (Doubs), la troisième université d'été des jeunes de son parti, a précisé ce que devait être la campagne du RPR pour les prochaines élections. . Je voudrais, a-t-il affirmé, que ce soit une campagne plus entrainante, très mobilisée sur le plan politique, très claire et très déterminée, en marquant que, le socialisme, on en a fait l'expérience. Maintenant, ras le bol. C'est terminé. Au mogasin des accessoires la

• M= Kauffmann à la mosquée de Poris. - L'épouse de notre confrère Jean-Paul Kauffmann, enlevé à Beyrouth le 22 mai dernier, est allée, ce landi 26 août, à la mosquée de Paris, afin de présenter ses vozux au recteur Cheikh Abbas, et à la communauté musulmane de Paris qu'elle a remerciés de son soutien. Après avoir affirmé sa « solidarité » ct son - soutien - à la cause de la libération des otages, le Cheikh Abbas a longuement condamné la guerre du Liban en soulignant « son obsurdité - et en en rejetant la responsabilité sur - des forces extérieures ., car, a-t-il ajouté, . les Libanais de toutes les religions ont vécu en paix ensemble pendant des

Le Club Méditerranée en Chine. - Le Club Méditerranée ouvrira un nouveau village, en mars 1986, en République populaire de Chine. Les installations, situées dans une baie sablooneuse à Sui-Mia-Cha, à 16 kilomètres de Hongkong, se trouvent dans la - zone économique spéciale. de Chenzhen, créée par la République populaire pour attirer les investissements étrangers. Le nouveau village, d'une capacité d'hébergement de deux cent quarre-vingts lits, comprendra plusieurs lacs, un golf de dix-huit trous, des courts de tennis, ainsi que des ateliers d'art, d'artisanat et

· CYCLISME : Championnals du monde. - La Française Jeannie Longo a obtenu, lundi 26 août à Bassano-del-Grappa (Italie), la médaille d'argent de la poursuite. Elle a été batiue de I sec. 8/100 en finale par l'Américaine Rebecca Twigg (3 mm 52 sec. 75 pour les

· NATATION : record de France pour Stephan Caron. -Deuxième de la finale du 100 mètres nage libre de l'Universiade d'été. gagnée par l'Américain Matt Biondi, le mardi 27 août à Knbé, le Rouennais Stephan Caron a battu son record de France en réussissant pour la première sois moins de 50 secondes (49 sec. 97, alors que son précédent record, établi le 2 août en finale des championnats d'Europe, était de 50 sec. 20).

LE NOUVEL ACTIONNARIAT DE FRAMATOME

La CGE prendrait la tête d'un pool industriel

Après plusieurs mois de négociations conduites par les pouvoirs publics (le Monde du 17 juillet), un accord devrait bientôt être trouvé sur la répartition du capital de Framatome. Depuis la mise en liquida-tion de Creusot-Loire, qui détenait 50 % des actions, le seul actionnaire du constructeur français de chau-dières nucléaires est le Commissa-

rist à l'énergie atomique. Compte tenu des perspectives brillantes à court terme de Framamme, dont les bénéfices distribua-bles devraient atteindre au moins 200 millions de francs par an an cours des quatre prochaines années, et bien que l'avenir à plus long terme soit inquiétant, les candidats ne manquent pas.

La CGE, maison mère d'Alsthom, qui fabrique notamment la partie classique des réacteurs, les groupes de travaux publics Bonygues ct Damez, lesquels assurent le gros
œuvre des centrales EDF, principal client de l'entreprise, les cadres de Framatome (1) et bien entendu le CEA sont tous intéressés à des titres

Soutenn par le ministère du redéploiement industriel, qui souhaite qu'un leadership industriel se des-

diversification nécessaire de la société, gênée à terme par le ralen-tissement du programme nucléaire, un schéma paraît depuis peu se dégager. Il prévoirait la création d'un pool industriel conduit par la

CGE, qui deviendrait le principal actionnaire de la société, sans loutefois détenir la majorité du capital. Sa part pourrait atteindre 49 %. Le reste serait réparti entre d'une part le CEA et d'autre part les cadres de la société.

Ce schéma aurait fait l'objet d'un accord entre les directions de Framatome et de la CGE. Il susciterait toutefois des réticences an sein du CEA et la répartition des participations, à l'intérieur du pool industriel, resterit à définit.

(1) La CGC, principale organisation syndicale, représant les 2 500 cadres de l'entreprise, vient de se prononcer en faveur d'une participation d'- au moins 10% - du personnel dans le capital, soulignant la nécessité de préserver son indépendance pour - les choix industriels et la politique de diversifica-

Le débat sur la Nouvelle-Calédonie

MML HERNU ET JOXE MENACENT DE POURSUIVRE M. LÉOTARD EN JUSTICE

MM. Charles Hernu el Pierre Joxe menacent de poursuivre en jus-tice M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain. Le dimanche 25 août, celui-ci, au cours d'un déjeuner de presse, avait dressé le bilan de son voyage en Nouvelle-Calédonie et mis en cause le comportement des forces de l'ordre et de certains hauts fonctionnaires. Il avait accusé le gouvernement

d'a kumilier - la gendarmerie en lui donnant l'ordre de ne pas - intervenir » ou de ne pas » penêtrer dans certaines tribus ». M. Léotard avait aussi dénoncé la complicité de certains hauts fonctionnaires - avec des miler informé - des opérations de geodarmerie étant, selon lui, le FLNKS.

Dès le lundi 26 août, le ministre de la défense et celui de l'intérieur adressaient une lettre commune au secrétaire général du PR. loi demandant de . produire les preuves matérielles - de ses - graves assertions ., et cela - dans les plus brefs

Les deux ministres expliquent aussi que les déclarations de M. Léotard - constituent une mise cn cause grave de fonctionnaires dans leur manière de servir », que ces accusations leur apparaisent tatalement infondées -, et que donc, conformément à la loi en vertu de laquelle II leur appartient d' intervenir pour protéger : les ageots placés sous leurs ordres, ils se réservent d'. d'utiliser les voles de droit que [nous] ouvre la loi en cas de menace, injure, diffamation ou outrage .. Pour sa part, M. Jacques Lasleur, deputé RPR du territoire, affirme que M. Léctard n'aura - aucun mal - à fournir les preuves

En RFA LA VOITURE PROPRE FAIT RECETTE

Déjà plus de soixante mille voi tures équipées de dispositifs antipol-lution circulent en Allemagne de l'Ouest. C'est ce qu'a indiqué der-nièrement M. Friedrich Zimmermano, ministre de l'intérieur de demande de véhicules - propres -augmente rapidement : 6 500 immatriculés en avril, 20 000 en juillet. Et les constructeurs d'automobiles estiment que la demande va croitre encore. Dès 1986, selon les études de marché, la moitié des voitures neuves immatriculées en RFA pourraient répondre aux normes ontipollution et les trois quarts en 1987.

Le numéro du « Monde » date 27 200t 1985 a été tiré à 480 505 exemplaires

STABILISATION RELATIVE **DU CHOMAGE DANS LA CEE**

Le tanx de chômage par rapport à la population active (en données brutes) s'est accru de 0,2 point en juillet dans les pays de la Commu nauté européenne, atteignant 11 %, contre 10,8 % le mois précédent. 12.4 millions de personnes étaient au ehômage, soit 400 000 de plus qu'en juillet 1984 (en juin l'augmentation sur un an avait été de 380 000). Cette relative stabilisation s'accompagne cependant d'une augmentatioo forte du chômage des jeunes (+ 4,3 points), notamment des femmes. Sur un an, le chômage des femmes s'est très légèrement accru, tandis que celui des hommes diminuait très légérement aussi.

C'est en Irlande que le taux de chômage reste de loin le plus cleve (17,9 %), suivie par les Pays-Bas (13,6 %), la Belgique (13,5 %), Bretagne (12,3 %), la France (9,8 %), la RFA (8,2 %), le Danemark (7,9 %) et loin derrière, le Luxembourg (1,5 %).

Etats-Unis SAMANTHA. «AMBASSADEUR DE LA PAIX» DANS UN ACCIDENT D'AVION

Aubum (AFP, AP.). - Samantha Smith, la joune Américaine, à qui une lettre adressée à Youri Andropov en faveur de la paix, avait valu un voyage de deux semaines en URSS en 1983, vient de mourir tragiquement. La jeune fille, âgée de treize ans, a péri, ainsi que son père et six autres passagers, dans un accident d'avion près d'Auburn dans le Maine Inord-est des Etats-Unis). « Toute l'Amérique a perdu une petite fille très speciale; Samantha avait conquis tous les cœurs comme ambassadeur de la paix en URSS», a déclaré le gouverneur du Maine.

A son retour aux Etats-Unis, après son séjour à Mascau, Samentha était davanua una vedette, et avait même écrit un livre sur son voyage. Elle tournait actuellement une série pour la chaîne da tétévision américaine ABC. A l'époque de sa visita en URSS, certains avaient estimé que Samantha avait été cexploitée » par les Soviétiques.

A l'annonce de son accident. les réactions ont été nombreuses et unanimes, tant du côté américein que du côté soviétique. L'agence Tass, dans un communique lu, lundi à Radio-Moscou, a déclaré : c.Le nom de Samentha Smith est connu en URSS et dans le monde entier », l'agence a ajouté que l'année demière la jeune Américaine avait affirmé que « la peuple soviétique dési-rait profondément la paix ».

CLASSE PRÉPARATOIRE MÉDECINE ou PHARMACIE REUSSIR

57, rue Charles-Laffitte, 92 Neurity - Tel.: 745.09.19

Nigéria

11 X 7 2 1 ٠. ٠. ٠. ي $\frac{\partial^{n+n}}{\partial t} (x_n) = x_{n+n}$:E.

52

2 No. 10

Section 1.

35 to 1 750 .

£

2777

\$ 10 m

×-----

281 70 10 -7

2 ...

Time to the second

Balletin and the

2

3-27-

nen set in

estimate to the

grand all a

22.025 (6.12)

#2 No.70 €

1858 T

difference in the con-

years of

Server Bullians

35 ST. 1 (1) 1 (1)

527 (170)

建筑线 经工作

Design to the con-

Marie

22. fan - - .

Extra males

the arrows in

ತತ್ತಿ-ಆಗಿತ್ತಾರೆ.

10 m. 12

Belloui en par

fe Gerbirent um.

er teat mille

Mit en barricon .

te de jeunes de

aleopationa are

weremmen:

le pour oir . (n.)

as dappartient top ...

a sperieurs pic.

fresomie que d'id.

to compatrioses and

m rien melle aus

will en ont ite

States de managerere de la labangi de la de labangi de la labangi de labangi de labangi de la labangi de labangi de la labangi de laba

May es: Ces

the medication

The footiers 19

See of the policy of the see

a dair par acres

ar tr genite bit.

The state of the s

Poly Hills

See to see the see of the see of

Modified Research

Sanc Sanc

See Sill South State of the Second

Besies, ils devron

des lancent dans

ames sembluhi-

the bonnell cod 202

alessemble de ...

COEAD.

150 m 150 m 150

Berraine day in the content of is manuación es Mills of Parties Code Junta 11 1 1 1 Hame qui accum. Carrier - 12 the On progression and Page que ! Abiari Seven Me melite o per